

1

JANVIER - MARS 1969

11<sup>e</sup> année

# **cahiers de documentation européenne**

**PARLEMENT EUROPEEN**

Direction générale de la documentation  
parlementaire et de l'information

Outre les actes officiels publiés au «Journal Officiel des Communautés», les activités des Communautés européennes font l'objet de publications régulières.

En particulier la Commission des Communautés européennes publie un Bulletin mensuel sur l'activité des Communautés et le Parlement européen relate ses activités dans le périodique «Parlement Européen-Informations».

Le Conseil de Ministres publie un communiqué de presse à l'issue de chacune de ses sessions. Son activité fait également l'objet d'une rubrique dans le Bulletin des Communautés.

Le Comité économique et social publie des communiqués de presse à l'issue de ses sessions plénières et son activité d'ensemble fait l'objet d'un Bulletin d'Information trimestriel.

Les Cahiers de documentation européenne sont conçus comme un complément à ces publications. Ils relatent les événements les plus marquants concernant l'intégration européenne qui se déroulent en dehors des organes des Communautés.

## SOMMAIRE

### PREMIERE PARTIE

#### EVOLUTION DE L'INTEGRATION EUROPEENNE

##### Le Plan Mansholt - premières réactions

	<u>Page</u>
1. Allemagne .....	8
2. Belgique .....	15
3. France .....	22
4. Italie .....	27
5. Luxembourg .....	29
6. Pays-Bas .....	31
7. Milieux professionnels européens.....	36

##### sur le plan national

#### I. GOUVERNEMENTS ET PARLEMENTS

##### Allemagne

1. M. Strauss, ministre des Finances, rejette, dans des interviews, toute idée de possession, par la République fédérale d'armes nucléaires, et exige l'adhésion, dans un proche avenir, de la Grande-Bretagne au Marché commun (18 décembre 1968) ..... 41
2. Au cours de la session de la commission franco-allemande de coopération économique, M. Schiller, ministre fédéral de l'économie, recommande le renforcement de la coordination des politiques économiques au sein de la C.E.E. (28-29 janvier)..... 42
3. La visite de M. Wilson, Premier ministre de Grande-Bretagne, à Bonn (11-13 février)..... 43
4. Le débat sur la politique européenne au Bundestag (19 mars) ..... 45

##### Autriche

1. Conférence de M. Otto Mitterer, ministre du commerce, de l'artisanat et de l'industrie, devant le Conseil parlementaire autrichien du

	<u>Page</u>
Mouvement européen sur "Les relations entre l'Autriche et la C. E. E." (7 janvier) .....	49
2. La visite du chancelier allemand Kiesinger dans la capitale autrichienne (27-29 mars).....	51
 <u>Belgique</u>	
1. Sénat :	
Débat sur la politique européenne (15 janvier) .....	53
Problèmes monétaires européens (27 février) .....	62
2. Chambre des Représentants :	
L'examen du budget des affaires étrangères pour 1969 (février-mars 1969).....	63
 <u>Etats-Unis</u>	
Les problèmes européens évoqués dans l'exposé fait par M. Rogers, secrétaire d'Etat, devant la commission des relations extérieures du Sénat (27 mars).....	71
 <u>France</u>	
1. Les relations entre la Yougoslavie et la Communauté dans les entretiens franco-yougoslaves de Paris (12-17 janvier).....	73
2. Le général de Gaulle exalte l'"harmonie fondamentale" entre Rome et Paris (17 janvier).....	73
3. L'Espagne et l'Europe : la visite de M. Debré à Madrid (5-7 février).....	75
4. Les relations franco-autrichiennes et le Marché commun (21-23 février).....	75
5. M. Debré explique la politique européenne de la France à l'émission télévisée "Face à la presse" (4 mars 1969).....	77
6. Les entretiens de Gaulle-Kiesinger (13-14 mars).....	77
 <u>Grande-Bretagne</u>	
Le Plan européen de M. Brown (6 mars).....	79
 <u>Italie</u>	
1. Déclarations du président du Conseil et de ministres italiens au sujet de la politique européenne de l'Italie (décembre 1968, janvier-février 1969).....	80



	<u>Page</u>
2. Le ministre Bosco propose l'institution d'une Communauté européenne pour les problèmes de la jeunesse (2 février 1969).....	84
3. M. Pedini souligne le rôle de la politique commerciale dans la construction communautaire (3 février 1969).....	85
4. Le ministre Lauricella et les problèmes de la recherche (6 février 1969).....	87
5. Discours du ministre Colombo sur les perspectives actuelles de la construction européenne (7 février 1969).....	87
6. Déclarations de M. Nenni, ministre des affaires étrangères au Sénat (25 février).....	90
7. Visite à Rome de M. Rey, Président de la Commission de la Communauté, et des ministres Harmel, Brandt et Luns (février-mars).....	91

### Luxembourg

Aspects européens de la politique du nouveau gouvernement (11 février).....	92
---	----

### Pays-Bas

1. Rapport sur Euratom présenté par le ministre des affaires économiques devant les commissions des affaires étrangères et de l'énergie nucléaire (29 janvier).....	93
2. Débats de la Seconde Chambre sur la politique européenne (février-mars).....	95
3. Coopération entre les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la République fédérale en vue de la création d'un établissement d'enrichissement de l'Uranium (11 mars).....	97
4. Questions parlementaires :	
- Déclarations de M. Barre, vice-président de la Commission européenne (10 février).....	100
- Sécurité européenne (24 février).....	101
- La C. E. E. et Israël (27 mars).....	102

## II. PARTIS ET PERSONNALITES POLITIQUES

1. Le financement de la politique agricole entraînera-t-il l'échec de la C. E. E. ? - Une prise de position de M. Lückner, député du C.S.U. au Bundestag (janvier 1969).....	103
2. Déclarations de l'ex-chancelier Erhard sur la politique européenne (6 janvier).....	104

	<u>Page</u>
3. Prise de position du Parti libéral italien en faveur de l'Europe unie (7-12 janvier).....	105
4. Lettre adressée par Lord Gladwyn au "Times" (4 février).....	106
5. Le prix Robert Schuman 1969 au professeur Hallstein (6 février). 108	108
6. Les indépendants giscardiens lancent une offensive européenne (mars).....	109
7. A Münster la politique agricole commune domine les discussions du congrès C.D.U. de la paysannerie (7 mars).....	113
8. Un article de M. Pierre Uri dans "Le Monde" : Proposition à la Grande-Bretagne (14 mars 1969).....	115
9. "L'Angleterre en Europe". Un discours de Lors Chalfont (24 mars).....	117
10. M. Hougardy, Sénateur, pour une initiative belge sur le plan européen (30-31 mars).....	118
11. M. Kreisky, président du parti socialiste autrichien, souhaite la création d'une vaste zone de libre-échange (31 mars).....	119

### III. ORGANISATIONS ET GROUPES D'INTERET

1. La Fédération de l'industrie allemande met en garde contre le risque d'un "débauchage" d'entreprises industrielles dans la C.E.E. - Prise de position sur la politique régionale (janvier)..	121
2. M. Blessing, président de la Banque fédérale, défend le système de Bretton Woods (24 janvier).....	122
3. Les centrales syndicales néerlandaises sont opposées à des contacts entre l'Espagne et la C.E.E. (février).....	124
4. La Conférence allemande de l'industrie et du commerce (DIHT) se prononce sur la politique de la C.E.E. (25 février).....	124
5. Les organisations néerlandaises d'employeurs et le protectionnisme (mars).....	126
6. Lettre adressée par les entreprises néerlandaises de transports internationaux par route au gouvernement et à la Seconde Chambre (mars)....	127
7. Les syndicats chrétiens belges et l'intégration européenne (21 mars).....	128
8. L'Assemblée des membres du Conseil allemand du Mouvement européen invite le gouvernement fédéral à renoncer à ses réserves en matière de politique européenne (20 mars).....	130

sur le plan communautaire et international

**I. EXECUTIF COMMUNAUTAIRE**

- |   |     |
|---|-----|
| 1. A Düsseldorf, M. Jean Rey, président de la Commission européenne, stigmatise la léthargie européenne (23 janvier).....                       | 133 |
| 2. M. Mansholt défend son programme agricole au cours de la "Semaine Verte" à Berlin (2 février).....   | 134 |
| 3. M. Mansholt lance un appel pour la constitution de partis supranationaux (13 février).....   | 136 |
| 4. Déclarations du président de la Commission européenne, M. Jean Rey, à Vienne, sur les relations entre l'Autriche et la C.E.E. (21 mars)..... | 137 |

**II. MOUVEMENTS, ORGANISATIONS ET PERSONNALITES**

- |   |     |
|---|-----|
| 1. La conférence des ministres des finances de la C.E.E. à Garmisch-Partenkirchen (13-14 janvier).....  | 139 |
| 2. L'Union paneuropéenne lance un appel à l'unification européenne et salue la "nouvelle initiative européenne" du Général de Gaulle (27 janvier).....  | 141 |
| 3. Le Mouvement européen et les plans du Benelux (4 février).....   | 143 |
| 4. Le président de la Conférence permanente des Chambres de commerce de la C.E.E. expose le rôle à jouer par cette organisation dans la Communauté (6 février).....                           | 143 |
| 5. Déclarations sur l'Europe et les relations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe au cours du voyage du Président Nixon à Bruxelles, Londres, Bonn, Rome et Paris (février-mars)..... | 144 |
| 6. Congrès international de Milan sur la participation populaire à l'unification politique de l'Europe (février).....   | 152 |
| 7. Les syndicats libres en faveur d'un accord entre la Communauté européenne et Israël (21 février).....  | 154 |
| 8. Appel de Paul VI à l'unité de l'Europe (23 février).....   | 154 |
| 9. La seizième conférence parlementaire germano-belgo-luxembourgeoise (février-mars).....   | 155 |
| 10. Une déclaration du comité Monnet (11 mars).....   | 157 |
| 11. Pour une politique en faveur de l'artisanat européen (mars).....  | 158 |

**DEUXIEME PARTIE**  
**BIBLIOGRAPHIE METHODIQUE**

1. Problèmes généraux.....	1/B
2. Questions institutionnelles.....	4/B
3. Questions économiques.....	5/B
4. Questions financières et monétaires.....	7/B
5. Concurrence.....	9/B
6. Questions sociales.....	10/B
7. Agriculture.....	12/B
8. Transports.....	15/B
9. Energie.....	17/B
10. Recherche et culture.....	19/B
11. Pays et territoires associés.....	21/B
12. Relations extérieures.....	23/B
13. Questions juridiques.....	25/B

## **PREMIERE PARTIE**

### **EVOLUTION DE L'INTEGRATION EUROPEENNE**

#### **le Plan Mansholt - premières réactions**

## 1. Allemagne

### a) Milieux politiques et groupes d'intérêt

A Bonn, la plupart des projets que M. Mansholt, le commissaire européen responsable des questions agricoles, a consacrés aux structures de la production agricole et à leur développement dans la Communauté, ont provoqué une véritable levée de boucliers.

Dans sa prise de position du 11 décembre 1968, le ministère fédéral de l'alimentation explique que les conceptions de M. Mansholt ne constituent point une décision de la Commission de la C.E.E., mais reflètent le seul point de vue du spécialiste européen de l'agriculture. La politique structurelle continuera, à l'avenir, d'être dans une large mesure du ressort des gouvernements nationaux. En particulier, le ministère de l'alimentation relève les difficultés qu'il faudra surmonter pour créer, dans les dix années à venir, 2,5 millions d'emplois nouveaux, ces derniers devant l'être en majeure partie dans des régions bien déterminées. Il estime des plus discutables l'idée de M. Mansholt de limiter désormais de plus en plus les aides aux seules entreprises qui, "de l'avis de la Commission", atteignent des dimensions optimales.

M. Höcherl, ministre fédéral de l'alimentation, a déclaré que la politique structurelle continuerait, comme par le passé, de relever dans une large mesure de la compétence du gouvernement fédéral. Celui-ci a régulièrement défendu le principe de la liberté de décision des personnes touchées par la réforme des structures. Personne ne saurait être obligé à abandonner son entreprise ou à participer à quelque forme nouvelle de coopération excessive. A l'actif de M. Mansholt, il y a le fait que celui-ci aurait pour la première fois témoigné de la compréhension à l'égard des entreprises procurant des revenus d'appoint.

Le 12 décembre 1968, M. Höcherl a formulé à la tribune du Bundestag de sérieux doutes sur la possibilité d'atteindre les objectifs que M. Mansholt assigne à la réforme des structures agricoles. Du fait de la rationalisation poussée dans l'industrie, la création des emplois nécessaires au reclassement des agriculteurs susceptibles, aux termes du plan Mansholt, de renoncer à leurs activités agricoles, s'avère difficile, tout au moins en République fédérale.

Le 20 janvier 1969, M. Höcherl a exprimé le souhait que la discussion des conceptions relatives aux structures agricoles qui sont exposées dans le plan Mansholt soit reprise à un plan technique et objectif. Comme le ministre le précisa encore à la séance du Bundestag réservée aux questions orales, cette

optique implique en premier lieu que le mémorandum soit pris pour ce qu'il est en réalité, c'est-à-dire pour une combinaison d'objectifs assortie d'un catalogue d'éventuelles mesures à intervenir. A l'exception du document concernant les prix, il ne s'agit nullement de propositions revêtant un caractère officiel.

Pour sa part, M. Struve, vice-président du groupe C.D.U. /C.S.U du Bundestag, a qualifié les propositions présentées par M. Mansholt, d'utopiques, d'économiquement discutables, et de politiquement irréalisables. Il n'est pas possible de transformer en une décennie 5 millions d'agriculteurs en rentiers de la sécurité sociale ou en travailleurs qualifiés de l'industrie. En outre, M. Struve a attiré l'attention sur la quantité de milliards qui seraient nécessaires au financement de ces propositions. "Ce seraient des montants qui rendraient illusoire toute programmation financière à moyen terme".

A Munich, le parti C.S.U. a critiqué le 14 janvier dernier le fait que le vice-président de la Commission européenne a publié ses conceptions avant même qu'elles n'eussent fait l'objet d'une décision définitive de la Commission et du Conseil de ministres. Partagerait-on les idées de M. Mansholt qu'il faudrait reconnaître que c'est là une procédure pour le moins insolite. Le parti C.S.U. estime décevant que la Commission européenne ait fait litière des critiques, souvent très constructives, qui ont été formulées à l'encontre du plan Mansholt.

A Lohne (arrondissement de Vechta), un certain nombre de dirigeants de la C.D.U. de la province d'Oldenbourg se sont félicités du plan Mansholt à l'occasion d'une réunion de politique agricole organisée par la Jeunesse démocrate-chrétienne le 20 janvier 1969. M. Gerhard Glup, député à la diète de Basse-Saxe et président de la fédération de la C.D.U. d'Oldenbourg, devait dire du plan qu'il était un document intelligent et estimable. L'agriculture de la République fédérale se trouverait dès cette heure engagée sur la voie indiquée par M. Mansholt. Et M. Glup partage l'avis du commissaire européen selon lequel les projets concernant les structures agricoles devraient se doubler de mesures d'encouragement à l'économie et de la création de nouveaux postes de travail.

Pour sa part, M. Schmidt (Gellersen), expert agricole du groupe S.P.D., a constaté qu'en ce qui concerne la future politique agricole dans la C.E.E., les propositions présentées à ce jour l'ont été en l'absence de toute base financière. Toute proposition de réforme devrait obligatoirement s'apparier à l'exécution parallèle d'un plan de financement. Les considérations de l'ordre de la politique structurelle ne sont pas neuves. C'est ainsi qu'à l'échelle nationale, par exemple en République fédérale, ces aspects de la politique agricole sont discutés depuis de nombreuses années déjà.

Quant à M. José Ertl, vice-président du groupe F.D.P. au Bundestag, il a déclaré le 11 décembre qu'en raison de ses conceptions favorables à une dispersion aussi large que possible de la propriété privée, le parti S.P.D. rejette les idées du vice-président de la Commission des Communautés européennes relatives aux dimensions des entreprises agricoles. Le F.D.P. demeure

acquis à l'entreprise familiale, déclara-t-il, en soulignant toutefois qu'une interprétation dynamique de cette notion ainsi que certaines formes d'action coopérative étaient dans la nature des choses. Au lieu de procéder à une refonte totale des structures agricoles, il importe en premier lieu de corriger la structure des coûts agricoles, ceci tant sur le plan national grâce à des efforts concentrés sur l'agriculture que dans le cadre de la C.E.E. grâce à la suppression des distorsions de concurrence qui continuent de résulter des divergences que présente la mise en oeuvre des politiques commerciale, fiscale, sociale et la politique des transports. En aucun cas, des compétences en matière de politique structurelle ne devraient être attribuées à la Commission.

"Qui essaierait de faire croire aux agriculteurs que M. Mansholt ou moi-même, ou d'autres hommes politiques à l'esprit réaliste, entendent détruire la vie de 5 millions d'agriculteurs de la Communauté, je lui dirais volontiers, ou bien qu'il ne sait pas lire, ou bien qu'il tente malicieusement de semer la panique dans leurs rangs". C'est en ces termes que M. Hasselmann, ministre de l'agriculture de Basse-Saxe (C.D.U.), a réagi à une sortie polémique faite par les cercles d'études de politique agricole du parti F.D.P. de la circonscription de Hameln-Pyrmont. C'est le souci de M. Mansholt, tout comme le mien, de pratiquer une politique honnête qui vise à accroître les revenus et le bien-être des couches rurales, et il est parfaitement concevable, au vu de l'évolution de la C.E.E. dans le passé, qu'un autre contingent de 5 millions de travailleurs émigre de l'agriculture d'ici à l'année 1980.

A sa suite, M. Diether Deneke, ministre de l'agriculture de Rhénanie du Nord-Westphalie a déclaré que le mémorandum concernant la réforme de l'agriculture dans la C.E.E. contient des propositions qui méritent d'être discutées. Le ministre s'est prononcé contre une adhésion sans réserve, mais aussi contre ce refus "pur et simple", qu'ont notamment exprimé divers milieux agricoles.

Dans sa pièce maîtresse, le plan Mansholt renferme une série d'analyses qui rejoignent, dans leurs grandes lignes, les conclusions dégagées dans le programme agricole du gouvernement fédéral. Toutefois, certains de ses chapitres sont incomplets et nécessitent des corrections, et les pôles essentiels ne sont pas situés là où il le faudrait. De plus, le mémorandum se fonde sur la simple hypothèse que la politique agricole est pratiquée dans l'intérêt de l'agriculture, et il ne montre pas de manière suffisamment nette que la politique agricole n'est au fond qu'une partie de la politique économique.

M. Deneke se félicite que le plan Mansholt traite non seulement du problème, quasi traditionnel, de la disparité entre les revenus agricoles et ceux des autres secteurs de l'économie, mais aussi, et tout autant, du problème des excédents agricoles.

Quant au président de la Fédération des agriculteurs allemands, M. Rehwinkel, il dénonce les propositions du vice-président de la C.E.E. sur l'évolution à long terme de l'agriculture européenne comme "gravement dépourvues de réalisme". Dans une déclaration diffusée le 17 décembre, il reproche à ces pro-



positions d'ignorer complètement, à l'ère de l'automation, l'évolution prévisible des horaires de travail, la lutte sur le marché de l'emploi que l'on peut entrevoir dans les secteurs économiques autres que l'agriculture, aussi bien que les possibilités financières des autres pays membres de la Communauté.

De l'avis de M. Rehwinkel, les idées de M. Mansholt sont "en partie romantiques, en partie hostiles à la propriété. Elles seraient de nature à ouvrir la voie à tous les régimes modernes de la grande propriété foncière, ou à des économies de type communiste. En tout cas, les visions Mansholt de restructuration de l'avenir coûteraient quelques centaines de milliards de DM de plus que ce qu'envisagent de lui accorder à cet effet les ministres des finances des Länder.

Selon M. Rehwinkel, les idées de M. Mansholt sur les types et les dimensions des entreprises ainsi que sur la consistance des cheptels et les effectifs restant dans les entreprises "sont singulièrement aberrantes". Il en est de même des mesures à moyen et à long terme que M. Mansholt a proposées pour la suppression des excédents agricoles, dont certaines sont même erronées.

Le 13 janvier, la Fédération des agriculteurs allemands a qualifié le mémorandum de la Commission de "contribution à la discussion des difficiles problèmes agricoles". C'est après que son comité directeur l'eut étudié très attentivement le 10 janvier que la Fédération publia sa prise de position.

Elle estime que le mémorandum n'est pas un plan cohérent, car il recèle des contradictions et pêche par faute d'équilibre. En outre, il ne présente aucune proposition pour la suppression des distorsions de concurrence, et il fait peu de cas des étroites corrélations qui lient la politique agricole et les divers secteurs des politiques économique, commerciale et de la politique des transports, prises en général.

Sur un point la Fédération partage toutefois l'avis de la Commission, à savoir que le rétablissement de l'équilibre des marchés pour les produits qui ont donné lieu et qui donnent toujours lieu à des excédents constitue la tâche la plus pressante et la plus délicate de la politique agricole.

Mais la Fédération rejette catégoriquement la combinaison de baisses des prix et de politique structurelle, proposée par l'exécutif. A en juger d'après les expériences du passé, la stratégie fondée sur une baisse des prix n'aura pas pour effet de faire diminuer les prix au consommateur et, partant, d'accroître sensiblement la demande, d'autant que celle-ci n'a dans la pratique que peu ou pas d'élasticité.

Pour M. Otto Freiherr von Feury, président de la Fédération bavaroise des agriculteurs, M. Mansholt devrait démissionner : loin d'être l'homme de la situation, il est un homme victime de ses illusions. C'est en ces termes qu'il s'est exprimé le 16 décembre 1968 devant l'assemblée de la Fédération. Et M. Feury a invité ceux des pays membres de la C.E.E. qui seraient favora-

bles au plan Mansholt, à libérer leur agriculture de ses effectifs. La République fédérale a fait assez de concessions sans aucune contrepartie.

M. Frey, président de la Fédération des agriculteurs rhénans, a carrément rejeté les objectifs du plan Mansholt, qui sont construits sur des "sophismes foncièrement dangereux". Si bien que s'il le faut, l'agriculture fera la guerre sur cela à la Commission de la C.E.E. Aussi M. Frey exprima-t-il le ferme espoir que le gouvernement fédéral s'opposera tout d'une pièce au plan Mansholt. Et si les milieux agricoles ne se refuseraient pas à des changements de structures, librement consentis, du moins s'élèveraient-ils contre tout projet qui voudrait les leur imposer par la voie autoritaire de mesures dirigistes.

#### b) Le débat au Bundestag

Lors du débat de politique agricole qui a eu lieu au Bundestag le 26 février 1969, les porte-parole de tous les groupes politiques ont pris leurs distances par rapport aux considérations, à propos de la gestion de l'entreprise, émises dans le mémorandum de la C.E.E. relatif à la future politique agricole. Les exposés tenus devant l'Assemblée ont toutefois montré que tous les partis étaient disposés à accepter une politique agricole réaliste.

A l'ordre du jour du débat figuraient la discussion du "rapport vert 1969" du gouvernement fédéral, le mémorandum de la Commission européenne sur la réforme de l'agriculture et en deuxième et troisième lectures, le projet de structure du marché présenté par le parti S. P. D.

Pour M. Struve, vice-président de la C. D. U. / C. S. U., la lecture des résultats du Rapport vert confirme que l'on s'est engagé dans la bonne voie en matière de politique agricole. Le processus d'adaptation de l'agriculture se traduit par une évolution évidente vers, d'une part, un type d'exploitation rentable pouvant assurer un revenu complet et, d'autre part, un type d'exploitation constituant l'activité principale mais insuffisante pour assurer un revenu complet et un type d'exploitation représentant une activité d'appoint. On note d'autre part une disposition croissante à la coopération inter-entreprise, qui prend de multiples formes. Cette évolution reflète la mutation organique qui s'opère actuellement sur le plan des structures.

Le vice-président du groupe C. D. U. / C. S. U. a vivement critiqué en revanche les réformes proposées par Bruxelles qui témoignent d'un manque de circonspection et de compréhension. Elles tendent uniquement en effet à l'adoption de mesures de politique structurelle dont une stratégie de baisse des prix viendrait encore renforcer l'action. Le groupe C. D. U. / C. S. U. a énoncé deux motifs majeurs de rejeter les propositions de la Commission. Tout d'abord elles ne sont pas acceptables du point de vue social, étant incompatibles avec les principes d'éparpillement de la propriété, de protection de l'autonomie et de libre arbitre en ce qui concerne les mutations structurelles. En second lieu, ni des raisons scientifiques ni des raisons pratiques ne justifient le fait que l'on considère la grande exploitation comme la seule solution de rechange. Il n'y a

pas de lien systématique entre dimension de l'entreprise agricole et niveau des revenus. En fin de compte, la restructuration ne doit pas être considérée comme un moyen efficace de résoudre le problème des excédents.

M. Struve a montré à l'évidence que le gouvernement fédéral, en dépit des prestations croissantes effectuées dans le cadre des organisations de marché de la C.E.E., conservait la responsabilité financière de l'intégration de l'agriculture dans la société industrielle. Il a déclaré être profondément hostile aux amputations effectuées sur les crédits budgétaires de l'exercice 1969, amputations entreprises, estime-t-il, au dépens de tâches structurelles qu'il importe d'accomplir de toute urgence.

Pour M. Bauer, député C.S.U., le document de la Commission se fonde sur une représentation absolument erronée de la situation de l'agriculture dans les six Etats membres. En particulier les propositions relatives à la politique du marché du lait sont l'exemple typique de ce qu'il convient d'éviter. On supprime les montagnes de beurre pour les remplacer par des montagnes de protéines et on détruit à jamais les fondements des prix. De l'avis de l'orateur, il existe des moyens plus élégants de faire baisser la production. La Commission de la C.E.E. se comporte toujours à la manière brutale des "tueurs". Il serait préférable de trouver un moyen judicieux de faire bénéficier le consommateur des excédents de la production.

Dans ses points essentiels, le mémorandum de la Commission, estime M. Martin Schmidt/Gellersen, député S.P.D., pêche par perfectionnisme et est de ce fait inapplicable. M. Schmidt a souligné qu'il partageait l'appréciation du gouvernement fédéral sur le mémorandum. A propos du "rapport vert", il a loué le courage politique du ministre fédéral de l'alimentation qui, en pleine année électorale n'a pas craint de rappeler le vieux problème des disparités qui portent préjudice à l'agriculture du pays plutôt qu'ils ne le servent.

L'orateur a critiqué également la réalisation du programme agricole du gouvernement fédéral. Il est difficile de savoir exactement ce qu'il est advenu de ce programme, huit mois après son adoption. Les décisions du cabinet de l'agriculture ne vont pas tout à fait dans le sens du programme et sont intervenues beaucoup trop tard. Le ministère fédéral de l'alimentation n'a pas non plus eu la main heureuse du point de vue financier et n'a pas saisi la chance de renouveau qui s'offrait.

M. Ertl, député F.D.P., a critiqué le fait que les concessions faites par la République fédérale en matière de politique agricole commune n'aient pas encore été honorées. A mon avis, le gouvernement fédéral a également échoué dans sa politique orientée vers l'adhésion de la Grande-Bretagne. L'adhésion de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark permettrait de résoudre les difficultés de la C.E.E. en matière de politique agricole. A propos du mémorandum de la Commission, le parlementaire a évoqué la "dépense financière utopique" qu'entraînerait la mise en oeuvre du programme. Au demeurant, les propositions de la Commission sont discutables du point de vue économique et

ne permettent pas de résoudre le problème des excédents; la Commission a traité de façon très dilatoire la politique des prix.

Prenant la parole au cours d'une discussion, M. Höcherl, ministre allemand de l'alimentation, a fait remarquer que le calme était revenu dans le secteur agricole après l'agitation des années 1967-1968. Le gouvernement fédéral a repris la haute main sur les prix. Evoquant la dernière récession, M. Höcherl a déclaré qu'on ne trouvait pas d'exemple dans l'histoire économique où un effondrement économique tel que celui de 1966 avait pu être réparé en moins d'un an, un fait dont les délateurs du gouvernement fédéral devraient prendre conscience.

Le ministre fédéral de l'alimentation a déclaré en outre qu'il fallait se garder d'accorder une importance excessive aux tensions existant entre la République fédérale et la France, comparant l'état des relations actuelles entre les deux pays à une brouille survenant dans un bon ménage. Quant à l'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E., M. Höcherl estime que l'Allemagne fédérale n'a pas à jouer un rôle de médiateur. Elle doit cependant s'employer à favoriser l'adhésion. C'est dans cette intention qu'il a convoqué de hauts fonctionnaires du ministère britannique de l'agriculture à qui il a exposé clairement la situation. De même, le ministre anglais de l'agriculture qui est attendu en visite à Bonn fin avril, indique M. Höcherl, se verra accorder tous les renseignements souhaités et pourra établir à sa guise le programme de sa visite. Les intérêts des pays du Commonwealth ne peuvent non plus laisser indifférente la République fédérale car les deux pays entretiennent des relations amicales et la Grande-Bretagne a toujours témoigné beaucoup de compréhension à l'égard de la situation politique de la République fédérale.

Abordant dans le détail les propositions contenues dans le mémorandum de la Commission, M. Höcherl a répété que le gouvernement fédéral ne saurait renoncer aux principes de liberté d'action et de propriété privée. D'autre part, on ne peut comparer ces propositions avec les conditions en zone soviétique où l'on pratique non pas la coopération mais le collectivisme. Beaucoup des propositions faites par M. Mansholt répondent aux vues du gouvernement fédéral, surtout en matière de politique sociale. Toutefois en matière de politique de structure et de politique des prix, les conceptions du gouvernement fédéral continuent de diverger de celles de la Commission.

(Deutsche Bauernkorrespondenz, n° 1, 15.1.1969;  
Rheinische Bauernzeitung, n° 3, 18.1.1969;  
Frankfurter Allgemeine Zeitung, 12.12.1968;  
Die Welt, 12.12.1968;  
Handelsblatt, 13/14.12.1968;  
Handelsblatt, 17.12.1968;  
Handelsblatt, 20/21.12.1968;  
Frankfurter Allgemeine Zeitung, 4.1.1969;  
Die Welt, 27.2.1969;  
Frankfurter Allgemeine Zeitung, 25/27.2.1969;  
Bulletin du gouvernement fédéral, n° 28, 5.3.1969)

## 2. Belgique

### a) Chambre des Représentants

Le 18 décembre 1968, M. Moulin (communiste) a interpellé le ministre de l'agriculture sur "la nécessité de s'opposer avec la plus grande fermeté au projet de liquidation accélérée des exploitations agricoles familiales préconisé par la Commission du Marché commun". Il a déclaré : "Je souhaite deux choses. Premièrement qu'à l'issue de ce débat, le ministre et le gouvernement nous affirment qu'ils lutteront contre le plan Mansholt de disparition des exploitations familiales. Deuxièmement, que la Chambre, unanime si possible, exprime son opposition à une politique communautaire prévoyant la disparition des exploitations familiales. Il faut convenir que rien ne va plus au sein de la Communauté européenne : crise monétaire, impasse de l'Euratom, chômage, fermeture d'entreprises, licenciements, hausse des prix, enfin, cette menace pesant sur l'agriculture. ... Sous l'impulsion de technocrates irresponsables, on en était déjà arrivé à la destruction subsidiée des produits alimentaires. Maintenant, l'on veut aller plus loin. M. Mansholt se propose de supprimer cinq millions d'agriculteurs européens et d'abattre 250 000 vaches laitières. C'est aberrant. Et cela, au moment même où l'UNICEF nous rappelle que des millions et des millions d'humains meurent de faim. On invoque la surproduction. Mais, qui oserait affirmer sérieusement que le monde dispose de trop d'aliments ? La vérité est que le Marché commun pêche par une carence : il a été incapable d'organiser pour l'Europe l'utilisation des produits provenant de pays surproducteurs ; il a été incapable d'organiser la distribution des produits alimentaires excédentaires au bénéfice des pays qui en ont besoin. On prétend ne vendre qu'aux riches, et l'on méconnaît les pauvres parce qu'ils ne peuvent payer."

Membre du groupe démocrate-chrétien, M. Gheysen s'est déclaré inquiet du pourcentage décroissant de population agricole en Belgique et des propositions de M. Mansholt visant à la réduire encore : "Accélérer davantage cette évolution, comme le propose M. Mansholt, n'a pas de sens. Nous devons néanmoins examiner le plan objectivement. Il va de soi qu'avant de se prononcer définitivement, il faut se livrer à une étude approfondie. Dans cette perspective, il faut interpréter le mémorandum comme une tentative d'assainissement de l'agriculture européenne. Aussi adoptons-nous une attitude positive à l'égard du mémorandum pour autant qu'il laissera aux Etats membres la liberté de déterminer leur propre politique structurale. Je crains toutefois que ce ne soit pas le cas, car l'on y propose des montants uniformes en ce qui concerne les mesures d'ordre social et des superficies uniformes quant à l'importance des entreprises. Le plan aurait été plus réaliste s'il avait tenu compte des différences entre la structure des entreprises des Etats membres respectifs."

Les observations de M. Gheysen ont porté encore sur les points suivants :

- dans son plan, M. Mansholt parle d'entreprises agricoles modernes mais n'en donne pas les dimensions ;

- le système des subventions proposées est discriminatoire ;
- la preuve n'a pas été faite que, dans le domaine économique et social, les vastes exploitations assurent un plus large rendement que les entreprises familiales ;
- il est inadmissible de proposer une réduction des prix de sorte que ceux-ci ne suivent pas l'évolution du coût de la vie ;
- le manque d'emploi dans de vastes régions agricoles du Marché commun constitue le principal point d'achoppement pour le plan Mansholt ;
- la commission européenne s'est bien gardée de préciser ce que coûtera l'application du plan Mansholt.

A la fin de son exposé, M. Gheysen s'est demandé si l'agriculture belge devait encore faire les frais de l'opération et si elle se verrait encore condamnée à venir au secours de l'agriculture défaillante de certains partenaires de la C.E.E.

M. Héger, ministre de l'agriculture, a précisé l'attitude du gouvernement : "La défense de l'exploitation familiale sera toujours pour nous non pas un désir platonique, mais la volonté exprimée d'une réussite." Il a ajouté : Demain, il y aura sans doute d'autres agriculteurs qui, se considérant comme marginaux, quitteront l'agriculture. Mais il ne peut être question de diminuer de moitié le nombre de nos agriculteurs. Si des mesures doivent être prises au niveau international, elles ne peuvent être, ni improvisées, ni utopiques, ni inhumaines. On n'arrache pas quelqu'un à une profession indépendante pour le contraindre à exercer une autre activité, sans susciter des drames."

Le ministre ayant proposé le rejet de l'ordre du jour présenté par le député communiste, celui-ci a constaté le bilan négatif de la politique gouvernementale et a déclaré : "Parlez-nous du "trust blanc", du trust de l'acier qui vend les scories trop cher, du consortium des phosphates qui vend les engrais trop cher. Parlez-nous des sociétés privées qui ont la mainmise sur l'agriculture au détriment des petits exploitants. Quant à la coopération, vous n'avez encouragé que des coopératives de façade, auxquelles vous n'avez pas donné la possibilité de lutter contre les trusts. En fait, la technocratie bureaucratique du Marché commun veut nous imposer sa loi, et pas seulement dans le domaine agricole."

Il a constaté enfin que le plan Mansholt s'inscrit dans la politique suivie depuis dix ans par le Marché commun qui aboutit à l'expulsion des petits exploitants de l'agriculture. A son avis ce qu'il y a de neuf aujourd'hui c'est l'accélération du phénomène.

#### b) Sénat

Le 18 décembre 1968, M. Martens (démocrate-chrétien) a interpellé le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'agriculture sur les points de savoir

- si la politique agricole commune suivie jusqu'à présent répond aux objectifs formulés par l'article 39 du traité de Rome;
- ce que les responsables de la politique agricole ont fait pour éviter une crise dans le secteur des produits laitiers et des fruits, et
- si les projets de M. Mansholt peuvent apporter une solution au problème des structures, des surplus et des revenus.

L'orateur a rappelé les conclusions de la conférence tenue à Stresa du 3 au 12 juillet 1958 où l'on s'est efforcé de trouver un compromis valable entre le désir de maintenir les prix aux consommateurs à un niveau assez bas et la nécessité d'une juste récompense du travail des producteurs. Il a ajouté : "La population agricole est profondément déçue de l'évolution récente de la politique agraire. Depuis 1960 jusqu'à ce jour, les revenus agraires ont indiscutablement augmenté. Mais depuis 1967, la disparité des revenus augmente. Pour le moment, M. Mansholt ne laisse espérer aucune amélioration dans l'immédiat, sauf peut-être pour 1980. Sur un marché où l'offre est excédentaire, le fait de maintenir les prix d'intervention à un niveau tel que les prix de direction ne peuvent être atteints, est un attrape-nigaud. Le non-respect des principes fondamentaux du Traité de Rome sape la confiance dans le Marché commun. Le plan Mansholt contient incontestablement quelques bonnes mesures. Mais lorsqu'on veut nous imposer, sous prétexte d'améliorations structurelles, une politique qui conduit à la collectivisation de l'agriculture, nous nous y opposerons avec acharnement. Nous avons peine à croire qu'au moment de son application on veuille abandonner une politique de prix axée sur le prix de revient. La politique structurelle n'est pas une potion magique pour l'amélioration des revenus agricoles et n'offre aucune garantie contre la surproduction ni pour un ravitaillement sûr. Les agriculteurs revendiquent l'amélioration de la structure agricole ainsi qu'une politique de prix qui tiennent compte des prix de revient. M. Hallstein a déclaré à Stresa que, pour réussir, il fallait gagner la confiance de la classe agricole européenne et qu'il fallait montrer clairement aux agriculteurs que l'on agit dans leur intérêt. A présent les agriculteurs se sentent dupés. Ils s'opposeront avec acharnement à un régime qui ne répond pas aux objectifs originaux du traité de Rome."

A propos de la situation dans le secteur des fruits et légumes, M. Martens a déclaré : "Les producteurs constatent qu'il n'existe pas de politique européenne dans ce domaine et que les avantages de notre situation géographique sont anéantis par les diverses mesures d'aide chez nos partenaires. En outre, il n'y a toujours pas de règlement en ce qui concerne la politique d'importations des pays tiers. Les prix de base et d'achat sont établis par intervention, d'une manière inadéquate. Le système des prix établis sans contrôle sur la production est intenable. Au sein de la C.E.E. il faudrait tendre à une politique d'intervention uniforme chez les partenaires, à une politique commune à l'égard des pays tiers et à une réduction de la production. Dans notre pays, il faut améliorer l'organisation des débouchés par la réorganisation du marché, par l'amélioration de la qualité et par une propagande en faveur de la consommation. Ni le producteur, ni le consommateur n'ont quelque intérêt à voir détruire systématiquement des fruits de bonne qualité."

En ce qui concerne le plan de réforme de M. Mansholt, l'orateur s'est limité aux prix agricoles : "Alors que les frais de production sont en augmentation constante, nous nous trouvons devant un blocage des prix de vente et devant une diminution des prix. Actuellement encore, les prix sont toujours établis sans faire usage de critères communs en matière de prix et d'un rapport annuel sur la situation de l'agriculture et des marchés agricoles. Les prix d'orientation du plan de culture des agriculteurs doivent être fixés avant le 1er août. En ce moment, la commission n'a même pas encore soumis ses propositions en matière de prix au Conseil des ministres."

Membre du groupe libéral, M. Vreven a proposé quelques lignes directrices d'une politique dans le secteur des fruits et légumes : "La Belgique doit, au cours des prochaines discussions des six ministres de l'agriculture, soulever le problème de la rationalisation, de la limitation de la production, de la suppression d'arbres et, éventuellement, d'autres mesures limitatives. Parmi ces dernières mesures, la destruction des surplus me paraît dangereuse du point de vue économique et psychologique. Elle peut avoir des effets défavorables sur la qualité des fruits et, d'autre part, favoriser l'importation de fruits. Lors de la fixation du prix d'intervention, on ne doit pas perdre de vue que ce prix ne doit pas stimuler la production mais qu'il doit assainir le marché. C'est pourquoi les prix d'achat à l'intervention doivent être égaux aux prix d'achat fixés en commun. Un accord entre les Six s'impose d'urgence. Dans le secteur des fruits, il n'y a pas de politique commune, car les accords les plus importants au niveau de la C.E.E. sont facultatifs et ne lient donc pas les gouvernements."

M. Descamps (libéral) s'est déclaré inquiet des thèses développées par la Commission : "M. Mansholt a dit en effet avec brutalité, qu'une exploitation ne sera viable que pour autant qu'elle compte au moins 50 hectares d'exploitation. De ce fait, 5 millions d'hommes en dix ans devront quitter leur emploi : 2 millions d'entre eux sont exclus par leur âge de toute reconversion, et les autres devront être réadaptés dans un nouvel emploi. Une telle mesure semble d'ailleurs inapplicable si l'on sait combien il est difficile pour un homme sans formation de s'adapter dans une société de plus en plus spécialisée. Une telle proposition annonce, pour l'Europe, une révolution qui représente pour un grand nombre de familles un des drames les plus poignants des temps présents. Je sais que le ministre a déclaré à la Chambre qu'il ne se ralliait pas aux déclarations de M. Mansholt. J'aimerais cependant qu'il nous dise les moyens qu'il compte utiliser pour éviter cette éventuelle catastrophe. En effet, je rappelle que la C.E.E. affirme que les petites et moyennes entreprises restent la colonne vertébrale de l'agriculture européenne."

Dans sa réponse aux orateurs, M. Héger, ministre de l'agriculture, a déclaré : "Les propositions de M. Mansholt prévoient une réduction de la population agricole active de 10 à 5 millions en dix ans. Mais il est des pays qui ont déjà connu une réduction sensible de cette population et je pense notamment à la Belgique. Sur les cinq millions de travailleurs qui devraient abandonner leur activité, deux millions et demi de personnes âgées seraient aidées par des mesures sociales; une autre catégorie devrait prouver qu'ils sont aptes à rester



dans l'agriculture; enfin, un million environ seraient considérés comme des agriculteurs à temps partiel. La réduction de dix à cinq millions d'agriculteurs n'est pas seulement un problème économique : il s'agit de voir si cette disparition résoudra le problème de la surproduction. Se pose alors le problème financier, car il faudra financer le reclassement de certains agriculteurs ou indemniser les autres. Mais il s'agit aussi d'un problème humain. Enlever quelqu'un à sa profession pour le rejeter dans un autre secteur salarié créera des blessures profondes. Certains préféreront une situation défavorable pour garder leur indépendance. Le problème des surplus sera-t-il dès lors résolu ? On prévoit de ramener de 71 à 66 millions d'hectares les terrains agricoles. Cela aura pour résultat de donner environ 13 hectares par exploitant. Mais la diminution de 5 millions d'hectares ne sera-t-elle pas choisie parmi les terres les moins productives ? Et au bout de dix ans les 66 millions d'hectares restants ne produiront-ils pas en définitive plus que les 71 millions d'hectares actuels ?"

A M. Martens, le ministre a répondu : "Jamais, certes, un ministre de l'agriculture ne dira que ce revenu est suffisant. Mais il faut en considérer l'évolution avec objectivité. Si l'on compare le revenu de l'unité de main-d'oeuvre agricole à celle du revenu des salariés au cours des dix dernières années, l'évolution est favorable. Le revenu était en effet de 65 % du revenu des salariés en 1959 ; il est passé à 81,6 % en 1966, pour atteindre 83 % en 1967. ... L'augmentation du revenu de l'agriculture est due essentiellement à l'expansion extraordinaire des exportations. De 1954 à 1967 on a enregistré une augmentation de 437 %, soit de 4 milliards 470 millions à 19 milliards et demi. Dans cet accroissement nous constatons que les exportations agricoles et horticoles se sont surtout portées vers les pays partenaires de la Communauté. Ceci est une réponse à ceux qui pensent ou qui disent que la Communauté économique n'a pas été favorable à l'agriculture. En effet, quand on songe que 76 % des exportations ont été faites vers nos partenaires, on peut dire que nous n'aurions pas atteint ce chiffre record si nous n'avions pas bénéficié de la libre circulation des marchandises."

A propos de la politique dans le secteur des fruits et légumes, le ministre a déclaré : "J'ai eu l'occasion de dire que nous attendons les propositions de la Commission. Jusqu'ici le régime mis en application n'a pas donné satisfaction. ... Si, lorsqu'il est convenablement appliqué, le système d'intervention peut avoir des effets bénéfiques en réduisant la perte du producteur, sans nuire pour autant aux intérêts du consommateur, il nous faut pourtant reconnaître qu'appliqué tel qu'il l'a été, le système n'a abouti qu'à des résultats négatifs. L'application inégale du système par les Etats membres en est la cause. S'il n'y a pas d'intervention en Allemagne, la France et l'Italie ont fait usage de la faculté qui leur était laissée de pratiquer un niveau d'intervention plus élevé. La Belgique et les Pays-Bas s'en tenant au niveau d'intervention recommandé. Il n'est pas certain non plus que la proposition consistant en l'arrachage de vergers soit de nature à assainir la situation. Le problème doit être vu sous tous ses aspects, techniques et communautaires. ... En collaboration avec les milieux professionnels, diverses hypothèses sont à l'étude au département qui examine également leurs répercussions éventuelles. Il nous faut agir avec prudence, car bien des erreurs peuvent se commettre dans les pronostics."

### c) Le mémorandum des trois associations agricoles belges

Le mémorandum mis au point et adopté par les Unions professionnelles agricoles (U.P.A.), le Boerenbond et l'Alliance agricole a été présenté au gouvernement le 6 décembre 1968 et à la presse le 10 décembre.

Les trois organisations agricoles sont conscientes de la gravité de certains problèmes dont plusieurs se posent à l'échelon européen, voire mondial, à savoir : la disparité du revenu du travail par rapport aux réserves des autres secteurs, incertitude quant aux formes futures de l'activité agricole, ainsi qu'aux clauses et conditions de survie de l'exploitation de type familial. Elles proposent un programme d'action politique au niveau des prix, des marchés et du commerce extérieur, au niveau des structures de production et de commercialisation, au niveau social. Cette politique globale aura comme objectifs de renforcer la compétitivité des exploitations en stimulant et en facilitant leur adaptation permanente, d'assurer aux exploitations adaptées et bien gérées un revenu satisfaisant et un niveau de vie comparable à celui des autres secteurs professionnels, d'accompagner par des actions sociales les mutations inévitables et de faire participer les populations rurales à l'ensemble du progrès social. Dans cette optique et conformément à la loi du 29 mars 1963, ainsi qu'à l'article 39 du traité de Rome, les trois organisations préconisent pour l'immédiat :

- une fixation adéquate des niveaux des prix agricoles et leur actualisation régulière;
- une politique globale de rénovation des structures, notamment par l'orientation des investissements agricoles;
- une politique sociale qui assure une pleine participation des populations rurales au bien-être de la société moderne.

Les trois organisations sont d'avis que "dans le cadre de la politique agricole globale à mettre en application, la politique des marchés et des prix reste prépondérante. Elle permet en effet de tenir compte efficacement :

- de l'accroissement des charges de production;
- des dépréciations monétaires;
- des nécessités de l'autofinancement des investissements;
- des orientations à donner à la production.

Par ses effets immédiats elle permet de résorber rapidement la disparité du revenu agricole. Il est donc nécessaire de fixer des niveaux de prix satisfaisants, prenant en considération ces différents éléments ainsi que les objectifs de la politique commerciale commune de la C.E.E. dont le principe fondamental reste la préférence communautaire."

Les organisations professionnelles consacrent un paragraphe aux problèmes de financement de la politique agricole commune. "A l'organisation communau-

taire des marchés agricoles doit répondre une responsabilité communautaire dans le financement de la politique agricole de la C.E.E. Cette responsabilité communautaire est inscrite dans le traité de Rome et a été précisée par des accords successifs intervenus en Conseil des ministres du Marché commun.

On conçoit que la Commission de la C.E.E. s'emploie à contenir les dépenses dans les limites raisonnables; toutefois, la désorganisation actuelle des marchés mondiaux doit être tenue pour première responsable des sommes englouties par le placement des excédents. Aussi la Commission devrait-elle pousser plus activement à la conclusion d'accords mondiaux sur les produits agricoles. D'autre part, certains pays partenaires voudraient voir limiter leur quote-part à la section Garantie du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (F.E.O.G.A.) en prenant prétexte de leur qualité d'importateur. Cette réaction autarcique cadre mal avec l'orientation des producteurs au sein d'un marché commun.

L'aspect communautaire du financement de la politique agricole interdit toute comparaison valable entre la contribution belge au F.E.O.G.A. et le coût de l'agriculture nationale. L'intérêt de la Belgique pour la C.E.E. réside spécialement dans le domaine industriel. Aussi ne faut-il pas perdre de vue que, pour conquérir cet avantage en faveur de l'industrie qui exporte près de 50 % de sa production, des concessions ont été faites aux pays partenaires notamment dans le domaine du financement de la politique agricole. En effet, les recettes de la section Garantie du F.E.O.G.A. sont constituées à raison de 9/10 des prélèvements frappant les importations de la C.E.E. en produits soumis à des règlements de marché. Comme Anvers est le deuxième port de la C.E.E., il en résulte que la cotisation belge au F.E.O.G.A. calculée sur 9/10 des prélèvements, représente plus que l'importance de l'agriculture belge au sein de la C.E.E. Le solde des recettes de la section Garantie est réparti entre les six pays : la participation de la Belgique est de 8,1 % et ne tient pas compte non plus de la place occupée par l'économie nationale au sein du Marché commun. Il est donc erroné de croire que les sommes destinées à la politique agricole de la C.E.E. auraient un rapport direct avec l'agriculture ou le nombre d'agriculteurs belges. Il serait par conséquent inadmissible que le Gouvernement veuille tirer argument de l'inscription de ces sommes au budget de l'Agriculture pour faire pression sur la partie du budget réservée directement à l'agriculture nationale, notamment le budget extraordinaire."

Les difficultés dans le secteur du lait amènent les trois organisations professionnelles à réclamer un certain nombre de mesures. Au niveau de la C.E.E. elles demandent :

- 1) la fixation du prix d'intervention unique à 88,125 F pour le beurre;
- 2) la fixation du prix d'intervention unique à 24 F pour la poudre de lait maigre tant pour la poudre Roller que la Spray avec, comme corollaire, la subvention à la poudre à destination animale au niveau de 7,50 F le kilo;
- 3) la fixation d'un régime d'intervention pour les fromages de type Gouda;

- 4) l'adaptation des restitutions à l'exportation vers les pays tiers, afin de favoriser le commerce extérieur des produits laitiers tout en obtenant le prix indicatif à la production."

Elles soulignent que "la solution fondamentale du problème laitier réside dans une politique globale des matières grasses et des matières protéiques au niveau du Marché commun, ce qui implique une politique commerciale unique vis-à-vis des pays tiers tenant compte du principe de la préférence communautaire."

Le secteur des fruits et légumes connaissant également un certain nombre de difficultés, les organisations professionnelles demandent que diverses mesures soient prises en ce domaine : prime d'arrachage, commercialisation des produits de qualité et contrôle de la normalisation, protection efficace contre les importations en provenance des pays à commerce d'Etat.

En ce qui concerne les prix proposés par la Commission des Communautés pour la campagne 1969-1970, les trois organisations agricoles rejettent toute diminution de prix proposé pour quelque produit agricole que ce soit. Elles proposait même une légère augmentation des prix de plusieurs produits.

Le programme proposé par trois organisations professionnelles en matière de rénovation des structures est très large. Elles envisagent d'organiser la sécurité, l'efficacité et la réalisation effective des investissements nécessaires tant au niveau des structures internes qu'à celui des structures externes. Elles citent à ce sujet un grand nombre de mesures à prendre.

Les organisations professionnelles consacrent le dernier chapitre de leur mémorandum aux problèmes posés par la participation de l'agriculteur au bien-être général. Elles estiment qu'il y a lieu de prendre en sa faveur diverses mesures dans les domaines suivants :

- l'accompagnement social où les mesures visant à résoudre les problèmes humains posés par la révolution technologique agricole;
- les équipements socio-culturels;
- le statut social;
- le logement.

(Chambre des Représentants, séance du 18 décembre,  
Sénat, séance du 18 décembre,  
L'agriculteur, 14 décembre)

### 3. France

A la suite de la présentation au Conseil des ministres des Six du plan Mansholt, le 10 décembre 1968, puis de l'adoption à la quasi-unanimité de ce plan par la Commission de la C. E. E. le 18 décembre, de nombreuses réactions en provenance de mouvements syndicaux ou de personnalités politiques devaient très vite avoir lieu.

A l'issue de la réunion des six ministres devant laquelle le vice-président Mansholt avait exposé son plan, M. Debré, ministre français des Affaires étrangères, précisait que les propositions Mansholt n'engagent en aucune façon les gouvernements, et constituent "un élément de travail parmi d'autres qui sans doute viendront s'y ajouter". Puis il rappelait la position constante de la France dans le marché commun agricole : "Le gouvernement français considère et continue de considérer que la politique agricole commune, reposant sur les principes de la priorité d'achat des produits de la Communauté et du financement communautaire des excédents, est un des piliers essentiels de l'organisation du Marché commun".

A partir du 11 décembre les organisations agricoles ont réagi, et de façon très différente les unes des autres.

Le 11 décembre, c'est le conseil d'administration du Centre National des Jeunes Agriculteurs qui publie un communiqué dans lequel il estime que : "des prises de position trop rapides contre les propositions de M. Mansholt risquent de se retourner contre l'agriculture en renforçant le camp de ceux qui, pour des raisons diverses, politiques et financières, estiment inutile de réaliser une politique agricole et considèrent qu'il suffit d'attendre pour voir la population agricole diminuer. Une telle position serait pour nous inacceptable, car elle ne tient pas compte des problèmes humains posés par l'adaptation nécessaire et aboutirait à sacrifier tout un secteur d'activité économique".

En ce qui concerne le mémorandum de base (propositions à long terme), le conseil du C.N.J.A. "tient à déclarer que les propositions de M. Mansholt ont l'énorme mérite de relancer le débat sur la situation actuelle et l'évolution de l'agriculture, alors que trop de gens voudraient l'enterrer, afin de ne pas avoir à prendre les mesures nécessaires en faveur des agriculteurs, particulièrement pour les plus déshérités".

Le même jour les Chambres d'agriculture publient un communiqué très différent, où on lit notamment : "Il ne s'agit pas formellement de propositions de la Commission européenne se prononçant collégialement aux termes du Traité, mais il y a de quoi amplifier le malaise agricole en accroissant les incertitudes sur la future politique avant même que le gouvernement ait pu l'étudier et que le Conseil des ministres ait été à même de délibérer."

Après avoir affirmé que la baisse de certains prix agricoles suscitait de "vives alarmes" au moment où les charges des producteurs s'accroissent, les Chambres d'agriculture estiment que la Communauté devrait lier le marché laitier à celui des matières grasses "cause principale de la désorganisation du marché du beurre et des excédents actuels."

Au sujet des structures, les Chambres d'agriculture déclarent : "L'abattage du quart du cheptel laitier, la stérilisation d'une superficie correspondant à la surface de dix départements, le départ d'un agriculteur sur deux, ne sont pas concevables, ainsi présentés, ni pour l'économie agricole, ni pour les fournisseurs de l'agriculture, ni pour les industries et le commerce qui sont ses clients."

Sur le plan général, les Chambres affirment que "ces mesures tournent le dos aux objectifs du Traité de Rome, au développement régional et posent de sérieux problèmes en matière d'emploi."

Enfin, la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (F.N.S.E.A.) publie un communiqué beaucoup plus nuancé, dans lequel elle explique qu'elle ne veut pas prendre une position hâtive et irréfléchie.

Le 12 décembre, c'est le M.O.D.E.F. (mouvement de défense des exploitations familiales), d'inspiration communiste, qui prend position. Il annonce que le plan Mansholt "ne fait que reprendre en les accentuant seulement les principales dispositions du plan Boulin", et qu'en conséquence, il va déclencher une campagne d'information contre les deux plans à la fois.

Le même jour la Fédération des producteurs de lait publie un texte où il "regrette que, parallèlement aux mesures importantes prises sur le plan laitier, des dispositions d'importance égale ne soient pas envisagées en ce qui concerne les matières grasses d'importation, dans le cadre d'une politique globale des matières grasses végétales et animales", tout en précisant qu'il est encore trop tôt pour prendre une position définitive.

Entretemps, à côté des communiqués officiels des organisations syndicales, nombre de journaux ouvrent leurs colonnes, leurs "tribunes libres" aux polémiques.

Dans un article intitulé "Un avenir pour l'Agriculture" paru dans Le Monde des 15-16 décembre, M. Debatisse, le secrétaire général de la F.N.S.E.A. souligne la portée quasi-révolutionnaire du plan Mansholt "dont l'ambition va plus loin que la bonne gestion des produits agricoles; elle touche à l'avenir même de nos sociétés occidentales", mais où il tente aussi de dépassionner le débat.

Le 18 décembre c'est le comité de direction de la Fédération Nationale de la propriété agricole qui fait connaître son avis. Cet avis est entièrement défavorable, surtout vis-à-vis des réformes de structures proposées par M. Mansholt, "qui essaie d'imposer un modèle théorique d'exploitation dont l'expérience prouve qu'il est démodé avant d'avoir vu le jour". "L'évolution nécessaire de l'agriculture est parfaitement compatible avec le maintien de la libre entreprise", conclut l'avis de la F.N.P.A.

Le 20 décembre le conseil d'administration de la F.N.S.E.A. se réunit de nouveau, et publie un nouveau communiqué, plutôt favorable au plan Mansholt. Au nombre des données "positives" du plan, la F.N.S.E.A. cite d'une part "les orientations données à la politique agricole commune qui ont jusqu'ici fait défaut" et d'autre part "les dispositions facilitant l'évolution des structures agricoles par des aides diverses et améliorant les conditions de retraite des agriculteurs âgés."

Pendant ce temps les Chambres d'agriculture prennent chacune tour à tour la parole, pour rejeter comme "brutales" ou "dangereuses" les propositions de M. Mansholt.

Le 9 janvier 1969 le C.N.J.A., après avoir été reçu par M. Boulin, ministre français de l'agriculture, publie un communiqué nettement favorable aux thèses de M. Mansholt. "Il est capital de défendre le plan Mansholt et d'accorder notre appui à la vision d'avenir qu'il trace non seulement pour l'agriculture mais pour l'économie de régions entières" écrivent les Jeunes Agriculteurs. "Les objectifs sont fixés. Les moyens d'y parvenir sont indiqués. On voit se dessiner un type d'agriculture qui, tout en étant moderne et efficace, reste à la taille de l'homme et encourage sa promotion."

Les 12-13 janvier les déclarations de personnalités continuent d'affluer. Ainsi M. Jack Lequertier, directeur général de l'Union Nationale des coopératives agricoles de céréales, estime que M. Mansholt, tout à sa préoccupation de moderniser les "structures" de production de l'agriculture, a peu exploré le champ "des structures économiques, des structures de commercialisation, donc de l'organisation des marchés agricoles". Pourtant, rappelle M. Lequertier, "chacun sait que sans organisation globale d'un marché de la production à la consommation, le producteur de la matière première a les plus grandes difficultés à s'opposer à la détérioration des prix voulue par les intermédiaires ou imposée par l'acheteur final." M. Pierre Lelong, député du Finistère, ancien directeur du Fonds d'Orientation et de Régularisation des marchés agricoles écrit dans "Le Télégramme de Brest" : "la seule touche originale, dans les propositions de M. Mansholt, réside dans l'accent mis sur la collectivisation de certaines activités agricoles, collectivisation pouvant aller, à la limite, jusqu'à la mise en commun, par plusieurs familles d'exploitants, de toutes leurs activités, les patrimoines fonciers et immobiliers restant seuls distincts.

Mais, dans cet élément collectiviste lui-même, il n'y a rien qui doive particulièrement effrayer, ni d'ailleurs non plus attirer des louanges exagérées. La mise en commun d'un nombre de plus en plus grand d'activités est, en agriculture, une tendance déjà ancienne, dont la législation française porte d'ailleurs la marque".

De l'avis de M. Pierre Lelong, M. Mansholt mérite "d'être félicité pour la procédure déconcentrée qu'il prévoit, au niveau des six Etats membres, pour l'application des mesures de structure. En effet, la C.E.E., par le nouveau plan Mansholt, offre simplement un cadre aux décisions des six Etats. Depuis l'automne 1967 - époque à laquelle elle proposait encore des programmes communautaires intégralement étudiés, financés et appliqués à Bruxelles, - la Commission semble donc avoir compris qu'une centralisation absolue, à son niveau, de toute la politique agricole commune, ne pourrait aboutir qu'à la paralysie et au gaspillage. C'est là le début d'une attitude nouvelle, extrêmement intéressante".

Le 28 janvier, dans un appel lancé au Conseil de l'Europe à Strasbourg, M. Addeke Boerma, directeur général de la F.A.O. parle du "plan courageux" de son compatriote M. Mansholt mais déplore qu'il ait été conçu "essentiellement en fonction de la Communauté européenne", et lui faisant écho le 1er février, l'Organisation commune africaine et malgache réunie à Kinshasa s'inquiète du plan de M. Mansholt qui prévoit la taxation des oléagineux d'origine tropicale.

Ces mêmes 1er et 2 février enfin, paraissent deux opinions défavorables au plan Mansholt dans la presse. La première est de M. Blondelle, sénateur de l'Aisne et président de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture. Pour lui le plan Mansholt entier est à rejeter car il est "l'inverse de la préférence communautaire", et représente un "cadeau offert aux pays industriels qui rechignent à participer au financement communautaire, pourtant impératif dans le traité".

La seconde est de M. Deleau, président de l'Association générale des producteurs de blé, qui écrit : "En bonne logique on pourrait espérer trouver dans le mémorandum sinon une méthode mathématique difficile à concevoir, tout au moins un moyen d'arbitrage plus précis dans la discussion inévitable entre les légitimes revendications des producteurs et la tendance des civilisations industrielles à assurer la fourniture des produits alimentaires au plus bas prix possible.

Le document publié ne répond pas à cette attente. Nous y trouvons une série d'affirmations parfois contradictoires qui, à aucun moment, ne font un ensemble cohérent : ce sont des manifestations d'intention et non des propositions réalistes et pratiques."

Entretemps, le 20 décembre 1968, alors que le plan Mansholt suscitait les plus vives polémiques, M. Triboulet, président du groupe U.D.E. du Parlement européen, déposait au nom de son groupe une question orale avec débat au président Rey, dans laquelle il demandait à ce dernier "dans quelles conditions il a pu être amené à autoriser M. Mansholt, membre de la commission, à donner une publicité tapageuse à un plan agricole, dont les incidences politiques sont dangereuses pour l'idée européenne et dont la prudence comme la bonne règle conseillaient de saisir au préalable le Parlement européen et le Conseil."

M. Triboulet faisait allusion à la conférence de presse qu'avait tenue M. Mansholt pour présenter son plan à l'opinion publique européenne.

Lors de la session du 21 au 24 janvier tenue par le Parlement européen à Strasbourg, M. Rey devait apporter des explications à M. Triboulet. Se déclarant solidaire des déclarations du vice-président Mansholt et approuvant la formule de la conférence de presse choisie par ce dernier,



M. Rey tentait de ramener "l'affaire du plan Mansholt" à des propositions plus justes, c'est-à-dire moins polémiques.

(Le Monde, 12, 13, 15-16, 19-21 décembre 1968, 10-13, 29 janvier 1969;  
Le Figaro, 11, 19-20 décembre 1968, 9, 12-13 janvier 1969, 1-2 janvier 1969)

#### 4. Italie

Le mémorandum "Agriculture 1980" continue à retenir toute l'attention de la presse italienne et des organisations et associations professionnelles ou syndicales le plus directement concernées.

Dans son premier numéro, celui de janvier dernier, la revue communiste "Rinascita" déclare qu'un congrès des organisations paysannes démocratiques des pays du Marché commun - c'est-à-dire pour l'Italie, l'Alleanza nazionale dei contadini, l'Associazione nazionale cooperative agricole e la Federmazzadri-CGLI - s'est conclu par la condamnation du plan Mansholt. "On a constaté, comme il est juste, poursuit la revue que ce plan a sa source dans des problèmes objectifs et que là même se trouve la vraie raison des préoccupations qu'il suscite dans tous les milieux conservateurs, par-delà et en dehors des intentions de son auteur. Aujourd'hui, le Marché commun est un tissu de contradictions, et toute tentative de réduire celles-ci, par une extrême rationalisation capitaliste, est imbriquée d'éléments qui influent sur les conditions réelles de l'Europe actuelle, tout de même que sur les structures juridico-économiques de la société capitaliste dans lesquelles on veut l'insérer. Les grandes "unités de production", telles qu'elles sont conçues dans le plan, ne sont autre chose qu'une utopie réactionnaire, au lieu que si on les concevait comme des coopératives ou des associations de cultivateurs, elles seraient à même de fournir les bases à de nouvelles structures de l'agriculture européenne. La "gestion en commun des terres", la "fusion des patrimoines zootechniques" sont des idées réalistes ouvrant des horizons politico-économiques bien différents de celui que dévoile l'Europe occidentale d'aujourd'hui".

Quant au quotidien socialiste "Avanti", il déclare qu'il n'est pas risqué de considérer que, si la politique agricole et la politique de marché des dix premières années du Marché commun ont échoué, ce nouveau plan échouera pareillement, puisqu'il se propose de mettre à l'honneur la propriété foncière et ne pourra, en conséquence, améliorer ni le revenu de quiconque travaille la terre, ni la spécialisation du secteur agricole. Si ce plan veut assainir l'agriculture et l'adapter aux impératifs économiques, il doit en premier lieu réduire et, au besoin, abolir le pouvoir et l'importance de la grande propriété et des revenus fonciers, et en deuxième lieu, placer à la base de l'agriculture nouvelle le cultivateur direct en qualité d'entrepreneur à part entière. Les dimensions des exploitations et des élevages prévus par le mémorandum "sont trop restreintes, parce qu'elles sont prisonnières de dimensions territoriales et foncières, alors que la seule dimension qui puisse donner la capacité con-

tractuelle, élever le niveau des revenus, programmer les cultures, est une vaste dimension, un vaste ensemble économique que rend possible un système de type associatif et coopératif". La principale cause de la faillite des options prises ces dix premières années du Marché commun, c'est que des dizaines de milliers de milliards de liras, qui vont chaque année aux revenus fonciers et aux opérateurs intermédiaires entre les producteurs agricoles et les consommateurs, sont soustraits du coup des revenus de ceux qui travaillent la terre et des consommateurs; c'est pourquoi l'objectif de la prochaine décennie devra être de faire bénéficier de la majeure partie de ces revenus les producteurs, les travailleurs agricoles et les consommateurs eux-mêmes.

Prenant la parole au congrès de l'Unione provinciale de Forlì, sur les problèmes touchant le plan Mansholt, le secrétaire de l'Unione Italiana Mezzadri e Coltivatori, union adhérente à l'U.I.L. (U.I.M.E.C.), M. Ugo Luciani, a déclaré qu'indépendamment de tout jugement de fond sur ce plan, la nécessité s'impose de procéder à une révision radicale des structures des exploitations et des marchés agricoles, parce qu'il est impossible de continuer une politique où des milliers de milliards servent à soutenir les prix, sans que l'on obtienne, en contrepartie, d'appréciables résultats sur le plan de la rénovation économique et sociale. L'orateur s'est étonné que le gouvernement n'ait pas encore convoqué une conférence des organisations professionnelles du monde rural pour rechercher une ligne de défense commune des forces politiques et sociales devant les positions adoptées à Bruxelles; il a souhaité en outre que le gouvernement consulte les organisations intéressées avant de mettre des réformes en oeuvre.

Pour ce qui est des deux aspects du mémorandum "Agriculture 1980", à savoir les restructurations et les coûts de l'opération, M. Bonomi, président de la Confederazione Coltivatori diretti, prenant la parole à un cours des dirigeants des "Club 3P", a notamment déclaré : "Les propositions relatives aux aides formulées dans le mémorandum ne nous satisfont pas et ne laissent pas de nous préoccuper. Le mémorandum propose la combinaison d'une politique prudente en matière de prix et d'une politique énergique des structures pour donner toutes ses chances à une agriculture compétitive, étroitement intégrée à l'économie générale de la Communauté. Le risque que les Etats membres prennent prétexte de la prudence de la politique des prix pour geler les prix agricoles et manquent à mener une politique énergique des structures, en raison de son coût, n'est point sans fondement réel. En conclusion, l'orateur a ajouté : "Malgré les réserves exposées ci-dessus sur certains aspects, réserves qui aideront à apporter des modifications appropriées, le jugement d'ensemble sur le mémorandum ne peut être que positif".

Quant à la conception de la Confederazione dei Coltivatori diretti, elle a été exprimée dans le bulletin "Agra-Europa", qui explique comment, en dépit des désaccords sur certains points, le plan Mansholt doit être accueilli avec faveur, car il a le grand mérite de rétablir l'équilibre entre les différentes parties d'une politique agricole moderne : les structures, les mesures sociales de redistribution du revenu, et les prix, alors que la politique communautaire semblait jusqu'ici se préoccuper uniquement de ceux-ci.

Au cours d'une réunion de la Commissione intercamerale per l'Agricoltura, le professeur Gabriele Gaetani d'Aragona a exposé la situation actuelle de l'agriculture et les propositions de réforme du plan Mansholt. Il a conclu que la politique de soutien des prix ne suffit pas de soi à assurer le développement de l'agriculture dans la Communauté, mais qu'il est nécessaire de viser à l'amélioration des structures agricoles pour réduire le retard qu'accuse, dans les revenus, l'agriculture communautaire par rapport aux autres secteurs économiques. Il a formulé un jugement d'ensemble favorable au plan.

Les secrétaires de la C.G.L.I., C.I.S.L. et U.I.L. ont envoyé à M. Rumor, président du Conseil, une lettre au sujet des problèmes soulevés par le memorandum "Agriculture 1980", pour demander que les ministres intéressés, avant d'arrêter la position de la délégation italienne aux réunions de la C.E.E., procèdent à des consultations complètes et méthodiques avec les organisations syndicales de travailleurs, compte tenu de l'engagement pris par le gouvernement d'instaurer systématiquement la consultation des syndicats sur les grandes options générales de la politique économique et sociale.

(Rinascita n° 1, 3 janvier 1969

Avanti, 5 janvier 1969

Agra Europa, n° 44, 16 novembre 1968

La Voce Repubblicana 3/4 février 1969

Il Popolo, 13 février 1969

Il Sole - 24 Ore, 5 mars 1969

L'Unità, 15 avril 1969)

## 5. Luxembourg

La Fédération des industriels luxembourgeois a publié dans sa revue mensuelle un avis sur le plan Mansholt :

"L'industrie luxembourgeoise constate avec satisfaction que la Commission des Communautés européennes a eu le courage de procéder à une analyse économique objective de la situation de l'agriculture et de proposer des remèdes hardis.

Elle approuve dans les grandes lignes les résultats auxquels a abouti cette analyse. Quant à la dimension trop réduite des exploitations, elle voudrait, toutefois, attirer l'attention sur la position relativement favorable du Luxembourg à l'intérieur de la C.E.E. En effet, l'étendue moyenne de l'exploitation luxembourgeoise est de 16,1 ha. Cette moyenne n'est dépassée que par la France, où elle est de 17,8 ha; encore faut-il tenir compte du fait que les méthodes de culture pratiquées en France sont, en moyenne, moins intensives que celles qui sont en usage au Luxembourg. La moyenne luxembourgeoise se compare, en tout cas, très favorablement à la moyenne générale de la C.E.E., qui est de 7,8 ha. A cet égard, l'agriculture de notre pays bénéficie donc d'un avantage de compétitivité certain. Le processus de concentration qui se poursuit de-

puis des années, et qui n'est pas près d'être terminé, s'accompagne automatiquement d'une augmentation permanente de la dimension moyenne des parcelles."

Selon M. Mansholt, le revenu agricole est inférieur à celui des autres catégories, et l'écart s'accroît ces dernières années.

Si cette affirmation se voit vérifiée, en général, dans la Communauté, la situation de l'agriculteur luxembourgeois paraît, cependant, plus avantageuse. En effet, la disparité que fait apparaître au Luxembourg le rapprochement des chiffres bruts du revenu national s'efface lorsqu'on les analyse de plus près. La part de la population agricole dans la population active totale n'est plus que de 10 %, soit quelque 14 000 personnes.

Dans ce nombre sont comprises les épouses des agriculteurs. Si l'on fait abstraction de celles-ci la part de la population active agricole dans la population active totale se réduit à 6,5 %, ce chiffre comprenant toute la main-d'œuvre salariée, toute la population masculine (y compris les rentiers), toute la population féminine (y compris les rentières), à la seule exclusion des épouses et ménagères coassurées à la Caisse de maladie agricole. Or, ce chiffre correspond d'assez près à la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut, qui a été de 7,1 % en 1963 et de 6,3 % en 1964. Sans considérer la parité des revenus comme un objectif défendable de la politique économique et sociale, l'industrie constate qu'elle est d'ores et déjà réalisée au Luxembourg et que l'effort de la collectivité en faveur de l'agriculture pourrait, en conséquence, être réduit. Sans vouloir mettre en doute les avantages que comporte la création de grandes unités d'exploitation et fortement industrialisées, l'industrie se demande s'il n'en résultera pas, à la longue, un accroissement de la production, dépassant largement la diminution de la production due à l'abandon des petites exploitations.

De plus, il faut regretter que le plan passe sous silence que les prix des produits agricoles doivent se former selon le libre jeu de l'offre et de la demande et que l'agriculture ne devrait pas bénéficier d'une protection plus forte que les autres secteurs de l'économie.

Enfin, les industriels luxembourgeois sont d'avis qu'il ne suffit probablement pas de verser une aide à la réorientation des agriculteurs et des pensions d'abandon aux agriculteurs âgés pour résoudre les problèmes sociaux posés par l'exode rural. Un taux annuel d'expansion de l'économie communautaire de 3 % ne suffit guère à assurer la création d'un nombre d'emplois suffisant pour accueillir tous les agriculteurs en surnombre dans la Communauté.

Au Luxembourg, cependant, la nécessité urgente de créer de nouveaux emplois est fondée aussi sur la diminution des postes de travail à la suite de l'indispensable rationalisation dans l'industrie et sur l'évolution démographique.

Dans la mesure où le Luxembourg réussira à implanter de nouvelles industries, l'assainissement de son agriculture pourra s'opérer sans recours à toutes les

aides prévues dans le plan Mansholt. La conversion se réalisera d'autant plus facilement que, d'une part, les chefs d'exploitation sont en moyenne plus âgés chez nous que dans les autres pays de la C.E.E. et que, d'autre part, nos agriculteurs bénéficient d'ores et déjà, à partir de 65 ans, d'une pension légale. Une telle situation doit même comporter une réduction des subventions inscrites actuellement au budget de l'Etat en faveur de l'agriculture. Il subsiste, toutefois, le danger que, sous les pressions politiques, le niveau élevé des prix soit maintenu avec tous les sacrifices que cela comporte pour la collectivité. Cela est d'autant plus inquiétant que les subventions d'intervention sont cumulées avec des crédits massifs qui sont encore accordés sous des formes multiples en vue d'assainir les structures agricoles.

(L'Echo de l'industrie, n° 2, février 1969)

## 6. Pays-Bas

Le "Landbouwschap" (organisation de l'agriculture) partage l'avis de la Commission européenne selon lequel la structure de l'agriculture européenne doit être adaptée, mais selon le président de cette organisation, M. Knottnerus, le mémorandum ne permet pas de procéder à une étude approfondie de la question, parce qu'il n'est guère plus qu'une note permettant d'amorcer une discussion : il n'explique pas ou ne démontre pas suffisamment les nombreuses thèses qui y sont avancées et ne contient pas de propositions concrètes en matière de financement. M. Knottnerus a plaidé en faveur d'une politique d'assainissement efficace et d'une politique régionale créant des emplois précisément dans les régions où l'émigration des agriculteurs vers un autre secteur est urgente. Or, a déclaré l'orateur, la plupart des conditions d'une émigration accélérée doivent être réalisées en dehors de l'agriculture. Des dispositions doivent être prises pour assurer l'emploi, la rééducation professionnelle et la mise en oeuvre d'une politique sociale.

Selon M. Knottnerus, les propositions de M. Mansholt relatives à l'ensemble des structures de production ne sont pas parfaitement claires. Il faut s'efforcer de définir, pour tous les pays de la Communauté, une ligne de conduite commune qui permette d'éliminer les distorsions de concurrence existantes.

Les propositions faites par M. Mansholt en matière de prix laissent au président du "Landbouwschap" l'impression que le vice-président de la Commission a été tellement impressionné par les incidences financières des excédents agricoles, qu'il veut absolument une politique de prix permettant de réaliser des économies. Certes, la Commission veut dorénavant dépenser davantage pour la politique des structures, mais cette politique ne peut avoir d'effet sur les revenus agricoles qu'à long terme, et, d'autre part, la hausse permanente et générale des coûts pèse sur ces revenus.

M. Knottnerus a mis en garde contre l'idée d'abandonner ou même de "geler" la politique des prix, ce qui serait absolument intolérable pour la population agricole - qui connaît, elle aussi, grâce à la presse, l'évolution de la prospérité dans les autres secteurs.

Nous sommes favorables, a déclaré le président du "Landbouwschap", aux efforts déployés pour éliminer les excédents de beurre, et nous sommes disposés à collaborer à une politique de structure renforcée pourvu qu'elle soit efficace. Nous exigeons cependant que pendant que s'accomplira ce difficile processus, l'on mène une politique qui permette aux agriculteurs et aux horticulteurs d'avoir part aux bienfaits de notre prospérité.

L'année 1968 nous a enseigné une dure réalité : elle nous a appris qu'un marché commun tel que celui qui a été réalisé pour l'ensemble des principaux produits par l'adoption, le 29 juillet, des règlements sur les produits laitiers et la viande bovine, entraîne aussi des problèmes communautaires. L'accroissement rapide de la productivité de l'agriculture dans la C.E.E., la tendance à résorber la hausse des coûts en augmentant la production et le retard de la consommation ont provoqué l'apparition d'excédents en augmentation constante de quelques-uns de nos principaux produits tels que le lait, le blé et les betteraves sucrières. La présentation combinée des propositions en matière de prix que M. Mansholt a soumises au Conseil de ministres le 10 décembre, renforce, de même que le mémorandum sur les structures, la conception erronée selon laquelle les problèmes des excédents seraient la conséquence des structures vieillies des entreprises agricoles.

M. Knottnerus a souligné que le "Landbouwschap" n'approuve pas l'idée de "geler" les prix ou de les réduire partiellement. Cette politique, a-t-il déclaré, n'est pas seulement inacceptable du point de vue social, elle freine aussi l'amélioration des structures par les agriculteurs et les horticulteurs eux-mêmes. Nous risquons de voir la population de nos campagnes, qui doute déjà que la politique agricole suivie soit la bonne, perdre toute confiance dans cette politique.

M. Knottnerus a résumé un certain nombre de desiderata que le "Landbouwschap" désire soumettre l'an prochain au Ministre de l'agriculture. Une attitude positive des représentants néerlandais à Bruxelles à l'égard d'une politique bien définie des structures de la C.E.E. à l'intérieur et à l'extérieur de l'agriculture doit aller de pair avec l'application d'une politique des prix raisonnable, l'élimination des distorsions de concurrence préjudiciables à la libre circulation, et la création d'emplois suffisants en dehors de l'agriculture.

M. T. Brouwer, président de la Fédération catholique des agriculteurs et horticulteurs, a approuvé dans leurs grandes lignes, les idées de base du plan Mansholt. S'appuyant sur ces idées de base, le programme agricole recommande divers moyens qui devront permettre de garantir à l'agriculteur la sécurité économique et des conditions de vie comparables à celles des autres secteurs. Mais nous sommes loin d'être aussi avancés, a ajouté le président. En effet, toute cette évolution est fondée essentiellement sur la libre décision de chaque agriculteur et de chaque horticulteur. La réussite d'une politique éner-

gique des structures dans l'agriculture, laquelle va toujours de pair avec l'émigration d'un grand nombre de personnes, dépend d'ailleurs fortement des possibilités de réintégrer ces personnes dans d'autres secteurs.

Le président de la Fédération catholique néerlandaise de l'agriculture et de l'horticulture, M. Mertens, a déclaré lors du congrès annuel de cette organisation à 's-Hertogenbosch que l'adaptation et l'assainissement proposés dans le memorandum européen sont déjà en voie de réalisation en ce qui concerne les Pays-Bas. Cette évolution se poursuivra à un rythme accéléré, même sans la mise en vigueur de nombreuses prescriptions.

M. Mertens a réaffirmé clairement qu'il considérait les propositions de la Commission européenne relatives aux prix des produits agricoles comme absolument inacceptables. Il est conscient des difficultés considérables auxquelles donnent lieu les excédents de certains produits, mais il ne faut pas s'attendre à ce qu'une diminution des prix permette d'améliorer rapidement cette situation.

Selon M. Vredeling, membre socialiste de la Chambre, le point faible des propositions du plan Mansholt est la manière dont est envisagée la réalisation de ce programme dans la Communauté. "Le vice-président de l'Exécutif n'entend définir au niveau de la Communauté que des directives globales pour l'ensemble de son programme et laisser le soin de l'appliquer au législateur national, ce qui signifie que les parlements nationaux ne respecteront intégralement aucune de ces propositions et de ces conceptions. Les "lobbies" agricoles sont particulièrement puissants au sein des parlements nationaux et ils ne se laissent certainement pas guider par des considérations européennes. Sans doute, l'application purement technique des mesures structurelles doit-elle être décentralisée, mais les décisions politiques ne peuvent l'être pour des raisons tenant particulièrement au climat et au sol et pour d'autres raisons techniques. Cela signifie-t-il que les parlements nationaux doivent renoncer à ces compétences législatives ? Oui, c'est ce que cela signifie, mais à une condition : le Parlement européen doit recevoir les pouvoirs auxquels renoncent les parlements nationaux. Tout autre solution conduirait à la technocratie absolue en Europe. Et ce n'est pas pour cela que, voici quelques années, M. Mansholt a quitté La Haye pour Bruxelles."

La Fédération des agriculteurs et horticulteurs chrétiens porte un jugement favorable sur le plan Mansholt, mais regrette, selon son président, que la Commission européenne ait jumelé les propositions relatives aux prix indicatifs et aux prix d'intervention d'un certain nombre de produits avec les propositions relatives aux structures.

M. Lardinois, ministre néerlandais de l'agriculture, souscrit à l'analyse quantitative du problème et estime qu'une émigration de cette importance entre 1970 et 1980 est indispensable pour que les revenus des agriculteurs européens puissent augmenter dans des proportions raisonnables. M. Lardinois n'est pas pessimiste sur la réalisation de cette émigration, car il ressort des données disponibles que le grand exode des années 50-60 annonçait celui des chefs

d'exploitation plus âgés. Cela ressort clairement aussi des données fournies par la Commission et selon lesquelles l'an dernier, plus de la moitié des chefs d'exploitations agricoles ou horticoles de la C.E.E. étaient âgés de plus de 57 ans. Ce problème de génération pourra également être résolu pour une large part si les mesures sociales telles que les pensions de vieillesse sont adaptées aux besoins de cette catégorie. Il faudra cependant prendre des mesures complémentaires, estime M. Lardinois.

Le ministre a critiqué au Conseil de la C.E.E. les conceptions de la Commission en ce qui concerne les unités de production, les entreprises agricoles modernes et les organisations de producteurs. A son avis, cette conception est assez rigide et très théorique. Néanmoins, on peut être assuré d'avance que les Pays-Bas sont disposés à expérimenter ces entreprises agricoles modernes composées d'unités de production d'une certaine importance et appliquant une certaine forme de collaboration. Le ministre de l'agriculture espère davantage du développement de l'intégration verticale, qui est en fait plus avancée que cette intégration horizontale dans laquelle, bien que nous soyons disposés à l'expérimenter, nous ne pouvons voir la solution du problème de la forme à donner aux exploitations aux Pays-Bas ou dans la C.E.E.

Le ministre a en outre attiré l'attention du Conseil sur la responsabilité des pouvoirs publics. Selon le point de vue néerlandais, les pouvoirs publics ne sont pas responsables de la dimension des exploitations agricoles; c'est un problème qui intéresse tout d'abord les agriculteurs et les horticulteurs eux-mêmes. Il en va autrement de l'orientation de l'évolution et de l'élimination des obstacles, pour lesquels les autorités ont des responsabilités à assumer. Peut-être la législation actuelle est-elle insuffisamment adaptée au développement de nouvelles formes d'entreprises. Dans ce cas, les pouvoirs publics ont une certaine responsabilité. Le ministre n'a en principe aucune objection à formuler contre les unités de production proposées parce qu'aux Pays-Bas aussi, une évolution vers la création d'unités plus grandes est déjà en cours.

Un cadre a été trouvé pour l'étude des projets et le ministre Lardinois a l'intention de tout mettre en oeuvre pour qu'une discussion s'engage non seulement avec le Parlement, mais aussi avec les milieux économiques sur les différents aspects du mémorandum, en tenant compte des mesures structurelles adoptées aux Pays-Bas.

M. Lardinois estime que la période d'émigration du secteur agricole fixée à dix ans dans le mémorandum n'est pas essentielle pour la durée du processus; en effet, cette période ne dépend pas seulement des plans qui seront dressés, mais aussi de la conjoncture et d'autres circonstances. Il y a lieu en effet de se demander si la future politique de structure sera compatible avec la législation néerlandaise sur les successions et sur les baux à ferme. Bien qu'aux Pays-Bas les dispositions sociales actuelles concernant les indépendants soient analogues aux propositions du mémorandum, ce serait sous-estimer les problèmes que de conclure que le plan Mansholt doit être rapidement mis en application. M. Lardinois a critiqué au Conseil de la C.E.E. l'idée du mémorandum selon laquelle l'application de la réforme des structures permettrait de



réaliser à la fin des années 70 un équilibre entre l'offre et la demande de produits agricoles. Cette perspective doit encore être examinée attentivement. S'il existe des perspectives d'équilibre réelles, le memorandum devra être renforcé sur divers points essentiels.

Le ministre a en outre constaté que le memorandum des prix utilisé par la C.E.E. n'a pas suffisamment contribué à corriger le volume de la production. Le système de garantie a abouti à l'apparition d'excédents. Le mécanisme des prix ne peut cependant pas être entièrement supprimé. Le mécanisme des mesures de structure de la Commission européenne doit être étudié de manière approfondie du point de vue de ses effets futurs. L'application des réglementations de prix en baisse pourrait davantage donner lieu à des interventions directes sur la production au moyen de mesures moins souples et encore plus coûteuses à long terme. Le plan Mansholt prévoit en effet une certaine réduction des facteurs de production (par exemple abattage de vaches laitières). A plus long terme, la réduction du nombre des personnes occupées dans le secteur agricole n'exercera guère d'influence notable sur le volume de la production, le remplacement du travail par le capital étant si rapide que cette émigration est compensée rapidement. Certes, il y a de larges perspectives d'un plus grand équilibre entre la production et les débouchés dans les projets visant à une protection plus poussée de la C.E.E., projets contenus dans les propositions relatives à des taxes complémentaires sur les huiles et les matières grasses végétales et sur les aliments pour animaux riches en matières azotées, c'est-à-dire sur des denrées que la C.E.E. importe dans une proportion de 75 %. Les aspects positifs ne compensent cependant pas le préjudice subi par le consommateur et le producteur. Cette question est un des points fondamentaux de la politique de la C.E.E. On a pu constater, au sein du Conseil, que la France espérait que la C.E.E. réaliserait cette année une protection plus poussée. Le ministre n'est donc nullement certain que cette question ne sera pas liée aux prix pour la campagne 1969/1970. Etant donné la relation existant entre ces points, il pourrait admettre que d'autres mesures, telles que des primes d'engraissement et d'abattage et un régime de quotas pour le sucre, soient liées aux propositions relatives aux prix. La Commission européenne a en outre clairement fait connaître son intention de substituer le nouveau prélèvement éventuel au prélèvement sur les huiles et sur les matières grasses végétales qui a déjà été décidé, mais qui n'a pas encore été mis en vigueur. Dans ce cas, le gouvernement néerlandais ne sera pas en mesure de trouver un compromis en quelques mois. Une première raison pour laquelle cela est exclu est que les Pays-Bas ne désirent pas voir dissocier cette question de celle des compétences du Parlement européen.

M. Maris, directeur de l'Institut d'Agriculture, estime qu'il est indispensable d'accroître les dimensions des entreprises dans l'agriculture. La Commission européenne semble cependant ne songer qu'à un agrandissement des exploitations individuelles. M. Maris s'étonne que la Commission de la C.E.E. consacre beaucoup d'attention aux moyens coûteux pour réaliser ces objectifs, mais n'en accorde aucune aux solutions qui n'entraînent aucune dépense pour les pouvoirs publics : le regroupement des exploitations pour l'exercice de

leurs activités, tel qu'il s'est opéré spontanément aux Pays-Bas. Il convient selon lui que les Pays-Bas attirent l'attention de la Commission sur ces possibilités.

(Nieuwe Rotterdamse Courant, 19 décembre 1968 ;  
Handels- & Transport Courant, 17 décembre 1968, 8/10 février 1969, 9 janvier 1969, 14 février 1969, 27 février 1969;  
Communication à la presse du Ministère de l'agriculture et de la pêche, 31 janvier 1969;  
"Nieuw Europa", décembre 1968)

## 7. Milieux professionnels européens

### a) Le Comité d'entente des jeunes agriculteurs de la C.E.E.

Le Comité d'entente des jeunes agriculteurs se félicite de ce que les propositions de la Commission européenne concernant la politique agricole à suivre dans l'avenir aient été formulées.

Le Comité se déclare entièrement d'accord avec les points de départ et les objectifs définis dans le mémorandum.

Le Comité est heureux de constater qu'un grand nombre de ses désirs exprimés auparavant aient trouvé un large écho auprès de la Commission :

- soit sous la forme de mesures clairement indiquées, telles que :
  - conditions sociales satisfaisantes pour ceux qui quittent la profession agricole;
  - encouragement à la rééducation professionnelle et à l'orientation vers d'autres carrières;
  - élargissement des unités de production telles qu'elles soient viables tant sur le plan social et économique;
  - amélioration des structures du marché;
  - adaptation de la production à la demande;
- soit par l'annonce d'une politique foncière par laquelle les systèmes de fermage et de propriété seront aménagés.

Tout en étant conscient de l'immense effort psychologique financier et économique à fournir par les agriculteurs lors de l'exécution du "Programme agricole 1980", le Comité est d'avis qu'en cas de réalisation de ce même programme, un rendement supérieur dans le domaine agricole est certainement possible.

Supposant que les propositions visant à améliorer la structure seront mises en oeuvre parallèlement à l'application des prix agricoles annoncés pour 1969-1970, le Comité estime que les prix agricoles proposés suffisent en eux-mêmes pour promouvoir l'accomplissement du programme.

C'est pourquoi le Comité insiste tout particulièrement auprès du Parlement européen, du Conseil des ministres et des gouvernements des pays membres, "pour que les décisions nécessaires à cette fin soient prises le plus rapidement possible."

b) Le Comité des organisations professionnelles agricoles (C.O.P.A.)

Déjà avant la conférence de presse que M. Mansholt a tenue le 10 décembre et au cours de laquelle il a communiqué les lignes essentielles de trois importants documents de la Commission sur l'évolution de l'agriculture européenne, le Comité a diffusé, à propos des prix agricoles pour la campagne 1969-1970 la prise de position suivante :

- La situation de l'agriculture.

1) Le Praesidium constate que l'écart entre le revenu des agriculteurs et celui des autres catégories professionnelles comparables s'est maintenu, voire aggravé, malgré une augmentation de la productivité. Les causes de cette situation sont essentiellement à rechercher dans les faits suivants :

- a) les prix des moyens de production et les salaires en agriculture ont connu ces dernières années, en moyenne, une hausse globale de 4 à 5 %;
- b) les prix pratiqués sur les marchés et par suite touchés par les producteurs sont au niveau ou en dessous des prix d'intervention et par suite en diminution sur ceux des années précédentes.
- c) le non-respect de la préférence communautaire dans de nombreux secteurs;
- d) les concurrences anormales des produits concurrents ou de substitution qui échappent au régime d'importation des marchés agricoles organisés;
- e) l'absence d'organisations de marché pour de nombreuses productions non encore sous règlement (vin, tabac, pommes de terre, ovin, viande chevaline, alcool, luzerne, lin, chanvre, sylviculture, champignon, racine de chicorée...).

2) Le Praesidium rappelle que la stabilité ou la baisse des prix agricoles à la production, moyennant une compression du revenu des agriculteurs, ont apporté à la politique économique de la Communauté un élément de stabilité important. Si des hausses de prix pour les produits alimentaires ont pu être constatées, elles sont dues à une aggravation des coûts de la transformation et de la distribution.

3) Le Praesidium constate que, selon le document "Dix ans de Marché commun en tableaux" de l'Office statistique des Communautés européennes, les taux d'auto-approvisionnement de la C.E.E. en produits agricoles sont en régression.

- Principes de base pour la fixation des prix.

1) Le Praesidium rappelle la nécessité de réaliser une politique agricole commune globale et équilibrée, dans laquelle une plus grande attention doit être donnée aux problèmes d'amélioration des structures et à la situation sociale des agriculteurs tout en gardant dans l'état actuel des choses une place essentielle à la politique des prix et à l'organisation des marchés.

2) Sous peine d'aggraver la disparité des revenus, un blocage et à fortiori une baisse des prix sont inacceptables; il est nécessaire, au contraire, de procéder à une adaptation du niveau général des prix compte tenu des critères suivants :

- a) la nécessité d'adapter le niveau général des prix à l'évolution générale des coûts de production en tenant compte de l'évolution de la productivité et de l'écart existant entre le revenu agricole et celui des autres catégories socio-professionnelles;
- b) l'importance respective des prix des différents produits pour la formation du revenu des exploitations;
- c) la nécessité d'assurer un auto-financement satisfaisant des investissements;
- d) l'orientation souhaitable des diverses productions.

3) Le rapport annuel sur la situation de l'agriculture et des agriculteurs est l'instrument appelé à fournir certains éléments de base pour la fixation des prix. Il aurait dû être la base d'une consultation du C.O.P.A. (Comité des Organisations Professionnelles Agricoles de la C.E.E.) avec les instances communautaires sur la fixation des prix en fonction de ces éléments.

4) Le Praesidium regrette qu'une fois de plus une telle consultation n'ait pas pu avoir lieu en ce qui concerne la fixation des prix pour la campagne 1969-1970."

En ce qui concerne les prix, le C.O.P.A. propose de les augmenter pendant la campagne 1969-1970, de 1 à 2 % pour le blé, de 4 % pour l'orge et le maïs, d'un pourcentage correspondant pour la viande de porc, de 4 % également pour le riz, de plus de 4 % pour le seigle, de 5 à 6 % pour les graines oléagineuses, de 5 % pour la viande bovine. Pour le lait, le C.O.P.A. demande la suppression de certains correctifs, afin d'assurer le prix indicatif de 39 Pf/kg départ ferme avec 3,7 % de matière grasse. Pour le beurre, le C.O.P.A. demande que son prix d'intervention soit fixé au niveau actuellement le plus élevé. Il propose en outre un relèvement du prix de la poudre de lait.

Le 7 février 1969, au cours d'une conférence de presse donnée à Bruxelles à l'occasion de la réunion du Praesidium du C.O.P.A., M. Deleau, qui a succédé à M. Dumont de Chassart à la présidence du C.O.P.A., a confirmé les prises de position du Comité.

Il a déclaré que le C.O.P.A. arrêterait sa position au plus tard au mois de mai, sur les mesures à long terme proposées par la Commission des Communautés européennes.

En ce qui concerne les mesures à court terme proposées par le plan Mansholt, M. Deleau a indiqué que le C.O.P.A. a accepté une modification du système de valorisation du lait dans le sens proposé par la Commission, mais il trouve exagéré de réduire de 2,50 DM par kilo le prix du beurre. Il propose donc une réduction de 1,50 DM seulement, assortie de conditions, notamment une augmentation correspondante de la valeur du petit lait (matière azotée). Le C.O.P.A. accepte le principe des aides à la cessation totale et définitive de la production du lait et l'octroi des primes d'engraissement pour les bovins de boucherie, tout en proposant des mesures complémentaires. M. Deleau a par ailleurs insisté sur la nécessité d'augmenter le prix de la viande bovine car la production ne suit pas l'augmentation de la demande et les ressources mondiales n'augmentent pas suffisamment. Pour lui, la réalisation de l'équilibre du marché laitier nécessite l'instauration d'une politique globale et active dans le domaine des matières grasses (relèvement des prix des produits non-laitiers).

En ce qui concerne le marché des fruits et légumes, le C.O.P.A. demande que soit obtenu un meilleur équilibre pour éviter les destructions de fruits de bonne qualité qui sont, à juste titre, fort mal vues par l'opinion publique. Il estime que de nombreuses destructions auraient pu être évitées si un meilleur contrôle avait été exercé sur les catégories de fruits et légumes. Il souhaite un encouragement plus prononcé des groupements de producteurs et surtout l'application d'une politique commerciale commune; on a importé durant la dernière campagne des pommes du Cap et des pêches de Grèce, tandis que l'on détruisait des quantités importantes de ces fruits produits dans la C.E.E.

(L'agriculteur, n°s 48 et 51, 7 et 28 décembre 1968)

Cote Desfossés, 7 février 1969)

sur le plan national

## I - GOUVERNEMENTS ET PARLEMENTS

### Allemagne

1. M. Strauss, ministre des finances, rejette, dans des interviews, toute idée de possession, par la République fédérale d'armes nucléaires, et exige l'adhésion, dans un proche avenir, de la Grande-Bretagne au Marché commun

Dans une interview accordée le 18 décembre 1968 au "Daily Telegraph", M. Strauss, ministre des finances de la République fédérale, a déclaré en réponse à la question de savoir si l'Allemagne devait disposer d'armes nucléaires, qu'il lui arrivait d'envisager de démissionner en raison de l'incapacité de ses partenaires à comprendre son point de vue. "Je répète, a précisé M. Strauss, que nous ne souhaitons pas d'armes nucléaires sous contrôle allemand; ce que nous souhaitons, c'est un gouvernement européen disposant d'un potentiel intégré d'armes nucléaires européennes. Il serait impossible d'exclure complètement les Allemands d'un éventuel gouvernement européen. Je serais toutefois prêt à m'engager formellement que, pendant de nombreuses années, ce ne sera jamais un Allemand qui détiendra le poste de Premier ministre, de ministre des affaires étrangères ou de ministre de la défense d'une fédération européenne."

Dans son interview au "Daily Telegraph", M. Strauss a également exigé la conclusion, dans un proche avenir, d'un accord prévoyant l'adhésion automatique de la Grande-Bretagne au Marché commun après une période transitoire de quelques années.

L'Europe devrait accorder la priorité absolue à l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, a déclaré le ministre des finances de la République fédérale le 10 février 1969 dans une interview accordée à M. Georges Vine, correspondant à Bonn du "Daily Mail".

Dans cette interview, M. Strauss rejette l'opinion du Général de Gaulle, selon laquelle la Grande-Bretagne n'est pas encore mûre à cet effet. M. Strauss a déclaré : "A mes yeux, l'entrée de la Grande-Bretagne revêt le même degré de priorité que l'unité européenne, c'est-à-dire la priorité absolue. Si les Européens ne saisissent pas dans les toutes prochaines années l'occasion de réaliser leur fusion, le déclin politique de l'Europe sera inévitable.

M. Strauss a défendu le traité franco-allemand, tout en constatant que cette coopération laisse beaucoup à désirer. Selon lui, la voie européenne est la seule qui puisse logiquement aboutir à la réunification de l'Allemagne, tout en sauvegardant la paix mondiale. Une Europe ainsi unie devrait donner son appui

à la réunification allemande. "Je ne recommanderais pas l'adhésion à une fédération qui rejette expressément le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Si l'Allemagne ne saurait attendre de ses partenaires qu'il adoptent une position dirigée contre nos voisins de l'Est, dans le dessein de réaliser les exigences allemandes, toute tentative visant à créer en Europe des organismes politiques et économiques supranationaux n'en serait pas moins vouée à l'échec si certains droits essentiels des différents Etats membres étaient ignorés ou méconnus."

En outre, M. Strauss s'est prononcé en faveur de la création d'un bloc monétaire européen solide, qui engloberait la livre. Il a préconisé des négociations visant à réaliser une solution transitoire qui permette à la Grande-Bretagne d'adapter progressivement son économie, notamment l'agriculture, au Marché commun. "Sans la Grande-Bretagne, l'Europe est incomplète. Nous estimons que l'axe Londres - Paris - Bonn constitue la base la plus solide en vue d'assurer les intérêts de toute l'Europe face aux grandes puissances mondiales", a encore ajouté M. Strauss.

(Frankfurter Allgemeine Zeitung, 19 décembre 1968;  
Industriekurier, 11 février 1969;  
Die Welt, 11 février 1969;  
Die Welt, 19 décembre 1968;  
Industriekurier, 21 janvier 1969)

2. Au cours de la session de la commission franco-allemande de coopération économique, M. Schiller, ministre fédéral de l'économie, recommande le renforcement de la coordination des politiques économiques au sein de la C.E.E.

La commission franco-allemande de coopération économique et industrielle a recommandé, au cours de la session qu'elle a tenue à Düsseldorf les 28 et 29 janvier 1969, la création à bref délai d'un type européen de société commerciale, en vue de faciliter les fusions d'entreprises dans le Marché commun.

M. Karl Schiller, ministre fédéral de l'économie, participait à cette session de la commission, qui était présidée par MM. Paul Huvelin et Fritz Berg, présidents des fédérations des industries des deux pays. M. Schiller a lancé un appel à la coopération des chefs d'entreprises, en vue du resserrement des relations économiques entre la France et l'Allemagne. Il souhaite une inter-pénétration économique plus poussée encore au sein du Marché commun.

Il faut s'attacher vigoureusement, a souligné en outre M. Schiller, à rendre inutiles à l'avenir des mesures aussi brutales que la loi sur la sécurité économique extérieure. C'est là une tâche difficile, mais la dernière conférence des ministres des finances et des affaires économiques de la C.E.E. a



clairement démontré qu'après les récents événements, les pays membres sont plus disposés à coordonner leurs politiques.

J'espère, a-t-il déclaré, que le gouvernement français sera bientôt à nouveau en mesure de supprimer les autres restrictions et notamment le contrôle des changes. Les mesures prises par le gouvernement fédéral pour assurer la sécurité économique extérieure ont contribué à créer les conditions nécessaires à cet effet.

Pour M. Fritz Berg, président de la fédération des industries allemandes, la loi sur la sécurité économique extérieure implique, pour les entreprises allemandes et françaises, la nécessité de maintenir l'ouverture des deux marchés - ou de la rétablir dès que possible - et de s'opposer dès le début à toute intervention quantitative directe dans le commerce extérieur. En outre, une expansion économique soutenue et une coopération économique et politique étroite entre la France et l'Allemagne dans le cadre de la C.E.E. devraient permettre de rétablir l'équilibre du commerce extérieur des deux pays.

(Die Welt, 30 janvier 1969;

Deutsches Monatsblatt, 29 janvier 1969)

### 3. La visite de M. Wilson, Premier ministre de Grande-Bretagne à Bonn

Le Premier ministre de Grande-Bretagne, M. Wilson, s'est rendu à Bonn le 11 février 1969 en vue de s'entretenir pendant trois jours avec les représentants du gouvernement fédéral sur différents sujets politiques.

A l'issue de deux jours de conversation à Bonn, le chancelier fédéral, M. Kiesinger, et le Premier ministre britannique ont fait part, dans une déclaration commune publiée le 13 février 1969, de l'intention de leurs gouvernements de s'engager pour qu'une suite soit donnée à la demande d'adhésion britannique à la C.E.E.

Dans cette déclaration, dont le Premier ministre Wilson a donné lecture devant la presse nationale et étrangère, il est dit : "Le gouvernement britannique maintient sa candidature aux Communautés européennes. Les deux gouvernements s'engagent à intervenir en vue de la réalisation de cet objectif. Ils vont étudier en commun avec d'autres gouvernements européens les moyens de donner un nouvel essor à l'unité politique de l'Europe".

Dans la déclaration commune, les deux chefs de gouvernement ont fait part de leur conviction que la Grande-Bretagne et la République fédérale sont liées par des intérêts et des objectifs communs, à savoir notamment l'unité et la sécurité de l'Europe. "C'est pourquoi nous confirmons notre résolution de continuer à cheminer conjointement, en tant que partenaires, dans cette voie.

La sécurité et la prospérité de l'Europe exigent l'unité. Ce n'est qu'en étant unie que l'Europe peut faire valoir son influence légitime et bienfaisante dans le monde. Pour nos deux pays, une Europe unie sans la Grande-Bretagne est inconcevable."

M. Wilson a souligné devant la presse que c'est à dessein que l'on a publié un communiqué - généralement laconique - à la suite de ses entretiens avec le chancelier fédéral, qui ont été "bons, de nature robuste et constructive" et au cours desquels on a examiné la situation mondiale telle qu'elle est et non comme on voudrait qu'elle fût. Dans cette déclaration, les deux gouvernements soulignent à nouveau que "leur sécurité dépend du maintien et du renforcement du pacte atlantique".

M. Wilson a en outre déclaré que les "années de continuel refus" de l'adhésion britannique à la C.E.E. ont influencé défavorablement le développement de la C.E.E. La Communauté économique européenne doit continuer à se développer. Elle ne peut pas piétiner sous peine de dépérissement. A un journaliste qui lui demandait si en Grande-Bretagne le rejet de la demande britannique avait causé une certaine déception, le Premier ministre britannique a répondu par l'affirmative. Le gouvernement britannique, le Parlement et le peuple sont dans leur grande majorité en faveur de l'adhésion. Mais il est certain que ces "atermolements et blocages continuels" coûtent très cher non seulement aux pays de la C.E.E., mais à l'Europe tout entière.

A la question de savoir s'il serait disposé à accepter des arrangements purement commerciaux avec la C.E.E., M. Wilson a répondu que la Grande-Bretagne examinerait en principe toutes les propositions, à la condition toutefois que celles-ci proviennent des Six en commun; des propositions bilatérales n'ont aucun sens. Des propositions communes relatives à des arrangements commerciaux "nous intéresseraient beaucoup". Mais le gouvernement britannique examinera si de telles propositions pourraient être considérées en liaison avec une adhésion ultérieure ou si elles devraient être envisagées comme une solution de rechange à l'adhésion.

M. Wilson a ajouté que le gouvernement britannique prendrait une décision sur le projet de l'airbus "lorsque nous aurons eu le temps d'en examiner à suffisance les aspects commerciaux". De tels programmes reviennent extrêmement cher. Les avantages de la répartition des coûts entre les différents partenaires et les avantages d'un grand marché européen sont évidents. Les expériences faites dans l'industrie aéronautique britannique exigent toutefois une analyse minutieuse des coûts et des bénéfices. Il est nécessaire d'avoir une idée de ce que coûte un tel projet. Il faut également examiner quel type est capable de donner de meilleurs résultats. Alors seulement on décidera de la question de savoir si l'on réalise ce projet peut-être à trois ou encore avec d'autres pays.

Le Premier britannique a également déclaré que les entretiens avec le chancelier fédéral avaient été largement dominés par la "visite extrêmement im-

portante" du président des Etats-Unis. Il a assuré avec force qu'il n'avait arrêté aucune disposition commune avec le chancelier fédéral quant aux règles qui devaient inspirer les prochaines conversations avec le président Nixon.

Le Premier ministre britannique a estimé en outre que tout progrès vers l'unité politique européenne était impossible aussi longtemps que l'Europe sera divisée économiquement. M. Wilson a rappelé les négociations de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) qui ont eu lieu la semaine précédente à Luxembourg et au cours desquelles il a toutefois été possible d'accomplir un progrès "léger mais bienvenu". Auparavant le Premier ministre britannique avait participé à un petit déjeuner offert par le vice-président de la Conférence allemande de l'industrie et du commerce, M. Alwin Münchmeyer. A cette occasion, M. Wilson s'est entretenu du développement des relations commerciales et de la possibilité d'un élargissement de la C.E.E. par l'adhésion de la Grande-Bretagne avec quelque 30 personnalités des milieux économiques et financiers allemands.

Au nombre de ces personnalités se trouvaient M. Fritz Berg, président du "Bundesverband der Deutschen Industrie", et le président du "Bundesverband des Deutschen Gross- und Aussenhandel", M. Fritz Dietz. L'ambassadeur allemand à Londres, M. Herbert Blankenhorn, et l'ambassadeur britannique à Bonn, M. Roger Jackling, comptaient également parmi les invités de la Conférence de l'industrie et du commerce allemand.

Au cours des conversations, les représentants de la Conférence ont proposé la création d'une commission germano-britannique du commerce et de l'investissement. Cette commission serait chargée de renforcer la collaboration des deux pays dans le domaine économique et technologique et donner à cette collaboration un cadre institutionnel. Les membres en seraient désignés par les gouvernements.

(Bulletin du Service de presse et d'information du gouvernement fédéral, n° 20, 14 février 1969;

Frankfurter Allgemeine, 14 février 1969;

Frankfurter Allgemeine, 12 février 1969)

#### 4. Le débat sur la politique européenne au Bundestag

A l'occasion du deuxième débat sur la loi budgétaire de 1969, qui a eu lieu le 19 mars 1969, le Bundestag a également discuté, dans le cadre de l'examen des budgets de la chancellerie et des affaires étrangères, des questions de politique européenne.

M. Mischnick, porte-parole de l'opposition (F.D.P.), a critiqué vivement, à l'occasion de l'examen du budget de la chancellerie, la politique européenne du gouvernement fédéral. Après les récentes consultations de Paris, la poli-

tique commune des pays d'Europe occidentale se heurte toujours aux mêmes obstacles, le premier étant les conceptions de la France, qui estime que les pays occidentaux devraient, avant de resserrer leur coopération, se libérer de la tutelle américaine et reconnaître l'hégémonie française en Europe occidentale, le second, le refus que la France continue d'opposer aux demandes d'adhésion à la C.E.E. présentées par d'autres Etats, et le troisième, le fait qu'il existe des divergences d'opinion entre les partenaires de l'Allemagne eux-mêmes au sujet du problème allemand.

Après l'accession au pouvoir du nouveau chancelier fédéral, M. Kiesinger, on aurait pu croire, au début, à une nette amélioration de la politique européenne du gouvernement fédéral. Mais il faut maintenant reconnaître que la situation ne s'est pas améliorée par rapport à 1966, et même qu'elle s'est détériorée. Sans doute les problèmes ne sont-ils pas faciles à régler, mais le F.D.P. a l'impression que la politique européenne de M. Kiesinger se ramène à l'attentisme.

Le porte-parole de l'opposition a souligné que certains délais vont arriver à échéance en 1970. Les accords conclus dans le cadre de la C.E.E. pourraient donc faire l'objet de nouvelles négociations. Il faudrait, à l'occasion de ces échéances, définir notre position et aussi faire entendre aux autres que ce qui est en cause, ce n'est pas seulement leur volonté, mais aussi la nôtre, notre volonté commune. On ne cesse de nous dire qu'il faut craindre que la France en tire les conclusions qui s'imposent pour elle et se retire de la C.E.E. Le parti de M. Mischnick ne partage pas ces craintes, car il est convaincu que la France a tout autant intérêt que l'Allemagne à ce que la C.E.E. continue. Aussi M. Mischnick estime-t-il que les conversations sur les nouvelles orientations de la politique européenne, par exemple sur certains règlements agricoles et sur le taux de financement, ne peuvent se poursuivre dans les mêmes conditions que jusqu'à présent; il faut cesser de s'aligner purement et simplement sur les positions de la France et défendre plus vigoureusement son propre point de vue en matière de politique européenne.

M. Brandt, ministre des affaires étrangères, a commenté, à l'occasion du débat consacré au budget des affaires étrangères, la politique européenne de son gouvernement. Il a notamment déclaré ce qui suit.

Le gouvernement fédéral ne voit pas pourquoi il devrait, après les récentes conversations franco-allemandes, remettre en question les objectifs de la politique européenne qu'il a poursuivie jusqu'à présent, c'est-à-dire, d'une part, faire des Communautés européennes une véritable union économique, et d'autre part, assurer l'élargissement des Communautés européennes.

Le gouvernement persiste à croire que l'édification interne des Communautés européennes doit s'accompagner d'une coordination et d'une harmonisation des politiques économiques et monétaires des différents Etats membres, faute de quoi il se manifesterait des tensions et des menaces de crise qui pourraient compromettre les résultats acquis.

Pour ce qui est de l'élargissement des Communautés, il reste vrai que l'Europe a besoin aussi bien de la France que de la Grande-Bretagne pour pouvoir accomplir les missions qui lui sont dévolues. C'est-à-dire qu'il faut mettre au service de l'Europe les forces économiques et politiques de la France et aussi celles de la Grande-Bretagne. On ne voit pas, estime M. Brandt, pourquoi l'adhésion de la Grande-Bretagne et d'autres Etats européens aux Communautés européennes impliquerait la transformation de la C. E. E. en une sorte de vaste zone de libre échange. Le gouvernement fédéral reste évidemment disposé à examiner avec la France et dans le cadre des Six, les conséquences d'un élargissement des Communautés européennes. Toutefois, les pays candidats, la Grande-Bretagne et les autres pays, devraient avoir la possibilité de défendre, eux aussi, leur point de vue.

Le gouvernement estime que de telles conversations démontreraient qu'on n'assurera pas à l'Europe un avenir meilleur en portant atteinte à ses structures, ce qu'on a malheureusement déjà commencé à faire et, qu'au contraire, seules les règles du traité de la C. E. E. peuvent garantir l'unité économique et la coopération politique sur la base de l'égalité des droits de tous les partenaires dans un système assurant l'équilibre des intérêts. Ces règles devraient également être applicables dans une Communauté élargie.

Certaines informations parues dans la presse étrangère ont pu faire naître l'impression que le gouvernement fédéral s'est écarté de sa ligne de conduite en ce qui concerne l'élargissement des Communautés européennes. Certaines de ces informations donnent en effet à croire, abusivement, que le gouvernement fédéral n'envisagerait plus désormais de discuter que de l'adhésion de la Grande-Bretagne, à l'exclusion de celle d'autres Etats. "Je tiens à souligner que cette allégation est fausse. Je ne trahis assurément aucun secret en déclarant devant cette assemblée que le président de la République française a réaffirmé qu'à son avis l'adhésion de la Grande-Bretagne et d'autres pays affecterait fondamentalement le caractère de la C. E. E."

"Nous estimons, quant à nous, qu'il serait plus facile d'assurer l'équilibre des intérêts en cause dans certains domaines, et non des moindres - je pense, par exemple, à la politique agricole - dans une Communauté élargie. Nous ne croyons donc pas que l'élargissement de la Communauté en modifierait fondamentalement le caractère. Nous sommes néanmoins tout disposés à étudier avec nos amis les problèmes concrets qui peuvent se poser. Il en va de même pour ce qui est des suggestions qui pourraient nous être faites d'examiner, par des méthodes de la coopération intergouvernementale, dans un cadre plus large que celui de la Communauté, les problèmes économiques et politiques et les problèmes de défense."

M. Majonica, député C. D. U., a souligné que pour la République fédérale, il ne saurait être question d'une solution de rechange à la Communauté économique européenne. L'Allemagne doit absolument, en toutes circonstances, rester fidèle à la C. E. E., sous peine de rester en butte aux craintes que suscite manifestement la puissance économique de la République fédérale alle-

mande. Ces craintes ne pourront être apaisées que si la République fédérale reste partie intégrante de cette Communauté européenne.

Le porte-parole de la C.D.U. regrette par ailleurs qu'en matière de consolidation des structures de la Communauté européenne, il ne soit plus du tout question du renforcement des institutions communautaires. Il pense notamment à l'adoption de la règle de la majorité au Conseil de ministres, car la règle de l'unanimité va à l'encontre des progrès de l'intégration, tandis que les décisions prises à la majorité constituent un facteur d'intégration dans une institution aussi importante que l'est devenu le Conseil de ministres. Il s'impose aussi de doter la Commission européenne de pouvoirs d'exécution, ainsi que de revaloriser et de renforcer les droits et les attributions du Parlement européen. Ces problèmes sont passés à l'arrière-plan en raison des moments difficiles que connaît la Communauté, mais on ne devrait jamais oublier qu'ils ont, en fait, une importance décisive. On ne cesse d'affirmer que l'élargissement de la C.E.E. par l'adhésion de la Grande-Bretagne ou d'autres pays candidats modifierait le caractère de la C.E.E., mais il est certain que cet élargissement ne pourrait modifier le caractère de la C.E.E. que si les institutions communautaires n'étaient pas suffisamment fortes pour réaliser l'intégration de nouveaux membres. Aussi le meilleur moyen de parvenir à l'élargissement de la C.E.E. serait-il de renforcer les institutions communautaires.

M. Apel, député socialiste, a souligné notamment, au cours de son intervention, qu'en matière de rapprochement entre la C.E.E. et l'A.E.L.E., il importe avant tout, pour les socialistes, qu'on ne touche pas aux structures de la C.E.E., celle-ci restant le noyau de l'intégration européenne. Par ailleurs, il ne saurait être question d'accepter des propositions de rapprochement qui remettraient en cause l'égalité de droit démocratique des peuples d'Europe occidentale, c'est-à-dire des propositions qui, d'une manière quelconque, tendraient à établir des rapports de suprématie ou de subordination.

M. Kahn-Ackermann, député socialiste, a axé son exposé sur la politique culturelle et a demandé à ce propos que le gouvernement fédéral fasse tout ce qui est en son pouvoir pour que la langue allemande soit une langue véhiculaire au même titre que les autres langues dans les organismes européens où il n'en va pas encore ainsi à l'heure actuelle.

(Bulletin du Service de presse et d'information du gouvernement fédéral, n° 36, 21 mars 1969;

Deutscher Bundestag, 221ème session, 19 mars 1969)

## Autriche

1. Conférence de M. Otto Mitterer, ministre du commerce, de l'artisanat et de l'industrie, devant le Conseil parlementaire autrichien du Mouvement européen sur "les relations entre l'Autriche et la C. E. E."

Dans le cadre de la conférence "Conversation entre les neutres à Vienne", organisée dernièrement par le Conseil parlementaire autrichien du Mouvement européen, M. Mitterer, ministre du commerce, de l'artisanat et de l'industrie d'Autriche, a traité, le 7 janvier 1969, des "relations entre l'Autriche et la C. E. E."

L'homme politique autrichien a tout d'abord souligné que la politique de son pays est orientée, non pas par des illusions, mais par des réalités. Parmi celles-ci, il faut compter le fait que les efforts de l'Autriche visant à conclure un "traité de caractère spécial avec les Communautés européennes" se sont heurtés à des obstacles dont la responsabilité n'incombe pas à l'Autriche. Enfin, la question, essentielle pour les Communautés européennes, de savoir si, et le cas échéant, dans quelles conditions il y a lieu d'élargir ces dernières fait actuellement l'objet de délibérations en leur sein.

Si l'on veut maintenir l'objectif de l'intégration, qui consiste à conclure avec les Communautés européennes un "traité de caractère spécial" tenant compte des données politiques et économiques de l'Autriche et permettant de régler de manière durable les relations économiques entre ce pays et les Communautés européennes, la politique autrichienne ne peut, compte tenu de la situation bien connue de l'Europe en matière d'intégration, tendre pour le moment, si elle désire rester réaliste, qu'à la recherche d'autres moyens permettant d'atténuer la discrimination dont souffrent les exportations traditionnelles vers la C. E. E. L'affirmation selon laquelle l'Autriche aurait elle-même dès à présent renoncé à son objectif initial, à savoir la conclusion d'un "traité de caractère spécial" devant réglementer ses relations économiques, est toutefois dépourvue de tout fondement.

C'est pourquoi, au cours de la visite qu'il a faite, en mars de l'année passée, à M. Jean Rey, président de la Commission des Communautés européennes, M. Mitterer a attiré l'attention de ce dernier sur le fait qu'en raison du retard enregistré dans la réalisation des objectifs d'intégration de l'Autriche, le gouvernement autrichien estime de son devoir d'utiliser tous les moyens permettant d'abolir les entraves commerciales entre l'Autriche et la C. E. E., en vue de faire bénéficier l'économie autrichienne des allègements dont elle a un pressant besoin. Le ministre ajouta que M. Rey avait témoigné d'une pleine compréhension de la situation qu'il lui avait décrite, et lui avait affirmé que la Commission ferait le nécessaire pour attirer l'attention du Conseil de ministres sur les désirs de l'Autriche en ce qui concerne la question de l'élargissement des Communautés.

Dans l'intervalle, des mesures ont été prises dans le secteur agricole en vue de faciliter les exportations autrichiennes. En outre, des conversations ont eu lieu entre une délégation de fonctionnaires autrichiens et une délégation des Communautés européennes, consacrées à certains problèmes d'actualité concernant le commerce et l'industrie de l'acier en Autriche ainsi que dans les pays membres des Communautés européennes. Ces conversations faisaient suite à l'échange de vues qui, autrefois, se pratiquait régulièrement entre les services autrichiens compétents et la Haute Autorité de la C. E. C. A.

Entre-temps, les Communautés européennes se sont également efforcées de surmonter les difficultés consécutives à la nouvelle demande d'adhésion de la Grande-Bretagne et à son rejet par la France. A cet effet, un certain nombre de projets et de propositions ont été présentés, que le gouvernement fédéral autrichien suit avec le plus grand intérêt. Ces projets ont été connus, d'une part sous le nom de M. Brandt, ministre des affaires étrangères de la République fédérale, d'autre part sous le nom de M. Harmel, ministre des affaires étrangères de Belgique (mémoire du Benelux) et enfin sous celui de M. Debré, ministre des affaires étrangères de France (proposition des neuf points); dans un aide-mémoire, l'Italie a, elle aussi, exposé dès février 1968 son point de vue concernant la solution de la crise.

Toutes ces propositions font encore l'objet des délibérations des représentants dits permanents, chargés de poursuivre, en étroite coopération avec la Commission des Communautés européennes, l'examen en cours visant à réaliser un arrangement commercial, compte tenu des déclarations, demandes et contributions des délégations des pays membres de la C. E. E.

Au cours de la session des 9 et 10 décembre 1968 du Conseil de ministres des Communautés européennes, M. Debré, ministre des affaires étrangères de France, aurait une fois de plus rappelé la position française à l'égard de l'extension des arrangements à des pays qui ne sont pas candidats à l'adhésion à la C. E. E. ainsi que les excellentes relations qui sont entretenues avec l'Autriche et la Suisse, notamment. En outre, il attira l'attention - de même que M. Brandt, ministre des affaires étrangères de la République fédérale - sur l'intérêt témoigné par le Conseil des ministres de l'A. E. L. E. à Vienne en faveur d'un arrangement commercial avec les Communautés européennes ainsi que sur les discussions menées à ce sujet.

Au cours de la session des 9 et 10 décembre du Conseil de ministres des Communautés européennes, M. Jean Rey, président de la Commission des Communautés, aurait en outre fait savoir que la Commission était à tout moment disposée à poursuivre les négociations avec l'Autriche, et qu'elle attendait de recevoir un mandat à cet effet. M. Rey a précisé son point de vue sur les arrangements commerciaux au cours d'une conférence de presse tenue le 17 décembre.

D'autres raisons ont contribué à l'importance du Conseil de ministres des Communautés européennes des 9 et 10 décembre. Les Etats membres se sont



mis d'accord pour organiser des négociations sur la coopération en matière technologique, accord qui pourrait également ouvrir la voie à une coopération dans le domaine technologique avec d'autres Etats européens intéressés. En outre, les discussions ont porté sur une proposition française visant à établir une législation européenne uniforme en matière de brevets, proposition prévoyant également la participation d'autres Etats européens. On sait que l'Autriche a manifesté à diverses reprises son intérêt à l'égard de pareilles coopérations.

Pour résumer, on peut affirmer que les négociations intracommunautaires sur l'ensemble des propositions actuellement en discussion ne sont pas encore terminées; cela vaut, en particulier, pour l'extension géographique des arrangements commerciaux et leur conformité aux règles du G.A.T.T. Jusqu'à présent, les divergences d'opinions entre les Etats membres des Communautés européennes quant à l'objet de pareils accords commerciaux et, partant, à la question de savoir quels Etats en seraient les bénéficiaires, n'ont pas encore pu être surmontés. L'évolution montre qu'il faudra encore beaucoup de patience avant d'obtenir des résultats des mesures destinées à atténuer ou à surmonter la division économique de l'Europe de l'Ouest. Personne n'admettra, d'autre part, a souligné le ministre, que de petits Etats, tels que l'Autriche, puissent imposer leur loi en matière commerciale, ce qui ne signifie toutefois pas que le gouvernement fédéral autrichien cessera jamais de rappeler clairement à l'attention des Communautés européennes les intérêts légitimes de l'Autriche.

En matière d'échanges extérieurs, l'Autriche tend à élargir ses relations économiques avec tous les Etats; aussi son gouvernement s'est-il prononcé en faveur d'initiatives commerciales dans tous les sens. A cet égard, la Suisse - dont la politique commerciale est depuis toujours orientée vers les échanges à l'échelle mondiale - nous donne un excellent exemple.

Pour conclure, le ministre du commerce d'Autriche a souligné qu'après tant d'années d'espoirs déçus, l'Autriche avait acquis une vue plus réaliste des choses. Celle-ci, toutefois, ne saurait être confondue avec une quelconque résignation; l'Autriche sait, au contraire, que l'avenir de l'Europe ne saurait résider que dans un vaste marché européen; ayant toujours présent à l'esprit cet objectif que son pays a depuis toujours poursuivi, le gouvernement fédéral autrichien continuera d'oeuvrer en ce sens, s'il veut poursuivre une politique économique consciente de ses responsabilités.

(Die Industrie, n° 3, 17 janvier 1969, p. 13)

## 2. La visite du chancelier allemand Kiesinger dans la capitale autrichienne

M. Kiesinger, chancelier de la République fédérale d'Allemagne, a eu à Vienne, du 27 au 29 mars 1969, des entretiens politiques.

Depuis des années, il ne se pose pour ainsi dire plus de problèmes entre l'Autriche et la République fédérale d'Allemagne; les relations entre ces deux Etats sont amicales, si bien que la visite du chancelier allemand à Vienne n'a guère eu pour objet qu'un simple échange de vues.

La première partie des conversations a été consacrée à un tour d'horizon des problèmes de politique mondiale. M. Kiesinger et le chancelier autrichien, M. Klaus, se devaient, en raison de leur importance et de l'intérêt qu'ils y attachent, de discuter des relations entre l'Est et l'Ouest. Ces intérêts ne se confondent certes pas, mais ils tendent au même but : le maintien de la paix et de la sécurité en Europe. C'est dans cette perspective que M. Kiesinger a analysé la situation, en regrettant que l'Union soviétique n'ait modifié en rien son attitude quant au fond de la question, après la déclaration publiée à Budapest par les membres du pacte de Varsovie. Il a ensuite informé ses interlocuteurs autrichiens de la teneur de ses récents entretiens avec le Général de Gaulle, le président Nixon et M. Zarakine, ambassadeur de l'Union soviétique à Bonn.

Son homologue autrichien, M. Klaus, a fait part des impressions qu'il a retirées de ses conversations avec des hommes d'Etat et des hommes politiques des pays du bloc oriental. Il fut également question de la mesure dans laquelle l'Autriche pourrait, en tant que pays neutre situé aux frontières de l'Est et de l'Ouest, jouer un rôle de médiateur. Vienne n'a pas ménagé ses efforts en ce sens entendant d'obtenir l'admission de la République fédérale comme membre à part entière de la commission du Danube.

L'une des questions principales qui ont été abordées par les interlocuteurs autrichiens a été celle de l'arrangement à conclure entre l'Autriche et les Communautés européennes. M. Kiesinger a déclaré, tant au cours des conversations officielles que lors d'une conférence de presse, que sur ce point, le gouvernement fédéral appuie Vienne sans réserve, car il faut que l'on accorde à l'Autriche, d'une manière ou d'une autre, la place qui lui revient. Il est encore trop tôt pour dire s'il convient de persévérer dans la voie dans laquelle on s'est engagé ou s'il faut envisager de nouvelles solutions.

Le communiqué commun publié à l'issue de la partie officielle de la visite du chancelier traite en particulier des problèmes relatifs au Marché commun. On y lit notamment ce qui suit : "... Ont également été au centre des préoccupations au cours des entretiens les efforts déployés par le gouvernement fédéral autrichien en vue de régler les relations de l'Autriche avec le Marché commun. M. Klaus, chancelier fédéral, a exposé les grosses difficultés auxquelles se heurte actuellement l'économie autrichienne en matière d'exportations sur le marché de la Communauté économique européenne et a souligné que l'Autriche continue d'attacher la plus grande importance à un règlement général de ses relations économiques avec le Marché commun. L'Autriche s'efforcera, en attendant un règlement général de la question, d'exploiter toutes les possibilités qui s'offriront à elle de faciliter, comme cela s'impose d'urgence, les exportations autrichiennes.

M. Klaus a insisté à ce propos sur l'intérêt que porte l'Autriche à la conclusion d'un arrangement commercial, lequel fait actuellement l'objet de discussions au sein de la C. E. E. Il a en outre évoqué certains problèmes particuliers intéressant le secteur industriel et le secteur agricole et au sujet desquels des pourparlers sont en cours entre l'Autriche et la C. E. E., en souhaitant que l'Autriche puisse être assurée, à cet égard, de l'appui de la République fédérale au sein des institutions compétentes de la C. E. E.

M. Kiesinger a déclaré que le gouvernement fédéral allemand est sensible aux vœux exprimés par le gouvernement autrichien et est disposé à les appuyer dans la mesure de ses moyens.

(Die Welt, 29 mars 1969;

Frankfurter Allgemeine Zeitung, 29 mars 1969;

Industriekurier, 29 mars 1969;

Neue Zürcher Zeitung, 31 mars 1969;

Bulletin du Service de presse et d'information du gouvernement fédéral, n° 42, 1er avril 1969)

## Belgique

### 1. Sénat

#### Débat sur la politique européenne

Le 15 janvier 1969, le Sénat a examiné le projet de loi contenant le budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'année budgétaire 1969. A cette occasion, le gouvernement et le Sénat ont pris position sur les grands thèmes de la politique européenne.

#### La position du gouvernement

M. Harmel, ministre des affaires étrangères, a fait le point de la position du gouvernement belge face aux problèmes posés par la construction de l'Europe unie. Il a également évoqué la politique suivie par son gouvernement en matière de sécurité et les conséquences de cette politique sur le plan européen.

#### - la politique européenne de la Belgique

Le ministre a tracé d'emblée en cinq points les positions générales de la Belgique en matière européenne :

"L'Europe occidentale doit associer ses politiques non seulement économiques mais ses prolongements sociaux, technologiques, monétaires; elle doit associer ses politiques extérieures : les politiques dites étrangères et la défense.

Le traité de Rome demeure pour nous le noyau solide de l'Europe, autour et dans le prolongement duquel doivent s'édifier progressivement d'autres politiques que celles de l'économie.

Il n'y aura pas d'Europe occidentale achevée, sans la présence, la solidarité et l'amitié mutuelle de ses plus grands pays : la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la République fédérale. Je ne parle pas des nôtres qui sont d'ores et déjà acquises.

Il y a assez d'institutions européennes. Il n'y a pas lieu d'en ajouter mais, au contraire, de vivifier celles qui existent.

Dans les situations difficiles que traverse l'Europe, nous refusons un faux dilemme : l'impossibilité temporaire d'élargir les communautés ne justifierait pas l'arrêt du parachèvement de celles-ci. Au contraire, nous le répétons depuis trois ans : il faut construire l'Europe partout où elle est possible et donc pousser si c'est possible, et nous le croyons, le développement interne des communautés."

Ces positions générales étant rappelées, M. Harmel propose sur le plan de la Communauté économique une série d'actions concrètes. A son avis, il est indispensable de montrer qu'aujourd'hui autant qu'en 1955, la création de l'entité européenne demeure possible et nécessaire.

a) poursuite de l'intégration européenne sur le plan de la Communauté économique

Ces actions visent d'abord le parachèvement interne de la Communauté. Le ministre y distingue trois aspects : les progrès institutionnels, les compléments et ajustements aux décisions antérieures, des décisions à prendre dans des domaines où beaucoup reste à faire.

Des progrès institutionnels sont nécessaires pour assurer d'abord le fonctionnement normal du Conseil statuant à la majorité pour toutes les matières non soumises par le traité à la règle de l'unanimité et pour celles qui ne tendent pas à modifier des règlements acquis précédemment à l'unanimité. Ils sont nécessaires afin d'octroyer à la Commission des pouvoirs d'exécution la rendant apte à une gestion véritable et afin d'accroître les pouvoirs du Parlement européen. Le ministre propose que les six prennent une décision politique suivant laquelle, dès que les aspects techniques d'une question sont dégagés, le Conseil s'engagerait à pousser la discussion avec la volonté d'aboutir à une décision après l'avoir inscrite au maximum trois fois à son ordre du jour. Ces progrès institutionnels comportent des abandons de souveraineté limités et des délégations de pouvoirs, sans lesquels il serait difficile de faire progresser l'union économique.

Certains secteurs où une politique a déjà été définie devraient faire l'objet de règlements nouveaux. Il s'agit de la politique agricole commune où il convien-

drait de préciser une constitution financière interne en matière de ressources propres de la Communauté et de rechercher une solution aux charges financières lourdes en rapport avec les excédents agricoles croissants. Il s'agit également des prolongements de l'union douanière où il conviendrait d'alléger les contrôles douaniers et augmenter les quantités exonérées, d'adopter des règlements et directives relatifs notamment au transit communautaire et de supprimer les entraves techniques aux échanges.

Dans d'autres secteurs enfin, la politique communautaire devrait être ébauchée. Ce sont les secteurs suivants : la solidarité monétaire, l'énergie, les transports, les relations commerciales extérieures, la politique régionale et la politique sociale.

Le ministre insiste particulièrement sur certains aspects de la politique économique à savoir, le statut d'une société commerciale européenne, l'harmonisation de la fiscalité, le brevet européen, le problème des ententes, l'établissement d'un marché financier européen, le domaine de la recherche et de la technologie.

Les propositions du gouvernement belge visent également les relations extérieures. Après avoir estimé souhaitable de connaître au moins la date d'ouverture des négociations sur les demandes d'adhésion présentées à la Communauté, le gouvernement précise le contenu et le but de la formule d'un arrangement commercial. Celui-ci doit contribuer efficacement à rendre possible l'élargissement des Communautés et pouvoir être proposé aux pays tiers comme une étape significative dans la voie de l'unification européenne. Il doit répondre le plus fidèlement possible aux prescriptions de l'article XXIV du G.A.T.T. et à cet effet il devrait comporter un calendrier de désarmement tarifaire et d'élimination des autres réglementations commerciales restrictives portant sur l'essentiel des échanges industriels entre la C.E.E. et les pays candidats.

Le gouvernement belge estime que l'arrangement commercial ne pourrait pas rejeter la vocation à l'adhésion des Etats qui ont posé leur candidature, sans créer un déséquilibre entre l'union douanière et la zone de libre échange créée par cet arrangement.

Il est d'avis enfin que les domaines nouveaux où la Communauté renforcerait son unité, - les brevets, la technologie, la société européenne etc... - devraient donner lieu à des contacts entre les six et les Etats candidats à l'adhésion afin d'assurer une meilleure information de part et d'autre et de rechercher, si possible, une convergence des politiques.

b) relance politique par le biais de l'U.E.O.

L'effort européen de la Belgique ne vise pas seulement le développement interne de la Communauté à six. Il porte encore sur une relance prudente, expérimentale, à sept.

Le ministre, M. Harmel, s'explique clairement sur ses intentions. Le point de départ du raisonnement est la rencontre à Bad Godesberg, en 1961 où les chefs d'Etat des six gouvernements avaient décidé de donner forme à la volonté d'union politique déjà implicite dans les traités qui ont institué les Communautés européennes et de tenir, à intervalles réguliers des réunions en vue de concerter leurs politiques et de parvenir à des positions communes afin de favoriser l'union politique de l'Europe, renforçant aussi l'Alliance atlantique.

Certes, pareille déclaration apparaît comme un compromis. Et la Belgique demeurerait prête à s'associer immédiatement à un traité créant les Etats unis d'Europe, mais cette opinion n'est pas partagée par tous les partenaires et même, en 1968, la finalité politique du traité de Rome comme la vocation des communautés à l'élargissement sont contestées. C'est pourquoi le gouvernement belge propose que les sept Etats de l'U. E. O. fassent entre eux une expérience renouvelable et perfectionnable d'année en année dans le domaine de la consultation politique. Il s'agirait pour les Etats membres de s'engager politiquement à ne plus prendre, dans les quelques matières qu'ils choisiraient chaque année, de position nationale sans obligatoirement prendre d'abord le sentiment de leurs partenaires. L'U. E. O. est la seule institution qui pour le moment précise des obligations dans le domaine politique et pour lequel un conseil de membres a été institué. Cette relance doit permettre de démontrer si la Grande-Bretagne, qui a postulé son admission au Marché commun, a également accompli dans le domaine politique la conversion que l'on attend d'elle et s'il est possible de définir avec elle les conditions d'une politique véritablement européenne.

#### - la politique de sécurité de la Belgique

Le gouvernement a esquissé ensuite une conception globale de l'Alliance atlantique fondée sur trois thèmes de réflexion :

- l'Alliance atlantique a doté ses membres d'une organisation défensive susceptible de dissuader une agression éventuelle, sans pour autant entraver la coexistence voire même un commencement de détente;

- elle favorise la solidarité européenne. "Sur le plan des faits, il est établi que la préoccupation européenne a été essentielle dans la constitution de l'Alliance. C'est l'initiative des pays européens qui, par la signature du traité de Bruxelles, a ouvert la voie à une alliance atlantique élargie. De même, après l'échec de la C. E. D., lorsqu'il n'a pas été possible de trouver sur un plan strictement européen une solution à la réintégration de l'Allemagne dans le concert des nations occidentales, le traité de Bruxelles a été révisé et l'O.T.A.N. chargé d'assumer les missions défensives et d'organisation militaire prévues par le traité. Plus récemment encore, la création d'un groupe de consultation nucléaire correspond au désir de l'Europe de connaître la ligne de stratégie nucléaire la concernant.

Cela n'empêche qu'un peu partout des voix s'élèvent pour que l'élément européen soit renforcé au sein de l'Alliance et pour qu'il trouve une expression politique plus nette et plus articulée.

Si les Etats européens nourrissent cette ambition à juste titre - l'Alliance ne serait en effet pas tolérable si la préoccupation des Etats directement touchés n'étaient pas prise principalement en considération - ils doivent aussi assumer leur part de responsabilité. C'est cependant en Europe que l'on rencontre une résistance à supporter les charges correspondantes aux responsabilités que l'on revendique; c'est aussi en Europe que se manifestent encore des hésitations à s'organiser de manière à ne s'exprimer qu'avec une seule voix. Le rôle que l'Europe veut s'assigner au sein de l'Alliance dépend donc dans une très large mesure des Européens eux-mêmes. L'évolution des données stratégiques et économiques ne manquera d'ailleurs pas de poser ce problème d'une manière de plus en plus pressante. C'est à l'Europe d'y répondre et de prendre en mains une destinée qui lui appartient."

- l'Alliance permet l'organisation de relations entre les partenaires de l'Alliance et la super-puissance que sont les Etats-Unis. Toutes les tentatives visant à ranimer des relations bilatérales privilégiées ne permettront pas de répondre aux problèmes qui se posent actuellement. Seule une organisation multilatérale permet de trouver un équilibre convenable susceptible de répondre aux intérêts légitimes, tant de la super-puissance que des puissances petites et moyennes.

Pour les Etats de petite dimension, il s'agit là de leur seule chance d'être associés à des décisions qui sans cela, et en raison même des circonstances, leur seraient applicables même s'ils n'appartenaient pas à l'Alliance.

Quant à l'effort de désarmement, le gouvernement estime qu'il faudra prendre le temps de la réflexion pour déterminer comment relancer l'effort de détente après l'occupation de la Tchécoslovaquie. Il continue néanmoins à manifester le plus vif intérêt pour cette action provisoirement entravée.

En commission des affaires étrangères, le traité de non-prolifération des armes nucléaires a donné lieu à un débat. En conclusion de ce débat, la commission "a exprimé l'espoir que le gouvernement belge fera tout son possible pour obtenir la signature et la ratification de ce traité par les pays d'Europe occidentale, et notamment l'Allemagne occidentale, parce que ledit traité représente un premier pas, modeste il est vrai, dans la voie du désarmement. D'autre part, la Commission a pris acte de la déclaration du ministre suivant laquelle les négociations entre l'Euratom et l'Agence internationale de Vienne ne pourront aboutir qu'après que l'Italie et l'Allemagne occidentale auront, elles aussi, signé le traité. C'est là une raison de plus pour insister afin que, dans une matière aussi importante, l'Allemagne occidentale sorte de son expectative."

## Les interventions au Sénat

Au nom du groupe socialiste, M. Dekeyzer a présenté plusieurs observations quant aux effets de la politique de la France sur la situation économique en Belgique. "Sa conception d'une Europe allant de l'océan Atlantique jusqu'à l'Oural, est une erreur. Faut-il encore parler de son expérience avec la bombe atomique, de sa politique monétaire, de sa conception de l'O.T.A.N., de son veto contre l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun, de ses relations avec l'Union Soviétique, de ses flirts avec les pays arabes ou de sa condamnation d'Israël? Sa politique étrangère a des conséquences très graves pour la Belgique. La politique économique et sociale de la France et les idées de de Gaulle au sujet de l'étalon-or, ont exercé une influence défavorable sur la crise monétaire internationale et ont amené la Belgique au seuil d'une dévaluation. Le refus opposé à la dévaluation fait par le président français et ses instances en vue d'une réévaluation du Deutsche Mark n'ont pas stabilisé la position de la monnaie internationale."

M. Thiry (Rassemblement wallon-Front des francophones) a émis des réserves sérieuses sur la politique étrangère du gouvernement en ce qui concerne le traité de Rome et les autres traités dans lesquels le ministre a recherché une politique de succédané quand il a rencontré des obstacles pour élargir l'Europe des Six. Il ne peut admettre qu'aux efforts d'intégration européenne soit sous-jacente une coopération politique du Benelux. La coopération dans le Benelux devrait se limiter au domaine économique.

Membre du groupe démocrate-chrétien, M. Leemans a présenté quelques remarques au sujet de l'O.T.A.N. et de la politique européenne. A son avis la politique européenne est loin d'avoir été encourageante au cours de l'année 1968. La politique agricole commune se trouve dans une situation précaire par manque de coordination en la matière dans les pays eux-mêmes et entre les Six. La crise monétaire et les rencontres ministérielles qui l'ont suivie donnent l'impression que les Etats ne sont pas encore à même de mener une politique qui pourrait éviter le retour de difficultés monétaires. Euratom ne bénéficie guère que d'un arrangement relatif aux obligations courantes jusqu'au mois de juin 1969. La politique de concentration et de fusions d'entreprises de la Commission ne semble pas correspondre en tous points aux possibilités ouvertes par le traité de Rome en la matière.

M. Dehousse (socialiste) a consacré une partie de son exposé au projet de traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il s'est voulu, à ce sujet, plus nuancé que le ministre et a souligné certains points délicats posés par le projet. Il a d'abord rappelé que le traité ne sera pas signé par plusieurs Etats possédant l'armement nucléaire. En second lieu, il ne peut admettre qu'on invoque, à ce sujet, une disposition transitoire de la Charte de San Francisco donnant à certains Etats signataires le droit d'entreprendre une action contre un Etat vaincu pour exercer, vingt-quatre ans après la fin de la guerre, une pression envers l'Allemagne Fédérale. Le troisième point délicat réside dans le contrôle en matière d'armements nucléaires qu'il convient de combiner



avec le contrôle qu'Euratom exerce sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Selon le projet de traité, un accord entre les deux organisations devra intervenir dans un délai de cent quatre-vingts jours après l'entrée en vigueur du traité. M. Dehousse croit que les six pays ont été très sages quand ils ont décidé de ne passer en tout cas à la ratification qu'après la conclusion de l'accord entre l'Euratom et l'Agence de Vienne. Il reste enfin à savoir où en sont exactement les deux super-grands - l'U. R. S. S. et les U. S. A. - après les événements en Tchécoslovaquie.

M. Dehousse s'est déclaré heureux des déclarations que le ministre a faites sur la politique européenne, car on attendait de lui une prise de position très nette.

L'unification de l'Europe revêt une grande importance pour l'équilibre de la Belgique. De l'avis du sénateur, c'est véritablement dans l'unification européenne que la notion de régionalisme prend tout son sens. Une fois les problèmes culturels résolus sur le plan belge, les problèmes économiques confiés à de grandes organisations, il reste le problème de l'unification politique qui donnera aux diverses composantes de la Belgique une respiration beaucoup plus libre. L'unification politique, beaucoup plus que les problèmes techniques de l'union économique, pourrait offrir d'ailleurs un souffle et une âme à la jeunesse qui se trouve actuellement vacante, dépolitisée.

Egalement dans les problèmes posés par l'évolution de l'O. T. A. N. M. Dehousse voit un développement possible de l'Europe politique. Sans doute accepte-t-il l'O. T. A. N. comme un remède à une menace permanente. Mais ce remède ne peut apporter l'enthousiasme que procurerait la constitution d'un contrepoids utile à l'hyperpuissance américaine. Et ce contrepoids ne peut être que l'Europe politique, à l'exclusion de toute négociation bilatérale qui ne peut pas aboutir à des résultats concrets.

M. Dehousse a présenté, enfin, au ministre l'inventaire des tâches que la Communauté doit encore assumer avant la fin de l'année 1969, pour remplir les obligations découlant du traité instituant le Marché commun.

M. Ballet (Volksunie) voit dans l'évolution de l'O. T. A. N. une possibilité d'arriver à l'Europe politique. A son avis le traité de l'O. T. A. N. reste une nécessité absolue puisque nous n'avons rien à lui substituer. La condition de son efficacité, c'est que l'Europe resserre sa collaboration par une intégration supranationale poussée sur le plan économique, politique et militaire en respectant toutefois les particularités culturelles des différents peuples. Inévitablement l'Europe au début ne sera qu'une union d'Etats; mais elle devra se transformer en Europe des peuples, en Europe des ethnies. M. Ballet est d'avis que les pays du Benelux doivent se concerter sur les problèmes internationaux importants. Pour les petits pays, les positions isolées ne peuvent avoir d'influence.

M. Maisse (libéral) a tiré les leçons de la présence de la flotte soviétique en Méditerranée où un nouveau point chaud est apparu. Ce nouveau danger repose la question de l'entrée de l'Espagne à l'O. T. A. N. Il est illogique, à son avis, que ce pays ne fasse pas partie de l'organisation alors que la Grèce continue à en faire partie. Au moment où le danger se précise, il est temps de montrer que les intérêts de l'Europe sont solidaires. La Belgique doit prendre une initiative en vue de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Elle servirait ainsi les intérêts de l'Europe. M. Maisse a exprimé sa confiance en l'avenir de la Communauté économique européenne; l'industrie a réagi positivement et la C. E. E. est populaire dans l'opinion publique.

M. Rombaut (socialiste) s'est limité à parler du problème de la Cour de justice des Communautés européennes qui, en vertu de l'article 164 du traité organique de la Communauté économique européenne, doit assurer le respect du droit dans l'application des traités. On peut se poser la question de savoir si les dispositions de l'article 177 du traité sont aussi d'application aux conventions dites additionnelles qui, d'après l'article 220, peuvent être conclues entre les membres. De telles conventions sont en gestation; certaines d'entre elles sont déjà prêtes. L'article 177 habilite la Cour de justice des Communautés européennes à se prononcer sur l'interprétation du traité en vue de garantir l'unité de jurisprudence au sein des communautés. Mais cette uniformité doit également exister pour les conventions conclues en exécution de l'article 220. La commission de la C. E. E. a émis un avis favorable sur l'extension de cette compétence de la Cour de justice à ces conventions.

Certains juristes, ou tout au moins un juriste, du département semblent vouloir limiter l'application de l'article 177 au traité de la C. E. E. proprement dit. Cette attitude n'est pas très européenne. D'après le dernier alinéa de l'article 177 les instances judiciaires nationales, auprès desquelles a été introduite une demande d'interprétation du traité, et contre le jugement desquelles aucun appel n'est possible au niveau national, sont obligées de s'adresser à la Cour de justice. Les juristes cités, contestent cette obligation et souhaitent maintenir le caractère facultatif de l'appel à la Cour de justice, comme c'est le cas pour des questions pour lesquelles il est encore possible d'interjeter appel au niveau national. Cette solution représenterait une grave atteinte à l'esprit de l'article 177 et un net recul de l'idée européenne.

Dans un document de travail sur la fusion ultérieure des traités, document transmis le 15 novembre 1968 au Conseil des Ministres de la C. E. E., la Belgique propose de simplifier la procédure et de mettre au point la politique communautaire. Actuellement, le gouvernement belge attend le rapport de la Commission. M. Rombaut croit que la Commission continuera à se prononcer en faveur de l'appel obligatoire à la Cour de justice, en ce qui concerne les traités fusionnés. Il espère que le ministre aussi se prononcera en faveur de l'application de l'article 177 sur les conventions additionnelles avec obligation d'appel à la Cour de justice, maintenant et à l'avenir.

M. Vanhaegendoren (Volksunie) constate trois courants d'idée dans la construction de l'Europe.

Il y a d'abord l'Europe de Yalta, dont l'O.T.A.N. est le résultat. Yalta est à l'origine de la création de l'O.T.A.N. à un moment où l'Europe était faible et craintive. L'O.T.A.N. ne pouvait continuer à s'appuyer sur ce complexe de minorité. On ne s'imagine un O.T.A.N. fort que comme un accord militaire bilatéral, dans lequel une Europe fédérée prend place comme partenaire à part entière. La participation de la Grande-Bretagne, non seulement à l'O.T.A.N., mais aussi à la C.E.E., renforcerait l'Europe.

La jeunesse a le sens européen, mais son attitude est plutôt hésitante à l'égard de l'O.T.A.N. Il faut que l'O.T.A.N. soit au service de l'Europe et non pas l'inverse. L'orateur soupçonne l'establishment belge, d'accepter une Europe divisée et de rechercher la sympathie des forces les plus réactionnaires en Amérique et dans le monde.

La seconde possibilité qu'on oppose souvent à l'Europe de Yalta et de l'O.T.A.N., est l'Europe des patries. Le gouvernement doit savoir, poursuit l'orateur, que les Etats ne correspondent pas à la réalité des peuples. L'Europe des patries ne peut être une Europe définitive, car le nationalisme des Etats n'est pas une force qui favorise la naissance d'une fédération. Au contraire, il contient le germe d'éventuelles guerres civiles en Europe.

La troisième formule de construction européenne est basée sur l'ethnie, la Communauté linguistique assurant à l'individu la sécurité spirituelle et la protection culturelle. Dans sa politique intérieure et extérieure, la Belgique doit favoriser ouvertement un processus de fédéralisation menant à une Europe unie diversifiée sur des bases ethniques.

M. Housiaux (socialiste) a constaté que le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, a déjà été signé à ce jour par quelque 90 Etats. M. Nenni a annoncé que l'Italie se proposait de signer le traité. Ce traité accomplit un premier pas indispensable qui est de tenter de sauvegarder la survie même de l'humanité.

L'orateur a ajouté que pour les Etats membres de la C.E.E. également engagés les uns vis-à-vis des autres par le traité de l'Euratom, la ratification du traité de non-prolifération est subordonnée à la conclusion d'un accord entre l'Euratom et l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne. Ceci ne laisse pas d'inquiéter, au moment où l'existence de l'Euratom se trouve menacée. M. Housiaux demande de faire en sorte que les dirigeants de cette organisation mènent d'urgence et par priorité les négociations faisant l'objet des réserves que la Belgique a formulées à la signature du traité.

## Problèmes monétaires européens

Au cours de la séance du 27 février 1969, le Sénat a examiné un projet de loi relatif à l'adhésion de la Belgique à l'amendement de l'accord ayant créé la Fonds monétaire international ainsi qu'au Statut monétaire. Les articles du projet de loi ont été adoptés sans observation.

A l'occasion du débat général, M. Adam (démocrate-chrétien) a évoqué le mémorandum publié par la Commission des Communautés sur la politique économique et monétaire des Etats membres de la C.E.E. "En conclusion de son étude, la Commission Rey souhaite la création d'un mécanisme de coopération monétaire au sein de la Communauté, mécanisme qui accorderait à un Etat membre en difficulté monétaire un concours financier adéquat qui aurait l'avantage de prévenir l'aggravation des déséquilibres financiers, plutôt que de corriger les effets de crises une fois qu'elles ont éclaté. Le mémorandum indique comment ce mécanisme monétaire devrait fonctionner. Il consiste essentiellement dans la création d'un réseau d'accords s'apparentant aux accords "swaps" dont il est question dans le Fonds monétaire international qui, lui, s'adresse à un plus grand nombre de nations. Chaque pays participant s'engagerait à mettre à la disposition des autres un montant de ressources n'excédant pas un certain plafond. C'est ce que fait un "swap", mais un "swap" assure la couverture contre les risques de change, alors que la commission ne se préoccupe pas de cet aspect du problème. En cas de besoin, les membres de la C.E.E. disposeraient de droit de tirages automatiques jusqu'à un concours maximum. Dans l'autre sens, l'engagement de chaque participant est plafonné. Un point me paraît faible dans ce système : il ne s'articule pas suffisamment dans le cadre du Fonds monétaire. En effet, le mémorandum de la Commission Rey dit qu'un pays participant ne pourrait être tenu de contribuer à une opération de financement dans le cadre du système, lorsqu'il est lui-même endetté envers ce système. Qu'advient-il donc si, sans être endetté sur le plan de la Communauté, ce pays a une position déficitaire par rapport à d'autres qui ne sont pas membres de la Communauté mais sont membres du Fonds monétaire? On n'imagine pas qu'il pourrait être mis à contribution sur le plan européen. N'y a-t-il pas là un vice de structure du mécanisme envisagé par le mémorandum? Avant de se prononcer sur ce mécanisme, les ministres des Six feront bien de comparer les orientations préconisées par la Commission avec les recommandations formulées le 10 février par les gouverneurs des banques centrales. Ces recommandations ont un caractère plus pragmatique car elles se bornent à préconiser que lorsque l'un ou l'autre pays est en détresse financière, une nouvelle réunion des Dix doit être convoquée immédiatement pour faire face à la situation, telle qu'elle se présente, situation dont il est difficile de prévoir toutes les données."

Le ministre des finances, le baron Snoy et d'Oppuers a répondu qu'il était prématuré pour lui de prendre position sur l'organisation d'une négociation qui allait commencer et qui serait difficile et complexe : "Mais, a-t-il ajouté, on peut conjuguer la solidarité monétaire organisée entre les Six et le fonctionnement du Fonds monétaire. Il est notamment prévu dans la réforme du

Fonds monétaire que les décisions fondamentales sont prises à la majorité de 85 % des votes, ce qui signifie que plus de 15 % des votes constituent un droit de veto et que s'ils votent ensemble, les Six peuvent utiliser ce droit. Il y a encore des points obscurs dans les propositions de la Commission. Aujourd'hui même le comité monétaire de la Communauté européenne examine le projet avec la Commission. Nous aurons certainement dans les mois qui viennent l'occasion de mettre les choses au point. Le gouvernement recherchera patiemment les solutions positives de compromis qui apparaîtront possibles."

(Sénat de Belgique, Doc. n° 118/1968-69; compte rendu analytique, 15, 16 et 21 janvier 1969;

Compte rendu analytique, Sénat, Séance du 27 février 1969)

## 2. Chambre des Représentants

### L'examen du budget des affaires étrangères pour 1969

Au cours des séances des 27 février, 4, 5 et 6 mars 1969, la Chambre a procédé à la discussion du projet de loi contenant le budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'année budgétaire 1969. Elle a entendu, à la même occasion, deux interpellations jointes sur les relations belgo-helléniques après le référendum anti-démocratique qui a eu lieu en Grèce le 29 septembre dernier et sur la nécessité et l'opportunité de la signature et de la ratification par les pays européens du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et sur les moyens à mettre en oeuvre pour permettre l'entrée en vigueur de ce traité.

#### a) La politique européenne

M. Larock (socialiste) a plaidé la nécessité d'une réforme de l'O.T.A.N. A son avis les changements désirables portent sur trois points : "1° L'O.T.A.N. doit dépasser le stade d'une organisation essentiellement militaire. Elle doit devenir une Union occidentale des démocrates pour la paix dégagée de l'influence prépondérante des états-majors. 2° L'O.T.A.N. ne peut être une extension européenne de la puissance américaine. Les membres européens de l'union doivent être, ensemble, des partenaires égaux des Etats-Unis et non pas séparément, des satellites. 3° L'O.T.A.N. devrait, comme telle, entrer en négociation avec l'organisation du Pacte de Varsovie."

Certaines structures de l'O.T.A.N. doivent également être modifiées, M. Larock estime que l'influence militaire y est trop forte. Une O.T.A.N. réformée ne pourrait accepter que les exécutants se prennent pour des guides. Les responsabilités politiques doivent être nettement dégagées : "La sécurité collec-

tive la plus étendue ne sera pas l'oeuvre de l'O.T.A.N. telle qu'elle existe. L'initiative des négociations avec Moscou et les pays de l'Est doit appartenir à un conseil intergouvernemental exclusivement civil où l'Amérique et l'Europe seront à parité de droits. Ce conseil devrait recevoir les avis d'une assemblée réellement représentative, c'est-à-dire désignée par les parlements. L'assemblée existante ne mérite guère ce nom. C'est surtout une "amicale" d'approubateurs, dont beaucoup se désignent eux-mêmes."

M. De Croo (libéral) a limité son intervention aux problèmes européens. Il déplore que dans la construction européenne les institutions parlementaires demeurent en arrière : "Le Parlement européen de Strasbourg n'est jamais devenu ce qu'on en attendait. C'est sur le plan parlementaire que la carence est la plus grande. On a eu tort de vouloir exclure délibérément l'opinion communiste de France et d'Italie. Pour pouvoir bénéficier de l'appui populaire, le Parlement européen devrait refléter les diverses tendances de l'opinion. Le choix des délégués à ce Parlement répond-il à un souci d'efficacité? Les personnalités qui se rencontrent à Strasbourg appartiennent généralement aux milieux les plus modérés. Le plus souvent elles ont perdu le contact direct avec leur propre opinion nationale. La façon de sélectionner les représentants européens n'est sans doute pas des meilleures. On prétend qu'il y a à Bruxelles 380 lobbys agissants qui exercent une pression sur les institutions européennes. Quand on considère la manière dont ceux qui font notre politique, c'est-à-dire les partis, fonctionnent vis-à-vis des institutions européennes, on est en droit de se demander si nous ne sommes pas mis entièrement sous tutelle. Ceux qui détiennent la puissance politique dans notre pays, et c'est d'ailleurs aussi le cas des autres pays de l'Europe occidentale, n'ont que de l'indifférence à l'égard des véritables problèmes européens. L'intérêt que les plates-formes électorales des partis nationaux semblent porter aux problèmes européens est purement platonique. Sur ce plan, l'opinion publique ne trouve pas d'écho."

A propos de l'élargissement de la Communauté des Six, M. De Croo estime qu'il ne faut pas ouvrir les Communautés a priori : "Ce n'est pas a priori qu'il faut tout à coup admettre au sein de la C.E.E., au risque de léser la Communauté, des pays qui, avant, refusaient d'y adhérer. Tout a priorisme est une erreur. D'ailleurs, là ne gît pas la difficulté. L'essentiel est de commencer l'élaboration d'un pouvoir politique européen."

M. Dewulf (démocrate-chrétien) a examiné particulièrement les problèmes de la coopération au développement. A ce sujet, il a demandé au ministre comment le gouvernement concevait la reconduction de la convention d'association entre la C.E.E. et les E.A.M.A. : "A mon avis, a-t-il ajouté, cette nouvelle convention devrait avoir un caractère plus européen et plus africain, et être plus ouverte sur le monde. Un caractère plus européen : cela signifie une contribution financière plus importante de la C.E.E. Plus africain, c'est-à-dire que la convention devrait être orientée davantage sur l'Afrique dans son ensemble et qu'elle devrait prévoir une participation accrue des partenaires africains."

Quant à la politique belge de coopération au développement, M. Dewulf estime qu'elle se limite à une brillante improvisation à laquelle seuls quelques fonctionnaires parviennent à assurer une certaine continuité.

Parlant de la construction de l'Europe nouvelle, M. Radoux (socialiste) a évoqué deux problèmes : la candidature britannique au Marché commun et la création d'une Europe politique. A propos de la candidature de la Grande-Bretagne, l'orateur a décalqué : "Faut-il ou non que la Grande-Bretagne fasse partie du Marché commun, n'est pas la question à poser. Cependant elle est soulevée en de nombreux endroits. Quant à moi, je tiens à déclarer clairement que ces querelles ne dispensent pas de faire l'Europe, que celle-ci doit être faite avec les Anglais et que c'est ainsi que l'envisagent ceux qui veulent la faire. Les Six n'offrent plus ensemble le même visage que lorsqu'ils se présentent séparément mais la Grande-Bretagne s'est rapprochée de nous. La Communauté a grandi et elle arrive à un stade où elle peut plus facilement négocier qu'en 1961, date de la première demande d'adhésion de la Grande-Bretagne. Car l'Europe ne sera jamais, ni économiquement, ni politiquement, l'égale des deux grands si les Anglais n'en font pas partie. Il est faux de croire qu'une zone de libre-échange arrangerait les choses."

Par ailleurs, les tentatives de création d'une Europe politique sont à l'ordre du jour depuis vingt ans. M. Radoux constate qu'il n'y a pas d'accord ni sur la façon de concevoir un type d'organisation politique ni sur les objectifs mêmes de cette politique commune : "Certains dans cette assemblée avaient suggéré que l'U.E.O. soit la base de cette organisation politique. C'est à l'actuel ministre des affaires étrangères que revient le mérite d'avoir voulu traduire dans les faits ce qui n'était que des vœux. Nous sommes aujourd'hui fixés ou plutôt nous avons la confirmation de nos craintes : il n'y a rien à faire dans cette direction. Il est préférable de tenir compte de ce qui s'est passé à l'U.E.O. et de juger ces incidents en fonction de l'enjeu économique et politique de l'Europe. Les Communautés sont nées sur la base de l'acceptation du principe du vote à la majorité. Elles ne s'accommodent évidemment pas du droit de veto avec lequel il n'y aura jamais d'Europe politique. Il serait possible de réaliser un début d'union politique si la règle de la majorité était acceptée. Avec de la bonne volonté, il conviendrait de reprendre le dialogue politique. Toutefois, il ne faut pas se faire d'illusion : il faudra longtemps avant d'en arriver là."

M. Outers (Front des francophones - Rassemblement wallon) a marqué de très nettes réserves à l'égard des développements politiques du Benelux à l'intérieur de la Communauté européenne. Il s'est plaint de ce que la politique étrangère du gouvernement était "viscéralement" anti-française. Il a ajouté : "Vous nous avez gâté ces derniers temps en menant contre la France une série de joyeuses guérillas à l'abri des bannières fanées de l'unité européenne. Si je suis moi-même un farouche partisan de l'unité de l'Europe, c'est pour la rendre indépendante et non pas pour la soumettre à un bloc Atlantique. L'article 237 du traité de Rome constitue une base juridique pour l'adhésion d'un candidat. Mais, on a préféré chercher un autre cadre pour tenter de réaliser

cette adhésion... Notre diplomatie apporta tout son appui à la réunion de Londres, malgré l'absence de la France. Eclata alors l'incident Soames à propos duquel vous auriez fait des réserves à l'égard de la position française que vous ne connaissiez pas encore. Les ministres allemands et luxembourgeois furent plus prudents. Cette diplomatie aura peut-être des conséquences heureuses : par ses maladresses et ses outrances elle ouvrira les yeux de certains. Par les périls qu'elle a fait courir au Marché commun, elle nous aura fait sentir tout le danger d'une politique nostalgique de l'avant-guerre. Le traité franco-allemand pourra peut-être sauver notre pays en le faisant servir de trait d'union entre les mondes germaniques et français. C'est là, la véritable vocation de nos provinces."

Evouquant la candidature britannique aux Communautés européennes, M. Glinne (socialiste) souhaite certes que la Grande-Bretagne entre dans le Marché commun mais a constaté qu'actuellement cela ne serait pas possible sans lui permettre de déroger aux règles du Marché commun agricole. Il a encore déclaré : "Il importe que nous ayons avant tout un certain nombre de concertations européennes sur des problèmes concernant l'organisation interne du Marché commun, avant de nous occuper de la fuite en avant vers une extension géographique."

Prenant la parole au milieu du débat, M. Harmel, ministre des affaires étrangères, a fait connaître la position gouvernementale sur les grandes options de la politique internationale. Retraçant les faits des derniers mois, le ministre a déclaré : "C'est dans ces conditions que, dès que le gouvernement actuel s'est constitué, nous avons estimé, entre ministres des affaires étrangères de pays européens, qu'il était indispensable que se manifestent des progrès dans la construction européenne. Nous étions persuadés que ces progrès étaient indispensables. Il fallait à la fois les développer dans toutes les directions du traité de Rome, puis pour poursuivre des investigations dans des domaines qui ne sont pas couverts par le traité. Finalement nous avons convenu de parler de l'élargissement de l'Europe au travers de l'U. E. O. Mais je voudrais souligner tout d'abord que la pierre angulaire de l'Europe est le traité de Rome. C'est autour des Communautés que l'effort principal est mené. Il ne s'agit pas d'un choix entre le développement interne et l'élargissement. L'un et l'autre doivent se faire, mais sans priorité pour l'un ou pour l'autre. L'Europe doit se faire partout où il est possible de la faire. Les deux actions sont complémentaires."

Le ministre s'est étonné des craintes de l'opinion publique et d'une certaine opinion politique quant au développement interne de la Communauté européenne. Il a rappelé alors les projets que la Communauté se propose de réaliser selon un calendrier d'action pour arriver au-delà de la période transitoire, à une union économique. A propos du Benelux, le ministre a évalué son importance par rapport à la Communauté européenne. Dès le début, les efforts de coordination du Benelux consistaient à procéder à des consultations sur des sujets divers, non pas seulement pour obtenir une unanimité politique, mais pour chercher ensemble à atteindre des objectifs généraux : la construction euro-



péenne et la solution des problèmes d'intérêt commun. En d'autres termes, la consultation au sein du Benelux n'a pas comme fin, en soi, une position commune des trois Etats mais une harmonisation des positions. La finalité ne se situe pas au niveau du Benelux mais bien au niveau de l'Europe. Par ailleurs, le gouvernement ne marque aucune préférence à l'égard de l'un ou l'autre des Etats membres de la Communauté européenne. Il n'a aucun sentiment anti-nord ou anti-sud.

Le ministre a rappelé ensuite la position du gouvernement au sujet de l'élargissement de la Communauté. L'article 237 du traité C. E. E. comporte une philosophie : l'élargissement de la Communauté y est clairement envisagé; il y a obligation de donner une suite à toute demande d'adhésion ou de collaboration.

Evoquant enfin les solutions qu'il convient de trouver à l'avenir de l'Europe politique, le ministre a déclaré : "Il faut tout faire pour qu'il y ait entre les pays européens, membres ou non des Six, des relations politiques internationales sans cesse améliorées. C'est l'action que nous avons cru devoir mener dans le cadre du traité de Bruxelles et du traité de Paris. Il n'y a là aucune politique dirigée contre une personne ou contre un Etat, et, permettez-moi de vous dire, que ce qui s'est passé dans le cadre de l'U. E. O. va plutôt dans la bonne direction que dans la mauvaise. Nous avons demandé qu'il y ait entre les pays signataires des traités de Bruxelles et de Paris un débat sur toutes les questions qui échappaient incontestablement à la compétence du traité de Rome. Nous avons rencontré une adhésion parfaite chez nos six partenaires. Sans rien préjuger, nous avons estimé qu'il y avait assez d'organismes européens et qu'il fallait les utiliser au maximum. Le débat fut tout à fait constructif. Le Benelux a proposé d'organiser, dans l'avenir, une consultation préalable et non plus "a posteriori". Cette proposition fut trouvée intéressante, même si la France fit des réserves. Nous fîmes alors une proposition plus modérée prévoyant une consultation libre. Aucune décision ne fut arrêtée mais il n'y eut pas non plus d'opposition. Et puis, à cette réunion de Luxembourg, des propositions françaises tout à fait positives ont été présentées. Le représentant français a proposé que, lors de chaque crise, une consultation européenne ait lieu et que là où c'est nécessaire, cette consultation ait même lieu au niveau ministériel. Ensuite, il y eut les incidents de procédure connus. C'est sur des pointes d'aiguilles et sur des aspects purement juridiques que le débat s'est engagé et a tourné à l'aigre. La Belgique veut calmer cette querelle et non l'envenimer. L'arbre ne peut cacher la forêt. Un petit pas dans la construction européenne pourrait être fait."

M. Coppieters (Volksunie) a déclaré que l'unification européenne est une des conditions de l'émancipation flamande. Il croit aux éthies et aux régions linguistiques. A son avis, la coopération à l'intérieur du Benelux laisse encore beaucoup à désirer : "Il est frappant de constater que les pays du Benelux restent divisés sur certaines positions à défendre dans les organisations scientifiques et supranationales. Nous regrettons cette situation tout autant que le ministre. L'année dernière encore il avait été convenu que tout con-

trôle, toutes les formalités et toutes les entraves existant aux frontières intérieures devaient être supprimées et que les gouvernements devaient prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet, après en avoir informé les parlements nationaux. Le moins qu'on puisse dire c'est que cet engagement n'est pas encore respecté. Sans aucun doute une certaine inquiétude se manifeste au sujet de la politique européenne, à cause notamment du plan français qui aurait été communiqué à l'ambassadeur Soames, et qui excluait les pays du Benelux. Ce plan prévoyait la création d'une grande association économique dont le directoire serait assumé par la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et l'Allemagne. La déclaration que le président de Gaulle aurait faite au sujet des petits pays du Benelux est pour le moins alarmante. Le Benelux doit former un groupe uni et réagir contre les intentions du président de Gaulle qui veut faire de nos pays des régions conquises dépendant de la France."

M. Chabert (démocrate-chrétien) a déclaré que la Belgique a tout intérêt à renforcer le Benelux, ne fût-ce que pour avoir plus d'influence auprès des partenaires de la Communauté européenne. Le renforcement du Benelux doit favoriser la construction de l'Europe. En ce qui concerne la collaboration européenne, M. Chabert "aimerait savoir si l'on dispose de données concrètes au sujet de la collaboration technologique et de la possibilité de voir adhérer la France à une Europe intégrée. Et s'il était impossible d'intéresser la France à une intégration européenne, les cinq autres pays ne pourraient-ils pas prendre des initiatives dans ce sens ? Ou avons-nous l'intention d'attendre indéfiniment qu'il ait cessé de pleuvoir à Paris ?"

Membre du groupe démocrate-chrétien, M. Wigny s'est déclaré inquiet qu'on paraisse minimiser les difficultés qui sont soulevées par l'élargissement de la Communauté européenne. "Celui-ci est prévu par le traité et doit se faire avec d'autres pays. Il est nécessaire mais la mutation sera difficile. Il va de soi que nous ne passerons pas de 6 à 7. Il y a 13 pays européens qui font partie de l'O.T.A.N. Ces 13 pays doivent dialoguer et cela pose un problème. Cette Europe, pour se mettre d'accord sur certains points, devra adopter la procédure de la majorité voulue et prévue par le traité. Est-ce possible et est-ce souhaité par tous les pays ? Si les nouveaux membres sont aussi ou plus nombreux que les anciens membres, sera-t-il possible de créer une volonté de collaboration, difficile dans les actes ? Je crois qu'il faut renforcer suffisamment cette Europe des Six qui est la pierre angulaire sur laquelle l'édifice devra s'élever."

M. Wigny a insisté sur la nécessité d'approfondir la collaboration et la cohésion entre les Six, et les renforcer avant d'élargir la Communauté. Mais il faut également que cet élargissement soit poursuivi par les Six ensemble. D'autres procédures sont juridiquement possibles, tels des accords de coopération à deux, à trois, ainsi qu'il est d'usage à l'O.C.D.E. Mais elles ne conviennent pas pour la Communauté car elles risquent de compromettre la collaboration initiale. On semble créer un esprit de cohésion qui dépasse celui qui existe entre les Six.

Au point de vue politique, M. Wigny estime qu'il faut diviser pour l'Europe et la Communauté la politique étrangère qui leur manque. Les positions sont différentes dans tous les domaines : que l'on songe aux récents problèmes du Biafra-Nigéria et du Moyen-Orient. "Il n'y a pas suffisamment d'idées communes pour que l'on puisse confier à une commission le soin d'en dégager l'essentiel. La seule chose que nous puissions faire, c'est une confrontation régulière, loyale, et permanente qui permettra de dégager une politique commune. Celle-ci doit être européenne car nous avons des intérêts communs. Elle doit se faire dans le cadre atlantique. Les américains nous demandent avec insistance de préciser cette politique. Elle doit enfin pousser à la détente et au rapprochement entre les nations."

M. Perin (Front des francophones-Rassemblement wallon) a évoqué la conférence de presse du président Nixon au retour de son voyage en Europe : "Le président Nixon a déclaré qu'il ne convenait plus pour les Etats-Unis de faire pression sur les Etats européens dans leur tentative de faire leur unité. Il a reconnu que l'entité européenne doit être nettement indépendante et il a dit qu'il faut perdre l'illusion de croire que les Etats-Unis vont être les fédérateurs de fait de l'Europe. Pour faire l'Europe, il faut vouloir être Européen et pour être Européen il faut être indépendant. ... Depuis vingt ans, l'unité européenne a été considérée comme étroitement liée à l'hégémonie américaine. Le récent discours du président Nixon doit donner à réfléchir à tous ceux qui furent excessivement serviles vis-à-vis des U.S.A. ces vingt dernières années. Il semble bien que l'on a eu tort de repousser le plan Fouchet, qui tendait à promouvoir une confédération européenne. Ce furent les Pays-Bas et la Belgique qui s'y opposèrent. Pour ma part, je suis plutôt partisan d'une fédération européenne. Mais cela c'est une doctrine qui n'est pas immédiatement possible. Une fédération est une confédération qui a réussi. Il faut passer par la pénitence de la confédération. Pour avoir trop voulu, on n'a rien voulu et aujourd'hui l'Europe est en difficulté."

M. Perin a ajouté qu'il y a des organisations internationales techniques et politiques où la Grande-Bretagne est membre à part entière, et que l'expérience de sa coopération n'est guère concluante. Les données économiques et financières, militaires et politiques sont assez connues pour que tout le monde mesure les dangers de son adhésion immédiate.

A MM. Wigny et Perin, le ministre des affaires étrangères a répondu qu'il ne s'agissait pas de choisir entre l'élargissement et le développement de la Communauté, ces deux notions ne s'excluant nullement. Il a résumé les objectifs du gouvernement dans ce domaine : "1° Le gouvernement est profondément attaché à la Communauté des Six, mais il refuse de subordonner son élargissement à son développement. 2° Il désire renforcer la collaboration des Six, mais il estime que nous devons veiller à ne jamais mener une action nuisible à l'un des membres du traité. 3° Il veut que l'on crée une politique étrangère de l'Europe : celle des confrontations loyales."

b) La situation créée en Grèce par le coup d'Etat du 21 avril 1967

M. Glinne (socialiste) a interpellé le gouvernement sur les relations belgo-helléniques après le référendum anti-démocratique qui a eu lieu en Grèce le 29 septembre 1968. L'orateur s'étonne que chacun des partenaires de la Communauté entretienne avec la Grèce des relations bilatérales fort cordiales, alors que la Commission de la C.E.E. tend à garder une attitude réservée à son égard.

Il ne comprend pas que l'on parle d'une politique communautaire atlantique tout en prétendant que se préoccuper de la Grèce revient à commettre une ingérence dans les affaires de cet Etat. Il devrait être possible de marquer efficacement sa désapprobation des événements d'Athènes. L'appartenance de la Grèce à l'Alliance Atlantique lui paraît inadmissible. L'orateur prie instamment le ministre d'agir de manière à ce que le Conseil de l'O.T.A.N. s'occupe de ce problème.

Le ministre des affaires étrangères a répondu que la Grèce joue dans l'O.T.A.N. un rôle stratégique et son retrait risque de déformer l'Alliance. En outre une convocation du Conseil de l'O.T.A.N. pour organiser des élections libres en Grèce serait irréalisable car le Conseil doit prendre ses décisions à l'unanimité. Il apparaît donc difficile de modifier le traité de l'O.T.A.N. pour y insérer un article nouveau par lequel les pays membres auraient la possibilité de contester le caractère démocratique d'un partenaire et, éventuellement, d'obliger celui-ci à quitter l'organisation. Par ailleurs, aucun pays membre de l'O.T.A.N. n'a envisagé, jusqu'à présent, la modification du traité.

c) Le traité de non-prolifération des armes nucléaires

M. Radoux (socialiste) a interpellé le gouvernement sur la nécessité et l'opportunité de la signature et de la ratification par les pays européens du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et sur les moyens à mettre en oeuvre pour permettre l'entrée en vigueur de ce traité. L'orateur constate qu'à l'heure actuelle neuf ratifications seulement ont été acquises et que pour entrer en vigueur il est exigé d'en recueillir quarante-trois. Il souhaite que la Belgique fasse son possible pour convaincre les pays du Marché commun afin que le problème de contrôle soit réglé dans les meilleurs délais. Le ministre des affaires étrangères a répondu que le gouvernement a la volonté de ratifier le traité le plus rapidement possible mais qu'il était contraint par les clauses du traité d'Euratom. Le ministre croit pouvoir dire qu'entre les six pays de l'Euratom il devrait pouvoir se dégager un consensus suffisant pour que la Commission soit autorisée à préparer la négociation avec l'Agence internationale. Lors de récentes visites à ces Etats, le gouvernement a fait savoir quelle était

sa hâte de pouvoir procéder aux discussions qui doivent préparer l'accord entre l'Agence de Vienne et l'Euratom.

(Sénat de Belgique, Doc. n° 118, 1968-1969; Compte rendu analytique, 15, 16 et 21 janvier 1969;

Compte rendu analytique, Chambre des représentants, des 27.2., 4.3., 5.3., 6.3.1969)

## Etats-Unis

### Les problèmes européens évoqués dans l'exposé fait par M. Rogers, secrétaire d'Etat, devant la commission des relations extérieures du Sénat

Voici le texte de l'exposé sur l'Europe fait par M. William P. Rogers, secrétaire d'Etat, le 27 mars 1969, devant la commission des relations extérieures du Sénat :

"... Le voyage effectué par le Président en Europe occidentale cinq semaines seulement après son entrée en fonctions atteste l'importance que l'administration entend attacher à notre politique atlantique.

Nous croyons que ce voyage fut un succès. Il a suscité un climat nouveau, fait de confiance et de foi dans l'Alliance atlantique. Nos amis européens ont été impressionnés non seulement par le choix des dates, mais aussi par le souci de simplicité et d'efficacité qui a caractérisé le voyage, par la souplesse de son programme et surtout, par l'esprit dans lequel il fut entrepris.

Le Président a donné l'assurance que nous comptons accorder une attention accrue au point de vue de nos alliés, et les consulter sur tous les problèmes d'intérêt commun. Il a notamment souligné que nos alliés seraient largement consultés avant et pendant toute négociation que nous entreprendrions avec l'Union soviétique, et qu'il serait tenu compte, comme il se doit, de leurs intérêts.

Le Président a tenu en particulier à réaffirmer notre attachement à l'O.T.A.N., qu'il souhaite puissante et souple et dont la nécessité s'est trouvée cruellement confirmée par la brutale invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 et par l'inquiétante doctrine sur laquelle les Soviétiques prétendent fonder leur droit de fouler aux pieds la souveraineté des autres Etats.

...

Les sympathies à long terme de l'Administration restent acquises aux Européens qui considèrent que leurs meilleures chances d'avenir résident dans une Europe indépendante, de plus en plus unie. Il ne nous appartient pas de dresser les plans de l'unification de l'Europe et rien ne nous y autorise. C'est l'affaire de l'Europe. Il n'empêche que les Etats-Unis sont du côté des Européens qui considèrent que les meilleures chances d'avenir de leur continent résident dans la libération progressive d'un riche potentiel d'énergie qui ne peut donner toute sa mesure dans le cadre des frontières traditionnelles.

L'engagement qu'ont pris les Etats-Unis de continuer d'apporter leur soutien à l'O.T.A.N. et aux autres institutions du système atlantique, y compris les Communautés européennes, n'exclut évidemment pas un développement poussé des relations bilatérales. Nos relations avec la France, qui s'étaient quelque peu détériorées dans un passé récent, se sont déjà améliorées. Au cours de sa visite à Paris, le Président a eu des conversations franches et constructives avec le général de Gaulle. L'amélioration du climat des relations franco-américaines devrait permettre de résoudre plus facilement les divergences de vues qui subsistent entre nous.

L'Administration s'efforcera aussi de promouvoir, chaque fois que ce sera possible, des relations normales et profitables pour les parties intéressées avec les nations de l'Europe de l'Est. Nous ne considérerons pas que la souveraineté des Etats du bloc oriental est soumise à certaines restrictions et nous négocierons avec chaque pays comme avec un pays souverain. Les progrès que l'on pourra faire seront évidemment fonction de la mesure dans laquelle les gouvernements sont représentatifs de la volonté nationale.

La Yougoslavie, depuis longtemps déjà, et la Roumanie, plus récemment, se sont engagées dans la voie d'une politique soucieuse de leur souveraineté et de l'intérêt national au sein du monde communiste. Leur exemple est important. Nos relations avec ces pays se caractérisent par une compréhension et une coopération croissantes dans les domaines économique, culturel, scientifique, etc.

En dépit du maintien de troupes soviétiques sur le territoire de la Tchécoslovaquie, le peuple et les dirigeants de ce pays s'efforcent, malgré toutes les difficultés et malgré les pressions dont ils font l'objet, de sauvegarder ce qu'ils peuvent de la réforme de leur système, qu'ils avaient, eux aussi, entreprise. Nous ferons ce que nous pourrions pour les aider, compte tenu de la situation, sans négliger de tenter de résoudre certains problèmes tels que ceux de l'or et des créances.

L'opinion publique ne saurait admettre la continuation de l'occupation soviétique en Tchécoslovaquie, après les promesses de retrait des troupes qui ont été faites. Nous sommes néanmoins convaincus que les aspirations au progrès et à l'indépendance nationale qui se manifestent dans ce pays sont trop profondes pour qu'on puisse encore les ignorer longtemps. Nous ne doutons pas que ces tendances doivent finir par l'emporter."

(News Bulletin of the U.S.I.S., n° 60, 28 mars 1969)

## France

### 1. Les relations entre la Yougoslavie et la Communauté dans les entretiens franco-yougoslaves de Paris

A l'issue du voyage officiel d'une semaine effectué par M. Spiljak, président du Conseil de la République fédérative de Yougoslavie, accompagné de plusieurs membres du gouvernement yougoslave, un communiqué franco-yougoslave a été publié, dans lequel les problèmes de l'Europe ont été largement abordés.

"La discussion des affaires européennes a fait apparaître l'accord des deux parties sur la nécessité qui s'impose à tous les Etats du continent de coopérer à la recherche d'un climat de détente. Il a été souligné des deux côtés que ce n'est qu'en se conformant aux principes énoncés plus haut - souveraineté, indépendance et égalité des Etats et non-intervention dans leurs affaires intérieures - que les pays européens, affranchis du système des blocs, pourront accomplir des progrès décisifs sur la voie de la détente.

Il a été rappelé également que c'est par l'instauration d'un climat de confiance en Europe que des solutions pourront être apportées aux grands problèmes qui divisent encore le continent, en particulier au problème allemand, et que pourra être ainsi assurée la sécurité de l'Europe."

Puis, après avoir souligné que des échanges commerciaux franco-yougoslaves doivent s'accroître, le communiqué aborde le problème des accords en pourparler entre la C. E. E. et la Yougoslavie : "Les deux parties ont étudié les problèmes touchant les pourparlers en cours entre la Communauté économique européenne et la Yougoslavie en vue de la conclusion d'un accord commercial. Le gouvernement yougoslave a exposé les raisons de l'intérêt qu'il y porte. Le gouvernement français a exprimé sa compréhension à cet égard. Il a marqué son désir de voir aboutir des solutions qui permettent un accroissement des échanges conforme à l'intérêt des deux pays. Les deux gouvernements resteront en contact à ce sujet."

(Le Monde, 16 et 18 janvier 1969)

### 2. Le général de Gaulle exalte l'"harmonie fondamentale" entre Rome et Paris

A l'issue du déjeuner offert le 17 janvier 1969 à l'Elysée à l'occasion du départ de M. Giovanni Fornari, ambassadeur d'Italie en France, le général de Gaulle a prononcé une allocution dans laquelle il a déclaré notamment, faisant allusion aux relations entre les deux pays :

"Parmi toutes les nations, il n'en est pas qui soient plus anciennement, plus profondément, plus complètement européennes. L'union de l'Europe, qui de-

vient peu à peu dans la réalité la nature de notre continent, quelles que puissent être les théories et les formules, a pour première condition une harmonie fondamentale entre l'Italie et la France.

Maintenir leur amitié, aplanir leurs divergences, travailler à leur harmonie, voilà donc quel est à Paris - n'est-il pas vrai ? - le rôle de l'ambassadeur d'Italie. Il y faut, assurément, beaucoup de compréhension, d'ouverture d'esprit, d'expérience et d'adresse. Il y faut la valeur humaine et professionnelle d'un grand diplomate."

Dans sa réponse, M. Fornari a déclaré : "Je suis arrivé à la conclusion qu'au-delà de toute explication logique, ces rapports rappellent, sous de nombreux aspects, ceux des nations qui tirent leurs origines d'une souche commune et conservent, par conséquent, par-delà tout événement, une complémentarité spirituelle qui précède et conditionne toute décision politique quelle qu'elle soit... Cette complémentarité spirituelle qui unit l'Italie à la France, nous la retrouvons dans un contexte plus vaste : celui de l'Europe."

Trois semaines plus tard le nouvel ambassadeur d'Italie présentait ses lettres de créances à l'Elysée.

M. Francesco Malfatti di Montetretto a exprimé au général de Gaulle les sentiments d'amitié et d'estime du président Saragat et "ses vœux les plus sincères pour la grande nation française". "L'amitié italo-française n'est pas un vain mot, a ajouté M. Malfatti. Elle a ses racines dans la nature même des deux peuples."

M. Malfatti a souligné qu'il était "absurde de prétendre que l'Italie et la France ne puissent pas avoir parfois un point de vue différent sur tel ou tel problème essentiel de politique internationale. Mais, a-t-il dit, "ces différences ne modifient en rien la contribution que chacune des deux grandes nations, amies et alliées peut apporter à leur solution."

En ce qui concerne les relations bilatérales et l'Europe, M. Malfatti a souligné sa ferme intention d'œuvrer pour que "les liens entre les deux nations se multiplient et deviennent encore plus féconds" et pour que "la France et l'Italie puissent avancer ensemble sur le chemin de l'unité européenne."

Dans sa réponse, après avoir souligné combien l'Italie et la France étaient entourées de réalités très dures et pas toujours favorables, le général de Gaulle a exprimé le souhait que chacun devait rester fidèle à lui-même dans l'Europe et dans le monde, et ajoute qu'il voyait d'ailleurs de nombreuses raisons pour que les deux pays resserrent leurs rapports pratiques et politiques.

(Le Monde, 19-20 janvier 1969;  
L'Aurore, 5 février 1969)



### 3. L'Espagne et l'Europe : la visite de M. Debré à Madrid

Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. F.M. Castiella, a affirmé "la vocation et la volonté européenne de l'Espagne" et fait allusion à la situation en Méditerranée, "qui est actuellement le champ d'une confrontation bien plus politique que militaire". Il devait finalement rappeler les paroles du général de Gaulle affirmant la nécessité pour la France "d'un voisin méridional stable et prospère" et la nécessité pour l'Europe d'une Espagne qui lui donne de la "profondeur".

"Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire de la France et de l'Espagne, nos deux pays se sont connus et estimés", a déclaré M. Michel Debré, ministre des affaires étrangères, au début de l'allocution qu'il a prononcée en réponse au toast porté par M. Fernando Maria Castiella.

"L'avenir de l'Europe et de la Méditerranée sera ce qu'en feront de vieilles nations telles que l'Espagne et la France. L'Europe doit dominer ses contradictions. Il faut que l'Europe prenne sa place normale et nécessaire pour l'équilibre du monde. Elle doit naturellement être bâtie sur le sentiment national, qui seul permet de prendre ses responsabilités. Il en est de même en ce qui concerne la Méditerranée. Quand l'Europe avait l'entière responsabilité de cette partie du monde, la Méditerranée a connu des échanges fructueux, la tolérance et la paix. Mais dans la situation actuelle, et notamment en Méditerranée orientale, nous connaissons l'intolérance et les querelles. Si l'on veut maintenir la sécurité dans cette région, il faudra que les nations méditerranéennes unissent leurs efforts.

Si l'on regarde les sentiments et le destin qui nous amènent à multiplier les liens entre nos deux économies, les problèmes qui nous confrontent, c'est-à-dire la sécurité et la paix en Europe et en Méditerranée, tout nous contraint à unir nos efforts et à nous mieux comprendre. Voilà la valeur des liens entre nos peuples, nos économies et la politique étrangère de nos gouvernements. Nous avons la certitude qu'il ne peut pas y avoir d'avenir pour l'Espagne et la France sans qu'une attitude politique soit élaborée en commun. Tel est le sens de nos rencontres et c'est dans cet esprit que nos deux chefs d'Etats, chacun pour ce qui le concerne, regardent avec satisfaction la stabilité de leur pays en raison des possibilités qu'elle ouvre."

(Le Monde, 8 février 1969)

### 4. Les relations franco-autrichiennes et la Marché commun

Les 21, 22 et 23 février, le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Waldheim, effectuait une visite officielle en France, où il devait être reçu par le président de Gaulle.

Au cours du dîner qu'il a offert en l'honneur de M. Kurt Waldheim, M. Debré a cité en exemple la politique extérieure suivie par l'Autriche : "Pour les hommes et les femmes de notre génération, a-t-il dit, pour ceux et celles de la génération suivante et aussi pour ceux et celles de la génération à venir, la sécurité et la promotion de l'Autriche, à la charnière de l'Europe de l'Est, sont le symbole de la politique, malaisée peut-être, mais nécessaire, que toutes les nations européennes doivent suivre. "Dans sa réponse, M. Kurt Waldheim soulignait que l'entretien qu'il avait eu avec le ministre français "a mis en évidence une large identité de vues en ce qui concerne un règlement de nos relations avec le Marché commun, tenant compte à la fois des besoins essentiels de notre économie et des obligations découlant du traité d'Etat et de notre neutralité permanente, que nous entendons, ai-je besoin de le réaffirmer, respecter loyalement."

Interviewé par le correspondant du "Monde" à son retour à Vienne, M. Kurt Waldheim a répondu longuement aux questions qui lui étaient posées sur l'avenir des relations entre l'Autriche et le Marché commun après sa visite à Paris. A la question : "Le maintien du rôle stabilisateur de l'Autriche dans le bassin danubien vous semble-t-il compromis par l'absence d'"arrangements" entre l'Autriche et le Marché commun ?", M. Waldheim a répondu : "... Oui et c'est pourquoi, depuis des années, nous demandons qu'une solution soit apportée à ce problème. Or les propositions qu'a faites M. Debré nous semblent une base raisonnable. Bien entendu, nous savons quelles sont les difficultés. Les Anglais ont dit et redit, au sein de l'Association européenne de libre-échange, qu'ils ne peuvent accepter la proposition française si elle ne doit pas mener à l'adhésion de la Grande-Bretagne et d'autres pays candidats. Cet argument n'a pas de valeur pour nous. Ce n'est pas une adhésion que nous demandons, mais un arrangement spécial. Le gouvernement français nous a indiqué qu'il s'efforcerait d'obtenir de la C.E.E. une proposition commune à cet égard."

Puis à la question : "Ne craignez-vous pas que les propositions d'arrangements commerciaux de M. Debré soient trop complexes et trop éloignées de ce que souhaitent certains de nos partenaires pour être jamais adoptées ?", M. Waldheim répondait : "... il est connu qu'aussi bien à l'intérieur du Marché commun qu'au sein de l'A.E.L.E., il y a encore des divergences d'opinion concernant les propositions françaises. Il y a aussi une tendance à donner une priorité aux candidats à l'adhésion. Nous ne pouvons pas attendre jusqu'à ce que ceux-là soient admis. On soulève aussi le problème de la conformité de notre démarche avec l'article 24 du G.A.T.T., qui ne tient des arrangements commerciaux pour acceptables que s'ils mènent à une union douanière ou à une zone de libre-échange. Mais il faut bien comprendre quelle est notre situation : nos exportations vers le Marché commun, qui représentent la moitié de nos échanges extérieurs, sont en déclin depuis 1960."

Enfin à la question : "Les difficultés que le problème du Haut-Adige a créées entre Vienne et Rome continuent-elles à gêner vos efforts en vue d'un règlement avec le Marché commun ?" M. Waldheim a répondu : "Non. Nous avons

l'espoir de trouver une solution au problème posé par le Tyrol du Sud dans un avenir pas trop éloigné. Dans cette perspective, nous ne nous attendons pas à des difficultés insurmontables du côté italien."

(Le Monde, 23-24 février 1969;  
Le Figaro, 22-23 février 1969)

#### 5. M. Debré explique la politique européenne de la France à l'émission télévisée "Face à la presse"

Le 4 mars, pour le premier "Face à la presse" auquel il participait en qualité de ministre des affaires étrangères, M. Michel Debré eut pour interlocuteurs MM. Jean Daniel ("Nouvel Observateur"), Maurice Delarue ("France-Soir") et André Fontaine ("Le Monde") qui ont soumis le ministre à un feu roulant de questions à propos de l'ensemble de la politique extérieure française.

Le troisième volet des questions posées à M. Debré, après celui sur l'affaire soviéto-chinoise et celui sur les problèmes du Moyen-Orient, a porté sur l'Europe. Le France, a demandé M. André Fontaine, ne devrait-elle pas tout faire pour que l'Angleterre l'aide à contrebalancer la puissance de l'Allemagne ? M. Debré a répondu que, précisément, le général de Gaulle avait proposé à la Grande-Bretagne des conversations. "Il n'a pas tenu à nous que ces conversations n'aient pas lieu, ou plutôt aient lieu.

Il faut, derrière le mot d'Europe, a poursuivi M. Debré, savoir la réalité que l'on met.

Ce que nous souhaitons, c'est une concertation des nations européennes en vue d'une certaine indépendance de ces nations par rapport aux grandes forces du monde. Lorsque nous entendons discuter aussi bien d'ailleurs avec l'Allemagne qu'avec la Grande-Bretagne, nous souhaitons que ces réalités soient devant nous, et non pas des mots".

Cette politique est-elle efficace, a demandé M. Delarue. "La situation européenne est tout entière changée", a répondu M. Debré, et notamment, malgré "le dramatique incident" de la Tchécoslovaquie, les relations s'améliorent entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est.

(Le Monde, 5 mars 1969)

#### 6. Les entretiens de Gaulle-Kiesinger

Dans le cadre des réunions périodiques prévues par le traité franco-allemand, les deux délégations, la française et l'allemande, conduites respectivement

par le général de Gaulle et le chancelier Kiesinger ont fait un large tour d'horizon des problèmes de politique étrangère à la lumière des événements récents : réunion de l'U. E. O. sans la France, conflit soviéto-chinois, problèmes du Moyen-Orient.

Sur les questions européennes même, le général de Gaulle a brossé un large tableau de la politique internationale. Il a commencé par mettre en lumière trois faits : la solidité de la Communauté économique européenne, "qui pourrait mieux marcher"; la tendance de plus en plus accusée de l'Union soviétique, préoccupée par l'aggravation de la menace chinoise, à prendre des contacts avec l'Ouest, et le souhait des Américains d'aboutir à des arrangements avec l'U. R. S. S. pour aller vers la détente.

Pour toutes ces raisons, a-t-il dit en substance, l'idée de l'Europe s'impose plus que jamais. Mais pour qu'elle ait un sens, il faut une Europe qui s'organise d'elle-même dans tous les domaines : économique, politique et de la sécurité. Cette Europe se ferait avec les Etats qui ont retrouvé leurs moyens, qui ont leur personnalité. Et cela balaie toute idée de supranationalité. L'Europe souhaitable est dans une Europe qui serait la réunion délibérée d'Etats européens pour agir ensemble dans les domaines déjà cités. Dans cette Europe, qui ne renoncerait ni à l'alliance ni aux rapports économiques étroits avec les Etats-Unis, il n'y a aucune raison d'exclure les autres Etats européens. Il faut y faire entrer tous ceux qui le souhaitent : la Grande-Bretagne, la Norvège, l'Irlande, la Suisse, le Portugal. Faire entrer ces pays dans la Communauté serait la supprimer. Mais s'interdire de jamais faire quelque chose serait absurde.

C'est là à peu près, semble-t-il, les propos que le général de Gaulle avait tenus à M. Soames. Il a d'ailleurs déclaré avoir cru que "ceci était souhaité" par la Grande-Bretagne. Nous nous y sommes prêtés, a-t-il ajouté. Mais une présentation de nos idées a été faite par la Grande-Bretagne "à l'envers" de ce que nous avons dit.

Le chef de l'Etat a distingué très nettement deux moments dans le processus de la réunification européenne. Dans l'immédiat, la Communauté économique européenne "que nous voulons poursuivre et développer", mais qui ne saurait s'élargir sans perdre sa valeur et donc sa raison d'être. Dans l'avenir, la naissance d'une Europe européenne sur les plans économique, politique et de la sécurité. Nous sommes disposés à en causer, à prendre des contacts, a-t-il dit en substance aux Allemands, notamment avec vous à cause de l'importance de la République fédérale et de notre politique d'organisation de la coopération franco-allemande. Nous y sommes prêts d'une manière privilégiée. C'était la raison de notre traité, elle subsiste à condition qu'on y reste fidèle.

(Le Monde, 16-17 mars 1969)

## Grande-Bretagne

### Le Plan européen de M. Brown

Dans un discours prononcé le 6 mars à Westminster, M. George Brown a souhaité que soit organisée une conférence des pays européens en vue d'entamer des négociations sur la création d'une Communauté politique européenne, "nouvelle Communauté ouverte à tous - les membres actuels de la "petite Europe", les candidats à l'adhésion et les autres - qui serait conçue de façon à ne pas se heurter à la C.E.E. du fait de son fonctionnement et du fait qu'elle accepterait l'Alliance atlantique et travaillerait dans le cadre de celle-ci, et qu'elle ignorerait tout système de veto.

Indépendamment de la politique étrangère et de la politique de défense, cette Communauté politique pourrait s'occuper de certaines questions qui ne sont pas entièrement étrangères aux traités de Rome, mais auxquelles la Communauté existante n'a pas été en mesure de s'attaquer avec succès en raison de la pratique du veto et de la faiblesse politique des institutions communautaires qui en résultait.

Une de ces questions est la politique monétaire internationale. En novembre dernier, on a vu le système monétaire international atteindre le bord de l'abîme, tandis que l'Europe se révélait incapable d'agir en bloc pour l'arracher au danger. Nous serions nous-mêmes, avec les membres de la C.E.E., de ceux qui souffriraient le plus si le système s'écroulait, du fait que notre sort est étroitement lié à celui du commerce mondial. Il nous faut une politique européenne commune - et peut-être une unité de réserve européenne - de façon qu'en unissant nos forces, nous soyons au moins assurés d'un minimum de stabilité du système.

Il y aurait là un champ d'action pour une nouvelle Communauté politique européenne, aussi longtemps que l'élargissement et les progrès de la C.E.E. restent bloqués. Pendant cette période, la Communauté politique et la Communauté économique devraient évidemment coopérer dans ces domaines aussi étroitement que les difficultés institutionnelles de la C.E.E. le permettront.

Un autre champ d'action possible est celui de la technologie avancée. Une Communauté politique qui s'occupe de politique étrangère et de défense devrait aussi s'occuper de la production d'armements. Un Comité européen de production d'armements permettrait à la Communauté de bénéficier des économies qu'assure la production à grande échelle et de cesser d'être inutilement tributaire des Etats-Unis. Ce Comité aurait une influence puissante sur l'aviation, l'électronique et les autres industries technologiquement avancées.

...

Je propose donc que des entretiens intergouvernementaux soient organisés immédiatement afin d'étudier les moyens d'établir une Communauté politique européenne dont seraient membres la Grande-Bretagne et les autres pays qui,

actuellement, ne font pas partie de la C.E.E., Communauté politique qui viendrait s'ajouter à l'actuelle Communauté économique. Je le répète, il ne serait pas question de remplacer la C.E.E.

...

La Communauté politique doit être établie sur une base démocratique indiscutable. Elle devra disposer d'un Parlement doté du pouvoir réel d'utiliser les instruments de conception et de mise en oeuvre de la politique à suivre. Elle devra disposer d'un Conseil de ministres auquel, dans les premiers temps de l'existence de la Communauté, les gouvernements nationaux devront donner mandat selon une procédure démocratique, mais dont l'action ne devra pas être entravée par un droit de veto national.

Elle devra disposer d'un organe exécutif, une Commission dotée d'un statut et de pouvoirs, qui sera responsable devant le Conseil et le Parlement. Les institutions n'atteindront leur développement complet qu'après une période de transition, mais elles devront, dès le début, être assez fortes pour que la Communauté ait la possibilité de prendre des décisions et d'agir.

Une telle Communauté aurait vraiment son mot à dire au sujet des problèmes de détente qui se posent en ce qui concerne l'Europe de l'Est, le Moyen-Orient ou d'autres régions du monde, problèmes face auxquels l'Europe est si impuissante à l'heure actuelle. Une telle Communauté, ayant défini sa politique européenne et sa propre politique de défense, dans le cadre de l'Alliance atlantique, mettrait l'Europe en mesure de réagir rapidement et avec réalisme à toute menace politique ou stratégique de l'Union soviétique. Elle nous permettrait de jouer un rôle bien plus concret dans la défense de notre propre continent, car elle pèserait plus efficacement sur les conceptions qui président aux destinées de l'Alliance occidentale.

...

Nous devons proposer une rencontre de tous les pays intéressés - une nouvelle Conférence de Messine - en vue d'ouvrir des négociations tendant à l'établissement de la Communauté politique européenne. C'est là le moyen de mettre fin à la stagnation actuelle. Nous nous devons, avec tous ceux qui souhaitent édifier une Europe prospère, démocratique et forte, d'unir nos efforts à cet effet.

(Guardian, 7 mars 1969)

## Italie

### 1. Déclarations du président du Conseil et de ministres italiens au sujet de la politique européenne de l'Italie

M. Rumor, président du Conseil des ministres, prenant la parole à la Chambre des députés a déclaré que son gouvernement encouragera à tous les niveaux

communautaires la réalisation des structures prévues par les traités européens. Malgré les difficultés créées par l'attitude française - a continué M. Rumor - il est nécessaire de promouvoir toute initiative réaliste qui, tenant compte du caractère supranational de la construction européenne et de l'opportunité de son élargissement à la Grande-Bretagne, permette de remettre en mouvement le processus européen. Le gouvernement considère comme fondamentale l'évolution accomplie par l'Angleterre, pays avec lequel l'Italie entretient des rapports de vive et cordiale collaboration qu'elle entend développer de manière à permettre son intégration économique et politique à l'Europe continentale. Aussi l'Italie se propose-t-elle de poursuivre fermement son action en faveur de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté en recherchant dans ce dessein des formes nouvelles et toujours plus efficaces de collaboration dans tous les domaines, y compris dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale.

L'Italie désire en outre favoriser l'intensification des rapports communautaires avec les pays de l'Est sur le plan commercial et culturel. Pour difficile et ardue que soit la progression européenne, elle doit être poursuivie d'une manière responsable, afin de donner un débouché aux aspirations des nouvelles générations.

Un dessein aussi vaste et contraignant, a conclu le président du Conseil, exige évidemment un large consentement et une puissante impulsion populaires. C'est une des raisons pour lesquelles l'Italie est favorable à l'élection au suffrage universel direct d'un Parlement européen.

Toujours au sujet de la politique européenne, il faut mentionner les déclarations de MM. Tanassi, ministre de l'industrie, et Malfatti, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères sur les problèmes de l'Euratom, faites aux commissions des affaires étrangères et de l'industrie de la Chambre des députés.

M. Tanassi, après avoir rappelé les étapes du déclin de l'Euratom, marquées par la diminution des crédits entre le premier et le deuxième plan quinquennal, a fait remarquer qu'il s'agit maintenant de jeter les bases du troisième plan quinquennal sur lequel l'attitude de la délégation française qui soutient le principe des programmes complémentaires (c'est-à-dire financés par les groupes de pays intéressés à la mise au point en commun d'un programme particulier de recherche) a empêché de parvenir à un accord. Le seul résultat atteint ayant consisté à renvoyer au 30 juin 1969 la définition des programmes futurs. La position de l'Italie se fonde sur deux exigences constructives : révision des modes d'intervention, afin de permettre la réalisation des programmes de recherche particuliers; relance d'une action communautaire de large envergure.

Malheureusement, a déclaré le ministre, alors que la position, claire et constructive, de l'Italie est fondée sur le principe que toute nouvelle initiative nucléaire européenne devra se situer dans le cadre de l'Euratom, la force cen-

trifuge (France d'une part, Allemagne et Pays-Bas, d'accord avec la Grande-Bretagne, d'autre part) tend à désarçonner et à ignorer l'Euratom en élaborant de nouveaux et révolutionnaires programmes technologiques.

Répondant enfin à une question précise de M. Barca, le ministre a précisé que l'Italie, tout en s'en tenant à la position exposée ci-dessus, ne néglige pas de prendre les contacts nécessaires avec d'autres pays avec lesquels elle pourrait éventuellement, à l'avenir, développer des initiatives fondées sur la collaboration internationale.

Le sous-secrétaire d'Etat, M. Malfatti, intervenant à son tour dans le débat, a rappelé la position critique que le gouvernement italien avait adoptée au cours des années passées à l'égard de la politique insatisfaisante suivie par Euratom. Le gouvernement lui reprochait, en particulier, d'apporter son appui, essentiellement financier, à des programmes nationaux en négligeant toute action de coordination effective et de rationalisation des efforts dans le secteur industriel. Le gouvernement italien nie avec intérêt que ces critiques sont à présent largement partagées, en particulier par l'exécutif communautaire.

Il s'efforcera, comme par le passé, de parvenir à faire regrouper l'essentiel de l'activité d'Euratom dans les établissements du Centre commun, et en même temps à faire indiquer les grands thèmes à affronter, tels la constitution d'un consortium pour la construction d'une centrale basée sur le système des réacteurs rapides et le problèmes de l'enrichissement de l'uranium. Nous nous trouvons dans une phase transitoire, a ajouté M. Malfatti, puisque l'on espère que l'on pourra prochainement discuter, dans le cadre communautaire, d'une politique énergétique commune et de la possibilité d'avoir dans le secteur scientifique et technologique, des programmes de collaboration entre les six pays et les pays qui ont demandé d'adhérer à la Communauté. Toutefois, c'est également en considération de cette phase de tension que le gouvernement italien a fermement soutenu au niveau communautaire que ce serait une grave erreur de démanteler le patrimoine d'hommes et de connaissances accumulé au cours de ces années par l'Euratom.

Le troisième sujet de politique européenne, et internationale d'ailleurs aussi, traité par le Parlement italien concernait le traité de non-prolifération. Le ministre des affaires étrangères, M. Nenni, a rappelé que lorsque le traité a été conclu par les trois grandes puissances il fut qualifié en Amérique de traité du siècle, salué chaleureusement à Moscou et considéré à Londres comme l'aiguillon qui pousserait les grandes puissances vers le désarmement. Au mois de juillet 1968 la Chambre et le Sénat approuvèrent la proposition du gouvernement de signer le traité. Survinrent alors les événements de Prague, qui incitèrent à observer un temps de réflexion avant de signer le traité. Cinq mois se sont écoulés depuis et la situation en Tchécoslovaquie est loin d'être normalisée. Elle ne le sera d'ailleurs pas avant que ne soit rétablie la situation qui existait avant le 21 août. Malgré l'angoisse de ces jours, le gouvernement estime devoir donner suite à la signature, considérant et espérant que



cette décision pourra contribuer à la création et au renforcement d'un climat de détente dans le monde, dont la Tchécoslovaquie elle-même bénéficierait. La signature du traité - a poursuivi le ministre - accroîtra, au lieu de l'affaiblir, la force morale et politique de l'Italie qui ne se lassera pas de demander à tous qu'ils respectent les termes inscrits dans le préambule du traité lui-même et rappelés par l'Assemblée générale de l'O. N. U.

En ce qui concerne l'agriculture, il faut rappeler les déclarations du ministre de l'agriculture et des forêts, M. Valsecchi, qui, répondant à des questions sur la crise que connaît la culture des agrumes, a fait remarquer que les difficultés du marché des oranges dépendent de l'abondante disponibilité de produits nationaux qui, pendant la campagne agricole en cours, a atteint 13.500.000 quintaux. L'accroissement sensible de la production enregistré au cours des six dernières années n'a pas été suivi d'un développement approprié des débouchés, la demande interne et internationale étant restée quasi stationnaire en raison de la concurrence accrue des autres pays producteurs et d'autres fruits hivernaux de conservation plus facile. Il faut rappeler à ce propos que la commercialisation des oranges, à l'instar d'autres fruits et légumes, est réglementée par des règles communes précises qui concernent d'éventuelles interventions sur le marché. Dans ce système la protection du produit est assurée par le retrait des surplus éventuels et par un régime de préférence sur le marché communautaire et de primes aux exportateurs destinées à faciliter l'écoulement sur les marchés des pays tiers.

La préférence communautaire est assurée par le tarif extérieur commun aux pays membres qui prévoient, pour l'exportation des oranges, une taxe ad valorem pouvant atteindre 20 %. Une taxe compensatoire complémentaire destinée à porter au niveau du prix minimum de référence les produits qui seraient éventuellement offerts à un prix inférieur, est également prévue.

Il faut toutefois reconnaître que certaines difficultés étant apparues lors de l'application de ces mesures, leur efficacité s'en est en partie ressentie. A l'occasion de la révision des règlements communautaires, l'Italie demandera l'application automatique de ces instruments capables de garantir une meilleure efficacité. En attendant, les démarches qui s'imposaient ont été faites auprès des organes communautaires compétents afin que le mécanisme qui assure la préférence aux produits communautaires dans la zone du Marché commun soit rendu pleinement opérant, au moyen surtout d'un contrôle plus rigoureux des conditions qui appellent l'application de la taxe gouvernementale.

En ce qui concerne les interventions sur le marché national, toujours dans le cadre des dispositions communautaires, le retrait des surplus par les organisations de producteurs, contre indemnisation par la Communauté, est prévu, à moins que l'absolue carence associative que l'on peut constater dans le secteur des fruits et légumes ne permette pas la mise en oeuvre de cette forme d'intervention. L'intervention publique de l'A. I. M. A. n'est en revanche permise que si le prix de marché descend au-dessous du prix d'achat fixé par les organes communautaires sur la base des moyennes arithmétiques des prix enregistrés au cours des trois dernières années sur les marchés représentatifs.

Cela ne s'étant pas produit pendant la campagne de commercialisation en cours, le ministre de l'agriculture n'a pu proclamer l'état de crise grave.

Le gouvernement italien toutefois a signalé aux organes communautaires, afin qu'ils adoptent éventuellement d'autres mesures, la grave situation que connaît la culture des agrumes en Italie, situation qui n'offre aucune perspective d'amélioration à brève échéance, du fait que la crise ne dépend pas d'une diminution de la demande. Le gouvernement a également adopté des mesures particulières. C'est ainsi qu'il a sollicité les ministères intéressés de faire campagne en faveur d'un accroissement de la consommation d'oranges et de faciliter l'écoulement de ce produit sur les marchés des pays tiers. Le ministre a conclu en soulignant la nécessité de réorganiser le secteur en ayant largement recours à des formes de coopération qui s'étendent également à la transformation et à la commercialisation des produits et à la modernisation des structures de production.

Toute initiative en ce sens sera encouragée par le gouvernement et pourra bénéficier des avantages appréciables prévus par le plan vert ainsi que des encouragements du F. E. O. G. A.

(Chambre des députés - Comptes rendus sommaires des 16 décembre 1968 et 24 janvier et 5 février 1969;

Bulletin des comités et commissions parlementaires, affaires étrangères et industrie du 9 janvier 1969)

## 2. Le ministre Bosco propose l'institution d'une Communauté européenne pour les problèmes de la jeunesse

Dans un éditorial écrit pour la "Rivista di studi europei" (Revue d'études européennes), le ministre Bosco a proposé l'institution d'un organisme à caractère communautaire, largement représentatif, qui soit en mesure d'oeuvrer dans l'intérêt des jeunes de toutes les nations du continent européen.

Dans son article, M. Bosco analyse tout d'abord les aspects positifs des trois Communautés existantes en Europe (la C. E. C. A., la C. E. E. et l'Euratom), lesquelles, a-t-il dit, même si elles ont été freinées dans l'élargissement de leurs limites territoriales et dans le développement de liens d'association, ont représenté et représentent encore un facteur déterminant de l'imposant développement économique et social des six pays. Il convient donc de reconnaître de façon réaliste que l'on a peut-être trop insisté sur la force de propulsion des activités mercantiles, alors qu'au contraire les valeurs culturelles et spirituelles ne faisaient que se renforcer. Selon lui, c'est probablement la raison pour laquelle "non seulement les trois Communautés, mais également les structures des Etats européens traversent actuellement une crise qui pourrait être précisément imputable à la prédominance de la civilisation de consommation dans la société moderne".

Ayant noté à ce sujet qu'une référence excessive aux intérêts matériels peut conduire fatalement à de nouvelles formes de nationalisme, le ministre a insisté sur la nécessité de reconnaître les dimensions plus vastes du monde moderne, non seulement en tant que reflet des conquêtes spatiales, mais également en raison de l'affirmation de nouveaux courants philosophiques qui reprennent l'ancien courant chrétien proclamant l'universalité des valeurs spirituelles et la fraternité du genre humain. Il s'agit évidemment de nouveaux horizons vers lesquels - continue l'éditorial - les jeunes surtout tournent leur regard. Parvenu à ce point, le ministre Bosco se demande s'il n'est pas possible que l'Italie prenne l'initiative de la création, à côté des trois Communautés existantes, d'une nouvelle Communauté européenne concernant les problèmes de la jeunesse. Cette nouvelle Communauté, qui, à son avis, sera naturellement ouverte à l'adhésion inconditionnelle de tous les autres pays, devrait institutionnaliser certaines formes de collaboration de la jeunesse, tels par exemple, les échanges culturels et artistiques, le renforcement des institutions universitaires, la reconnaissance des diplômes, la formation professionnelle des travailleurs, l'assistance aux pays en voie de développement et l'organisation sportive de la jeunesse tant au niveau national que multilatéral.

"Telles sont - estime M. Bosco - les nouvelles voies plus ouvertes aux valeurs universelles de la culture et qui évidemment ne sont pas liées aux intérêts économiques ou sectoriels. Certes, différentes institutions internationales, tels l'UNESCO et le Conseil de l'Europe, se sont déjà occupées des jeunes, mais le problème ne peut être résolu uniquement avec des réformes internes de caractère législatif; il est nécessaire de donner aux jeunes une tribune internationale qui les fasse participer aux décisions les intéressant le plus directement." A cet effet, la quatrième Communauté européenne pour les problèmes de la jeunesse devrait tendre à créer un organisme élu des jeunes.

(Il Popolo, 2 février 1969)

### 3. M. Pedini souligne le rôle de la politique commerciale dans la construction communautaire

M. Pedini, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a inauguré le 3 février dernier les cours de l'Ecole supérieure d'études économiques européennes de Parme, et à cette occasion, a parlé de la politique commerciale communautaire.

L'orateur a déclaré que le traité de Rome ne conçoit pas le Marché commun comme un ensemble autarcique, mais comme une région cohérente où la libre circulation des facteurs de production en augmente la compétitivité. L'évolution historique, consécutive à l'élaboration du traité, n'a fait que mettre davantage en lumière la nécessité de faire du Marché commun une vaste région

qui soit capable de contribuer à l'accroissement international des échanges. De fait, depuis 1958, les tendances à la libération des échanges et à la lutte compétitive des marchés n'ont fait que s'accroître au plan mondial.

Cette tendance, il est vrai, en particulier celle du G.A.T.T., renforcée par le "Kennedy round", a aggravé l'écart entre régions riches et régions pauvres du monde; mais il reste que le dualisme qui guette aujourd'hui l'économie mondiale, loin de pouvoir être corrigé par un retour à l'autarcie des grandes communautés, ne saurait l'être que par une plus grande intégration économique de ces communautés internationales.

La politique commerciale de la C.E.E. se fonde sur l'harmonisation réciproque de la politique des échanges des six pays de la Communauté avec celle du reste du monde. Le traité définit des règles précises qui, malheureusement, ne sont encore appliquées qu'en partie. Il faut que les pays de la Communauté dégagent une politique unique en matière de libération, de contingents, d'accords commerciaux, afin de pouvoir se présenter sur la scène internationale comme un seul partenaire.

Certains aspects de la politique commerciale de la Communauté en font une partie essentielle de sa politique extérieure. En effet, à la considérer de près, elle se divise en trois grands secteurs. Ce sont : le commerce avec les pays industrialisés, le commerce avec les pays en voie de développement et le commerce avec les pays à économie d'Etat.

Si le "Kennedy round" et le G.A.T.T. ont tracé désormais une voie précise au premier secteur, il reste beaucoup à faire pour une politique commune à l'égard de l'Est, et à l'égard des pays en voie de développement, même si, pour ce dernier secteur, l'association entre la C.E.E. et les pays africains et malgache constitue une expérience d'une importance incontestable.

Il s'impose donc d'avancer, sans oublier que sa politique commerciale permet à la Communauté de compléter son caractère de marché régional international. Là, précisément, réside la nouveauté des espoirs communautaires.

En effet, s'il est vrai que l'extrême contraste entre pays industrialisés et pays en voie de développement compromet la paix dans le monde et exige de profondes transformations dans l'organisation du marché mondial, il est vrai aussi qu'un nouvel ordre économique mondial ne peut être fondé que sur la base de quelques grandes organisations régionales, parmi lesquelles la Communauté européenne est à coup sûr l'une des plus importantes.

En conclusion, M. Pedini a affirmé que seules la coordination des forces d'expansion de toute l'Europe et leur transformation en un élément moteur des échanges mondiaux, permettront de rétablir l'équilibre dans un monde qui n'est que trop déchiré entre le sous-développement et les crises de surproduction.

(Il Popolo, 4 février 1969)

#### 4. Le ministre Lauricella et les problèmes de la recherche

M. Lauricella, ministre italien de la recherche scientifique, a déclaré, dans une interview accordée à l'"Avanti", que les questions de la recherche nucléaire, de la fonction du C. N. E. N. et de la position de l'Italie à l'égard de la crise d'Euratom constituent ses préoccupations tout immédiates. Il s'y ajoute celles qui viennent du problème hydrologique qui se pose à toute la péninsule, si l'on veut éviter les catastrophes et les dégâts irréparables dont l'Italie a été victime ces dernières années.

Il y a aussi le problème de la pollution des mers, des lacs, des fleuves, au sujet duquel des études ont déjà été mises au point par le comité ad hoc, institué sous l'égide du Conseil national de la recherche.

Il y a enfin les problèmes complexes de l'aménagement de la lagune de Venise.

Le ministre a déclaré ensuite que l'Italie ne dispose pas encore d'un inventaire des recherches faites par l'industrie, ni de celles entreprises sur l'initiative d'organismes publics. D'autre part, il n'y a pas de collaboration efficace en matière de recherche entre les industries et les universités, entre les organismes publics et l'initiative privée. Il est certain que c'est là un état de choses anormal auquel il faudra remédier.

Traitant de l'écart technologique entre les Etats-Unis et l'Europe, le ministre a expliqué que l'avantage américain est dû à l'unité qui a caractérisé l'origine et l'évolution de la puissance des Etats-Unis. La grande dimension des marchés, la nécessité de faire face aux besoins d'une vaste population ont exigé, en un premier temps, la création de vastes ensembles économiques et, en un second temps, le perfectionnement incessant de leur production en collaboration étroite avec le monde de la recherche. La puissance économique et technique de l'U. R. S. S. repose sur un élément analogue, c'est-à-dire sur la conception unitaire des structures politiques, même si les principes en sont opposés à ceux des Etats-Unis.

Si la politique de la recherche, en Europe, doit être couronnée de succès, a conclu M. Lauricella, il faut créer les prémisses de cette unité qui ont permis aux Etats-Unis et à l'U. R. S. S. d'accéder, dans la recherche, à ces positions que nous connaissons tous.

(L'Avanti, 6 février 1969)

#### 5. Discours du ministre Colombo sur les perspectives actuelles de la construction européenne

M. Colombo, ministre du Trésor, a parlé, dans le discours d'ouverture qu'il a prononcé à l'Institut d'études européennes Alcide De Gasperi à l'occasion

de l'inauguration des cours de l'Ecole de perfectionnement d'études européennes, des "perspectives actuelles de la construction européenne".

Après avoir fait remarquer, en se référant à un récent discours du président Nixon, que le "fleuve de paroles auquel nous nous sommes trop laissé aller au cours des vingt dernières années" à propos du problème de la construction européenne, a provoqué "un détachement, une fatigue, une crise de confiance qui se répercutent sur les jeunes générations", le ministre a abordé quelques grands problèmes que la Communauté européenne est en train d'affronter ou devra affronter dans un avenir immédiat.

En ce qui concerne l'intégration agricole, M. Colombo a fait remarquer que la politique des marchés et des prix a naturellement été, au départ, le résultat d'un choix obligatoire destiné à donner une impulsion directe à l'unification de l'agriculture des six pays et à garantir la stabilité et le caractère rémunérateur des prix des produits agricoles. Mais l'expérience a montré que cette politique doit être revue afin d'éliminer la création constante et croissante de surplus, trop onéreux pour les collectivités nationales, et de donner en même temps le coup d'envoi à une politique des structures appropriée qui permette de placer l'agriculture communautaire sur un plan de compétitivité mondiale.

Le ministre a ajouté : "Un examen même rapide de problèmes tels que ceux de l'agriculture, de la monnaie et de la coordination des politiques économiques, qui conditionnent la réalisation de l'union économique, montre que leur solution ne peut automatiquement être dégagée des normes indicatives du traité, mais qu'elle nécessite des décisions politiques obligatoires ayant trait aux structures, à l'action et à la composition de la Communauté.

Ceux qui refusent ne fût-ce que d'examiner la possibilité d'un élargissement géographique de la Communauté ne peuvent prétendre - sans pécher gravement contre la logique - être favorables à son renforcement. Ce serait priver les mots de leur sens, ce serait dire que les deux concepts se contredisent alors qu'ils se complètent au contraire : l'inclusion, dans la Communauté, de nouveaux pays ayant atteint une maturité nécessaire n'est qu'un des aspects de son renforcement.

La crise communautaire ne provient pas seulement d'une divergence de vues opposant la France, d'une part, aux cinq autres gouvernements, d'autre part, sur le thème de l'entrée de la Grande-Bretagne, mais de la difficulté, face à des positions jusqu'à présent immuables et intransigeantes, de parvenir, même graduellement, aux développements des organismes de Bruxelles que les temps exigent. L'objection selon laquelle il y a tant de choses concrètes sur lesquelles une entente et des progrès sont possibles porte également à faux. On peut faire preuve, je dirais même qu'il serait bon que l'on fût preuve, en la matière, du maximum de bonne volonté, et ne pas se refuser d'apporter à l'édifice européen les progrès actuellement réalisables.

Personne ne désire, les Italiens encore moins, a souligné à ce propos le ministre Colombo, faire quelque chose sans la France. Et c'est avec un profond regret que nous constatons combien étroit est pour le moment l'espace dans lequel il nous est possible de progresser avec elle. Nos efforts doivent tendre constamment à élargir cet espace, ainsi qu'à maintenir une identité de vues avec l'Allemagne et avec les pays du Benelux, en faisant appel, entre autres, aux capacités naturelles de profonde compréhension entre les deux peuples. Mais il doit être bien clair aussi que notre sens des responsabilités nous pousse également à ne pas refuser à aller de l'avant sur la voie de la construction européenne dans les secteurs non couverts par le traité, uniquement parce que Paris n'est pas actuellement disposé à nous suivre."

Le ministre Colombo a ensuite souligné que "la vision que nous avons est celle d'une Europe qui, dans le contexte atlantique, ne perde pas son identité sans toutefois tomber dans le péché d'un nationalisme européen, qui sache résister aux tentations de la troisième force et être une force d'équilibre et de paix".

Soulignant la nécessité de faire participer les jeunes à la relance politique de l'Europe, le ministre Colombo a déclaré : "La relance, pour réussir, doit appartenir aux jeunes, en refléter les espérances et les problèmes, les aspirations et les recherches, c'est-à-dire la façon d'être et de penser. Une grave question se pose ici : "L'Europe représente-t-elle toujours, pour les jeunes, cette idée-force qu'elle a été pour nous dans l'après-guerre; ne leur apparaît-elle pas plutôt comme un résidu quasi rhétorique, une belle promesse non tenue et dépassée par les événements ? Je crois que nous devons avoir le courage de constater que, depuis quelques années du moins, une bonne partie des éléments les plus remuants mais également les plus vifs des jeunes générations, sans distinction de parti politique, n'arrive plus à trouver dans l'oeuvre d'édification européenne à laquelle elle assiste, cette perspective de solution de bon nombre des problèmes de la société, que nous entrevoyions dans l'Europe. Quelles sont les raisons de cet obscurcissement, quels en sont les remèdes ?

La création toujours remise d'une Europe vraiment unie, d'une Europe capable de donner un sens supérieur au travail et aux efforts des peuples qui la composent, ne pouvait pas ne pas provoquer chez les jeunes un contrecoup psychologique et moral extrêmement fort.

La contestation estudiantine s'est manifestée, sous des formes diverses il est vrai, dans tous les pays d'Europe. Elle a ignoré les frontières et les nationalismes, se rendant parfois même le porte-parole d'un internationalisme confus. Elle provient également de la déception européenne à la suite de notre incapacité de développer d'une façon constante, à côté des discussions techniques nécessaires, un discours idéal ouvert à l'apport des jeunes."

(Corriere della Sera, 8 février 1969;  
Il Popolo, 8 février 1969;  
Avvenire, 8 février 1969)

## 6. Déclarations de M. Nenni, ministre des affaires étrangères, au Sénat

Prenant la parole au Sénat, M. Nenni, ministre des affaires étrangères, a rappelé que le gouvernement italien avait présenté au Conseil des ministres de l'U.E.O., qui s'est tenu à Luxembourg les 6 et 7 février, un document contenant une série de propositions tendant à intensifier la coopération européenne, et que ces propositions avaient rencontré l'adhésion de 6 des 7 Etats membres de l'Union. Le ministre des affaires étrangères britannique avait, pour sa part, proposé de demander la convocation du Conseil de l'U.E.O. pour examiner la question du Moyen-Orient.

La proposition britannique, qui avait été favorablement accueillie par l'Italie, la République fédérale d'Allemagne et les trois pays du Benelux, prit corps dans la réunion du Conseil de l'U.E.O. qui se tint le 14 février à Londres en l'absence de la représentation française. Après avoir relevé que le gouvernement français a tiré argument de cette absence volontaire pour contester la légalité formelle de la réunion de Londres ainsi que de la réunion suivante du 18 février et que cette position apparaît non seulement indéfendable sur le plan juridique du fait qu'elle est en contradiction avec l'esprit et la lettre du traité, mais surtout insoutenable sur le plan politique, le ministre a fait remarquer que les pays européens ne réussiront à être pleinement indépendants et à participer à l'établissement d'une paix durable dans le monde, que s'ils réalisent l'unité politique et économique de l'Europe. D'autre part, s'il existe un problème qui intéresse l'Europe, c'est bien celui du Moyen-Orient. Or, l'enceinte la plus appropriée pour en discuter est certainement l'U.E.O. qui se prête d'ailleurs également parfaitement à l'examen des problèmes concernant les relations avec les Etats-Unis et l'U.R.S.S., la sécurité européenne et le dialogue qui doit être repris, malgré Prague, avec les pays de l'Est. Le ministre s'est ensuite demandé à quoi il sert de discourir, comme le fait Paris, sur une Europe européenne, lorsqu'on procède à coups de veto dans le Marché commun, à coups de veto dans l'U.E.O. et que l'on rêve de Dieu sait quelle espèce de directoire, alors que l'Europe a besoin de tous les pays démocratiques, comme un jour elle aura besoin de ceux du Centre et de l'Est.

M. Nenni a ensuite souligné la nécessité de faire progresser le processus d'unification jusqu'à ce que l'on en arrive à une véritable communauté supranationale. D'où l'impossibilité d'accepter le fait que le refus d'un seul gouvernement suffise à arrêter le mouvement vers la recherche de la concorde et de l'unité.

L'Italie est prête à reprendre le dialogue à la réunion du Conseil des ministres de l'U.E.O. du 5 mai et à discuter avec la France au cours de la visite que le ministre des affaires étrangères de ce pays fera, comme il a été annoncé, à Rome. Nul ne peut ignorer cependant que le gouvernement italien entend progresser, si cela est possible, dans la voie de l'intensification de la coopération politique dans le cadre de l'U.E.O., telle qu'elle a été indiquée à Luxembourg, ou chercher d'autres possibilités avec ceux qui partagent sa façon de



voir sur l'impérieuse nécessité d'harmoniser et de concerter les politiques des pays de l'Europe afin d'arrêter des positions communes sur les problèmes essentiels de la politique internationale.

Le ministre des affaires étrangères a ensuite parlé de la reprise, à Genève, des travaux du Comité des 18 pour le désarmement, et a souligné que ces travaux peuvent repartir sur la base solide que constitue le traité de non-prolifération et que l'Italie aura alors l'occasion d'intervenir afin que les dispositions de ce traité relatives à l'assurance donnée à tous les Etats de pouvoir s'adonner à l'exploitation pacifique de la technologie nucléaire reçoivent une application concrète.

Se référant enfin aux événements de Tchécoslovaquie, le ministre a fait remarquer que la signature par l'Italie du traité de non-prolifération n'a en rien modifié ou atténué le jugement du gouvernement sur ces événements, ni affaibli le moins du monde le sentiment de solidarité avec le peuple tchécoslovaque dont la résistance à l'occupation est une des plus belles manifestations de la dignité humaine et nationale.

(Sénat de la République, compte rendu du 25 février 1969)

#### 7. Visite à Rome de M. Rey, président de la Commission de la Communauté, et des ministres Harmel, Brandt et Luns

Trois ministres des affaires étrangères de pays européens et le président de la Commission de la Communauté, M. Rey, se sont tour à tour rendus à Rome.

M. Rey a rencontré, le 7 mars, le président du Conseil, M. Rumor, et le ministre des affaires étrangères, M. Nenni. L'échange de vues des trois hommes a porté sur la fin prochaine de la période transitoire du Marché commun, le renforcement des institutions communautaires, le mémorandum de la Commission sur la politique agricole et l'avenir de l'Euratom.

M. Rey a en outre tenu au Centre d'études pour la conciliation internationale, à Rome, une conférence au cours de laquelle il a déclaré qu'on n'élimine pas un problème en renonçant à le résoudre. En effet, repousser la Grande-Bretagne, qui frappe à la porte de la Communauté européenne, ne signifie pas résoudre le problème que pose sa candidature. Il est bien exact que la Grande-Bretagne doit surmonter des difficultés internes. Il est vrai également qu'élargir la Communauté de façon à ce que ses membres passent de six à dix implique une modification notable de ses structures. Mais ce sont là des problèmes qu'il faut examiner et résoudre; on ne peut les mettre de côté en espérant qu'ils se résoudront d'eux-mêmes.

Parmi les ministres des affaires étrangères, le premier à se rendre à Rome a été le ministre belge, M. Harmel. Sa visite a permis de constater l'accord

qui existe entre les gouvernements de Bruxelles et de Rome sur les problèmes relatifs à la politique européenne et plus spécialement à l'U. E. O.

Cela a été ensuite le tour de M. Brandt, ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, qui a eu des conversations avec le ministre des affaires étrangères, M. Nenni, le 14 février. Les deux ministres ont notamment parlé de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne. M. Brandt a rappelé que l'Angleterre a invité l'Allemagne et les autres pays à adopter une attitude plus résolue à l'égard de la France. Les deux ministres se sont déclarés favorables à des consultations avec l'Angleterre dans le cadre de l'U. E. O.

La dernière visite a été celle du ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, M. Luns, qui a eu lieu le 19 mars. Au cours des conversations que M. Luns a eues avec des personnalités italiennes, celles-ci ont attiré son attention sur les problèmes que pose à l'Italie la signature du traité de non-prolifération des armes nucléaires en ce qui concerne l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Un de ces problèmes est né de l'accord intervenu entre l'Angleterre, les Pays-Bas et l'Allemagne pour la production d'uranium enrichi. A ce sujet, le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas a donné l'assurance que son pays favorisera l'association de l'Italie et d'autres pays à cet accord dès qu'on passera de la phase purement expérimentale à celle de l'utilisation pratique.

(Corriere della Sera, 19 février et 8 mars 1969;  
Le Soir, 14 janvier 1969;  
La Stampa, 20 mars 1969)

## Luxembourg

### Aspects européens de la politique du nouveau gouvernement

A la suite des élections législatives qui se sont déroulées le 15 décembre 1968, M. Werner a constitué, le 6 février 1969, un gouvernement de coalition entre le parti chrétien social et le parti démocratique.

M. Werner, président du gouvernement a prononcé, le 11 février 1969, devant la Chambre, la déclaration gouvernementale.

En matière de politique étrangère et communautaire, le président a déclaré : "Il est bon de rappeler cependant le rôle fondamental d'une politique étrangère du Grand-Duché à la fois judicieuse et active, à la base de laquelle se trouvent la sauvegarde de la personnalité et de la souveraineté du pays et qui réfléchit notamment sur le développement de nos activités économiques par l'élargissement et la conquête des marchés.

La vie en commun des nations comporte des obligations réciproques et jour-nellement se nouent de nouvelles solidarités. La constance de nos objectifs dans ce domaine me dispense d'y consacrer de longs développements.

Toutefois, je ne peux passer sous silence l'intérêt particulier que nous conti-nuons à attacher à la politique d'intégration dans de plus vastes ensembles économiques et à l'extension des processus communautaires dans les matières économiques et politiques où la cohésion indispensable de l'Europe de plus en plus unie l'exige.

A des degrés d'union successifs, nous réaffirmons les liens particuliers avec nos partenaires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et du Benelux ainsi qu'avec les autres membres des Communautés européennes.

L'élargissement de ces Communautés par l'adhésion d'autres pays européens, leur renforcement par une intégration toujours plus poussée demeurent des buts essentiels de la politique étrangère.

Le gouvernement entend maintenir sa fidélité à l'Alliance atlantique, sans pour autant perdre de vue l'amélioration progressive de ses rapports avec les pays qui n'en font pas partie.

Dans le cadre des organisations internationales spécialisées, nous nous effor-cerons d'apporter une contribution valable à l'aide aux pays moins favorisés.

Le gouvernement défendra la position luxembourgeoise pour ce qui est de la vocation européenne de la capitale et de la position qu'elle a acquise comme centre financier international."

(Luxemburger Wort, 12 février 1969)

## Pays-Bas

### 1. Rapport sur Euratom présenté par le ministre des affaires économiques devant les commissions des affaires étrangères et de l'énergie nucléaire

M. L. De Block, ministre des affaires économiques, a déclaré devant les com-missions des affaires étrangères et de l'énergie nucléaire que la position des Pays-Bas à l'égard d'Euratom deviendrait délicate si l'on ne parvenait pas à un accord sur la poursuite des activités du Centre d'Euratom de Petten et en particulier sur l'exploitation par Euratom du réacteur à haut flux. Si besoin est, ce réacteur sera maintenu en activité pour le compte de l'Etat néerlandais. Des intérêts importants sont en jeu. Cette station d'essai est exploitée pour le compte d'Euratom par le "Reactorcentrum Nederland". Elle suscite beaucoup d'intérêt. Si Euratom n'octroie plus de crédits pour les activités

menées par les Pays-Bas dans le cadre d'associations, le pays sera confronté à un difficile problème budgétaire. Le montant de 20 millions prévu pour Euratom pour l'année 1969 serait alors insuffisant.

Au sujet de la crise que traverse Euratom, le ministre a déclaré qu'il manque à cette organisation une direction compétente. Selon lui, le fait que la Commission et les ministres chargés des questions relatives à Euratom ne disposent pas de connaissances techniques suffisantes, constitue un sérieux handicap. Il serait souhaitable, à son avis, de constituer un conseil d'experts qui pourraient donner au Conseil de ministres des appréciations sur les plans d'Euratom.

D'autre part, M. L. De Block s'est montré très pessimiste quant à l'avenir d'Euratom. La politique énergétique et industrielle de l'Europe est défavorisée par des structures et des intérêts nationaux divergents. Le ministre des affaires économiques pense que ces intérêts nationaux continueront de déterminer l'évolution dans ce domaine.

A son avis, Euratom aura également une tâche à accomplir dans le domaine de la recherche générale et dans celui des services, c'est-à-dire dans des domaines où il n'y a pas d'applications industrielles directes. Mais il n'est pas arrivé, sur ce point non plus, à une identité de vues avec ses collègues. Le potentiel de recherche nucléaire des Six est en effet déjà trop grand. Les Etats membres devraient céder une partie de leur propre recherche à Euratom. On sait que la France voudrait utiliser la plus grande partie de la capacité des Centres d'Euratom pour l'exécution de programmes complémentaires. Autrement dit, l'utilisation des trois quarts environ des moyens dont disposent les organisations européennes dépendrait du consentement des Etats membres à apporter une contribution volontaire à certains programmes. Les Pays-Bas sont opposés à une telle conception. La Belgique a proposé que l'infrastructure de ces centres soit en tout cas financée en commun.

Le ministre De Block craint en outre que des difficultés surgissent à propos de la clé de répartition.

Il a par ailleurs attiré l'attention sur le problème difficile que posent les réacteurs à eau lourde dont quatre types sont actuellement mis au point dans la C.E.E. Un choix doit être fait parmi ces différents types et, selon le ministre, il ne faut pas s'attendre à ce que l'accord se fasse sur ce point. A l'exception du projet Orgel, ce type de centrales nucléaires est développé dans le cadre de programmes nationaux. Euratom participe à ces travaux en vertu d'accords d'association. La Commission européenne a affecté 50 millions d'unités de compte à la mise au point des réacteurs à eau lourde. M. De Block a encore indiqué que les pays du Benelux n'y interviennent que pour une part infime.

A la question de savoir si l'absence d'une législation européenne sur les sociétés n'est pas à l'origine de la situation actuelle, M. De Block a répondu

que cette législation ne jouerait un rôle qu'en cas de fusion. Or, en ce moment, aucune fusion par delà les frontières n'est envisagée par des entreprises du secteur nucléaire.

Répondant à des questions qui lui avaient été posées au sujet du projet Orgel, M. De Block a indiqué que la demande, faite à l'industrie au sujet de la soumission d'un projet de grand réacteur, n'avait suscité qu'une seule réaction. Cette offre ne répondait d'ailleurs pas aux conditions imposées.

(Lettre du ministre des affaires économiques, session 1968-1969, n° 9800-20, Seconde Chambre;  
Handels & Transport Courant, 30 janvier 1969)

## 2. Débats de la Seconde Chambre sur la politique européenne

Au cours des débats que la Seconde Chambre a consacrés les 25, 26, 27 février et les 5 et 6 mars au budget du ministère des affaires étrangères, M. Luns, ministre des affaires étrangères, n'a laissé subsister aucun doute quant à la volonté du gouvernement néerlandais de ne rien modifier à sa politique européenne.

Au sujet de la collaboration politique, M. Luns a déclaré que les propositions du Benelux concernant la coopération au sein de la grande Europe n'ont pas été retirées et que le Benelux mettra tout en oeuvre pour qu'elles soient discutées à nouveau dès qu'il sera possible de le faire avec des chances de succès. Il s'agit des propositions faites au début de 1968, de mener, en commun avec les pays européens qui le désirent et en dehors des Communautés européennes, des activités communes dans des domaines qui ne sont pas régis par les traités européens. Les domaines cités concernaient la mise au point, la production et l'achat en commun de matériel militaire, la collaboration dans des domaines technologiques et scientifiques nettement circonscrits, ainsi que l'aide aux pays en voie de développement.

Sur le plan politique, il avait été proposé de perfectionner les consultations au sein du Benelux sur la politique étrangère. D'autre part, l'espoir avait été exprimé que d'autres pays participeraient à ces échanges de vues, témoignant ainsi de leur volonté d'aboutir à l'unité politique de l'Europe.

Ce plan n'est pas devenu caduc par la présentation du plan Harmel de coopération au sein de l'Union de l'Europe occidentale dans les domaines militaire, technologique, monétaire et celui de la politique étrangère, ni par sa version simplifiée, le plan Nenni, qui se limite à des consultations politiques au sein de l'U.E.O.

M. Luns a fait connaître sans équivoque son point de vue sur la crise de l'U.E.O. et sur le problème des consultations politiques au sein de cette organisation.

Il a qualifié d'indéfectible l'interprétation (très restrictive) donnée par la France aux dispositions du traité de l'U. E. O. relatives à la règle de l'unanimité. Il a en outre souligné que les six autres membres ne suivraient pas la France si elle quittait l'organisation, en dépit de la disposition selon laquelle le traité lie les membres pour 50 ans au moins. Pour ces six pays, les obligations imposées par le traité resteraient en vigueur, a ajouté M. Luns, qui a fait remarquer à ce propos qu'il serait paradoxal que l'article 5 du traité prescrive une aide militaire automatique au cas où un des pays membres serait attaqué, mais que les Etats membres ne puissent se consulter en temps de paix du fait de l'opposition de l'un d'entre eux. Il a du reste rappelé que l'ordre du jour du Conseil de l'U. E. O. contient toujours un point "événements imprévus" qui permet à chaque membre de soulever n'importe quelle question sans que l'unanimité soit requise.

Répondant à des questions sur la politique européenne dans le bassin méditerranéen posées entre autres par MM. Visser (D. 66) et Schuijt (Parti Populaire Catholique), qui se prononçaient en faveur de l'association d'Israël et se demandaient dans quelles mesures il serait utile et judicieux de lier les associations de la Turquie et du Maroc à celle d'Israël, M. Luns a dit que les Pays-Bas avaient déclaré à plusieurs reprises que la C. E. E. devait mener une politique harmonieuse à l'égard de l'ensemble du bassin méditerranéen et qu'il fallait éviter que l'octroi de préférences commerciales à certains pays de cette région n'affectât les débouchés des autres sur le marché de la C. E. E. M. Visser ayant suggéré d'accorder aux pays arabes voisins d'Israël des crédits au développement en compensation d'une association avec Israël, M. Luns a affirmé que les Pays-Bas ne verraient aucune objection à ce qu'un certain nombre de pays arabes du bassin méditerranéen bénéficient également d'un régime particulier dans leurs échanges avec la C. E. E. Il a cependant fait remarquer qu'à l'exception de la Tunisie et du Maroc, aucun de ces pays n'avait jusqu'à présent manifesté le moindre intérêt pour un tel régime.

Le gouvernement s'efforce, à l'occasion de la signature des accords d'association avec la Tunisie et le Maroc, d'obtenir au moins un mandat en ce qui concerne Israël. M. Luns ne se cache cependant pas de ce que les chances d'y arriver sont assez minces. Les nombreuses discussions dont cette question a fait l'objet montrent que, dans les circonstances actuelles que connaît le Moyen-Orient, un Etat membre se refuse à collaborer à la conclusion de tout arrangement avec Israël, même sur le plan de la procédure. Néanmoins, sur le plan tactique, les Pays-Bas exploiteront, en faveur d'Israël, l'accord avec le Maroc et la Tunisie aussi longtemps que cela sera possible. Le ministre a discuté l'ensemble de ces problèmes avec son collègue français, mais il n'a pas eu l'impression que la France modifierait son attitude. Celle-ci lui est en effet dictée au niveau le plus élevé. La question qui se pose à présent est de savoir si les Pays-Bas doivent passer de la menace implicite à des actes irrévocables. Après mûre réflexion, le gouvernement en est arrivé à la conclusion que ce ne serait pas une politique judicieuse. Nier les deux problèmes ce serait bloquer pour une période illimitée l'association avec la Tunisie et le Maroc sans pour autant progresser sur la voie d'une solution en

faveur d'Israël. Le blocage de l'association des deux pays nord-africains ne peut constituer une pression efficace sur la France. Il ne faut pas oublier que celle-ci entretient toujours des rapports économiques particuliers avec ces pays en vertu du "Protocole marocain". La France n'a donc aucun intérêt direct à la conclusion de ces accords d'association. On peut même dire qu'ils affaibliraient l'influence de la France en accroissant celle des autres pays de la C. E. E. En freinant l'association de ces pays nord-africains, on ne peut donc atteindre la France en aucune manière, ni sur le plan politique ni sur le plan économique. En outre, le Maroc et la Tunisie représentent l'aile de loin la plus modérée du camp arabe. Ces pays constituent un élément appréciable de stabilité dans le bassin méditerranéen. "Il est permis de penser que l'association de ces pays avec la C. E. E. contribuerait au maintien de cette situation. Bloquer l'association aurait sans doute un effet contraire et provoquerait l'irritation de ces pays non seulement à l'égard de la C. E. E. et en particulier des Pays-Bas, mais aussi à l'égard d'Israël."

En 1957, année de la signature du traité de la C. E. E., les six gouvernements ont fait, à l'intention des pays indépendants appartenant à la zone franc, au nombre desquels figurent la Tunisie et le Maroc, une déclaration dans laquelle ils se disaient prêts, dès l'entrée en vigueur du traité - condition réalisée voici quelques mois déjà - à proposer à ces pays des négociations "en vue de la conclusion de conventions d'association économique à la Communauté". Ayant de longue date la réputation de ne jamais manquer à ses engagements, il est à présent très difficile au gouvernement néerlandais d'oublier cette promesse.

(Seconde Chambre, Session 1968-1969, affaires étrangères, le 27 février 1969)

### 3. Coopération entre les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la République fédérale en vue de la création d'un établissement d'enrichissement de l'uranium

Le 11 mars 1969, à Londres, l'Angleterre, l'Allemagne occidentale et les Pays-Bas ont abouti à un large accord sur un plan commun relatif à la production, par la méthode d'ultracentrifugation mise au point par le Professeur Kistemaker, d'uranium enrichi à destination pacifique. Selon le communiqué publié à l'issue des entretiens, cette production aura lieu en Angleterre et aux Pays-Bas, cependant qu'en Allemagne occidentale s'établira le centre administratif. Des fonctionnaires des trois gouvernements doivent encore mettre au point les derniers détails et un projet de traité qui sera examiné au cours d'une nouvelle rencontre ministérielle, prévue pour le mois de juin.

Les trois pays mettront en place deux organisations :

1. un consortium anglo-germano-néerlandais qui sera chargé de la construction des centrifugeuses et des centrales d'enrichissement;

2. un groupe industriel composé d'entreprises des trois pays, qui sera chargé de la production proprement dite de l'uranium enrichi.

En outre, les ministres ont décidé de "communautariser" la recherche relative à la méthode des centrifugeuses et d'utiliser, autant que faire se pourrait, les laboratoires nationaux et les laboratoires industriels existants. Il a été convenu que la construction des deux premières centrales communes commencerait simultanément en Angleterre et aux Pays-Bas.

Les ministres reconnurent unanimement la nécessité, par suite du traité de non-prolifération des armes nucléaires, d'engagements réciproques appropriés et de clauses de garantie. L'Union soviétique a déjà déclaré que le projet risquait d'aider l'Allemagne de l'Ouest à acquérir des armes nucléaires.

M. Stoltenberg, ministre d'Allemagne occidentale, a déclaré au cours d'une conférence de presse, qu'il n'existait pas de divergences de vues fondamentales sur le principe de la non-dissémination.

Le ministre De Block se dit enthousiasmé par les progrès réalisés en ce qui concerne ce projet. Aussitôt que seront levés certains problèmes qui subsistent encore, un traité pourra être conclu.

Au début du mois d'avril commencera la construction, aux Pays-Bas, d'une installation pilote de production d'uranium enrichi. Ce combustible doit alimenter en quantité suffisante et à des prix avantageux les centrales nucléaires, qui pourront ainsi concurrencer l'électricité produite par la voie classique. Cette fabrique, d'une capacité annuelle de 25 tonnes d'uranium enrichi, pourra être mise en service au milieu de 1971. Les Pays-Bas créeront également une fabrique chargée spécialement de la production des tambours requis pour l'enrichissement de l'uranium et qui sont l'objet d'une recherche technologique très active aux Pays-Bas.

L'industrie participe au projet relatif à l'uranium. Quant à la participation d'autres gouvernements et de l'industrie aux projets relatifs aux ultracentrifugeuses, les consultations ne sont pas terminées. A tout moment, il demeurera possible d'admettre la participation de tiers.

A La Haye, on ne s'inquiète guère des critiques suscitées par le fait que les autres pays européens ne participent pas aux conversations qui ont lieu entre les trois pays sur le projet relatif à la production par ultracentrifugeuse d'uranium enrichi destiné à une utilisation pacifique. On sait, disent les milieux compétents, que d'autres pays s'intéressent au projet auquel viennent de s'atteler la Grande-Bretagne, l'Allemagne occidentale et les Pays-Bas et que, d'après le communiqué publié à Londres à l'issue de leurs entretiens récents, ils pensent réaliser à court délai. Cet intérêt s'était déjà partiellement manifesté avant les premiers entretiens entre les trois pays.



Bien que le caractère "ouvert" du projet relatif aux ultracentrifugeuses ait été formellement affirmé, les conversations entre les trois pays promoteurs n'étaient pas la tribune qui convenait pour, dès ce stade, y admettre d'autres pays, car l'apport de ces derniers aux négociations n'aurait pu être jugé de valeur équivalente.

Les deux séries de conversations tripartites qui ont eu lieu successivement à La Haye et à Londres, étaient conçues comme des entretiens entre parties capables d'apporter une contribution à peu près équivalente à un projet commun. Cette notion d'apport doit être comprise dans son sens le plus large; elle embrasse aussi bien les aspects techniques que les aspects scientifiques et commerciaux de la création d'une fabrique de matière fissile. Il n'y avait, à ce stade des négociations, aucune raison d'y associer d'autres pays. Le ministre De Block a souligné qu'il serait possible à d'autres pays de participer aux projets. La commission permanente des affaires étrangères et de l'énergie nucléaire de la Chambre a été informée confidentiellement par le ministre De Block du résultat des entretiens.

La mise en place des établissements d'ultracentrifugation nécessitera, à côté d'une commission trinationale chargée de la gestion générale, trois nouvelles entreprises : un holding tripartite, une société tripartite de construction et une société nationale d'investissement dont feront partie et l'Etat et les quatre sociétés privées intéressées.

Pour la réalisation de leur projet commun de production d'uranium enrichi par ultracentrifugation, la Grande-Bretagne, l'Allemagne occidentale et les Pays-Bas constitueront un holding commun qui participera pour 51 % aux deux fabriques de combustible, celle de Grande-Bretagne, d'une capacité de 300 tonnes, et celle des Pays-Bas, d'une capacité de 25 tonnes.

Le Royaume-Uni paiera lui-même les 49 autres % de l'installation à ériger sur son territoire. Pour celle qui sera construite aux Pays-Bas, ce pays et la République fédérale se partageront également les 49 % restants.

Dans une phase ultérieure, le holding participera à 100 % aux installations établies actuellement et à d'autres installations éventuelles. De plus, ce holding permet une formule souple en ce qui touche la participation éventuelle d'autres pays à la fabrication de combustible. A son retour d'Italie, le ministre Luns a fait état de l'intérêt manifesté par d'autres pays. Selon M. Luns, le gouvernement italien a marqué beaucoup d'intérêt pour le projet et a pris acte avec satisfaction des résultats des entretiens de Londres.

A ce sujet, le ministre De Block a déclaré, après s'être entretenu avec les commissions de la Chambre, que les consultations avec d'autres pays sur leur collaboration éventuelle n'auraient lieu qu'une fois les entretiens sur la collaboration tripartite terminés et l'accord conclu. Il a été décidé

qu'un groupe de travail étudierait sans tarder les diverses possibilités de coopération et arrêterait des directives en vue de négociations avec d'autres pays.

(Handels & Transport Courant, 12 mars 1969;

De Tijd, 12 mars 1969;

Nieuwe Rotterdamse Courant, 20 et 21 mars 1969)

#### 4. Questions parlementaires

##### - Déclarations de M. Barre, vice-président de la Commission européenne

M. Oele (Parti du Travail), membre de la Seconde Chambre, a adressé le 10 décembre 1968 au gouvernement une question écrite dans laquelle il lui demande d'exprimer son avis sur certaines déclarations de M. Barre qui a dit en substance que :

- a. Aucun des six gouvernements n'est disposé à accepter une Europe supranationale.
- b. Le traité de Rome n'est pas ou n'est guère un traité supranational. A ce propos, l'application de ce traité permet encore moins de doutes.
- c. Il ne semble pas et il ne faut pas espérer qu'un organisme supranational puisse fonctionner dans un proche avenir.
- d. Le problème des décisions prises à la majorité du Conseil de ministres perd son importance si l'Exécutif et le Conseil restent chacun sur son propre terrain.
- e. En ce qui concerne la question de savoir ce que sera l'Europe de l'avenir, on est sommé de choisir entre une O.C.D.E. d'un style nouveau et une Communauté européenne se développant de manière efficace et logique dans son pragmatisme.

Pour ce qui est du point d), l'auteur de la question désirait savoir si le gouvernement était d'avis que M. Barre se ralliait aux conceptions du gouvernement français sur la nature des accords réalisés en janvier 1966 à Luxembourg sans tenir compte du point de vue des cinq autres gouvernements.

M. Luns, ministre des affaires étrangères, répondant à cette question, le 10 février 1969, a déclaré : Pour autant que M. Barre ait effectivement affirmé qu'aucun des six gouvernements n'était disposé à accepter une Europe supranationale, sa déclaration est inexacte en ce qui concerne le gouvernement néerlandais.

Du reste, M. Barre parlait uniquement en son nom propre.

D'une manière générale, le gouvernement estime qu'il faut éviter d'effectuer, auprès de la Commission ou auprès de ses membres, des démarches à propos de déclarations faites par celui-ci. Le gouvernement reconnaît aux membres de la Commission le droit de s'exprimer librement; en l'occurrence, il souscrit aux déclarations faites par M. Rey, président de la Commission, au cours de la séance du Parlement européen du 3 juillet 1968.

Tout en reconnaissant que l'on pourrait faire une distinction entre les démarches concernant des déclarations subjectives et celles qui visent à corriger des erreurs matérielles, le ministre des affaires économiques préfère renoncer à toute intervention, même dans le cas d'erreurs matérielles, afin d'éviter de donner l'impression que les Pays-Bas contestent le droit de libre opinion des membres de la Commission. Le gouvernement aura encore suffisamment l'occasion d'exposer, en présence des membres de la Commission, ses conceptions réelles d'une Europe supranationale, ainsi qu'il l'a d'ailleurs déjà fait à plusieurs reprises dans le passé.

Il n'appartient pas au gouvernement d'interpréter les paroles de M. Barre. En ce qui concerne la formation des décisions du Conseil à la majorité des voix, elles s'écarteront en tout état de cause du point de vue qui a toujours été celui du gouvernement.

(Annexe des Débats de la Seconde Chambre, session 1968-1969, page 773)

#### - Sécurité européenne

Les négociations sur les problèmes relatifs à la sécurité européenne ne doivent pas être menées par une commission paritaire composée uniquement de quelques membres de l'O.T.A.N. et du pacte de Varsovie, a déclaré, le 24 février, M. Luns, ministre des affaires étrangères, en réponse à des questions posées par deux parlementaires du Parti Populaire Catholique, MM. Westerterp et Kleisterlee.

Ces derniers lui avaient demandé si le gouvernement était disposé à faire en sorte que les Pays-Bas fassent partie d'une commission européenne de sécurité qui serait chargée des problèmes fondamentaux posés par un règlement pacifique en Europe centrale. La création d'une telle commission, dont seraient membres l'Allemagne orientale et l'Allemagne occidentale, l'Italie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, a été proposée par un groupe de travail composé d'un certain nombre de personnalités américaines.

La tâche de préparer ou de mener des négociations sur des accords en vue de résoudre le problème allemand et la question de Berlin, ni la mise au point de garanties militaires de sécurité en matière d'armements conventionnels et

nucléaires et les mesures de contrôle qu'elles impliquent, ne peuvent, selon M. Luns, être confiées à une commission parce qu'elles concernent les intérêts vitaux de tous les pays européens, des Etats-Unis et du Canada.

(Annexe des Débats de la Seconde Chambre, session 1968-1969, page 881)

- La C. E. E. et Israël

Répondant à des questions posées par M. Dankert, membre de la Seconde Chambre (Parti du Travail), en ce qui concerne les accords d'association avec la Tunisie et le Maroc, d'une part, et avec Israël, d'autre part, M. Luns, ministre des affaires étrangères, a déclaré, le 27 mars, que lors de la session du Conseil de la C.E.E. du 3 mars, il a tout mis en oeuvre pour mener le Conseil, à l'occasion de la signature des accords avec la Tunisie et le Maroc, à marquer au moins son accord sur un mandat de négocier avec Israël. Afin de faire plus facilement l'unanimité sur un tel mandat, les Pays-Bas ont proposé entre autres qu'un accord avec Israël n'implique pas, comme cela avait auparavant toujours été demandé, une liberté totale des échanges, mais que l'on se contente, dans une première phase, de réduire de 60 % les droits de douane sur les produits industriels. On fixerait ensuite, à l'unanimité, le nombre d'années nécessaires pour achever le désarmement douanier.

Même sur cette proposition de portée plus limitée le Conseil n'est pas parvenu à une décision. Toutefois, la Commission, sur les instances des Pays-Bas appuyés par quelques autres pays, s'est engagée à soumettre au Conseil une proposition concrète tendant à lui conférer un mandat de négocier avec Israël. Les Pays-Bas avaient cependant maintenu au Conseil la réserve qu'ils avaient faite au sujet de l'approbation des accords avec la Tunisie et le Maroc. Par la suite néanmoins, après délibération, le gouvernement a décidé de lever cette réserve. La maintenir aurait entraîné un ajournement de la signature de ces accords, avec tous les inconvénients que cela impliquerait. Le gouvernement continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que soit défini un mandat de négocier avec Israël.

(Annexe des Débats de la Seconde Chambre, session 1968-1969, page 1145)

## II - PARTIS ET PERSONNALITES POLITIQUES

### 1. Le financement de la politique agricole entraînera-t-il l'échec de la C.E.E. ? - Une prise de position de M. Lücker, député du C.S.U. au Bundestag

Dans le "Deutsches Monatsblatt", publication officielle du parti C.D.U., M. Lücker, membre du groupe C.S.U. du Bundestag, se demande si le financement de la politique agricole ne risque pas d'entraîner l'échec de la C.E.E.

En tête de son article, le député au Bundestag, qui est aussi membre du Parlement européen, fait remarquer que c'est à dessein qu'il a donné à cette question une tournure provocante. En y répondant, il se propose toutefois de contribuer à rendre la discussion plus objective, à faire la part des données existantes et à ramener les choses à leurs justes proportions. L'impression de M. Lücker, c'est que dans la perspective de la fin de la période transitoire et des réglementations financières applicables jusqu'à cette échéance, les discussions publiques que l'on consacre à la révision de la politique agricole pratiquée par Bruxelles, révision pourtant nécessaire et prévue dès l'origine, ne cessent de susciter de plus en plus des réactions subjectives, voire hystériques, qui troublent les esprits, gauchissent le jugement, et créent peu à peu un climat tel qu'il ne saurait que nuire aux prochaines décisions, et peut-être conduire par la suite à de "faux compromis".

Une dotation de 10 millions de DM du Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (F.E.O.G.A.), souligne M. Lücker, ne correspond qu'à 2,5 % à peu près du total des budgets des six pays membres de la C.E.E. Au cours de ces dernières années, le gouvernement britannique a consacré 2,4 à 2,6 % du budget national à des objectifs comparables à ceux qui incombent à la section "garantie" du Fonds. Pour 1970, le produit national de la Communauté est estimé à 1.184 milliards de DM ; les 10 milliards de DM du F.E.O.G.A. correspondent à peu près à 0,85 % de ce montant.

Le député du Bundestag rappelle aussi que la Communauté a consacré 5,84 milliards de DM au financement de la politique charbonnière en 1967, ce qui équivaut à 40 % au moins de la valeur de la production de charbon. Même si l'on ajoute aux interventions du F.E.O.G.A. les mesures nationales destinées au financement de l'aide à l'agriculture, on ne dépasse guère les 20 % de la valeur de la production agricole. En 1967, la Communauté a versé aux 561.500 travailleurs des charbonnages près de 10.500 DM par travailleur, alors que les sommes allouées par le F.E.O.G.A. s'élèvent à près de 1.000 DM par salarié agricole, ainsi que l'a calculé M. Vredeling, député néerlandais.

En conclusion, M. Lückner souligne que son opposition n'est pas dirigée contre les subventions dans le secteur houiller auquel, dans une économie moderne, elles sont réellement indispensables. Par contre, il s'élève énergiquement contre l'attitude diffamatoire de ceux qui qualifient d'inéquitables, de dispendieuses ou de malencontreuses, les aides que les pouvoirs publics fournissent à l'agriculture. Tous les intéressés devraient voir les choses correctement et, surtout, éviter une hypocrisie qui ne vise qu'à mieux masquer la recherche de leurs intérêts personnels.

(Deutsches Monatsblatt, 16ème année, n° 1, 1969, p. 16)

## 2. Déclarations de l'ex-chancelier Erhard sur la politique européenne

Dans un article publié le 6 janvier 1969 dans la revue mensuelle de la "Lloyds Bank", l'ex-chancelier Erhard s'est prononcé en faveur d'un renforcement et d'un élargissement de la Communauté européenne, et a condamné les efforts déployés par la France pour occuper une situation prépondérante en Europe occidentale.

Déjà rédigé à la mi-novembre, cet article affirme qu'une des tâches les plus urgentes du futur président des Etats-Unis, M. Nixon, et de ses alliés européens, sera de revoir l'Alliance atlantique afin de la consolider de l'intérieur. Sans désigner nommément le chef de l'Etat français, le professeur Erhard s'est attaqué à la conception chère au Général de Gaulle d'une Europe s'étendant de l'Atlantique à l'Oural en déclarant qu'avant que des liens puissent se nouer entre les pays de l'Est et de l'Ouest européens, il fallait que l'Europe libre commence elle-même à s'unir.

Le commerce extérieur global de chacun des deux blocs commerciaux de l'Europe occidentale s'étant développé beaucoup plus fortement que les échanges entre l'A. E. L. E. et la C. E. E., force est de conclure qu'un processus de séparation s'est déjà amorcé. Le professeur Ludwig Erhard a attiré particulièrement l'attention sur le risque que cette évolution fait peser sur l'intégration d'une Europe que l'on s'efforce de constituer en un bloc économique et monétaire cohérent. Personne ne peut nier que le statut actuel de l'Europe et ses structures internes sont considérés comme extrêmement décevants et contradictoires, non seulement par les principaux intéressés, mais aussi par le reste du monde.

La question essentielle qui se pose à présent est celle de savoir si l'Europe des Six persistera dans son isolement du reste de l'Europe ou s'il est possible de tenter, de l'une ou l'autre manière, une percée permettant de promouvoir les intérêts européens et de restaurer la foi en l'"Europe".

(Frankfurter Allgemeine Zeitung, 7 février 1969)

### 3. Prise de position du parti libéral italien en faveur de l'Europe unie

Dans la résolution votée en conclusion de ses travaux, le XIème Congrès du parti libéral italien, qui s'est déroulé à Rome du 7 au 12 janvier, a pris position en faveur de l'intégration européenne dans les termes qui suivent :

"Les libéraux se battent pour une Europe unifiée s'étendant à la Grande-Bretagne et aux autres Etats démocratiques souverains de notre continent, une Europe régie par des institutions fédérales démocratiques, une Europe alliée et en meilleur équilibre avec les Etats-Unis. De par la position gaulle, ce combat peut nécessiter certaines initiatives laissant temporairement la France de côté, mais qui en aucune façon se puissent retourner contre elle. Dans l'immédiat, la lutte implique aussi la nécessité d'une rénovation du parti libéral italien, afin que les représentants italiens, au sein du Parlement européen, soient élus au suffrage universel direct... Dans la pensée libérale, l'unification européenne et l'Alliance atlantique se ramènent à un principe directeur essentiel : les pays libres de l'Occident, qui, en général, sont les premiers dans le monde pour le niveau culturel et technique comme pour la force économique et militaire, ne sauraient se servir eux-mêmes à moins de servir le monde, en contribuant à l'équilibre, à la paix, au progrès de la liberté et au bien-être parmi les milliards d'êtres humains qui en sont privés. Et ils ne peuvent servir ainsi le monde qu'en maintenant et en resserrant entre eux les liens d'une solidarité qui représente l'union des pays libres dans un but de liberté".

Au cours du débat, différents orateurs ont traité du problème de l'unification politique de l'Europe, parmi lesquels M. Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés au Parlement européen, ainsi que M. Malagodi, secrétaire général du parti.

M. Pleven a déclaré à ce sujet : "L'Europe a besoin aujourd'hui d'une nouvelle relance, non moins importante que celle qui permit à Gaetano Martino voici onze années, après l'échec de la C.E.D., de faire repartir la construction européenne et d'obtenir l'adhésion aux Traités de Rome des six pays qui en sont devenus les signataires. L'union douanière, maintenant réalisée, ne peut être qu'une étape. Il faut l'union économique. Un embryon de pouvoir politique est indispensable à la coordination des politiques monétaires. Les institutions européennes doivent être démocratisées. Les échanges universitaires systématiquement organisés et intensifiés. Vous, libéraux italiens, vous me paraissez mieux placés que tous autres pour prendre l'initiative des propositions nécessaires pour donner à l'Europe communautaire un nouvel élan. Si vous décidez d'agir dans ce sens, vous pourriez compter sur la coopération, l'appui de l'ensemble des libéraux européens... Le libéralisme européen doit avoir l'ambition d'agir, non seulement sur la construction de l'Europe, mais sur le domaine plus vaste des rapports entre l'Europe et les autres parties du monde, celles qui sont à la tête du progrès économique, aussi bien que celles en voie de développement. Le libéralisme moderne n'a pas de complexe vis-à-vis de la puissance économique américaine, car il professe depuis longtemps

qu'aucun des secrets, qu'aucun des ressorts de cette puissance ne sont inaccessibles aux Européens, à condition qu'ils se fédèrent, qu'ils ne laissent pas gaspiller leurs ressources dans de vastes entreprises étatiques où les soucis de prestige l'emportent sur ceux de la rentabilité..."

Dans le rapport introductif du Congrès, M. Malagodi devait affirmer à son tour : "Nous n'avons pas besoin d'évoquer entre nous pourquoi et comment la bataille pour l'unification politique de l'Europe libre, englobant la Grande-Bretagne, et fondée sur des institutions élues au suffrage universel direct, est depuis toujours et demeurera toujours pour nous la grande bataille. Il y a à cela des raisons d'ordre politique, militaire, économique, social. Elles se ramènent toutes à un même principe. Dans le monde d'aujourd'hui, la civilisation de l'Europe a un grand rôle à jouer. Divisée, sa voix est faible. Le monde a besoin de l'Europe. L'Europe ne saurait se servir elle-même sans servir le monde. Seule une Europe unie est à la mesure de ce qu'elle peut faire et de ce qu'elle doit défendre. L'Europe ne saurait indéfiniment rester un objet politique pour les Etats-Unis et pour l'U. R. S. S. (voire pour la Chine) tout en conservant son actuel niveau de civilisation et ses capacités créatrices. L'Europe déchirée souffre de sa division dans ses rapports avec les Etats-Unis, en particulier, parce que la trop grande disproportion entre le chef de file et les divers associés européens engendre des toxines d'irresponsabilité, de ressentiment et de méfiance. Aussi le thème de l'Europe doit-il demeurer au premier rang parmi nos objectifs, quelles que soient les déceptions et les difficultés. Là-dessus, il existe une entente au sein de l'Internationale libérale, entre celle-ci et les Internationales démocrate-chrétienne et socialiste, auxquelles nous avons proposé de nous réunir à cette fin. Nous devons progresser, non pas contre la France gaulliste, mais temporairement, au besoin, sans cette dernière".

(Parti libéral italien, rapport de M. Malagodi, secrétaire général sortant ; Mouvement "Liberté nouvelle", Parlement européen, groupe des libéraux et apparentés, discours prononcé par le président Pleven au Congrès du parti libéral italien)

#### 4. Lettre adressée par Lord Gladwyn au "Times"

"Monsieur,

M. Jean Monnet a chargé d'éminents experts d'élaborer, en vue de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne, un plan qui puisse emporter l'adhésion de tous les partis politiques des pays de la C. E. E. et de la Grande-Bretagne - à l'exception des gaullistes et des communistes qui, il convient cependant de le noter, disposent ensemble d'une très large majorité au sein de l'Assemblée nationale française -, voulant ainsi démontrer que le veto opposé par de Gaulle à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun est absolument "arbitraire".



Le plan de M. Monnet, pour excellent qu'il soit, ne résout pas le problème. Si les conversations entre experts sont assurément utiles, elles ne peuvent toutefois pas tenir lieu de négociations entre gouvernements. En outre, il n'est plus guère nécessaire de démontrer que l'élargissement de la C. E. E. est possible, ce qu'à Bruxelles on considère pour ainsi dire comme allant de soi. Ce qui fait défaut, c'est la volonté politique.

En second lieu, le refus du Général de Gaulle est manifestement "arbitraire" en ce sens qu'il est fondé sur l'hypothèse (parfaitement valable) que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun compromettrait sa tentative d'établissement d'une "confédération" européenne basée sur l'hégémonie française et de destruction de la Communauté (supranationale) en voie de formation. Point n'est besoin d'experts pour démontrer ce fait brutal.

Ce qu'il faut donc en plus, absolument, c'est agir pour mettre fin à la crise. Toutes les démocraties européennes convaincues que l'on ne pourra réaliser l'unité européenne qu'en adoptant un système n'impliquant pas le veto, c'est-à-dire un système non gaulliste, devraient envisager la constitution d'une nouvelle Communauté élargie dans laquelle le principe serait mis en oeuvre progressivement. Il n'est guère que la France qui souhaite affaiblir la Communauté actuelle, que les gaullistes s'appliquent à saboter, mais les domaines qui ne sont pas explicitement couverts par le traité de Rome, comme la "technologie", la production et la normalisation des armements, les questions monétaires et même la politique de défense et la politique extérieure, offrent un vaste champ d'action à tous ceux qui sont disposés en principe à se plier, dans une mesure plus ou moins grande, à la règle démocratique de la majorité.

Si le gouvernement de Sa Majesté acceptait de soutenir fermement une telle proposition, il reprendrait l'initiative qu'il a perdue au cours de la funeste année 1956. Une seconde conférence de Messine pourrait définir à grands traits une nouvelle "Europe", intégrée à l'Alliance atlantique. Au cours d'une telle conférence, on pourrait également définir les formules de base de l'entrée, à négocier ultérieurement, de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. De même qu'une Grande-Bretagne nationaliste, officiellement absente du premier sommet de Messine, a fini par être obligée de rentrer dans le rang, une France nationaliste qui n'aurait pas participé à un second Messine serait, elle aussi, par la force des choses, finalement obligée de rentrer dans le rang. Il ne s'agit pas, pour les amis de la France, de lui imposer quoi que ce soit, mais simplement de l'aider à voir clair.

Mais il faut d'abord que la Grande-Bretagne elle-même voie clair, et pour ce qui est de Whitehall, on n'a heureusement pas à se plaindre à cet égard. Il convient donc que le gouvernement de Sa Majesté s'attache par tous les moyens à réaliser l'unité de l'Europe, sous réserve que ce soit à une véritable unité qu'il vise. Enfin, nous sommes appelés à remplir une mission digne de notre histoire : susciter en Europe occidentale, par des moyens démocratiques, une

volonté commune qui aura pour effet de saper, dans le monde entier, le système absurde et condamner des Etats nationaux totalement indépendants.

(The Times, 4 février 1969)

##### 5. Le prix Robert Schuman 1969 au professeur Hallstein

Le 6 février 1969, le professeur Walter Hallstein, ancien président de la Commission de la C. E. E. , a reçu des mains du recteur de l'université de Bonn le prix Robert Schuman 1969.

A l'occasion de cette cérémonie, le professeur Hallstein a pris la parole sur le thème : "Les Communautés, embryon d'une fédération européenne". L'orateur a, tout d'abord, souligné que la société industrielle moderne constitue un ensemble soigneusement équilibré de liberté individuelle et d'ordre public. Les pouvoirs publics établissent, par la législation ainsi que par la politique économique et sociale, l'ordre économique et social nécessaire à cet effet. Celui-ci synthétise et rassemble les multiples phénomènes d'ordre économique et social en une économie.

Cela est vrai sur le plan national, mais également là où, comme dans la C. E. E. , l'on s'apprête à mettre sur pied une économie européenne par la fusion de plusieurs économies nationales. Une autorité publique dont la compétence s'étend sur tout le territoire de la Communauté s'exprime par l'existence d'une législation communautaire et d'une politique communautaire.

L'établissement d'une zone économique communautaire est conditionné par l'action d'organes communautaires. Dans la Communauté, ces organes - Cour de justice européenne, Parlement européen, Conseil de ministres et Commission - sont construits d'après un modèle fédéral.

Leur élément essentiel, selon M. Hallstein, est le "dialogue" entre le Conseil de ministres et la Commission, celle-ci dépendant des gouvernements. Tous les deux participent à la formation des décisions, le Conseil notamment en sa qualité d'organe de décision législatif, la Commission en vertu du monopole qu'elle détient en matière d'initiative législative et de sa qualité de gardienne du traité. Cette "pondération" des divers organes fait partie de l'équilibre "donnant-donnant" entre les partenaires du traité instituant la Communauté, au même titre que les conventions purement économiques et sociales ; aussi revêt-elle le même caractère obligatoire.

Le contenu politique des Communautés existantes est donc considérable, a constaté le professeur Hallstein ; elles représentent un embryon de constitution européenne. Etant donné, cependant, que ces Communautés ont été constituées non seulement pour des motifs d'ordre économique ou social, mais qu'elles doivent aboutir à une fédération pleine et entière, elles apparaissent

non seulement comme une étape préliminaire de cette fédération, mais aussi comme sa première réalisation. Elles constituent des communautés économiques et sociales. Il s'agit d'une réalisation partielle ; pour parachever la fédération, elles devront être complétées d'une politique étrangère et de défense notamment.

S'il est un enseignement qui se dégage nécessairement des expériences acquises, c'est qu'une matérialisation de l'intérêt communautaire européen, telle que la Commission la représente pour la Communauté existante, est indispensable si l'on veut réaliser une oeuvre efficace et durable.

Il s'ensuit, selon le professeur Hallstein, que l'existence, les possibilités de fonctionnement et la puissance de développement des Communautés existantes doivent être défendues et renforcées non seulement pour elles-mêmes, mais aussi parce qu'elles représentent l'embryon de la fédération européenne.

(VWD-EUROPA, n° 26, 6 février 1969)

#### 6. Les indépendants giscardiens lancent une offensive européenne

Tandis que M. Giscard d'Estaing opérait une série de voyages, particulièrement en Allemagne, auprès des dirigeants actuels de Bonn, le groupe de travail et d'études chargé des problèmes européens au sein de la Fédération des indépendants publiait, dans l'hebdomadaire du parti "Réponses", une importante mise au point qui constitue en quelque sorte les thèses de la Fédération des indépendants sur la question européenne.

Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée à l'issue de son voyage à Bonn, le 6 février 1969, où il a rencontré les principaux leaders des grandes formations politiques et les membres du gouvernement, M. Giscard d'Estaing a insisté sur la nécessité de reprendre activement les relations bilatérales entre la France et l'Allemagne, en particulier dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la monnaie. "De plus, a dit le président des R. I., la génération actuellement au pouvoir en République fédérale est persuadée, comme moi, que sa grande tâche est l'organisation politique de l'Europe. C'est cela qui doit guider notre réflexion et nos efforts.

Il s'agissait de marquer pour nous, en tant que tendance politique et, pour moi, en tant que représentant d'une génération, les possibilités de construction de l'Europe. Des crises ont altéré les rapports franco-allemands, mais ces difficultés n'ont pas ébranlé la conviction que la construction politique de l'Europe repose sur une entente franco-allemande".

Pendant ce temps paraissait l'étude consacrée, par le groupe Europe des R.I., à la construction européenne, groupe animé par MM. Jean de Broglie, mem-

bre du Parlement européen, Bernard Destremau, Michel d'Ornano, Bertrand Denis, députés, ainsi que M. Boscary-Monsservin, membre du Parlement européen.

"Estimant que 1968 "aura sans doute marqué dans l'histoire de l'après-guerre une ligne de partage, la fin d'une période et le début d'une autre", et que seules "des idées nouvelles permettront d'affronter une situation nouvelle", les auteurs de ce document envisagent, tout d'abord, les aspects politiques et militaires de cette situation, puis écrivent :

... La dangereuse situation actuelle doit amener les pays d'Europe occidentale à resserrer leurs rangs. Il devrait être créé, sans tarder, entre l'Angleterre et les six pays du Marché commun, un conseil des ministres de la défense à sept, sous l'autorité duquel serait étudiée d'abord, réalisée ensuite la mise sur pied des organes nécessaires à un véritable groupement européen de défense, un commandement responsable pour la définition des missions, la préparation des troupes, leur emploi en cas de conflit, et une agence d'armement chargée de réaliser un véritable marché commun des armements entre pays européens."

S'agissant des aspects économiques des questions européennes, ils rappellent les prises de position des républicains indépendants en faveur d'une monnaie européenne, et d'abord d'une union européenne de réserves à laquelle pourrait conduire, à leur avis, le processus suivant :

- "1) mise en commun d'une partie des réserves de change ;
- 2) création d'une unité de compte dont la valeur serait fixée sur la monnaie la moins dévaluée et dont l'image s'introduirait progressivement dans les opérations financières ;
- 3) fusion des quotas des Six au Fonds monétaire international."

Et ils ajoutent que si l'on veut éviter que la modernisation des structures industrielles dans les pays européens ne s'effectue "soit par l'emprise extérieure, soit par la création de quasi-monopoles industriels nationaux", il est plus que jamais nécessaire de mettre en place "un système monétaire européen qui ne manquerait pas d'améliorer les perspectives d'investissement en Europe".

Au sujet de la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique européenne, ils indiquent :

"Plus le temps s'écoule, plus cette demande d'adhésion apparaît sous son véritable jour : c'est une question d'ordre politique beaucoup plus qu'économique (...). Le système agricole communautaire tel qu'il a été mis en place paraît lui-même devoir être modifié, contribuant à rapprocher plutôt qu'à éloigner la Communauté de la Grande-Bretagne. Dans le même temps, il est apparu clairement, en 1968, notamment lors de la crise monétaire de novembre, que

le poids croissant de l'économie allemande, au sein de la Communauté économique, risquait de poser un problème politique majeur, celui de l'équilibre, au sein de la Communauté.

Ce problème serait résolu par l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun. Cette entrée, il est vrai, et celle des pays qui l'accompagneraient, modifieraient substantiellement la nature de la Communauté : on ne collabore pas à dix ou douze comme à six. Ceci constitue non un obstacle, mais un problème réel dont on doit rechercher la solution dans le renforcement des procédures communautaires, d'une part, dans la reconnaissance du rôle particulier des grands pays européens, d'autre part. Ceci est notamment vrai dans le domaine de la défense où la France et l'Angleterre, seules puissances nucléaires européennes, pourraient se prêter un appui mutuel pour le plus grand bien de l'Europe. Une telle collaboration, immédiatement réalisable, ne manquerait pas de faciliter la reprise du dialogue sur le plan économique."

Un dernier chapitre est consacré aux problèmes de l'enseignement, à propos desquels le groupe Europe se demande si les réformes universitaires non coordonnées, entreprises par les différents pays européens, aboutiront "à donner à une Europe en voie d'unification les cadres et les spécialistes dont elle a besoin quantitativement et qualitativement". Et, dans la perspective "d'une sorte de marché commun de la matière grise" dont ils souhaitent l'avènement, les auteurs du programme d'études font les propositions suivantes :

"... Il faut d'abord que les Français parlent les langues étrangères : pour cela, il faudrait en commencer l'étude dès l'école primaire et en moderniser l'enseignement dans les classes secondaires. Ultérieurement, tout étudiant devrait avoir la possibilité de passer un an dans une université étrangère, année dont la valeur serait reconnue pour l'obtention des diplômes français. Ceci suppose entre universités européennes une concertation qui devrait déboucher, ultérieurement, sur une véritable équivalence des diplômes."

Enfin, le 14 mars 1969, le comité directeur de la Fédération nationale des indépendants, réuni sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, annonçait son adhésion au Comité des Etats-Unis d'Europe, encore appelé Comité Monnet, auquel, on le sait, les trois partis de Grande-Bretagne adhéraient il y a quelques mois. Le communiqué publié à l'issue de la réunion, qui demande une relance de la construction européenne, recommande, à cette fin, trois actions :

- "1) Profitant de leur rencontre, les gouvernements français et allemand prépareraient, en commun, une véritable européanisation de l'enseignement et de l'université.
- 2) Les six gouvernements du Marché commun doivent convoquer, pour le prochain temps, une conférence de leurs ministres des finances, afin d'organiser l'union monétaire, sans laquelle l'union douanière, complètement réalisée aujourd'hui, serait inévitablement remise en cause.

3) Les pays qui ont lancé le Marché commun à Messine doivent prendre l'initiative de la réunion, en 1970, d'une nouvelle conférence de Messine, à laquelle serait invitée l'Angleterre, tant pour tirer les conséquences des dix premières années de fonctionnement du Marché commun, que pour examiner avec la Grande-Bretagne les étapes de son adhésion à la Communauté économique européenne. "

C'est à l'unanimité, moins trois abstentions, que le comité directeur s'est prononcé pour l'adhésion de la Fédération des indépendants au Comité des Etats-Unis d'Europe, présidé par M. Jean Monnet.

Puis, le 23 mars 1969, M. Giscard d'Estaing se rendait à Bruxelles où il avait des entretiens avec les responsables de la Commission européenne. A l'issue de ces entretiens, M. Giscard d'Estaing devait déclarer en substance : "L'Europe a besoin de se recycler. A cette fin, les gouvernements devraient se réunir en une nouvelle conférence de Messine pour faire, au plus haut niveau, le bilan de l'oeuvre accomplie et décider de la manière dont ils pourraient entamer avec l'Angleterre des négociations portant, à la fois, sur l'élargissement et sur le renforcement des institutions de la Communauté".

"Dans le monde où nous sommes, a poursuivi le leader des républicains indépendants, c'est dans le cadre d'institutions européennes que nos pays peuvent le mieux exercer ensemble leur souveraineté et sauvegarder la forme moderne de leur indépendance. Les pays de l'Europe, isolés, n'ont pas la dimension de l'indépendance. Les récentes crises monétaires l'ont bien démontré : l'Europe s'est révélée "monétairement dépendante", alors que, pourtant, les réserves de ses pays, additionnées, étaient supérieures à celles qui étaient détenues par les Etats-Unis. "

Selon M. Giscard d'Estaing, les Européens ne peuvent ignorer les déclarations récentes du président Nixon sur leur avenir. Il y a là, en effet, un phénomène nouveau, car, jusqu'ici, tout indiquait que les Etats-Unis n'étaient pas disposés à accepter les conséquences d'une politique européenne indépendante.

Quel objectif assigner à ce nouveau Messine ? On devrait, d'abord, y débattre de tout ce qui n'est pas encore accompli dans les secteurs agricole, industriel, et, surtout, monétaire. Sur ce dernier point, l'ancien ministre des finances semble persuadé que, vers la fin 1969 ou le début 1970, le système monétaire devra faire face à une série de difficultés nouvelles. Il serait inconcevable, souligne-t-il, que le délai de grâce laissé aux Etats ne soit pas utilisé par les Six pour mettre au point des mécanismes de coopération communautaire.

Le mémorandum, présenté récemment par M. Raymond Barre, constitue une première contribution appréciable pour progresser dans cette direction. D'ailleurs, indique M. Giscard d'Estaing, les réformes envisagées, sur le plan international, rendront obligatoire une harmonisation réelle des décisions monétaires des Six.

Cette conférence "au sommet" devrait également tenter de résoudre le problème posé par l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun. "Il est peu réaliste d'imaginer un perpétuel refus aux demandes d'adhésion".

Cela étant, M. Giscard d'Estaing estime assez curieusement que les premières négociations devraient se dérouler uniquement avec la Grande-Bretagne (seul ce pays, rappelle-t-il, était invité à la première conférence de Messine). Le cas anglais est certes le plus difficile à résoudre, mais peut-on ignorer, ne serait-ce que dans la forme, les candidatures du Danemark, de la Norvège ou de l'Irlande ? Ajoutons d'ailleurs que l'ancien ministre se défend de toute attitude négative à l'égard des autres pays candidats. Une fois connus les résultats des entretiens avec les Britanniques, on devrait, en effet, selon lui, rechercher une formule permettant d'organiser au mieux les relations entre ces pays et la Communauté.

(Le Monde, 6, 15, 26 mars 1969 ;

Réponses, 5 mars 1969)

#### 7. A Mûnster, la politique agricole commune domine les discussions du congrès C.D.U. de la paysannerie

L'agriculture allemande n'a tiré aucun fruit des sacrifices financiers exigés par l'application de la politique agricole européenne, qui constituent plutôt le prix à acquitter en échange du succès remporté jusqu'ici par l'intégration. Tels sont les propos tenus par le ministre fédéral de l'alimentation, M. Höcherl, lors de la cérémonie d'ouverture du congrès de la paysannerie de la C.D.U., le 7 mars 1969, à Mûnster.

M. Höcherl n'a pas caché qu'il recommandait, sans réserve, l'intégration de l'Europe ; cependant, l'engagement politique pris à l'égard de l'intégration européenne, avec la réglementation commune de marché agricole, ne dispense pas la République fédérale de l'obligation de créer un volant de sécurité pour le financement de l'agriculture allemande. C'est faire preuve d'irresponsabilité que de procéder à de nouvelles réductions sur les crédits destinés à la mise en oeuvre de la politique agricole nationale sous prétexte que les organisations de marché de la C.E.E. vous contraignent à des frais croissants.

De l'avis de M. Höcherl, il est indispensable d'adopter des mesures en matière de politique des prix. Dans la mesure où la demande permet des hausses de prix, celles-ci devraient être entreprises. D'autre part, il est impossible de recommander une baisse des prix des produits excédentaires tels que le lait, le sucre et les céréales, la politique des prix agricoles en République fédérale étant, dans une large mesure, assimilable à la politique des revenus ; en France, en revanche, de moindres bénéfices du marché sont compensés par les prestations sociales.

Le ministre allemand de l'alimentation qui, à cette occasion, a de nouveau qualifié le document Mansholt d'utopique et l'a rejeté à ce titre, a souligné que le gouvernement fédéral ne ferait, au cours de la prochaine session de Bruxelles, aucune concession de prix. Dans le cadre des organisations de marché de la C. E. E., les prix peuvent difficilement remplir un rôle d'orientation. On a négligé, en effet, lors de la mise en place de ces organisations, de fixer les prix d'intervention au niveau des prix d'équilibre. Là réside l'erreur fondamentale commise à Bruxelles.

M. Heck, secrétaire général de la C. D. U., a souligné que l'existence précaire de maintes exploitations agricoles provenait beaucoup moins d'analyses partiales de l'agriculture que du fait qu'on n'avait pas mesuré l'évolution agricole dans toute son ampleur.

La fixation des prix des céréales en unités de compte a réduit la marge de manoeuvre en matière de politique monétaire ; on ne peut encore apprécier toutes les conséquences économiques de cette situation. Il en est de même pour le financement de la politique agricole commune. Il faudrait donc procéder à une révision dans ces deux domaines. Cette constatation de M. Dams, directeur de l'Institut de politique de développement à l'université de Fribourg, a constitué l'une des principales déclarations faites au congrès de la paysannerie de la C. D. U. de Münster, qu'animait le souci d'intégrer enfin l'agriculture dans l'économie générale.

L'exposé critique de M. Dams, sur le mémorandum de la C. E. E., a trouvé une très large audience. M. Dams a constaté que la Commission européenne s'acquittait mal de la mission qui lui incombait en matière de politique structurelle. Les possibilités de coordination de la politique des structures agricoles n'ont pratiquement pas été exploitées depuis la fin de 1962. Le premier rapport sur les structures agricoles est, du reste, d'une insignifiance totale. En ce qui concerne le Fonds d'orientation, les frais de gestion ne sont pas en rapport avec les résultats obtenus. Par conséquent, les conditions pratiques et institutionnelles d'application du mémorandum de la C. E. E. ne sont aucunement réunies. L'orateur s'est élevé contre une politique structurelle englobant toute la C. E. E. A cette politique, il faut préférer l'efficacité de programmes régionaux rivaux. D'ailleurs, les possibilités d'une industrialisation des secteurs économiquement faibles diminueront fortement à partir de 1975.

M. Stamer, de Kiel, spécialiste des questions agricoles, s'est prononcé pour une diminution de 1,50 DM du prix d'intervention du beurre qui atteindrait alors 5,40 DM le kg, ainsi que pour une augmentation prudente du prix de la lactalbumine, du lait en poudre et du fromage. L'utilisation du lait écrémé liquide comme aliment du bétail doit être subventionnée. M. Stamer s'est prononcé catégoriquement pour l'instauration de la taxe sur les matières grasses souhaitée par la C. E. E., qui hausserait le prix de la margarine de 20 % environ.



Pour le chancelier fédéral, M. Kiesinger, avec les progrès de la planification financière à moyen terme, il faut s'efforcer de "consolider les positions de l'agriculture". Devant les quelque 2.000 personnes participant à la cérémonie de clôture du congrès de la paysannerie de la C.D.U., M. Kiesinger a toutefois souligné que l'état des finances recommandait la prudence en matière de planification.

Si on ne dresse pas une liste précise de priorité des dépenses, sous forme, par exemple, d'une planification financière à moyen terme, tous les projets seront, tour à tour, la proie des divers groupes d'intérêts. M. Kiesinger a repris, à son compte, les déclarations de M. Höcherl, ministre fédéral de l'alimentation, qui avait critiqué dans son discours d'ouverture le mémorandum de la Commission de la C. E. E.

Les hommes politiques de l'Union responsables des questions agricoles estiment, malgré les excédents existant pour certains produits agricoles, qu'"une politique des prix dynamique doit être et demeurer la pierre angulaire de toute politique agricole orientée vers l'avenir". La nouvelle stratégie de prix adoptée par la Commission de la C. E. E. visant à "geler" les prix agricoles, voire à les baisser progressivement, n'est pas soutenable. C'est là une des principales constatations résultant des débats du congrès de la paysannerie de la C.D.U.

Seuls des "prix ajustés aux coûts" garantissent la constitution du capital propre qu'exige le processus permanent d'adaptation. Les propositions de la Commission de la C. E. E. ne permettent pas d'éliminer les excédents ; on risque, au contraire, de voir les paysans tenter de compenser les pertes de revenus par une augmentation de la production. Dans le secteur des céréales, on souhaite une augmentation du prix des céréales fourragères afin de favoriser la production des céréales fourragères de préférence à celle de blé tendre. Les problèmes laitiers ne trouvent leur solution que dans une combinaison de mesures et on recommande de n'user qu' "in extremis" de l'instauration de contingents et de l'imposition financière de l'excédent de production. Il faudrait alors pouvoir agri différemment selon les pays.

(Die Welt, 8 et 10 mars 1969 ;  
Handelsblatt, 10 mars 1969 ;  
Frankfurter Allgemeine Zeitung, 11 mars 1969)

#### 8. Un article de M. Pierre Uri dans "Le Monde" : Proposition à la Grande-Bretagne

"Si j'étais le gouvernement britannique, commence M. Uri, et voulais me faire admettre en Europe, je n'aurais pas demandé la convocation du conseil de l'U. E. O. : c'est une organisation internationale traditionnelle où les déci-

sions sont prises à l'unanimité ; c'est-à-dire juste le contraire des institutions communes qui, seules, peuvent faire fonctionner une communauté.

Je n'aurais pas donné de publicité à une conversation entre un ambassadeur et un chef d'Etat ; c'est le type de manoeuvre qui va au rebours du style nouveau sur lequel l'Europe doit se fonder : l'effort pour traiter les problèmes de chaque pays comme des problèmes communs.

Mais le gouvernement de Sa Majesté pourrait donner plus de publicité à l'évolution de la situation économique et prendre, sur le plan politique, des positions si fermes qu'il serait difficile de les écarter."

Cette évolution économique, Pierre Uri en trace les grandes lignes : la Grande-Bretagne a pris l'importante décision de se désengager à l'Est de Suez et d'améliorer ainsi, d'autant, sa balance des paiements ; de réorganiser de façon vigoureuse l'industrie britannique grâce à des "mesures fiscales ingénieuses" ; de réviser sa politique alimentaire de prix bon marché. Dans ces conditions comment imaginer "construire un marché financier sans Londres, une technologie européenne sans la science et la recherche britanniques, une monnaie européenne sans la livre ?" Dans ces conditions également la Grande-Bretagne doit proclamer, bien haut, qu'elle ne désire pas de "position particulière" au sein du traité de Rome, mais au contraire accepter le traité tel quel. Quitte à offrir par-dessus le marché, en gage de bonne volonté, de mettre sa force de frappe nucléaire à la disposition de la Communauté, et à rompre "les relations spéciales" avec les U. S. A. , ce qui est d'ailleurs pratiquement fait.

La Grande-Bretagne doit, en quelque sorte, reprendre à son compte le thème de l'Europe européenne qui est un peu le cheval de bataille des gaullistes. En ne se faisant pas d'illusion, d'ailleurs, sur cette prétention, car, d'après M. Pierre Uri, aucun pays d'Europe aujourd'hui "ne mène une véritable politique étrangère... , l'essence de la politique étrangère étant le droit de guerre ou de paix".

Il reste évidemment le problème des frontières : la frontière Oder-Neisse, par exemple, qui peut séparer les politiques étrangères des pays européens. Mais c'est le seul point de divergence important entre leurs politiques étrangères. Pour le reste, une union politique doit se faire par la force des choses, et pas forcément découler de l'intégration économique.

Cependant, on voit mal coexister deux communautés, l'une de nature politique, l'autre de nature économique, et la Grande-Bretagne se borner à lancer des offensives de type politique (comme l'affaire de l'U. E. O. ) sans se préoccuper de l'aspect économique des Communautés.

Pour sortir de l'impasse actuelle, il faut que la Grande-Bretagne proclame plus haut ses atouts et sa volonté d'intégration à l'Europe.

(Le Monde, 14 mars 1969)

#### 9. "L'Angleterre en Europe". Un discours de Lord Chalfont

Le 24 mars, l'Ambassadeur de Grande-Bretagne, M. John Beith, a lu, à la Maison de la Mutualité à Bruxelles, un discours de Lord Chalfont, secrétaire d'Etat au Foreign and Commonwealth Office. Lord Chalfont y déclare notamment :

"... Le gouvernement britannique a fait clairement comprendre que nos raisons pour demander à accéder aux Communautés européennes étaient principalement d'ordre politique. Il est illusoire - et la plupart l'admettent maintenant - de croire que n'importe quel Etat d'Europe occidentale puisse, à lui tout seul, exercer une influence réelle sur les événements mondiaux. La seule influence qu'un Etat de 50 millions d'âmes puisse espérer exercer est une influence négative qui empêche, temporairement, des événements qui, quoi qu'il en soit, prendront place sous peu. C'est seulement par l'union que l'Europe - et par là, du moins pour le moment, on doit entendre l'Europe occidentale - peut espérer rester maîtresse de son sort et imprimer une direction au cours des événements, au lieu de ne pouvoir que réagir face aux événements qui se présentent. Lorsque je parle des événements, je pense en particulier à l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, aux difficultés actuelles au Moyen-Orient, et à l'ascension inexorable de la Chine vers la position de puissance de premier plan. Chaque élément, d'une manière différente, doit affecter l'avenir de chaque état européen.

...

Le gouvernement britannique a constamment souligné que nous considérons les Communautés actuelles comme formant la base la meilleure pour le développement de l'unité européenne dans les domaines de la politique et de la défense, aussi bien qu'en ce qui concerne l'union économique. Ce serait folie de rejeter ce que les Communautés européennes ont réalisé, l'oeuvre de dix ans de travail acharné, afin de partir de rien sur un autre chemin. C'est pourquoi nous avons fermement maintenu notre candidature afin d'être admis au sein du Marché commun à titre de membre à part entière, et nous continuerons à la maintenir."

(United Kingdom Delegation to the European Communities)

10. M. Hougardy, sénateur, pour une initiative belge sur le plan européen

Dans un éditorial publié par un quotidien bruxellois, M. N. Hougardy (libéral), membre du Sénat de Belgique et du Parlement européen, a constaté plusieurs motifs de découragement dans la cause de l'Europe unie :

"Rien ne porte plus atteinte à l'esprit et à l'enthousiasme communautaires que des conversations bilatérales et secrètes entre la France et l'Allemagne, ou des conversations à trois entre les Pays-Bas, l'Angleterre et l'Allemagne, au sujet de la construction d'une usine de séparation isotopique dont dépend, tout le monde le sait, l'indépendance énergétique de l'Europe. Rien n'est plus inquiétant aussi, et contraire à l'esprit de la Communauté, que des conversations privées de Gaulle-Soames, ou que des réunions, dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale où cinq pays de la Communauté, sans la France, discutent avec la Grande-Bretagne.

A tous ces faits récents, il faut ajouter la procédure de veto qui est employée trop facilement et trop inconsidérément par les gouvernements de l'Europe des Six.

Cette procédure bloque toute possibilité de faire avancer l'élargissement de la Communauté, empêche la poursuite des négociations avec un pays de l'Europe centrale, et entrave la discussion sur la création d'une société européenne, à un moment où il faut constituer des sociétés commerciales ou bancaires à la dimension de l'Europe.

Pour avoir sa pleine signification, pour en tirer le maximum de profits pour tous, pour atteindre des objectifs que l'on n'imaginait pas lors de sa création, l'on ne peut prétendre imposer des limites à l'Europe ou restreindre ses ambitions.

C'est parce que plus personne ne sait, aujourd'hui, si ces buts seront atteints, que l'idée européenne connaît un passage à vide, qui pourrait être préjudiciable à notre équilibre financier, à notre expansion économique et sociale."

M. Hougardy cite alors plusieurs exemples démontrant que l'Europe traverse une crise grave. A son avis, une initiative doit être prise avant que ne s'achève la période intérimaire du traité de Rome. C'est pourquoi le sénateur suggère que le gouvernement belge propose une conférence au sommet des six pays de la Communauté, avec la participation du président de la Commission, M. Jean Rey.

"Cette réunion devrait avoir pour but de liquider les points importants du contentieux communautaire, afin de passer de l'union douanière à l'union économique. Il faut, à tout prix, empêcher qu'à intervalles réguliers certains pays en reviennent au protectionnisme financier et commercial que nous vivons pour le moment.

Cette conférence des ministres des six serait bénéfique pour la Belgique, car elle permettrait, je l'espère malgré tout, de faire comprendre à certains de nos dirigeants politiques que ce n'est pas au moment où nos industries doivent s'intégrer dans un espace européen, qu'il faut pratiquer une politique régionale étriquée qui écarterait notre pays du bénéfice qu'apportent les grands ensembles économiques et financiers."

(Le Soir, 30-31 mars 1969)

11. M. Kreisky, président du parti socialiste autrichien, souhaite la création d'une vaste zone de libre échange

M. Kreisky, ancien ministre des affaires étrangères et président du parti socialiste autrichien, ne s'est pas contenté d'accuser le Général de Gaulle, président de la République française, d'être, en raison de son attitude intransigeante, responsable de la stagnation de la coopération européenne. Dans un discours prononcé le 31 mars 1969, à l'occasion de la 10ème session de l'internationale socialiste, M. Kreisky a déclaré : "Les socialistes et tous les Européens convaincus sont véritablement traumatisés de voir que toutes les conditions sont pratiquement réunies pour faire progresser à grands pas l'oeuvre de coopération européenne, mais que les meilleures années passent uniquement en raison de l'obstination du Général de Gaulle, qui paralyse cette évolution" et il a souhaité que l'on "oppose désormais à l'intransigeance d'un vieil homme, un dynamisme d'autant plus grand".

Le président du parti socialiste autrichien a développé l'idée d'une zone européenne de libre échange élargie, qui a été avancée voici quelque temps par le Général de Gaulle lui-même. De l'avis de M. Kreisky, chacun devrait être assuré que cette zone de libre échange ne pourrait, en aucun cas, être un facteur de dilution de la C. E. E. ; elle ne devrait être qu'une "ceinture" extérieure de la C. E. E. Les Etats étant ainsi regroupés, estime M. Kreisky, ceux d'entre eux qui souhaitent resserrer davantage encore leurs liens avec la C. E. E. auraient la possibilité d'entamer des négociations avec la Communauté. Comme un nombre considérable de propositions ont déjà été émises à ce sujet, M. Kreisky estime que de nouveaux pourparlers tendant à la mise en oeuvre de son initiative devraient être organisés en faisant abstraction, dans la mesure du possible, des considérations de prestige. Les difficultés inhérentes à l'organisation de telles conversations ne sont nullement plus grandes que beaucoup d'autres, qui ont pu être surmontées dans le passé.

Il faut considérer la proposition de M. Kreisky à la lumière des conditions particulières dans lesquelles l'Autriche doit résoudre le problème de la conclusion d'un arrangement économique avec la C. E. E. Du fait que l'Autriche ne peut pas, en raison de sa neutralité permanente, devenir membre de la C. E. E., et que la Communauté tarde à lui accorder un régime spécial, une solution comme celle proposée par M. Kreisky aurait l'avantage d'éliminer

rapidement l'effet discriminatoire de la C.E.E. sur les exportations autrichiennes, dont l'accroissement en volume sur les marchés de la C.E.E. a nettement marqué le pas au cours des dernières années. Enfin, il ne faut pas oublier qu'une solution aussi souple, laissant à tous les pays intéressés la faculté de déterminer eux-mêmes ce qu'impliqueraient leurs relations avec la C.E.E., pourrait être mise en oeuvre plus facilement.

(Industriekurier, 3 avril 1969)

### III - ORGANISATIONS ET GROUPES D'INTERETS

#### 1. La Fédération de l'industrie allemande met en garde contre le risque d'un "débauchage" d'entreprises industrielles dans la C. E. E. - Prise de position sur la politique régionale

La politique régionale a connu ces derniers temps, dans la C. E. E., une évolution qui a suscité les plus vives préoccupations dans les milieux industriels et auprès des collectivités territoriales communales. On craint, en effet, que l'accroissement constant du montant, variable, des aides ainsi que leur cumul ne se traduisent par une lutte concurrentielle, sur le plan de la politique régionale, entre les différents Etats membres, lutte qui pourrait compromettre sérieusement, à la longue, la réalisation des objectifs communs prévus par les traités de Rome. Le cumul des mesures d'aide, notamment, exerce souvent une influence négative sur le développement économique d'autres Etats membres, ce cumul ayant pour effet de fausser les conditions d'implantation, indépendamment de toute considération d'ordre économique.

C'est pourquoi la Fédération de l'industrie allemande et les fédérations centrales communales - à savoir les conférences permanentes des communes, des circonscriptions rurales et des municipalités allemandes - ont, dans une étude relative à l'admissibilité et à la limitation des aides régionales, proposé le 23 janvier 1969 à la Commission de la C. E. E. l'adoption de diverses mesures visant à la coordination et à l'harmonisation des programmes d'aide régionale des Etats membres. Elles invitent les directions générales responsables de la politique régionale et de la concurrence à prendre les dispositions nécessaires en vue de synchroniser les initiatives prises et d'éviter toute nouvelle "escalade" des mesures d'aide régionale. Celles-ci ne devront être fournies qu'à titre d'aides de démarrage et en aucune façon revêtir le caractère de subventions permanentes. En règle générale, elles ne devraient servir qu'à remédier aux inconvénients dus à l'emplacement géographique des entreprises ainsi qu'aux défauts d'infrastructure dans les zones à développer. L'aide ne serait accordée qu'aux seules entreprises saines et capables de soutenir une concurrence à long terme. Les entreprises déjà implantées devraient, elles aussi, bénéficier d'aides destinées à la rationalisation, à la restructuration ou à l'adaptation aux nouvelles conditions économiques et concurrentielles.

En outre, les aides devraient bénéficier, non seulement aux régions témoignant d'un niveau de vie extrêmement bas ou d'un sous-emploi marqué, mais aussi aux régions accusant une régression relative de leur économie.

D'autre part, l'aide à l'implantation industrielle devrait se limiter à certains centres de gravité du développement économique, dont la fixation doit néces-

sairement demeurer la tâche des différents Etats membres. Une pleine utilisation économique de l'infrastructure de ces derniers, y compris des installations communales, exige la concentration de l'industrie en fonction de certains centres de gravité.

Pour assurer un développement équilibré et harmonieux du Marché commun, les fédérations exigent l'organisation d'une consultation sur les programmes d'aide régionale des Etats membres. En outre, il y a lieu de viser à une coordination des programmes d'aide, ainsi qu'à l'adaptation des différentes mesures d'aide à celles des autres Etats membres, notamment dans les régions qui franchissent une ou plusieurs frontières, afin d'empêcher toute "escalade" des efforts fournis par les divers Etats, et, partant, le "débauchage" d'entreprises industrielles qui, en particulier, peut résulter de cette dernière. La Commission devrait examiner si, et le cas échéant, dans quelles conditions, la limitation des différentes aides émanant des pouvoirs publics se révèle nécessaire et utile.

Enfin, les fédérations souhaitent que la procédure de coordination des différents programmes d'aide, que la Commission et les Etats membres ont appliquée jusqu'à présent, soit adoptée comme institution permanente.

(Industriekurier, 25 janvier 1969 ;  
Frankfurter Allgemeine Zeitung, 24 janvier 1969)

## 2. M. Blessing, président de la Banque fédérale, défend le système de Bretton Woods

Lors d'une manifestation organisée le 24 janvier 1969, à Oldenburg, à l'occasion du centenaire de la "Oldenburgische Landesbank", le président de la Banque fédérale, M. Blessing, a estimé qu'il fallait imputer les difficultés intervenues dans le secteur monétaire international non pas au système de Bretton, mais à un manque de coordination, ou plus précisément aux différents objectifs poursuivis par chaque pays en matière de politique économique, sociale et financière.

Au contraire, le système de Bretton Woods, qui a amené la libéralisation du commerce mondial et pour finir la convertibilité des monnaies, a conduit à une amélioration considérable du bien-être en raison de l'expansion du commerce mondial. Les récentes crises ne sont pas dues au système monétaire, mais trouvent leur origine dans la discipline insuffisante à laquelle s'astreignent certains pays dont le rôle est important sur le plan monétaire. Les Etats-Unis, dont la monnaie sert en même temps de monnaie de réserve, sont devenus, eux-mêmes, au cours de ces dernières années, un facteur de troubles du fait qu'ils ont admis en permanence un déficit de leur balance des paiements qui finalement a abouti à un excédent d'offres en dollars dans le monde. On peut seulement espérer, a déclaré M. Blessing, que les mesures de poli-



tique fiscale et de crédit, prises récemment, seront couronnées de succès et parviendront à neutraliser les tendances inflationnistes qui se font jour aux Etats-Unis. Il faut également souhaiter que les autres grands pays industriels harmonisent mieux leurs objectifs de politique économique, tout en s'efforçant, évidemment, d'assurer en même temps que la stabilité des prix une croissance continue.

Si l'on a parlé beaucoup ces derniers temps de la nécessité de réviser le système de parité internationale, il ne faut pas oublier que les modifications de parité sont chose délicate et qu'elles ne se justifient que dans une situation critique, faute de trouver une autre issue. En cas de révision simultanée de plusieurs parités, il est absolument nécessaire que les intéressés s'engagent expressément à observer, dorénavant, une stricte discipline monétaire. Il serait absurde de réviser les parités et de recommencer aussitôt à pratiquer une politique inflationniste.

Pour le président de la Banque fédérale, il serait inopportun d'organiser une grande conférence monétaire en vue de discuter et de régler les difficultés actuelles. Pareille superconférence provoquerait, inévitablement, une nouvelle vague de spéculations. "Les problèmes devant lesquels nous nous trouvons ne peuvent être discutés et d'une façon tout à fait concrète que par les intéressés directs et, en outre, avec le minimum de publicité. De plus une fausse manœuvre, toujours possible, aurait des conséquences incalculables", a dit textuellement M. Blessing.

Il est extrêmement difficile à la Banque de maintenir un système international à cours de change fixes si le développement divergent de la structure des prix et des coûts des principaux pays devait se poursuivre. On ne pourrait, en effet, qu'obtenir un seul résultat ou bien des cours de change fixes et une adaptation ou pas de processus d'adaptation et des cours mobiles. M. Blessing s'est prononcé en faveur d'un système de cours de change fixe, le mieux à même de servir, à tous égards, la circulation internationale des biens et de la monnaie.

Aussi bien, au sein de la C. E. E., par exemple, des cours de change variables ne sont-ils plus guère possibles notamment du fait de l'intégration agricole. Seul le bloc de la C. E. E., dans son ensemble, pourrait, en tant qu'entité, pratiquer des cours variables à l'égard du reste du monde. Mais avec quelle monnaie devrait-il intervenir sur le marché des devises ? A son avis, tous les pays devraient conjuguer leurs efforts pour éviter un système de cours variables, et tous les pays importants observer cette dose de discipline qui est indispensable pour maintenir un système de cours de change stable, tout en évitant l'adoption de mesures dirigistes. "Nous devons, à nouveau, nous rapprocher davantage des principes qui étaient en usage à l'époque du "gold exchange", même si cela n'est pas facile et paraît périmé aux yeux de certains. Cela est beaucoup plus une question de volonté et de détermination qu'une question de technique monétaire", a encore déclaré le président de la Banque fédérale.

(Handelsblatt, 27 janvier 1969)

**3. Les centrales syndicales néerlandaises sont opposées à des contacts entre l'Espagne et la C. E. E.**

Dans une lettre adressée au Conseil de ministres et à l'Ambassadeur d'Espagne, l'organe consultatif des trois centrales syndicales néerlandaises a insisté pour que l'on empêche toute prise de contact entre l'Espagne et la C. E. E. tant qu'aucun indice ne sera apparu annonçant le rétablissement d'un régime démocratique en Espagne.

Dans sa lettre, l'organe consultatif s'associe à la protestation élevée par la Confédération internationale des syndicats libres (C. I. S. L.) et par la Confédération mondiale du travail (C. M. T.) contre l'état d'urgence décrété en Espagne.

(Nieuwe Rotterdamse Courant, le 22 février 1969)

**4. La conférence allemande de l'industrie et du commerce (D. I. H. T.) se prononce sur la politique de la C. E. E.**

La Conférence allemande de l'industrie et du commerce (D. I. H. T.) demande aux pays de la C. E. E. d'accélérer le rythme de mise en oeuvre de l'union économique et déplore que la C. E. E. ait, à chaque entreprise, à vaincre des répu gnances. A cet égard, il convient d'accorder une importance particulière à l'élimination des barrières fiscales.

Ainsi qu'on peut le lire dans le rapport annuel présenté le 25 février 1969 par le D. I. H. T., une plus grande harmonisation fiscale favoriserait l'harmonisation de la politique fiscale et budgétaire dont les récents événements survenus à propos du franc français ont, à nouveau, démontré la nécessité. A cet égard, le deuxième programme de politique économique à moyen terme de la Communauté constituerait un bon début, ne fût-ce sa difficulté d'application qui lui ôte toute prétention. Que la politique économique des Six soit un jour véritablement coordonnée, et nous aurions pratiquement les bases d'une politique monétaire commune.

Les directives proposées par la Commission européenne en matière d'harmonisation du droit douanier ne sont pas satisfaisantes, aux yeux du D. I. H. T. Une politique commune en matière d'échanges commerciaux avec les pays de l'Est est souhaitable car elle stimulerait l'ensemble de la politique commerciale commune et exercerait ses effets jusque sur la politique structurelle et la politique étrangère.

Dans son rapport, le D. I. H. T. met en garde contre un retour au cloisonnement, qui constituerait un danger pour l'intégration européenne et le commerce mondial libre. L'équilibre de l'économie mondiale ne pourra être restauré

ni par des manipulations unilatérales des Etats intervenant dans le secteur des impôts, ni à l'aide de mesures dirigistes unilatéralement prises. La seule solution de rechange possible, pour couper court aux asphyxies actuelles des pays, est un élargissement des Communautés européennes aux Etats candidats à l'adhésion.

"L'agriculture demeure l'enfant terrible de la Communauté", peut-on lire dans le "rapport 1968", présenté le 26 février à l'assemblée plénière de la Conférence allemande de l'industrie et du commerce, "et ce en dépit ou peut-être même en raison du fait que l'union agricole a été formellement achevée - conjointement à l' "union douanière" - le 1er juillet 1968".

En réalité depuis cette date fixée au hasard, tous les marchés agricoles n'ont pas été encore uniformisés ; ainsi, par exemple, il n'existe encore aucune réglementation régissant les échanges avec les pays tiers dans le secteur des fruits et légumes, secteur qui tient une place importante dans les importations allemandes.

Dans d'autres domaines également, les problèmes de politique commerciale, que posent les échanges de produits agricoles avec certains pays non membres de la Communauté, tels que la Turquie ou la Grèce, attendent encore une solution.

Ajoutons à cela qu'on se propose de réglementer d'autres marchés partiels, tels que ceux des moutons, du tabac, des pommes de terre, du lin, etc... suivant le système habituel des prix de seuil, d'orientation et d'intervention.

Après tous les événements passés, peut-on lire dans le rapport du D. I. H. T. , Il faut craindre que l'exécution de ces projets n'aggrave le préjudice causé aux importations en provenance des pays tiers et n'entraîne un surcroît de charges pour les budgets des pouvoirs publics.

Le mode de financement du marché commun agricole exige déjà un accroissement annuel des crédits. Alors qu'en 1962/1963 la Communauté devait verser au fonds agricole 151 millions de DM, les coûts n'ont cessé d'augmenter chaque année à la suite de l'extension des règlements de marchés agricoles et des mesures de prix et d'intervention. D'après des estimations allemandes officielles, les coûts s'élèveraient pour l'exercice 1969/1970 à plus de 12 millions de DM.

C'est donc, à juste titre, que - ainsi qu'il est exposé au chapitre "économie-agriculture" - on réclame, avec une insistance croissante, une nouvelle orientation fondamentale de la politique agricole pour laquelle le plan Mansholt, récemment publié, fournit une base de discussion utile.

(VWD-Europa-Nachrichten, 25 février 1969)

## 5. Les organisations néerlandaises d'employeurs et le protectionnisme

Le Conseil des organisations néerlandaises d'employeurs a mis les membres néerlandais du Parlement européen en garde contre la renaissance du protectionnisme aux Etats-Unis et dans la C. E. E. Selon lui, ce phénomène menace de se renforcer encore en cas d'adoption de la taxe sur les matières grasses, telle qu'elle est proposée par la C. E. E. dans le mémorandum de la Commission sur la réforme de l'agriculture dans la C. E. E.

Depuis quelque temps, il existe aux Etats-Unis un comité d'action pour le commerce américain (Emergency Committee for American Trade), qui s'oppose à certains courants fortement protectionnistes qui se font jour dans les milieux du Congrès américain. Ce comité a demandé à l'industrie européenne d'appuyer l'action qu'il mène contre une extension du protectionnisme dans les échanges internationaux.

La taxe sur les matières grasses proposée par la C. E. E. , qui portera, entre autres, sur environ 500.000 dollars d'importations en provenance des Etats-Unis, apporte de l'eau au moulin des partisans américains du protectionnisme. Dans une liste de contre-mesures établie par ces milieux, on trouve, entre autres, les produits néerlandais suivants, représentant quelque 149,2 millions de dollars : bétail et viande, matières grasses, diamants, produits d'acier, machines à écrire, rasoirs électriques, électrodes, enregistreurs et tubes radiophoniques.

En ce qui concerne les autres pays de la C. E. E. , des contre-mesures analogues figureraient sur la liste, portant, pour l'ensemble de la C. E. E. , sur 2.000 millions de dollars.

Les organisations d'employeurs estiment que le risque est grand qu'une taxe éventuelle de la C. E. E. sur les matières grasses n'entraîne effectivement semblables contre-mesures de la part des Etats-Unis. Les conséquences pourraient être graves pour les Pays-Bas, estiment-ils, la prospérité de ceux-ci dépendant, dans une large mesure, de la libre circulation des marchandises. Ils regrettent en outre que les exportations de nombreux pays en voie de développement risquent, elles aussi, de pâtir d'un prélèvement sur les matières grasses en Europe. C'est pourquoi les organisations d'employeurs adjurent les membres néerlandais du Parlement européen de tenir compte de ces considérations lorsqu'ils seront appelés à se prononcer sur les mesures agricoles proposées.

("Handels & Transport Courant", 8 et 10 mars 1969)

6. Lettre adressée par les entreprises néerlandaises de transports internationaux par route au gouvernement et à la Seconde Chambre

La "Nationale organisatie van het Beroepsgoederenvervoerwegtransport" et la "Koninklijke Nederlandse Vereniging van Transport Ondernemingen" (organisations de transporteurs professionnels de marchandises par route) et la Eigen Vervoerders Organisatie (organisation de transporteurs pour compte propre et d'expéditeurs) estiment que le développement de leurs activités est gravement entravé. La cause principale de cette situation est la charge fiscale, sans cesse plus lourde, qui pèse sur les transports effectués par route à destination et en provenance de l'étranger. Une enquête effectuée en 1963 a révélé que la charge fiscale frappant les transports étrangers est de l'ordre de 23 à 33 %. Les organisations estiment qu'elle est, à présent, de 28 à 37 %. Elles constatent qu'à l'intérieur, comme à l'étranger, aucune des réglementations qui leur sont défavorables n'a été supprimée ou atténuée. Les seules réglementations nouvelles, entrées en vigueur, ont entraîné des charges fiscales plus lourdes pour les transporteurs routiers néerlandais. De plus, ces charges risquent de croître de nouveau.

Dans une lettre adressée au Secrétaire d'Etat aux finances, les organisations des transporteurs lui demandent, avec insistance, de mettre en oeuvre toutes les mesures possibles qui pourraient conduire à un allègement de la fiscalité existante et à une réduction des augmentations éventuelles de certaines taxes sur les transports par route. Ungrief sérieux, formulé par les entrepreneurs néerlandais, concerne la double imposition. Bien qu'ils paient déjà la taxe sur les véhicules aux Pays-Bas - et pour les camions à moteur diesel, le tarif est 3,55 fois supérieur à celui qui s'applique aux véhicules à moteur à essence - les transporteurs néerlandais doivent également payer une taxe analogue dans un certain nombre d'autres pays. Tel est le cas en Italie, il se pourrait que la France fasse de même, et en Allemagne occidentale, une taxe spéciale sur les camions a été instaurée le 1er janvier 1969, sous le nom de "Beförderungsteuer".

Jusqu'au 1er novembre 1968, les transporteurs routiers néerlandais, qui effectuaient de nombreux transports à l'étranger, pouvaient bénéficier d'une restitution partielle de la taxe néerlandaise sur les véhicules à moteur. Mais en vertu d'engagements pris, dans le cadre de la C. E. E., le gouvernement a dû supprimer cette importante possibilité de compensation en ce qui concerne les transports effectués dans et à travers les Etats membres. De ce fait, les possibilités de compenser la double taxation des transporteurs par route ont été pratiquement réduite à zéro. La situation s'est détériorée davantage encore par une mesure prise en France et en Allemagne qui consiste à faire payer, à l'entrée dans ces pays, une taxe sur le carburant contenu dans le réservoir, une franchise n'étant accordée que pour 50 litres. Cela aussi constitue, en fait, une forme de double imposition. En effet, outre la taxe perçue par l'Allemagne et par la France sur le carburant contenu dans le réservoir, il y a la "surtaxe sur le diesel", de 255 %, prévue par le système néerlandais de taxation des véhicules à moteur.

Les organisations en cause font, en outre, remarquer qu'alors que le gouvernement néerlandais envisage de majorer les accises sur les carburants et les taxes sur les véhicules à moteur, d'autres pays de la C. E. E. allègent les charges fiscales que doivent supporter les entrepreneurs installés sur leur territoire. La Belgique a décidé de réduire de 40 % la taxe sur les véhicules en faveur des entreprises possédant trois véhicules ou plus ; la France réduit la taxe à l'essieu (qui est comparable à notre taxe sur les véhicules à moteur) en fonction de l'utilisation du véhicule dans un autre pays, lorsqu'une taxe doit y être payée. Les organisations font remarquer enfin que les entreprises néerlandaises craignent, à juste titre, de voir leur position se détériorer de plus en plus sur le marché des transports internationaux du fait des coûts élevés, en particulier des coûts fiscaux sur lesquels ils ne peuvent agir dans le cadre de leur exploitation. Un secteur d'activités important pour l'ensemble de l'économie néerlandaise voit ainsi ses chances sérieusement compromises.

(Handels & Transport Courant, le 12 mars 1969 ; "Beroepsvervoer", 21 mars 1969)

## 7. Les syndicats chrétiens belges et l'intégration européenne

M. Jef Houthuys, président de la Confédération générale des syndicats chrétiens (C. S. C.), a accordé une interview à un quotidien belge, dans laquelle il s'est prononcé pour la poursuite rapide de l'intégration économique conduisant à l'Europe politique. A propos de la politique sociale, il a déclaré :

"On a déjà effectué nombre d'études et l'harmonisation sociale progresse lentement. Il y a du plus concret, comme la réalisation de la libre circulation des travailleurs, à laquelle nous applaudissons, et les conventions qui ont été conclues en matière de sécurité sociale afin que les travailleurs des différents pays bénéficient des mêmes avantages dans toute la C. E. E. et qu'ils puissent continuer à jouir des avantages qui leur sont assurés dans leur propre pays.

Mais il faut faire plus. La première chose à faire, c'est de rendre possibles de véritables négociations sociales au niveau européen, notamment en créant des comités paritaires européens, tant professionnels qu'interprofessionnels. Il faut donc s'engager dans des voies autres que celle de l'harmonisation pure et simple."

Le président de la C. S. C. s'est plaint du rythme de travail très lent du Conseil de ministre en matière sociale. Il s'est déclaré déçu à propos de la conférence tripartite sur l'emploi qui n'a toujours pas eu lieu :

"Nous avons eu à Luxembourg, les 7 et 8 mars, avec les organes exécutifs de la C.I.S.C. et de la C.I.S.L. (1), un entretien dont il résulte qu'il y a effectivement divergence de vues. On dit, chez nous, que le gouvernement français et le gouvernement italien ont décidé de reconnaître la C.G.T. et la C.G.I.L. comme organisations sociales, ce à quoi nous ne pouvons nous opposer. Nous voulons bien tenter l'expérience : on verra s'ils veulent vraiment coopérer ou s'ils entendent brouiller les cartes.

Il y a, au sein de la C.I.S.L., des divergences de vues. Une minorité entend reconnaître le fait de l'existence de ces syndicats, ne serait-ce que parce qu'ils auront été désignés par leur gouvernement. La majorité persiste à s'opposer à ce que l'expérience soit tentée, mais il ne me semble pas que ce soit là une attitude définitive. Nous y reviendrons certainement."

M. Houthuys a ensuite abordé la question de l'organisation des syndicats sur le plan européen :

"Après une réunion comme celle de Luxembourg, à l'issue de laquelle la C.I.S.C. et la C.I.S.L. ont publié une déclaration commune formulant des propositions très concrètes quant à la fusion des traités, je voudrais être optimiste. Ces entretiens ont, en tous cas, pour effet de rapprocher les organisations syndicales, qui ont, d'ailleurs, décidé de se concerter régulièrement. Ce sont là des faits encourageants. Il n'en reste pas moins que ni du côté de la C.I.S.L., ni de celui de la C.I.S.C. on n'a abouti à une véritable organisation européenne. Dans les organisations syndicales comme ailleurs, le nationalisme conserve la primauté. Je me demande, d'ailleurs, dans quelle mesure nous accepterions, nous, les syndicats belges, de sacrifier notre autonomie et notre autorité pour renforcer notre organisation au niveau européen. Sur ce plan, nous n'avons pas suffisamment évolué : les organisations patronales et les organisations professionnelles sont à la traîne.

Les fusions et concentrations qui se réalisent au niveau européen affaiblissent sans cesse nos positions nationales. Que l'on songe, par exemple, aux grèves de Ford Genk et aux récentes grèves de Ford Angleterre."

A propos des problèmes agricoles, le président de la C.S.C. a déclaré :

"Le plan Mansholt ne concerne pas uniquement l'agriculture, mais touche à l'ensemble des problèmes européens. Il s'agit aussi d'emploi et de financement, et, dans ce domaine, nous devons avoir notre mot à dire. Le danger, c'est que l'on entende scinder les problèmes pour les traiter séparément. Il importe que nous soyons associés à l'examen de certains aspects de la question".

(De Standaard, 21 mars 1969)

-----  
(1) C.I.S.C. : Confédération internationale des syndicats chrétiens

C.I.S.L. : Confédération internationale des syndicats libres.

8. L'assemblée des membres du Conseil allemand du Mouvement européen invite le gouvernement fédéral à renoncer à ses réserves en matière de politique européenne

Dans une résolution, adoptée le 20 mars 1969, l'assemblée des membres du Conseil allemand du Mouvement européen invite le gouvernement fédéral à prendre plus franchement ses distances à l'égard de la position française en matière de politique européenne et à donner son accord à l'organisation de consultations au sein de l'U. E. O. entre les gouvernements qui y sont disposés. En outre, la résolution demande au gouvernement allemand de renoncer à ses réserves, au sein du Conseil de ministres des Communautés européennes, et de présenter de nouvelles propositions pour l'adoption de solutions communautaires.

Dans cette perspective, le Conseil allemand du Mouvement européen recommande au gouvernement fédéral de soumettre ses propres propositions pour l'adoption d'une politique commerciale commune entre la C. E. E. et les pays de l'Est, d'œuvrer à une intégration plus poussée de la politique allemande des transports dans la politique européenne commune des transports et de prendre des mesures pour renforcer les pouvoirs exécutifs de la Commission. De plus, le plan Mansholt, que le Conseil allemand du Mouvement européen qualifie de "Mémorandum fondamental pour la réforme des structures agricoles", devrait être complété, du côté allemand, par nombre de "propositions constructives".

Devant l'assemblée des membres qui, à l'unanimité, a réélu président M. Ernst Majonica, député C. D. U. du Bundestag, M. Jahn, secrétaire d'Etat au ministère fédéral des affaires étrangères, a déclaré qu'au cas où la France ferait des propositions en vue d'une restructuration des institutions existantes - inspirées des propositions avancées par M. Soames, ambassadeur de Grande-Bretagne - le gouvernement fédéral ne se refuserait pas à mener des conversations à cet effet. "Nous ne devrions pas considérer comme des "vaches sacrées" les formes de l'intégration actuelles", a-t-il dit.

Parlant de la proposition de M. George Brown, ancien ministre britannique des affaires étrangères, de mettre au point de nouvelles formes de collaboration en matière politique, M. Jahn a posé ces questions : "Dans quelle mesure existe-t-il, en fait, une volonté de renoncer à la part de souveraineté ? Que se passerait-il si cette solution, elle aussi, s'avérait irréalisable ? La création d'organisations nouvelles ne constitue point, en effet, une alternative à une absence d'accord politique".

Pour progresser en matière de politique européenne, le gouvernement fédéral a, pourtant, l'intention de procéder par voie bilatérale et multilatérale, de manière pragmatique et non pas institutionnelle. Tout engagement plus concret entraînerait de sérieuses divergences avec la France. C'est pourquoi le gouvernement fédéral, dans le cadre de l'U. E. O., estime souhaitable d'amorcer, tout d'abord, des consultations exploratoires. "Si elles réussissent, leur



objet pourra être fixé avec une plus grande précision". Que l'on ne croie pas que les difficultés soulevées en matière de consultations sont le seul fait de la France, ajoute l'orateur.

Faisant allusion au gouvernement britannique, M. Jahn précisa que, dès avant la crise actuelle de l'U. E. O., il n'avait pas été possible d'obtenir qu'un geste humanitaire soit fait dans la guerre au Nigéria.

Selon lui, la marge de négociation dont dispose le gouvernement fédéral en matière de politique européenne est limitée, d'autant que la "philosophie de l'intégration" est mise en question, et qu'elle doit être remplacée par une coopération intergouvernementale. "Cette limite une fois atteinte, nous sommes placés au pied du mur", conclut M. Jahn.

(Frankfurter Allgemeine Zeitung, 22 mars 1969)

**sur le plan communautaire et international**

## I - EXECUTIF COMMUNAUTAIRE

### 1. A Düsseldorf M. Jean Rey, président de la Commission européenne, stigmatise la léthargie européenne

Ainsi qu'il l'a déclaré à l'occasion de l'assemblée plénière de la Communauté du travail pour la rationalisation du land de Rhénanie du Nord/Westphalie, le 23 janvier 1969 à Düsseldorf, le président de la Commission européenne, M. Jean Rey, entend combattre énergiquement la léthargie qui gagne la politique européenne et dont il craint les effets paralysants.

Après l'achèvement de l'union douanière, il s'agit maintenant pour la C.E.E. de parvenir à une politique économique commune. Au nombre des tâches essentielles auxquelles il convient de s'atteler, le président Rey a cité la suppression des obstacles techniques et juridiques aux échanges commerciaux ainsi que l'harmonisation fiscale dans la Communauté. De l'avis du président de la Commission toute politique industrielle rationnelle nécessite la création d'un cadre préalable approprié en matière de droit des sociétés, la société commerciale européenne constituant un exemple, à cet égard. Elle implique également le maintien d'un règlement efficace en matière de concurrence et une réalisation complète de la liberté d'établissement et de prestation de services.

M. Rey a dénoncé les obstacles qui s'opposent encore à la mise en oeuvre d'une politique commune en matière de recherche, insistant en particulier sur la situation difficile d'Euratom. Il est nécessaire que les Etats membres consentent enfin un effort sur eux-mêmes. Si l'on veut consolider les monnaies de la Communauté et renforcer la solidarité monétaire entre les Etats membres, il est indispensable d'entreprendre une série d'actions communautaires, à commencer par la mise au point d'un mécanisme efficace permettant de résoudre les problèmes de balance de paiements, jusqu'à l'application de cours de change fixes pour les échanges économiques intracommunautaires. M. Rey a préconisé la suppression des fluctuations journalières des cours de change et l'établissement de cours de change invariables entre les Etats membres. Il est indispensable qu'un accord intervienne aussi rapidement que possible dans la Communauté sur les objectifs à court terme d'un tel processus d'intégration. L'intégration sur le plan de la politique monétaire implique également des progrès dans le sens d'une politique monétaire extérieure commune. Pour ce qui est de l'élargissement de la Communauté, la Commission maintient, selon M. Rey, sa position en faveur de l'ouverture immédiate de négociations avec les pays candidats. S'agissant de l'opportunité de créer une zone préférentielle européenne, M. Rey a répété qu'un tel projet est difficilement conciliable avec les règles du G. A. T. T. et peut difficilement être mis en oeuvre à Genève s'il n'est pas lié à une adhésion ultérieure à la Communauté.

Des arrangements de politique commerciale avec les pays candidats ne sont concevables que s'ils sont présentés comme une première étape dans la voie d'une adhésion ultérieure.

Le président de la Commission européenne a ensuite brisé une lance en faveur du pouvoir de décision des institutions européennes, sans lequel la Communauté ne peut fonctionner. Le rôle de la Commission en tant qu'organe impartial, en tant que moteur du développement et en tant que garant de l'application du traité de la C.E.E. ne doit en aucun cas être restreint. Le président de la Commission s'est également élevé contre le fait que le Conseil de ministres ne peut régler qu'à l'unanimité les questions importantes. Dans la Communauté, le droit de veto ne doit pas être érigé en principe. La Commission continue de recommander l'élargissement des compétences du Parlement européen, des pouvoirs de décision exigeant des possibilités de contrôle.

(Handelsblatt, 24/25 janvier 1969)

## 2. M. Mansholt défend son programme agricole au cours de la "Semaine Verte" à Berlin

C'est avec beaucoup d'ardeur que, le 2 février 1969, à Berlin, lors de la "Semaine Verte", M. Sicco Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes, a défendu les conceptions de la Commission de la C.E.E. en matière d'agriculture. Il s'est déclaré prêt, sans aucune équivoque, à tout débat sur le fond et a proposé à plusieurs reprises d'engager la discussion. Il a invité ses critiques à lui suggérer d'autres solutions.

La situation des agriculteurs n'est sans espoir que si nous ne voyons pas la dure réalité et si nous n'en tirons pas les conséquences politiques. Au lieu de belles paroles, il faut maintenant des décisions concrètes, qui soient également praticables du point de vue économique et politique. La Commission de la C.E.E. serait heureuse de toute proposition meilleure que l'on pourrait lui faire. Mais elle n'apprécie guère que l'on fasse de son programme une caricature pour pouvoir plus facilement la prendre pour cible de ses railleries. Par cette déclaration, au cours de la semaine verte à Berlin, le vice-président de la Commission de la C.E.E. s'est efforcé à désarmer les critiques prématurées et non fondées.

En République fédérale aussi, le discours de M. Mansholt a été considéré comme un jalon sur la voie d'une nouvelle évolution des conceptions en matière de politique agricole. L'approbation et les applaudissements unanimes du public, notamment des jeunes agriculteurs, pourraient bien amener la Fédération des agriculteurs allemands à revoir son point de vue sur le Mémorandum de la C.E.E. Des membres de la Fédération se sont d'ailleurs indignés de ce que le Bureau n'ait pas assisté à l'exposé de M. Mansholt sous prétexte d'autres engagements.

Selon M. Mansholt, une modification de la politique agricole européenne s'impose dès lors que, après avoir coûté des milliards, les mesures visant à soutenir les revenus agricoles par une action sur les prix, ont abouti à un échec complet. Les excédents ne cessant de croître, la vote des nouvelles majorations de prix est désormais interdite. L'augmentation de la productivité ne conduit plus à une amélioration correspondante des revenus. Des agriculteurs de moins en moins nombreux produisent des quantités sans cesse grandissantes de produits.

M. Mansholt a reconnu que c'est la France qui tire le plus grand avantage du Fonds agricole commun. La responsabilité de la République fédérale dans l'accroissement des excédents agricoles est cependant considérable, car c'est elle qui a toujours insisté le plus sur le relèvement des prix du lait, des céréales et du sucre. En toute sincérité M. Mansholt a reconnu que, dans le domaine de la politique agricole, la Communauté politique était absolument indispensable à la solidarité financière des six pays de la C. E. E.

Le gouvernement fédéral aurait dû défendre plus énergiquement la Communauté politique au cours des dernières années, a encore déclaré M. Mansholt, qui a ajouté : "J'espère qu'à l'avenir le gouvernement de la République fédérale s'emploiera avec plus de vigueur, comme l'Italie l'a fait jusqu'ici, à accélérer l'avènement d'une communauté politique englobant la Grande-Bretagne et les pays scandinaves. Créer une Communauté politique des Cinq (sans la France) avec l'Angleterre, sans remettre en question la Communauté économique des Six, voilà la solution que je préconise".

Dans la C. E. E., tous les dix ans, 5 millions de personnes quittent le secteur agricole. En 1985, le revenu réel aura doublé dans l'industrie. D'ici là, les revenus agricoles déjà plus modestes devraient tripler. Ce n'est pas par des belles paroles que l'on empêchera la prolétarianisation des agriculteurs. La somme dépensée pour soutenir les prix agricoles dans la C. E. E., qui est actuellement de 9 milliards de DM, risque de doubler bientôt et de s'accroître à l'infini sans que le sort des populations rurales s'en trouve amélioré. C'est "de l'argent gaspillé" dont on ferait mieux de financer des mesures sociales et structurelles en faveur des agriculteurs qui n'ont plus aucune chance de tirer leur subsistance de leur exploitation.

Le but du programme agricole de la C. E. E. est "d'éviter que soient encore créées des exploitations non rentables et, d'autre part, d'assurer que les recettes des impôts ne soient plus dépensées qu'à des fins économiques et sociales défendables". A cet effet, il faut malheureusement énoncer des critères concrets qui fixent les dimensions minima que doivent avoir les exploitations pour être rationnelles et viables. On ne devrait pas parler de l'attachement du paysan à la glèbe alors que l'on sait parfaitement que pour bon nombre d'entre eux qui mènent une existence misérable, cet attachement n'est autre chose que l'impossibilité de choisir une autre activité. L'exploitation

agricole n'est pas une fin en soi, mais un moyen de s'assurer une existence digne de l'être humain. Là où les exploitations ne pourront être dûment transformées, il faudra permettre aux hommes de choisir une meilleure part.

Les propositions de la C. E. E. visent à faciliter le départ des 5 millions d'agriculteurs qui cesseront leurs activités au cours de la prochaine décennie et à aider les autres à étendre leurs exploitations jusqu'à ce qu'elles atteignent des dimensions rentables.

Contrairement aux affirmations de la Fédération des agriculteurs allemands, le programme ne vise pas à limiter la liberté, l'indépendance et la propriété. Afin que les agriculteurs quittant leur exploitation puissent rester propriétaires de leurs terres, la C. E. E. envisage de leur accorder des prêts devant leur permettre de commencer une existence nouvelle et indépendante. Elle leur offre en outre des possibilités de rééducation ainsi que des subventions pour la formation professionnelle des enfants. Les agriculteurs âgés de plus de 55 ans (ils seront 2,8 millions au cours de la prochaine décennie) bénéficieront de pensions. Des implantations régionales d'industries doivent éviter l'émigration aux 2,2 millions d'agriculteurs qui souhaitent changer de profession.

Devant les journalistes M. Mansholt a déclaré que les dépenses agricoles représentent à l'heure actuelle 4 % du budget global des Etats de la C. E. E. et qu'elles passeront à 5,4 % en 1973 pour retomber à 2 % en 1980. Une nouvelle clé de répartition des contributions des Etats membres au budget agricole de la C. E. E. sera fixée en 1970. Les mesures structurelles devraient être financées à l'avenir pour 50 % par la caisse communautaire et pour 50 % par les pays qui les mettront en oeuvre.

(Die Welt, le 3 février 1969;  
Frankfurter Allgemeine Zeitung, le 3 février 1969)

### 3. M. Mansholt lance un appel pour la constitution de partis supra-nationaux

Prenant la parole le 13 février à Amsterdam, lors d'un congrès rural européen organisé par la Fondation Wiardi Beckman, M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, a lancé un appel aux sociaux-démocrates pour qu'ils entreprennent une action en vue de constituer des partis supranationaux afin d'être à même de se mesurer avec les puissances économiques dont les frontières ne coïncident pas avec celles des Etats nationaux. D'autres partisans du progrès pourraient s'associer à cette action.

M. Mansholt a consacré une partie importante de son discours à ses plans visant à une amélioration des structures de l'agriculture européenne. Les possibilités de les réaliser dépendent en grande partie, a-t-il déclaré, de l'évolution du Parti du Travail aux Pays-Bas et du socialisme en Europe.

MM. Den Uyl, président du groupe du Parti du Travail de la Seconde Chambre et Vredeling, membre du Parlement européen, ont réagi favorablement à cet appel.

Selon M. Vredeling, il faut répondre à l'appel de M. Mansholt en constituant, le plus rapidement possible, un parti politique européen. Celui-ci porterait le nom de Parti Européen du Progrès (P. E. P.).

Pour M. Den Uyl, il faut créer une parti européen du progrès parce que ce n'est que de cette manière que l'on pourra subordonner les intérêts particuliers aux intérêts de l'Europe et insérer l'Europe agricole et industrielle dans un cadre mondial. La réaction de M. Boersma (Parti Anti-Révolutionnaire), membre du Parlement européen, a également été favorable. L'Europe ne deviendra une réalité, a-t-il déclaré, que lorsqu'il y aura un Parlement européen et un Gouvernement européen.

(Nieuwe Rotterdamse Courant, les 13 et 14 février 1969)

#### 4. Déclaration du président de la Commission européenne, M. Jean Rey à Vienne, sur les relations entre l'Autriche et la C.E.E.

Lors d'une visite effectuée le 21 mars 1969 dans la capitale autrichienne, M. Jean Rey, président de la Commission européenne, a évoqué l'éventualité d'une reprise prochaine des négociations directes entre Vienne et Bruxelles en vue d'un "arrangement spécifique" avec la C.E.E. Cette allusion a été faite au cours d'une conférence sur l'"état d'avancement de l'intégration européenne", que le président Rey, répondant à l'invitation de la société de politique étrangère, a tenue à l'université de Vienne.

M. Rey a déclaré que la Commission s'efforçait d'amener certains membres de la Communauté, qui tentaient par leur veto de bloquer certaines évolutions, à infléchir leur politique. A ces fins, il a récemment eu avec le ministre italien des affaires étrangères, M. Nenni, des entretiens approfondis au cours desquels il a recueilli l'impression que "le moment viendra bientôt de reprendre les conversations directes entre la Commission et l'Autriche". Au cours d'une conversation avec les rédacteurs du quotidien viennois "Die Presse", M. Rey a déclaré que sans pouvoir dire avec précision ce qu'il fallait entendre par "bientôt", il avait cependant l'impression qu'on était déjà bien engagé sur la voie d'une solution.

Le Président Rey a refusé pour sa part d'aborder la question du rapport existant entre le veto opposé par l'Italie aux négociations autrichiennes avec la C.E.E. et les progrès acquis dans la question du Tyrol du Sud, mais il a toutefois précisé ses déclarations en soulignant qu'on avait envisagé les arrangements commerciaux suggérés par la France comme une sorte de solution intermédiaire. Toutefois, nul ne savait à Bruxelles quel aspect concret donner

à ces arrangements. C'est pourquoi plutôt que d'attendre, il convient de reprendre les conversations bilatérales entre l'Autriche et la C. E. E. là où elles ont été interrompues.

En revanche, tant dans son exposé qu'au cours de la conversation mentionnée, le représentant de la Commission de Bruxelles a souligné que le gouvernement autrichien ne portait aucune responsabilité dans la rupture des négociations bilatérales avec Bruxelles. Du côté de Vienne, tout a au contraire été mis en oeuvre pour parvenir à une solution économique, tout en sauvegardant la neutralité du pays. Les difficultés viennent indubitablement de la Communauté européenne. Les déclarations de M. Rey ont été manifestement accueillies par les autorités compétentes avec satisfaction, car elles peuvent avoir leur poids sur le plan intérieur, en relation avec les prochaines élections.

M. Rey a laissé entendre à cet égard qu'on n'attendait pour l'instant de Vienne aucune initiative nouvelle pour la relance des conversations avec Bruxelles, car il convenait d'abord de régler les difficultés internes de la Communauté avant qu'une initiative, d'où qu'elle vienne, ait des chances d'aboutir.

(Neue Zürcher Zeitung, 25 mars 1969)



## II - MOUVEMENTS, ORGANISATIONS ET PERSONNALITES

### 1. La conférence des ministres des finances de la C.E.E. à Garmisch-Partenkirchen

Réunis les 13 et 14 janvier 1969 à Garmisch-Partenkirchen les ministres des finances de la C.E.E. y ont débattu certains problèmes de politique financière et monétaire propres à la Communauté économique européenne. A l'occasion de cette conférence, dirigée par le ministre fédéral des finances, M. Strauss, et à laquelle participait également M. Schiller, ministre fédéral de l'économie, les ministres des finances ont poursuivi leurs consultations sur la future constitution financière de la C.E.E. et examiné avec les présidents des banques d'émission la situation sur le plan de la politique monétaire, après la conférence internationale de Bonn.

Les ministres des finances ont poursuivi leurs efforts en vue d'être plus étroitement associés à toutes les propositions de la Commission qui ont des conséquences financières. En particulier il serait souhaitable qu'à l'avenir le Conseil de la Communauté ne puisse plus prendre aucune décision lourde de conséquences financières sans avoir préalablement entendu les ministres des finances. Une telle réglementation aurait une importance particulière pour la politique agricole de la Communauté, mais également pour tous les autres domaines.

Le rapport élaboré par le comité de politique budgétaire de la C.E.E. en vue de la conférence de Garmisch est orienté dans le même sens. Le comité y recommande l'adoption d'une règle en vertu de laquelle la Commission serait tenue à l'avenir d'assortir toutes ses propositions au Conseil d'une prévision des coûts portant sur plusieurs années. Il y recommande en outre une amélioration des mécanismes budgétaires de la Communauté et l'institution de programmes financiers pluriannuels pour les dépenses communautaires, selon la pratique en usage dans les différents Etats membres.

Le premier jour de la conférence M. Hans von der Groeben, membre allemand de la Commission, a fait un exposé sur la nécessité d'une harmonisation fiscale au sein de la Communauté, en particulier dans les échanges de capitaux et les fusions d'entreprises au-delà des frontières nationales. La Commission aurait l'intention de proposer certains allègements fiscaux en vue d'encourager la fusion d'entreprises de différents Etats membres de la C.E.E. Il s'agissait avant tout de trouver une réglementation telle que des fusions recherchées n'échouent pas en raison de l'obligation pour les entreprises de faire apparaître leurs réserves occultes dès le moment de la fusion et de payer des impôts sur ces réserves.

Les ministres des finances de la Communauté des Six n'ont pu se mettre d'accord sur l'institution d'une nouvelle étape dans la suppression des contrôles douaniers aux frontières intérieures de la Communauté. Comme le ministre des finances, Franz Josef Strauss, en sa qualité de président de la Conférence l'a déclaré à la presse à l'issue des débats du premier jour, la République fédérale a adhéré pleinement à une proposition de la Commission tendant à autoriser les touristes à transporter des marchandises assujetties à la taxe sur le chiffre d'affaires jusqu'à concurrence de 100 dollars et à prévoir une réglementation spéciale pour les marchandises qui sont soumises dans un pays à une taxe de consommation particulièrement élevée. Avec une telle réglementation, il serait possible, de l'avis de M. Hans von der Groeben, membre allemand de la Commission de la C.E.E., de limiter les contrôles douaniers aux frontières à des sondages. Toutefois, d'après les déclarations de M. Strauss, tous les ministres financiers ne se sont pas encore ralliés à cette proposition. Mais le ministre fédéral des finances s'est refusé à désigner les pays qui se sont montrés le plus hostile à un assouplissement des contrôles douaniers.

Il a donné l'assurance que la République fédérale était même disposée à aller au-delà de la proposition de la Commission et à ne pas limiter la quantité de marchandises assujetties à la taxe sur le chiffre d'affaires pouvant être emportées par le touriste au-delà des frontières nationales. De telles marchandises toutefois, qui sont en même temps soumises à la taxe à la consommation, devraient pouvoir être emportées jusqu'à concurrence de 1000 DM. M. Strauss a exprimé l'espoir que l'on parviendra malgré tout à un accord sur cette question du trafic des marchandises détaxées avant la prochaine saison touristique. De tels allègements ne devraient toutefois en aucun cas être consentis en faveur du trafic de marchandises pour compte propre, du fait que les taux d'imposition ne sont pas harmonisés dans les Etats membres et qu'il en résulterait un traitement différentiel.

Selon M. Strauss, une suppression totale des contrôles douaniers aux frontières intérieures à la Communauté n'est toutefois pas encore possible "pour maintes raisons". Il rappelle à ce propos également l'interdiction en République fédérale frappant les exportations d'armes qu'il y a lieu de contrôler. Une suppression totale des services douaniers aux frontières ne peut d'ailleurs avoir lieu qu'après une harmonisation fiscale.

A propos du trafic touristique, M. von der Groeben a lui aussi fait part d'une proposition de la Commission qui doit être soumise sous peu au Conseil de ministres de Bruxelles.

Selon M. Strauss, lors de la conférence de Garmisch, on s'est accordé à reconnaître la nécessité d'un renforcement de l'influence des ministres des finances sur les décisions de la C.E.E. C'est ainsi qu'à l'avenir toute proposition soumise au Conseil doit être assortie d'un état prévisionnel des coûts portant si possible sur plusieurs années. Les enquêtes sur les moyens d'introduire un plan financier pluriannuel au sein de la Communauté ne doivent

pas être limitées aux Etats membres, mais inclure également les budgets de la Commission. Le comité de politique budgétaire a été chargé à l'unanimité de poursuivre ses études sur ce point et d'en informer les ministres au cours de la prochaine réunion.

Toutes les propositions de la Commission ayant des conséquences financières doivent à l'avenir non seulement être soumises au Conseil, mais encore être transmises simultanément aux ministres des finances. Enfin, les ministres ou leurs représentants veulent à l'avenir participer à toutes les séances du Conseil dont les discussions porteront sur des propositions à conséquences financières.

Aucun accord n'a pu être obtenu sur la suggestion allemande de concentrer la responsabilité financière au sein de la Commission entre les mains d'un service, ce qui reviendrait à créer un ministère des finances de la C. E. E. Dans l'idée de la République fédérale, il s'agirait non pas de créer un nouveau commissariat, mais de charger l'un de ceux qui existent déjà de cette tâche.

(Frankfurter Allgemeine Zeitung, 7 janvier 1969  
Handelsblatt, 7 janvier 1969  
Frankfurter Allgemeine Zeitung, 14 janvier 1969  
Die Welt, 14 janvier 1969  
Frankfurter Allgemeine Zeitung, 15 janvier 1969  
Handelsblatt, 15 janvier 1969  
Neue Zürcher Zeitung, 15 janvier 1969  
Industriekurier, 16 janvier 1969).

## 2. L'Union Paneuropéenne lance un appel à l'unification européenne et salue la "nouvelle initiative européenne" du Général de Gaulle

Le Conseil belge de l'Union Paneuropéenne a organisé le 27 janvier 1969 à Bruxelles, le douzième "Dîner de la Saint-Charlemagne". A cette occasion, l'Archiduc Otto de Habsbourg a présenté un bilan de l'avenir européen où il ne voit que désespérance.

Cette désespérance, il l'attribue à la perte de foi en l'Europe depuis la période de Robert Schuman jusqu'à ces dernières années où par la répétition de vieilles phrases jusqu'aux confins de l'ennui, on en vient à ces actes de foi plus proches de la méthode du Dr Coué que du Credo.

Cette perte de foi coïncide, selon l'orateur, avec une perte d'âme tant au niveau de la jeunesse dont la révolte généreuse sombra dans un vide que, par ignorance ou indifférence, les adultes n'ont pas comblé, qu'au niveau des églises déchirées par leurs ministres et leurs théologiens.

Un second motif de désespoir réside pour l'archiduc dans le fossé économique qui s'élargit inexorablement entre l'Europe et les nations plus développées. L'orateur traça alors un tableau très sombre de la situation pour conclure que l'Europe scientifique agonise, tandis que le Marché commun et la zone de libre-échange s'enlissent dans les marécages de la procédure.

Plus pessimiste encore est son diagnostic de la politique européenne. Non seulement la notion de solidarité n'est plus de mise entre les peuples européens, mais la plupart des organisations privées européennes, à leur tour, songent à leurs différences plutôt qu'à l'idéal qui devrait les unir.

Cependant, au bord de l'Europe de la démission, le désespoir même peut, selon le conférencier, donner une force immense. A partir de cette position, l'archiduc esquisse les lignes d'un possible redressement. La reconnaissance, ne fût-ce que par pays, de la "nationalité européenne" serait, selon lui, par la vertu de l'exemple, un premier pas vers l'Europe politique.

Cette Europe ne peut être seulement politique, poursuit le conférencier, dans la mesure où elle doit donner au monde ce modèle de vie de la société à laquelle l'humanité aspire. Elle doit être culturelle. Un moyen consisterait dans la réforme de l'université, dans l'optique de l'antique République chrétienne des universités de l'Occident. L'Europe économique, quant à elle, pourrait être réalisée plus facilement par la mise en commun des inventions et des sciences.

L'archiduc attaqua au passage le traité de non-prolifération nucléaire dont le but est, dit-il, de créer un monopole économique mondial en faveur des superpuissances dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Quelques jours plus tard, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'initiative d'Aristide Briand en faveur de l'unité européenne, l'Union paneuropéenne que préside le baron Richard de Coudenhove-Kalergi a publié un "appel à tous les Européens" dans lequel, faisant allusion aux propositions du Général de Gaulle à l'ambassadeur britannique M. Soames, on lit : "Face à l'Amérique, la Russie et la Chine, l'Europe reste impuissante. En cette heure cruciale, le président de la République française vient d'inaugurer une nouvelle initiative européenne.

De Gaulle a proposé au gouvernement britannique de discuter les moyens d'unir l'Europe avant qu'il ne soit trop tard : par une entente franco-britannique, par l'entrée de la Grande-Bretagne dans le système continental, par un compromis entre le Marché commun et la zone de libre-échange, par un équilibre entre l'Europe et une Amérique amie et alliée, par une solidarité permanente entre la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie, dont les populations de 215 millions dépassant les deux tiers de celles des 18 membres du Conseil d'Europe.

Cette solidarité rendrait toute hégémonie nationale impossible et hâterait l'union de l'Europe dans l'intérêt de toutes les nations."

(Le Monde, 14 mars 1969)

(La libre Belgique, 30 janvier 1969)

### 3. Le Mouvement européen et les plans du Benelux

Le Bureau du Mouvement Européen aux Pays-Bas a accueilli favorablement la déclaration que les Premiers Ministres et les Ministres des Affaires étrangères de Belgique et des Pays-Bas ont faite le 4 février sur le développement et le renforcement de l'union économique du Benelux.

Le Mouvement Européen estime que les pays doivent pouvoir participer aussi nombreux que possible au processus d'intégration. Le Bureau constate cependant que les divergences fondamentales existant au sein du Conseil de ministres de la Communauté européenne sur la nature et l'ampleur de l'unification font encore obstacle à la réalisation de cet idéal. A divers égards, le Benelux a été l'animateur de l'unification européenne et dans quelques domaines, il est en avance sur la C.E.E.

Le Bureau estime que tout doit être mis en oeuvre pour sortir de l'impasse politique que connaît la C.E.E. Cependant, aussi longtemps que l'esprit de décision du Conseil de la Communauté européenne ne permettra pas de nourrir de grandes espérances pour l'avenir immédiat, il faut applaudir à tout progrès, si modeste qu'il soit, dans l'espoir que cette fois encore, l'exemple donné par le Benelux sera suivi.

(Bulletin d'Information du Mouvement Européen aux Pays-Bas, le 5 février 1969)

### 4. Le président de la Conférence permanente des Chambres de Commerce de la C.E.E. expose le rôle à jouer par cette organisation dans la Communauté

M. Ernesto Stagni, président de l'Union italienne des Chambres de Commerce, récemment élu président de la Conférence permanente des Chambres de Commerce de la C.E.E., a exposé dans une interview à un quotidien italien les buts et l'activité de l'organisation qu'il préside.

"Nous pouvons affirmer, a-t-il déclaré, que les Chambres de Commerce de l'Europe entière sont déjà engagées, fort heureusement, dans le processus d'intégration économique. Il reste que leur représentation unique, c'est-à-dire

la Conférence permanente, n'a pas encore été admise parmi les organes consultatifs officiels de la Communauté : dès lors, l'objectif premier de la Conférence est de faire entendre de plus en plus sa voix dans les milieux officiels, en tant qu'elle est appelée à discuter, par delà les opinions émanant des divers secteurs, les différents problèmes qui se posent au point de vue des intérêts interprofessionnels.

Actuellement, la construction de la C.E.E. progresse à un rythme ralenti, essentiellement pour des raisons d'ordre politique, qui n'ont rien à voir avec la compétence de la Conférence permanente et qui, en tout état de cause, n'influent pas sur l'activité des directions générales de l'organisation administrative de la Commission européenne. Il faut reconnaître en effet, que ces directions poursuivent leurs travaux et s'efforcent de résoudre les problèmes de nature économique, technique et juridique, qui dérivent de la situation divergente des six pays et font obstacle à l'harmonisation rapide des systèmes nationaux.

Si bien que la Conférence se propose d'élucider certains de ces problèmes, afin de faciliter les décisions à intervenir dans l'avenir et, partant, d'accélérer le processus d'intégration. Un des principaux problèmes étudiés actuellement par les commissions de la Conférence, c'est le projet de constitution de la société européenne, qui devra permettre de surmonter toutes les difficultés auxquelles on se heurte en lançant de nouvelles initiatives économiques, tout en fournissant un modèle uniforme pour la conception de ces initiatives. Un autre sujet d'une importance spéciale est celui de la libération des mouvements de capitaux et, partant, de l'abolition des obstacles qui s'opposent encore à leur libre circulation. Ces obstacles sont de nature diverse, mais d'abord et surtout d'ordre fiscal et législatif. A la libre circulation des capitaux s'ajoute le vaste problème de l'aménagement des marchés financiers européens, qui devrait permettre de conjurer les crises monétaires récurrentes, comme celles que nous avons eues en 1968.

D'autres problèmes intéressent la réalisation d'une politique des transports, d'une politique agricole commune et la conversion de la politique de marché en une politique des structures.

En conclusion, M. Stagni a déclaré que la Conférence permanente se trouvait affrontée à un éventail très large de problèmes, qui vont des grands thèmes de l'intégration économique des Six jusqu'aux questions plus techniques, telle que l'imposition des matières premières importées des pays associés, etc."

(Il Sole - 24 Ore, 6 février)

#### 5. Déclarations sur l'Europe et les relations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe au cours du voyage du président Nixon à Bruxelles, Londres, Bonn, Rome et Paris

Le 6 février 1969, le président des Etats-Unis a défini en ces termes le but de son voyage en Europe :

"Ce voyage a pour objet de souligner mon engagement en faveur des relations les plus étroites entre nos amis d'Europe occidentale et les Etats-Unis. J'aimerais faire en sorte que ces relations, au lieu d'être simplement inspirées par le souci des problèmes d'ordre tactique du jour, aboutissent à une définition de nos objectifs communs... Je suis impatient de procéder, dans un proche avenir, à un échange de vues sur tous les points importants qui nous concernent. Je suis en faveur de consultations franches et amicales et je suis ravi qu'il ait été possible d'effectuer ce voyage dès le début de mon administration. J'ai l'intention de discuter, non pas de proposer; ce qui importe, c'est le travail, non pas les cérémonies. L'avenir des pays de l'Occident ne saurait plus longtemps correspondre aux seules vues américaines. Il exige que les Européens comme les Américains y consacrent le meilleur de leurs réflexions. Je considère ce voyage comme établissant la base d'une série de rencontres qui devront être poursuivies dans les mois à venir".

Le 22 février, le président Nixon faisait la déclaration suivante à la presse :

"On devrait mentionner trois catégories générales de problèmes. En premier lieu, j'aimerais discuter de toutes les questions bilatérales essentielles que l'autre partie pourrait désirer soulever ainsi que de celles dont, à nos yeux l'examen pourrait s'avérer utile. Deuxièmement, je me propose de discuter également de questions multilatérales, en particulier celles qui concernent l'alliance et nos relations avec les autres pays d'Europe. Dans chacun des pays que nous visiterons, nous soulèverons l'une ou l'autre question de caractère bilatéral.

En troisième lieu, un temps considérable sera consacré à des sujets qui ne revêtent un caractère ni bilatéral, ni multilatéral et qui n'ont pas trait à l'Europe. Sur la base des indications qui m'ont été communiquées par les chefs de gouvernements et d'Etat étrangers, nombre de discussions seront consacrées à des sujets d'ordre général dans le domaine des affaires étrangères, domaine où je serais vivement intéressé à bénéficier des avis et des meilleures réflexions des dirigeants étrangers sur lesdits sujets, tels que les relations entre l'Est et l'Ouest, le contrôle des armements.

Comme je l'ai déjà indiqué, nous examinerons avec nos amis d'Europe la possibilité et l'opportunité d'engager avec l'Union soviétique des discussions sur les sujets les plus divers, discussions sur nos relations - non seulement les nôtres, mais aussi les leurs - avec les pays en voie de développement, les programmes d'assistance, par exemple; discussions portant aussi sur d'autres zones de la planète - Amérique latine, Afrique et Asie - où nous pouvons avoir des intérêts communs...

Je ne me rends pas en Europe dans l'intention de donner un cours aux Européens, ni de leur dire que nous sommes meilleurs juges ou qu'ils devraient nous suivre.

Nous nous proposons de les écouter, d'échanger nos vues, de recueillir de leur part les meilleures informations et les meilleurs avis quant à la manière dont leurs problèmes devraient être résolus et quant à la manière dont les problèmes mondiaux devraient l'être. Nous avons besoin de leurs conseils et nous nous rendons là-bas en toute honnêteté pour essayer de les obtenir".

## BRUXELLES

Lors de son séjour à Bruxelles, le président Nixon a eu un entretien avec M. Jean Rey, président de la Commission des Communautés européennes.

A plusieurs reprises, M. Jean Rey a commenté l' "excellente atmosphère dans laquelle se sont déroulées lundi dernier les conversations entre le président Nixon et lui-même", ainsi que leur signification.

Toutes les questions essentielles présentant un intérêt commun à la fois pour les Etats-Unis et les Communautés européennes ont fait l'objet d'une révision, a-t-il ajouté, qualifiant la discussion de "franche et constructive".

Résumant à l'intention du président l'état actuel de la Communauté, M. Rey précisa que la situation économique était fondamentalement saine; l'intégration est en cours bien que certaines discussions mettent en relief de graves problèmes, tels que le problème d'une politique énergétique commune, celui de l'agriculture et celui d'une politique commerciale commune à l'égard de l'Europe de l'Est. Evoquant les tensions actuelles entre Londres et Paris au sujet de l'élargissement des Communautés, M. Rey déclara qu'en accord avec "le rôle de la Commission, qui consiste à concilier plutôt qu'à aggraver", il n'avait pas abordé ce sujet. En réponse à une question du président Nixon relative aux incidences sur la Communauté de ce qui semble être une renaissance du nationalisme, M. Rey souligna le fait que l'Europe avait maintenant conquis son propre espace dans le monde par la suppression des barrières douanières et des restrictions aux échanges agricoles, et que les étapes qui restent à franchir sur la voie vers l'union impliquent davantage le sacrifice d'intérêts nationaux essentiels. Il est normal que ces intérêts se préciseront davantage au fur et à mesure des progrès réalisés par la Communauté, ajouta-t-il.

Les deux présidents ont mis l'accent sur la nécessité d'éviter une guerre commerciale entre les Etats-Unis et le marché commun. A ce propos, ils ont appuyé en commun l'idée d'une consultation étroite et continue à tous les niveaux. M. Rey ajouta qu'il y avait lieu d'être conscient de "nos responsabilités communes dans les domaines tels que les échanges, les questions monétaires et l'aide aux pays en voie de développement".

Au moment de quitter Bruxelles, le président Nixon déclara qu'il était "encouragé dans sa conviction que l'Amérique pouvait travailler avec ses parte-



naires européens dans une harmonie croissante. Mes entretiens avec le président Rey et la Commission des Communautés européennes ont renforcé ma conviction quant à la hauteur de l'objectif de l'intégration économique européenne et au caractère indispensable qu'elle revêt".

Le 24 février, le président Nixon a prononcé un discours devant le Conseil du Traité de l'Atlantique Nord. Il a notamment déclaré : "j'ai déjà indiqué que nous sommes en train de terminer une période de confrontation et sur le point d'aborder une période de négociations. En temps voulu et après une préparation adéquate nous entamerons avec l'Union soviétique des négociations portant sur un large éventail de questions, dont certaines concerneront directement nos alliés européens. Nous procéderons sur la base d'une consultation et d'une coopération pleines et entières avec nos alliés, parce que nous reconnaissons que les chances de succès des négociations dépendent de notre unité".

Par ailleurs, M. Nixon a eu des entretiens avec MM. Eyskens et Harmel, puis un tête-à-tête avec le roi Baudouin. Le thème principal en a été les affaires Atlantique Nord, des relations entre l'Est et l'Ouest.

A son départ de Bruxelles, le président des Etats-Unis a exprimé sa confiance dans l'Alliance Atlantique Nord. Le premier ministre belge, M. Eyskens a souligné, de son côté, la volonté de coopération qui a caractérisé les conversations belgo-américaines. Quant aux difficultés européennes actuelles, M. Eyskens devait déclarer que le Marché commun est important et que les Européens iront de l'avant : "malgré des déceptions et des crises passagères". Selon le premier ministre, la tâche des Américains est désormais claire : "soutenir les Communautés, même si cela doit entraîner parfois des inconvénients passagers pour les Etats-Unis". Il devait déclarer en outre : "La Belgique est attachée aux traités de Paris et de Rome. Elle a même accepté certaines réglementations de caractère technique qui ne lui étaient pas toujours favorables, afin de rendre le choix irréversible. Nous sommes fidèles à cet esprit et nous rejeterons toute modification fondamentale qui pourrait être suggérée".

## LONDRES

A son arrivée à Londres, le président Nixon a saisi l'occasion pour donner sa définition des relations spéciales qui existent entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni : "Winston Churchill a qualifié un jour nos relations de spéciales. Ce faisant, il n'avait point en vue des obligations juridiques, mais des facteurs humains intangibles. Ce qu'il considérait, c'étaient ces possibilités de communication dont Woodrow parlait déjà voilà 50 ans; il n'existe pas deux nations dans le monde qui communiquent plus couramment et plus étroitement que ne le font les Etats-Unis et le Royaume-Uni. En commun, nous avons une langue, en commun nous avons la "common law", et nous avons chacun de grandes institutions parlementaires, et d'autres encore. Et parce que nous

disposons de ces institutions, nous bénéficions d'un type de relations qui créent des liens spécifiques entre nous. Mais cela signifie aussi que nous partageons encore autre chose : un engagement commun pour une paix qui dépasse les frontières nationales, et puisque nous sommes ainsi partenaires dans la recherche de la paix, nous savons que nos relations, ces relations spéciales n'ont rien d'exclusif, parce que la paix que nous voulons l'un et l'autre ne sera assurée que si toutes les nations connaissent un jour ces rapports de confiance et de franchise qui nous unissent".

Le premier ministre de Sa Majesté, M. Wilson, devait déclarer dans sa réponse : "Les événements de l'été dernier, pour leur part, soulignent la nécessité de forger une plus grande unité à l'intérieur de l'Europe, d'avoir pour objectif une unité visant non pas à affaiblir ou à rompre l'alliance, mais à consolider celle-ci. Une unité qui mette l'Europe, et chacun d'entre nous en tant que pays européen, en mesure d'accroître ensemble le potentiel élevé de puissance et de capacité industrielles que nous possédons tous en Europe. Une unité en matière politique aussi bien qu'économique, qui refuse les attitudes étroites et nationales au profit de cette plus ample conception du monde que vous, Monsieur le Président, et nous avons mandat de promouvoir".

M. Nixon a reçu le chef du parti conservateur, M. Heath, pour une conversation portant sur les problèmes du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud-Est, de l'économie européenne, de l'Otan et des relations entre l'Est et l'Ouest. Le président des Etats-Unis a ensuite repris ses entretiens avec M. Wilson. Puis il a assisté avec ses collaborateurs à une réunion du gouvernement britannique. Dans ses conversations, ont été abordés les problèmes de l'Otan, des affaires économiques et de l'intégration européenne. Les sujets du Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Afrique ont été traités à l'occasion d'un déjeuner de travail.

### BONN et BERLIN

A son arrivée en Allemagne, M. Nixon a parlé du dévouement des Etats-Unis à la cause de l'unité de l'Allemagne et de la "fidélité commune à la grande Alliance Atlantique". Il a prononcé un discours devant le Bundestag, puis continué ses entretiens avec le Chancelier fédéral, M. Kiesinger. Un porte-parole du gouvernement fédéral déclarait que M. Nixon avait exprimé l'opinion que les difficultés actuelles de l'Europe étaient passagères et qu'aucune situation critique ne s'était produite. Les entretiens ont porté sur les problèmes des relations entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., Berlin, l'intégration européenne et la sécurité européenne. M. Kiesinger répondit au président américain que le but de la politique de l'Allemagne était une Europe unie et que les divergences sur les méthodes et la forme de cette unité restaient d'ordre subalterne.

Parlant devant les Forces armées américaines à l'aéroport de Berlin-Tempelhof, le Président des Etats-Unis devait déclarer notamment au sujet

de la présence de troupes américaines dans un pays étranger : "Il est vrai que vous êtes ici dans un pays très éloigné de vos foyers, mais vous êtes aussi dans un pays et dans une ville qui vous souhaitent la bienvenue et désirent votre présence.

Vous n'êtes pas ici en tant que force d'occupation, parce que les Etats-Unis d'Amérique auraient conçu des ambitions à l'endroit d'une autre nation ou d'un autre territoire, vous êtes ici en raison de notre désir - partagé par les habitants de ce pays et de cette ville - de défendre leur droit à la liberté; tel est le destin américain dans le monde d'aujourd'hui.

Nous sommes une grande puissance, nous avons à assumer des obligations dans toutes les parties du globe, mais en raison des grands changements intervenus dans l'histoire, la mission de l'Amérique diffère de la mission de certains autres qui en remplissant leur rôle sur la planète sont parvenus à la grandeur.

Nous ne sommes en quête d'aucun territoire, nous ne recherchons aucune concession; tout ce que nous désirons, c'est de faire bénéficier d'autres du droit que nous avons nous-mêmes, le droit d'être libre, le droit de choisir nos propres chefs, celui de ne pas être d'accord et celui de régler nos désaccords par des solutions pacifiques".

## ROME

Le président Nixon a discuté avec les dirigeants italiens des problèmes relatifs au Moyen-Orient, à l'Amérique latine, à l'Europe orientale, aux relations avec l'U.R.S.S. et des propositions visant à accroître l'efficacité de l'O. T. A. N.

En accueillant le président Nixon, le président de la République italienne, M. Saragat, devait notamment déclarer : "Votre voyage, Monsieur le président, revêt une grande importance pour l'avenir des rapports entre les peuples qui adhèrent à l'alliance atlantique et comme prémices des négociations que vous aurez avec l'Union soviétique. Mais, à ce grand dialogue de paix entre l'Est et l'Ouest, l'Europe ne pourra apporter une contribution décisive que si elle trouve, avec l'unité, la dimension nécessaire pour dominer son propre destin".

Dans les entretiens du président Nixon avec le président du Conseil, M. Rumor, le ministre des affaires étrangères, M. Nenni et le ministre du Trésor, M. Colombo, apparut une identité d'objectifs et d'idéaux.

## PARIS

A son arrivée à Paris, le président des Etats-Unis a déclaré "Je viens ici au terme de mon voyage européen pour souligner notre attachement aux relations franco-américaines".

Le Président des Etats-Unis a eu des entretiens avec le Général de Gaulle. Les deux chefs d'Etat ont été rejoints par MM. Couve de Murville et Debré, et du côté américain, par MM. William Rogers, secrétaire d'Etat, Henri Kissinger, conseiller du président pour les affaires étrangères et les problèmes de sécurité nationale et Martin Hillenbrand, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes.

Lors d'un dîner en l'honneur du président de la République française, le président Nixon devait déclarer : "C'est avec un grand plaisir, Monsieur le Président, que j'attends de travailler avec vous, avec votre pays et votre gouvernement pour la cause à laquelle vous avez consacré votre vie. La liberté et la dignité des nations et des hommes, la paix et la fraternité entre les peuples".

Dans sa réponse, le Général de Gaulle déclarait de son côté : "Hier nous disions publiquement que le monde subissait de profondes modifications. Mais j'ai pu constater une fois de plus, comme je l'ai déjà noté en plusieurs occasions mémorables au cours de mon existence, qu'il y a une chose qui ne change jamais, c'est notre amitié franco-américaine. J'ai toujours constaté que lorsque la volonté existe, si difficiles que soient les problèmes qui se dressent devant vous et devant nous, Américains et Français, nous pouvons les régler non seulement dans un climat de franchise et de cordialité, mais aussi de confiance mutuelle".

#### CITE DU VATICAN

A l'issue de la visite du président Nixon auprès du pape Paul VI, le Vatican publiait un communiqué dans lequel on lit : "Les conversations ont essentiellement porté sur l'examen des différentes situations où l'entente entre les nations est particulièrement nécessaire et où la paix doit être rétablie en apportant aux conflits des solutions justes et honorables tout en respectant les libertés et les inspirations légitimes des peuples.

Dans le domaine de la collaboration internationale, une attention particulière a été consacrée à la nécessité d'intensifier l'aide aux pays en voie de développement, entre autres par l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Exprimant sa haute estime pour la contribution qu'apportent les Etats-Unis d'Amérique au programme de développement, le Saint-Père a recommandé de le poursuivre et de l'amplifier, toujours dans l'entier respect de la dignité et de la liberté des peuples auquel il est destiné.

En outre, Sa Sainteté a exprimé le souhait confiant que l'action des Etats-Unis d'Amérique soit guidée par la défense et la promotion des idéaux d'une société libre, juste et pacifique, conformément à l'esprit de l'Evangile et au principe même de la constitution du pays".

## WASHINGTON

A son retour de Washington, le 3 mars, le président Nixon devait déclarer : "Je pense que l'une des réalisations de ce voyage est que nous avons établi entre les Etats-Unis et les principaux pays d'Europe ainsi que, j'en suis sûr, d'autres pays d'Europe de nouveaux liens de confiance et de bonne foi qui n'existaient pas auparavant.

Si nous considérons nos relations avec la France, nous conviendrons qu'elles sont différentes aujourd'hui de ce qu'elles étaient il y a une semaine. Dans quelle mesure elles le sont, seule l'épreuve du temps pourra le dire. Cependant, je pense pouvoir dire à propos de la situation actuelle que ces relations sont effectivement différentes et meilleures. Nous pouvons également affirmer que l'un des résultats de ce voyage, c'est que les Etats-Unis ont témoigné de leur intention de maintenir leur appui entier à l'Alliance, à l'Alliance Atlantique, et que nous avons aussi fait part de notre appui à la notion et à l'idéal de l'unité européenne.

En outre, nous avons indiqué que nous reconnaissons nos limites pour autant que l'unité européenne est en question. Les Américains ne sauraient unifier l'Europe. Ce sont les Européens qui doivent le faire. Et nous ne devrions pas être impliqués dans les différends entre Européens qui ne mettent pas en cause nos intérêts vitaux".

(News Bulletin du Service d'Information des Etats-Unis, cité dans la suite comme News Bulletin, n° 24, 7 février 1969)

(International Herald Tribune, 24 février 1969; Le Monde, 25 février 1969)

(Le Monde, 26 février 1969; Le Soir, 26 février; News Bulletin n° 40, 1er mars 1969)

(International Herald Tribune, 25 février 1969; The Times, 25 février 1969) (Le Soir, 25 février 1969)

(News Bulletin, n° 36, 25 février 1969)

(Le Soir, 26 février 1969; International Herald Tribune, 26 février 1969; Le Monde, 27 février; The Times, 26 février 1969)

(Le Monde, 28 février 1969; Le Républicain Lorrain, 27 février, International Herald Tribune, 27 février 1969)

(Le Nouveau Journal, 28 février 1969; International Herald Tribune, 28 février; Die Welt, 28 février; Le Monde, 28 février; Le Figaro, 28 février)

(News Bulletin, n° 39, 28 février 1969)

(Le Monde, 1er mars 1969)

(Il Giorno, 28 février 1969; Corriere della Sera, 28 février; Süddeutsche Zeitung, 1/2 mars; Libre Belgique, 28 février; Le Figaro, 28 février).

(News Bulletin des 1er mars et 3 mars 1969; Le Nouveau Journal, 1er mars, Le Figaro, 1er mars 1969)

(Le Monde, 2 mars 1969; International Herald Tribune, 1/2 mars et 3 mars; Le Figaro, 1/2 et 3 mars 1969)

(News Bulletin du 3 mars 1969)

(News Bulletin du 4 mars 1969; Avvenire, 4 mars 1969)

(News Bulletin du 5 mars 1969)

## 6. Congrès international de Milan sur la participation populaire à l'unification politique de l'Europe

La commission italienne du mouvement fédéraliste européen a décidé de se prévaloir d'une disposition constitutionnelle italienne concernant la présentation d'un projet de loi relatif à l'élection au suffrage direct des délégués italiens au Parlement européen. Cette procédure a été rendue possible par la demande formulée par 50.000 électeurs.

Le projet de loi prévoit l'élection de délégués qui soient déjà membres du Parlement italien. La moitié de ces délégués devra appartenir à la Chambre des députés et l'autre moitié au Sénat. On a constaté que le nombre des signatures nécessaires avait été recueilli lors d'un congrès international qui s'est tenu à Milan le 15 février, et auquel ont participé notamment le président du Conseil international du Mouvement européen, M. Hallstein, le président du Conseil italien du mouvement, M. Petrilli, le ministre belge pour la recherche scientifique, M. Théo Lefèvre, l'ex-ministre français M. Maurice Faure, l'ex-ministre conservateur anglais M. Duncan Sandys, le président de l'international socialiste, l'autrichien Bruno Pittermann et le maire de Marseille, M. Gaston Defferre, en sa qualité de président de la section française du Conseil des Communes d'Europe.

La rencontre a été l'occasion non seulement d'une relance générale de l'idée européenne, mais également de renouveler l'appel afin que soient éliminés les obstacles à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté. C'est surtout le Comité directeur du Mouvement européen qui s'est réuni avant le début du congrès sous la présidence de M. Walter Hallstein, qui s'est fait l'interprète de cette exigence.

Après avoir mentionné spécialement la récente proposition du ministre des affaires étrangères, M. Pietro Nenni, à l'U.E.O. le Comité a approuvé un ordre du jour dans lequel il "se félicite de l'initiative prise par le gouvernement italien" en vue de parvenir à une consultation préalable et obligatoire entre les gouvernements européens sur les grandes questions de politique internationale; accueille avec satisfaction, comme une première application concrète, l'initiative du gouvernement britannique de procéder à une consultation européenne sur les problèmes du Moyen-Orient, souhaite, enfin, que soient prises rapidement les initiatives appropriées en vue de surmonter la phase actuellement moins active des consultations et de réunir les chefs des gouvernements européens disposés à jeter les bases d'une véritable communauté politique européenne".

Dans le discours qu'il a prononcé devant le congrès, M. Hallstein a souligné lui-même qu'il était urgent de surmonter les obstacles qui s'opposent à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté. "La crise causée par l'ajournement de l'adhésion de la Grande-Bretagne - a-t-il dit - a abouti à un affaiblissement de la Communauté et de son rôle, à une perte de dynamisme. Il faut donc s'employer énergiquement à redonner vie à nos Communautés".

Examinant ensuite l'initiative visant à élire au suffrage direct les membres du Parlement européen, qui a été accueillie favorablement à Milan, le prési-

dent du Conseil international du Mouvement a ajouté : "De l'initiative italienne jaillira la lumière qui sera transmise aux autres membres de la Communauté, où l'on commence à lutter, sous diverses formes, pour obtenir le même résultat. Si cet objectif était atteint, la fonction parlementaire modifierait de manière décisive l'aspect de nos Communautés. Un Parlement européen élu au suffrage universel direct ne se contentera pas à longue échéance d'oeuvrer dans le cadre des compétences que lui confère le traité, dans sa forme actuelle, mais manifestera une tendance naturelle à élargir ces compétences et à leur donner une portée répondant aux principes d'une véritable structure démocratique des pouvoirs publics en Europe".

Les autres orateurs ont également insisté sur les perspectives ouvertes par l'élection du Parlement européen au suffrage universel. M. Petrilli a déclaré que "seul un grand courant populaire peut redonner de l'élan et de l'efficacité" à la lutte en faveur de l'unification de l'Europe, à une époque de l'histoire où cela est plus que jamais nécessaire. "Les événements tchécoslovaques de l'été dernier et l'aggravation de la tension entre Israël et les pays arabes ont démontré encore une fois l'incapacité des Etats nationaux européens à exercer une influence quelconque sur les événements qui mettent pourtant directement en cause leur sécurité". Après avoir constaté que, dans le monde moderne, "la croissance économique elle-même exige que soit dépassé le fractionnement politique anachronique", le professeur Petrilli a déclaré que le processus d'intégration économique et institutionnel, amorcé dans le cadre de la "petite Europe" en vue de la création de communautés dotées d'institutions communes, aurait nécessairement, à long terme, pour aboutissement une intégration politique. "Mais, pour passer de l'intégration économique à l'intégration politique, a conclu M. Petrilli - il faut toujours, en définitive, faire un saut qualitatif, qui ne peut être accompli que s'il existe une volonté politique délibérée". Commentant enfin la campagne en faveur de l'élection au suffrage universel direct du Parlement des Communautés, il a déclaré qu'aujourd'hui les perspectives du fédéralisme correspondent plus que jamais à celles de la démocratie". Prenant la parole au cours de cette manifestation en sa qualité de président de la section française du "Conseil des Communes d'Europe", M. Defferre s'est félicité du succès de la campagne italienne en faveur de l'élection au suffrage direct du Parlement européen et a exprimé l'espoir que "cette opération aura un effet contagieux dans les autres pays de la Communauté". Il faut - a dit le maire de Marseille - viser à l'Europe politique, dans toutes ses institutions, grâce à la coalition de toutes les forces démocratiques contre l'Etat national. Il s'agit d'une révolution idéologique autant qu'institutionnelle".

Au début de la manifestation, le maire de Milan, M. Aldo Aniasi et le président de la province, M. Erasmo Peracchi se sont fait les interprètes de l'adhésion de leurs concitoyens à l'idée européenne, M. Erasmo Peracchi a déclaré que "réévaluer le droit constituant" du peuple européen

n'est ni démagogique, ni rhétorique, mais constitue au contraire la preuve la plus concrète de l'harmonie parfaite avec les exigences, les éléments les plus positifs de la réalité sociale actuelle".

(Corriere della Sera, Avvenire, La Nazione, 16 février).

#### 7. Les syndicats libres en faveur d'un accord entre la Communauté européenne et Israël

Le Comité exécutif des confédérations syndicales libres (C.I.S.L.) des six pays de la Communauté européenne s'est réuni à Bruxelles, le 21 février 1969. A cette occasion, il a fait la déclaration suivante :

"Le Comité exécutif suit avec inquiétude l'évolution des rapports économiques et sociaux entre la Communauté et les pays du bassin méditerranéen.

Le Comité exécutif se réjouit de la prochaine conclusion d'un accord avec la Tunisie et le Maroc, mais regrette que la reprise des négociations en vue de la signature d'un accord similaire avec l'Etat d'Israël dépend - tout particulièrement dans le secteur industriel - d'une association plus étroite avec cette importante zone économique que constitue l'Europe. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, dès sa création, l'Etat d'Israël a clairement manifesté son intérêt à nouer des liens étroits avec l'Europe.

En conséquence, le Comité exécutif exige du Conseil et des Etats membres que la signature des accords avec la Tunisie et le Maroc s'accompagne de la signature d'un accord du même ordre avec l'Etat d'Israël. Le Comité exécutif est persuadé que ceci permettra de promouvoir un développement économique et social harmonieux et équilibré dans le bassin méditerranéen, ouvrant ainsi la voie à la stabilisation politique du Proche-Orient".

(Communiqué par le Secrétariat Syndical européen - C.I.S.L.)

#### 8. Appel de Paul VI à l'unité de l'Europe

Le Pape a adressé aux fidèles le dimanche 23 février une exhortation à prier pour l'Europe, "thème de l'heure historique que nous vivons actuellement".



Paul VI déclara en particulier que l'unification du continent est une entreprise "ardue", mais en même temps "noble", "indispensable", "pressante", à pousser désormais "à la maturité".

Nous savons tous, a dit le Pape, que le problème de l'unité de l'Europe est d'actualité. "Nous savons" que cette dénomination géographique "englobe les composantes d'une tradition séculaire, décisive pour la civilisation moderne et pour celle de l'avenir". Tous nous nous rendons compte que de la valeur à reconnaître à ce mot Europe "dépendra le sort des peuples d'Europe, et peut-être même celui des autres".

"La cause de la paix y est étroitement impliquée. Nous comprenons les uns les autres que la grande affaire de l'Europe est celle de son unification effective et organique, réalisée dans le respect, voire dans l'intérêt, des diverses nations qui, aujourd'hui, ont leur personnalité ethnique et culturelle propre. Certes, c'est là un problème complexe, qu'il revient aux hommes politiques d'examiner et de résoudre. Aussi formons-nous des vœux pour qu'ils aient toute la sagesse nécessaire à l'accomplissement de cette noble et redoutable mission, de cette oeuvre indispensable, d'une pressante urgence".

A tous incombe le devoir de créer une atmosphère morale nouvelle qui puisse faciliter la solution espérée; de marquer d'un autre esprit les relations de peuple à peuple. Un esprit qui ne soit point celui de la "discorde, de l'hégémonie, de l'égoïsme national"; non plus qu'un esprit s'accommodant d'un "équilibre précaire de coexistence, reposant sur la balance des forces défensives et offensives, ou encore sur l'indifférence d'isolements neutres".

"Cette mentalité, a conclu le souverain pontife, doit consister en une estime réciproque, en une collaboration mutuelle, en une convergence progressive menant à une paix active au service de l'intérêt commun. Elle doit être une mentalité plus ouverte, plus généreuse, une conscience spiritualisée à la formation de laquelle l'esprit chrétien, universel, c'est-à-dire catholique, peut tant apporter. De l'antique, de l'historique "esprit de chrétienté" de l'Europe peut venir cette sociabilité internationale dont elle a grand besoin pour assurer le progrès et la paix. Pour elle-même et pour le monde".

(Il Corriere della Sera, 23 février; l'Avvenire, 24 février)

#### 9. La seizième conférence parlementaire germano-belgo-luxembourgeoise

Trente parlementaires venus d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg ont tenu à Bad Neuenahr, du 28 février au 2 mars 1969, leur seizième conférence interparlementaire.

Constatant que la politique régionale est d'une importance toute particulière pour la zone frontalière germano-belgo-luxembourgeoise, ils invitent leurs gouvernements à pratiquer, en s'inspirant non seulement de considérations nationales et régionales, mais aussi de l'importance du problème pour l'ensemble de l'Europe, une politique d'aménagement régional ambitieuse, impliquant l'harmonisation des modalités d'octroi des subventions. Ils estiment qu'il importe, à cet effet, que la Commission de la C.E.E. soit dotée de pouvoirs plus étendus et élabore en contact étroit avec les experts nationaux, une politique européenne d'aménagement du territoire. Les problèmes inhérents à la politique des transports et notamment à l'aménagement d'itinéraires routiers internationaux ont également retenu l'attention des parlementaires.

Dans la résolution qu'ils ont adoptée, ces parlementaires affirment leur volonté de poursuivre la politique communautaire européenne dans le respect des dispositions des traités de Rome, et de promouvoir, à la faveur d'une coopération basée sur l'égalité des droits, l'intégration des six pays membres. A cet effet, ils invitent leurs gouvernements à mettre fin à leurs divergences de vues et à permettre aux pays qui le souhaitent d'adhérer à la C.E.E. en acquérant les mêmes droits et en souscrivant aux mêmes obligations que les Etats membres.

Les principaux passages de la résolution sont conçus comme suit :

Le groupe parlementaire germano-belgo-luxembourgeois de l'Union interparlementaire

- affirme sa volonté de poursuivre une politique communautaire européenne dans le respect des dispositions du traité de Rome;
- souhaite consolider l'oeuvre considérable accomplie jusqu'à présent au sein du Marché commun dans le cadre de l'intégration européenne de l'Europe des Six;
- entend promouvoir cette intégration avec une énergie accrue, dans un esprit de coopération entre partenaires égaux des six pays participants;
- invite les trois pays à tout mettre en oeuvre pour mettre fin aux divergences de vues de nature à compromettre gravement l'avenir du Marché commun et d'une Europe unie qui doit rester ouverte aux pays qui souhaitent y adhérer en acquérant les mêmes droits et en souscrivant aux mêmes obligations que les Etats membres;
- constate que l'aménagement régional constitue une des tâches les plus importantes de l'heure, invite en conséquence les autorités responsables à ne pas négliger l'importance que présentent pour l'ensemble de l'Europe les projets régionaux et nationaux et attend des gouvernements qu'ils procèdent à des négociations bilatérales et trilatérales, de façon que les projets nationaux et régionaux se complètent au lieu de se concurrencer;

- estime qu'il importe, si l'on veut assurer l'harmonisation des programmes, de doter la Commission de la C.E.E. de pouvoirs élargis; la Commission elle-même est invitée à organiser régulièrement des réunions de consultations avec les experts nationaux en matière de politique régionale;
- estime que la politique des transports et de l'infrastructure routière constitue un facteur très important d'unification européenne et que par conséquent, la construction de routes ne peut pas être conçue uniquement en fonction de critères nationaux étroits;
- continuera d'accorder une attention particulière à la protection de la nature et des sites dans la région frontalière germano-belgo-luxembourgeoise et juge notamment indispensable la conclusion de traités entre les pays intéressés;
- marque son accord sur la proposition de la Commission de la C.E.E. de renoncer, en vue de faciliter le trafic intracommunautaire des voyageurs, à la perception de taxes et de droits frappant les marchandises, à concurrence d'un plafond encore à déterminer, pour autant que ces marchandises soient destinées à l'usage privé des voyageurs. L'exonération des droits devrait être uniforme dans tous les pays et faire l'objet de modalités d'application très libérales.

(Luxemburger Wort, 11 mars 1969)

#### 10. Une déclaration du comité Monnet

Le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe, réuni le 11 mars à Londres avec, pour la première fois, la participation des délégués des trois grands partis britanniques, a adopté une déclaration dont voici les principaux passages :

"...

Le comité estime indispensable que, sans tarder, des solutions soient trouvées aux problèmes que pose l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Il estime également nécessaire que soient recherchées les formes de l'intégration politique de l'Europe comprenant la Grande-Bretagne.

Pour le faire, il faut un dialogue entre les Six et la Grande-Bretagne qui, jusqu'à présent, n'a pu être entamé.

Le Comité, qui réunit la majorité des partis politiques et des syndicats de travailleurs des Six et les trois principaux partis politiques de la Grande-Bretagne, considère que ces discussions sont urgentes et peuvent avoir lieu dans son sein...

Le Comité a décidé, à l'unanimité de ses membres :

- 1) De rechercher les solutions aux problèmes que pose l'adhésion de la Grande-Bretagne dans les domaines monétaire, agricole, technologique, institutionnel.
- 2) De se réunir à Hambourg le 22 mai, afin de discuter l'avancement des travaux, et le 15 juillet à Bruxelles, où il espère pouvoir arrêter ses conclusions.
- 3) De proposer ces solutions aux gouvernements des Six et au gouvernement britannique.

Afin de l'aider à élaborer les solutions qu'il proposera aux gouvernements, le Comité a obtenu le concours :

- pour les affaires monétaires, de M. Guido Carli, gouverneur de la Banque d'Italie;
- pour les institutions, de M. Walter Hallstein;
- pour l'agriculture, de M. Pisani;
- pour le développement technologique, d'un petit groupe de travail supervisé par lord Plowden, président de Tube Investments, et par M. Winnacker, directeur général de la société Hoechst.

La résolution précise que le travail du Comité ne prendra pas la place de la négociation qui doit s'ouvrir entre les gouvernements responsables; il la facilitera en faisant la preuve de la possibilité d'unir la Grande-Bretagne et les Six dans la même Communauté européenne. Ces solutions devront être à la fois suffisamment définies et laisser la marge nécessaire aux négociations ultérieures entre les gouvernements.

Suivant la même méthode, le Comité élaborera des propositions relatives à l'intégration politique, y compris la sécurité, indispensable pour que l'intégration européenne soit complète. Il soumettra ces propositions aux gouvernements".

(Le Monde, 13 mars 1969)

#### 11. Pour une politique en faveur de l'artisanat européen

L'Union de l'artisanat de la C.E.E. (U.A.C.E.E.) a fait publier dans la presse, en mars 1969, une communication dans laquelle elle décrit les conditions d'une politique en faveur de l'artisanat européen.

"Les Communautés européennes, notamment la C.E.E., ont ouvert à l'artisanat également, de nouveaux marchés et de nouvelles perspectives, mais on ne pourra exploiter les possibilités qui s'offrent ainsi que moyennant une politique spécifique de l'artisanat européen. C'est d'ailleurs pour des raisons

analogues, pour permettre à la grosse industrie d'atteindre ce même but, que la Commission a élaboré une politique industrielle. Au cours de la dernière année de la période transitoire de la réalisation du Marché commun, il conviendrait de compléter la politique industrielle, conçue en fonction de la grosse industrie, de façon à tenir compte, dans le cadre d'une conception d'ensemble, des intérêts spécifiques de l'artisanat, d'autant plus que dans la Communauté comme aux Etats-Unis d'Amérique, quelque 90 % des entreprises industrielles sont des entreprises petites ou moyennes. Une politique économique portant sur tous les aspects de la vie économique est la condition même d'une économie saine dans son ensemble et permettrait d'escompter la réalisation harmonieuse, dans le Marché commun, de conditions analogues à celles d'un Marché intérieur. L'harmonisation progressive des législations sur le droit d'établissement dans l'artisanat devrait donc s'inspirer d'une conception communautaire de la fonction et du rôle de l'artisanat".

L'union de l'artisanat de la C.E.E. rappelle à cette occasion les différentes prises de position à propos du projet de second programme de politique économique à moyen terme. Sur ce projet, elle a émis les vœux suivants :

"Il faut permettre la constitution d'établissements économiques communautaires auxquels l'article 85 du traité de la C.E.E. ne serait pas applicable; améliorer la formation et le perfectionnement professionnels des propriétaires d'entreprises sur le plan de l'organisation et de la gestion des entreprises; veiller à la diffusion des connaissances dans le domaine des progrès techniques, de façon à permettre aux entreprises artisanales de s'adapter en temps utile; tenir compte, en matière de politique régionale et pour la définition d'une politique des revenus de la Communauté, des intérêts de l'artisanat européen; promouvoir la solidité financière des entreprises artisanales par des mesures financières et fiscales tendant à accroître leurs possibilités d'autofinancement, et par des mesures destinées à leur faciliter l'accès au crédit".

(Tageblatt, 20 mars 1969)



Zweiter Teil - Deuxième partie - Parte seconda  
Tweede Deel - Part II

METHODISCHE BIBLIOGRAPHIE - BIBLIOGRAPHIE METHODIQUE  
BIBLIOGRAFIA METODICA - BIBLIOGRAFISCH OVERZICHT  
METHODICAL BIBLIOGRAPHY

Diese Bibliographie zählt eine Reihe der Bücher auf, welche die Bibliothek des Europäischen Parlaments im Zeitraum, auf den sich dieses Heft bezieht, erworben hat sowie die Zeitschriften, die sie in der gleichen Zeit auswertete.

Cette bibliographie représente une sélection des titres des ouvrages acquis ainsi que des périodiques dépouillés à la Bibliothèque du Parlement européen pendant la période couverte par la présente édition des Cahiers.

In questa bibliografia figura una scelta dei titoli delle opere ricevute e dei periodici selezionati alla Biblioteca del Parlamento Europeo nel periodo coperto dalla presente edizione dei Quaderni.

Deze bibliografie geeft een keuze uit de aanwinsten van de Europese Parlements-bibliotheek en de periodieken waaruit in deze editie van „Europese Documentatie" artikelen zijn opgenomen.

This bibliography gives a selection of titles of books acquired and periodicals examined by the Library of the European Parliament during the period covered by this edition of the Digest.





1. Allgemeine Fragen - Problèmes généraux - Problemi generali  
Algemene vraagstukken - General matters

---

- 1.- ARCHER, Thomas Clive: Das Projekt einer nordatlantischen Freihandelszone (NAFTA). Eine kritische Analyse der politischen Aspekte. (Europa-Archiv, n<sup>o</sup> 10, 25. Mai 1969, p. 345-352).  
-----
- 2.- ARMAND, Louis, DRANCOURT, Michel: Le Pari européen. (Paris, Fayard, (1963). 311 p. 8<sup>o</sup> (21.300)  
-----
- 3.- BERTRAND, A. C. A. : Waarom Europese partijvorming? (Nieuw Europa, n<sup>o</sup> 3, maart 1969, p. 45-56).  
-----
- 4.- DOGLIO, Sandro, VALLE, Bruno: Europa senza domani? 2a ed. Torino, Ed. A. E. D. A. , 1968. 210 p., Tabl., 1ct. 8<sup>o</sup> (21.583)  
-----
- 5.- FALKENBERG, Eike: Eine der politischen Grundthesen der EWG-Kommission ist es, dass sich aus einer Zollunion zwingend notwendig eine politische Gemeinschaft entwickeln müsse, jedenfalls unter den Bedingungen heutiger (westlicher) Wirtschaftspolitik. Was spricht für, was gegen diese These? (S.l.n.d.) 60 p. 4<sup>o</sup> (Diplomarbeit. Univ. Frankfurt s. M.) (20.778) (bibliographie)  
-----
- 6.- GLADWYN (Lord): De Gaulle's Europe or why the General says no. London, Secker a. Warburg, (1969). 168 p. 8<sup>o</sup> (World realities series). (21.547) (notes bibliogr.)  
-----

7. - GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL STUDIES. Genève: The European Free Trade Association and the crisis of European integration. An aspect of the Atlantic crisis?  
(London), Michael Joseph, (1968). 323 p., tabl. 8°  
(20.849) (notes bibliogr.)  
-----
8. - HERAUD, Guy: Les Principes du fédéralisme et la fédération européenne. Contribution à la théorie juridique du fédéralisme. Préf. et postf. par Alexandre Marc.  
Paris, P. d'Europe, (1968). 155 p. 8°  
(Réalités du présent. Cahiers, 6).  
(21.409) (bibliographie)  
-----
9. - HERMANN, Lutz: Jean Monnet.  
Freudenstadt, Lutzeyer, (1968). 58 p., ill. 8°  
(Persönlichkeiten der europäischen Integration, 2).  
(20.810)  
-----
10. - HERMANN, Lutz: Robert Schuman. Ein Porträt.  
Freudenstadt, Lutzeyer, (1968). 70 p., ill. 8°  
(Persönlichkeiten der europäischen Integration, 3).  
(20.811)  
-----
11. - HUGH-JONES, Stephen: Europe between the superpowers.  
(London), The Economist, (1968). 24 p., tabl., fig., ill. 8°  
(The Economist brief booklets, 2).  
(21.013)  
-----
12. - KOHLHASE, Norbert: Die Europäische Gemeinschaft vor der Gefahr der Desintegration.  
(Europa-Archiv, n° 8, 25. April 1969, p. 263-268).  
-----
13. - MORGHEN, Raffaello: L'Idea di Europa (2a ed. riv., aggiornata e ampliata).  
(Torino), E.R.I., Ed. RAI Radiotelevisione Italiana, (1968).  
219 p.  
(Eri classe unica, 111).  
(18.197).  
-----
14. - MOUVEMENT EUROPEEN. La Haye: Europa in beweging. Met medew. van het Prins Bernhard Fonds.  
(s-Gravenhage), Europese Beweging in Nederland, (1968).  
83 p., ill.  
(21.561)  
-----

- 15.- POHER, Alain: Pour une foi européenne.  
(UNIAPAC, n° 27, April-May 1969, p. 4-11).  
-----
- 16.- ROUSSAKIS, Emmanuel N.: Friedrich List, the Zollverein, and the  
uniting of Europe.  
Bruges, College of Europe, 1968. 164 p. 8°  
(Studies in contemporary European issues, 1).  
(21.182) (bibliographie)  
-----
- 17.- RUMOR Mariano: L'Evoluzione del concetto di integrazione europea  
nei partiti democratico-cristiani. - L'évolution du concept d'inté-  
gration européenne au sein des partis démocrates-chrétiens.  
(Bollettino dell'Istituto di Studi Europei "Alcide de Gasperi",  
n° 2, aprile-giugno 1968, p. 3-12).  
-----
- 18.- SAMOY, A.G.: Le Benelux est-il dépassé?  
(Nouvelles-Benelux-Nieuws, n° 2, mars-avril 1969, p. 7-9).  
-----
- 19.- TABER, George M.: John F. Kennedy and a uniting Europe. The  
politics of partnership.  
Bruges, College of Europe, 1969, 188 p. 8°  
(Studies in contemporary European issues, 2).  
(21.183) (bibliographie)  
-----
- 20.- VERNANT, Jacques: Europa im Stadium des Uebergangs:  
französische Vorstellungen über eine europäische Staatenordnung.  
(Europa-Archiv, n° 10, 21. Mai 1969, p. 339-344).  
-----

2. Institutionelle Fragen - Questions institutionnelles - Problemi istituzionali  
Institutionele vraagstukken - Institutional matters

---

21. - BRUNI, Michele: Lo Sviluppo del potere di controllo dell' Assemblée Comune e nel Parlamento Europeo. Tesi di laurea di: Michele Bruni. Rel. : Silvano Tosi.  
Firenze, Università degli Studi, Facoltà di Scienze Politiche e Sociali "C. Alfieri", (1968). 354, XII p. (multigr.) 4<sup>0</sup>  
(Anno accademico 1967-68).  
(21.474) (bibliographie)
- 

22. - POHER, Alain: Tradition et avenir du parlementarisme européen.  
(Communautés Européennes. Bulletin, n<sup>o</sup> 1, janvier 1969),  
p. 27-30).
- 

23. - UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES. Institut d'Etudes Européennes:  
Institutions communautaires et institutions nationales dans le développement des Communautés.  
(Bruxelles), Ed. de l'Institut de Sociologie, (1968).  
287 p. 8<sup>0</sup>  
(Enseignement complémentaire. N.S., 1).  
(20.366)
-

3. Wirtschaftspragen - Questions économiques - Problemi economici  
Economische vraagstukken - Economic matters

---

- 24.- ANSELME-RABINOVITCH, Léon: Règlementation douanière de la C. E. E.  
(Revue Trimestrielle de Droit Européen, n° 4, octobre-décembre 1968, p. 806-824).
- 25.- BRAUN, Nicole Céline: Le Patronat français et l'intégration européenne.  
(Revue du Marché Commun, n° 121, mars 1969, p. 134-138).
- 26.- BRIFFAUX, Jean Philippe: La Conjoncture de 1967-1968 dans la croissance économique belge.  
(Recherches Economiques de Louvain, n° 5, décembre 1968, p. 581-625).
- 27.- CONFEDERAZIONE GENERALE DELL'INDUSTRIA ITALIANA. Studi e Rilevazioni (Servizio). Rome: Previsioni di sviluppo dell'industria italiana (quadriennio 1968-71). (Con. da Roberto Roma, (Failli), 1968. X, 44, 478 p., tabl. 8°  
(Collana di studi e documentazione, 18).  
(21.160)
- 28.- ENTREPRISES (Les) dans le marché commun: les opérations d'inter-pénétration. Répertoire des mouvements analysés du ...  
Paris, Opera Mundi Europe, (1966- ). 4°  
1er août au 31 décembre 1968. (1969).  
(Opera Mundi Europe. Série semestrielle).  
(17.917)
- 29.- FONDAZIONE LUIGI EINAUDI. Turin: Nord e sud nella società e nell'economia italiana di oggi. Atti del Convegno promosso dalla Fondazione Luigi Einaudi (Torino, 30 marzo - 8 aprile 1967).  
Torino, Fondazione Luigi Einaudi, 1968. 542 p. 8°  
(Studi, 1).  
(21.094)
- 30.- HETMAN, François: Les Pays européens seront-ils condamnés par leur structure industrielle? (European Business, janvier 1969).  
(Problèmes Economiques, n. 1, 110, 10 avril 1969, p. 22-26).

31. - KUBY, Heinz, KITZMUELLER, Erich: Transnationale Wirtschaftspolitik. Zur politischen Oekonomie Europas.  
Hannover, Verl. für Literatur u. Zeitgeschehen, (1968). 142 p.  
tabl. 8<sup>o</sup>  
(21.134) (bibliographie)
- 
32. - MENSBRUGGHE, Yves van der: Vers l'achèvement de l'union douanière dans la C.E.E.  
(Cahiers de Droit Européen, n<sup>o</sup> 2, 1969, p. 181-195).
- 
33. - NORDENSON, Jonas: Concurrence et coopération sur le marché européen: nouvelles conditions, nouvelles exigences.  
(Skandinaviska Banken Quarterly Review, n<sup>o</sup> 4, 1968).  
(Problèmes Economiques, n<sup>o</sup> 1.110, 10 avril 1969, p. 17-22).
- 
34. - OORT, C. J. : Beyond the common market or the mouse that roared.  
A Commission view on economic policy and monetary co-operation.  
(Common Market, n<sup>o</sup> 4, April 1969, p. 66-73).
- 
35. - OUDEMANS, G. : Ontwikkeling van het internationale octrooirecht.  
Pogingen van de E. E. G. om de impasse te doorbreken.  
(De Nederlandse Onderneming, n<sup>o</sup> 13, 28 maart 1969, p. 405-408).
- 
36. - SAUVY, Alfred: Histoire économique de la France entre les deux guerres. T. 1- .  
(Paris), Fayard, (1965- ). vol. 8<sup>o</sup>  
2. De Pierre Laval à Paul Reynaud. (1967). 626 p., tabl., fig., ct.  
(18.195) (notes bibliogr.)
- 
37. - RUEHMANN, Peter: Die Regionale Wirtschaftspolitik Belgiens.  
Tübingen, Mohr, 1968. IV, 104 p., tabl., ct. 8<sup>o</sup>  
(Kieler Studien, 93).  
(20.979) (bibliographie)
- 
38. - TILOT, J. A. : Les "Mariages" d'entreprises: nécessité actuelle en Europe.  
(Nouvelles-Benelux-Nieuws, n<sup>o</sup> 2, mars-avril 1969, p. 15-6, 25-26).
-

4. Monetäre und finanzielle Fragen - Questions financières et monétaires  
Problemi finanziari e monetari - Financiële en monetaire vraagstukken  
Financial and monetary matters

---

39. - BIEHL, Dieter: Ausfuhrland-Prinzip, Einfuhrland-Prinzip und Gemeinsamer-Markt-Prinzip. Ein Beitrag zur Theorie d. Steuerharmonisierung.  
Köln (etc.), Heymann, 1969. 407 p., tabl. 8<sup>o</sup>  
(Schriftenreihe Annales Universitatis Saraviensis. Rechts- u. Wirtschaftswissenschaftl. Abt., 30).  
(21.459) (bibliographie)
- 
40. - COLLEGE D'EUROPE. Bruges: The Budget today. Public finance and the market economy in affluent societies. - Le Budget aujourd'hui. Finances publiques et économie de marché dans les sociétés d'abondance. ed. by Rudolf Regul. (Par) J. P. Abraham (e.a.)  
Bruges, de Tempel, 1968. 586 p., tabl., fig. 8<sup>o</sup>  
(Semaine de Bruges, 1967).  
(Cahiers de Bruges. N.S., 19).  
(21.186)
- 
41. - DELL'AMORE Giordano: La Banque internationale des Caisses d'Epargne Européennes. Rapp. prés. à ... Bruxelles, 15-17 janvier 1969.  
Milano, Giuffrè, 1969. 13 p. 8<sup>o</sup>  
(Istituto di Economia Aziendale dell'Università Commerciale "L. Bocconi". Milano: Serie Relazioni, 55).  
(21.167)
- 
42. - DELL'AMORE Giordano: La Politique de l'épargne au sein de la Communauté Economique Européenne. Rapp. prés. le 7 novembre 1968...  
Milano, Giuffrè, 1968. 18 p. 8<sup>o</sup>  
(Istituto di Economia Aziendale dell'Università Commerciale "L. Bocconi". Milano: Serie Relazioni, 54).  
(21.166/1) (notes bibliogr.)
- 
43. - GLESKE, Leonhard: Zukunftsperspektiven der Weltwährungsordnung. (Europa-Archiv, n<sup>o</sup> 8, 24. April 1969, p. 287-295).
- 
44. - LAMFALUSSY, Alexandre: Les Marchés financiers en Europe. Essai d'interprétation économique.  
Paris, P. U. F., 1968. 184 p., tabl. 8<sup>o</sup>  
(L'Economiste, 5).  
(20.928) (bibliographie)
-

- 45.- MENAIS, G.-P. : La Banque Européenne d'Investissement. Préf. de Georges Elgozy.  
Paris, Ed. de l'Epargne, (1968). 186 p., tabl., fig. 8<sup>o</sup>  
(Les Grands organismes financiers).  
(21.532) (bibliographie)
- 
- 46.- MUHLEN, Ernest: Monnaie et circuits financiers au Grand-Duché de Luxembourg.  
Luxembourg, 1968. 136 p., tabl. 8<sup>o</sup>  
(Université Internationale de Sciences Comparées. Luxembourg:  
Etudes économiques luxembourgeoises. Session 1967/68).  
(21.149) (bibl.p.chap.)
- 
- 47.- TIGERY, Edmond: Ambitions et difficultés d'une politique monétaire commune.  
(Revue du Marché Commun, n<sup>o</sup> 122, avril 1969, p. 161-166).
- 
- 48.- ZIMMERMANN, Klaus: Die Besteuerung der Gesellschaften in der E.W.G.  
(Aussenwirtschaftsdienst des Betriebs-Beraters, n<sup>o</sup> 3,  
März 1969, p. 100-105).
-



## 5. Wettbewerb - Concurrence - Concorrenza - Mededinging - Competition

---

49. - BEAUMONT, René de: L'Aménagement des monopoles d'Etat français visés par l'article 37 du Traité de Rome. Préf. de (Roland) Drago.  
Paris, Libr. Générale de Droit et de Jurisprudence, 1969.  
361 p., fig. 8<sup>o</sup>  
(Biblioghèque de droit international, 51).  
(21.407) (bibliographie)
- 
50. - BOZZOLA, Gian Battista: Evoluzione delle condizioni di concorrenza nel mercato europeo dei beni durevoli di consumo.  
(Rivista di Politica Economica, n<sup>o</sup> 1, gennaio 1969, p. 39-58).
- 
51. - EHLE, D.: Verhältnis von EWG- und nationalem Kartellrecht.  
(Internationale Wirtschafts-Briefe, Fach 5, Europäische Wirtschaftsgemeinschaft, Gruppe 4, p. 59-64).
- 
52. - FRANCESCHELLI, Remo: Stand und Zukunftsaussichten der italienischen Gesetzgebung zum Schutz des freien Wettbewerbs,  
(Wirtschaft und Wettbewerb, n<sup>o</sup> 2, Februar 1969, p. 82-91).
- 
53. - JOLIET, René: La Coopération entre entreprises selon la jurisprudence de la Commission des Communautés Européennes.  
(Cahiers de Droit Européen, n<sup>o</sup> 2, p. 127-180).
- 
54. - SANDROCK, Otto: Kritische Bemerkungen zum Entwurf für die zweite Kartellgesetz-Novelle.  
(Wirtschaft und Wettbewerb, n<sup>o</sup> 4, April 1969, p. 205-229).
- 
55. - SAUTER, Herbert: Dix années d'application de la loi sur les cartels.  
(Le Droit et les Affaires, n<sup>o</sup> 151, 22 avril 1969. Les Documents de la Quinzaine, n<sup>o</sup> 18, p. 1-15).
- 
56. - SCHEUFELE, Helmut: Ueber den sogenannten "Relevanten Markt".  
(Aussenwirtschaftsdienst des Betriebs-Beraters, n<sup>o</sup> 5, Mai 1969, p. 169-178).
- 
57. - SCHUMACHER, Detlef: Kollisionsfragen zwischen deutschem und Gemeinschaftskartellrecht. Zum Urteil des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften vom 13.2.1969.  
(Aussenwirtschaftsdienst des Betriebs-Beraters, n<sup>o</sup> 3, März 1969, p. 85-89).
-

6. Sozialfragen - Questions sociales - Problemi sociali  
Sociale vraagstukken - Social matters

---

- 58.- BENYOUSSEF, Amor: Dimensions humaines de la Communauté Economique Européenne. Eléments d'une doctrine de l'intégration. Préf. de Paul Paillat. Condensé en anglais. Paris, Société d'Édition d'Enseignement Supérieur, 1968. XV, 120., tabl., fig., ct. 8<sup>o</sup> (Observation économique, 26). (21.062) (bibliographie)
- 
- 59.- BONNET, René: L'Europe du travail est-elle réalisée? (Droit Social, n<sup>o</sup> 3, mars 1969, p. 160-171).
- 
- 60.- BROECK, G. de: La Coopération entre les pouvoirs publics et les organisations d'employeurs et de travailleurs dans les pays membres de la Communauté Economique Européenne. (Revue du Travail, n<sup>o</sup> 12, décembre 1968, p. 1.739-1.771).
- 
- 61.- BRUNS-WUESTEFELD, Ulrich: Niederlassungsfreiheit und freier Dienstleistungsverkehr in der EWG am Ende der Uebergangszeit. (Internationale Wirtschafts-Briefe, Fach 5, Europäische Wirtschaftsgemeinschaft, Gruppe 3, p. 233-244).
- 
- 62.- CATALA-FRANJOU: Le Travail temporaire en France: problèmes juridiques. (Droit Social, n<sup>o</sup> 4, avril 1969, p. 233-241).
- 
- 63.- CRAYENCOUR, Jean-Pierre de: Le Droit d'établissement et les professions du domaine de la santé. Médecins, dentistes, pharmaciens. Une première étape dans la voie de l'Europe médicale et pharmaceutique. (Revue du Marché Commun, n<sup>o</sup> 122, avril 1969, p. 167-182).
- 
- 64.- FIN (La) de l'Europe. 1: Le marché commun à deux doigts du capotage; 2: Le marché commun en danger. (Entreprise, n<sup>o</sup> 705, 15 mars 1969, p. 80-95, n<sup>o</sup> 706, 22 mars 1969, p. 61-73).
- 
- 65.- HEIDE, H. ter: Nieuwe impulsen voor de sociale politiek in de E. E. G. (Nieuw Europa, n<sup>o</sup> 4, april 1969, p. 71, 74).
-

66. - VERGOTTINI, Mario de: Le Migrazioni interne in Italia secondo il grado d'istruzione dei migranti.  
(Stato Sociale, N° 1, gennaio 1969, p. 3-13).  
-----
67. - VOIRIN, Michel: La Sécurité sociale des migrants et les droits de l'homme.  
(Revue Trimestrielle de Droit Européen, n° 4, octobre-décembre 1968, p. 720-745).  
-----
68. - ZANGHI, Claudio: Il Fondo sociale europeo.  
(Civitas, n° 3-4, marzo-aprile 1969, p. 53-60).  
-----

7. Landwirtschaft - Agriculture - Agricoltura - Landbouw - Agriculture

---

- 69.- AGRARWIRTSCHAFT und Agrarpolitik. Hrsg. von Eberhard Gerhardt u. Paul Kuhlmann.  
Köln, Berlin, Klevenheuer u. Witsch (1969). 506 p., tabl., fig. 8<sup>o</sup>  
(Neue wissenschaftliche Bibliothek, 30. Wirtschaftswissenschaften).  
(21.544) (bibliographie)
- 
- 70.- AGRICULTURE (L'). Le problème agricole contemporain. (Par) Guy Barbichon (e. a.).  
(Paris), Sirey, 1969. pp. 177-556, tabl. 8<sup>o</sup>  
(Revue d'Economie Politique, n<sup>o</sup> 2, mars-avril 1969).
- 
- 71.- BERSEGET, René: Economie rurale et agricole. Préf. de Henri Ferru.  
Paris, ed. Sociales Françaises, (1967). 255 p., tabl. 8<sup>o</sup>  
(Manuels de législation et de pratique sociale).  
(20.926) (bibliographie)
- 
- 72.- COMMUNAUTES EUROPEENNES. Commission. Presse et Information (Direction Générale). Bruxelles: Le Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole. Section Orientation.  
(Bruxelles, s.d.) 14 p., 5 fig., 3 ct. en poch. 8<sup>o</sup>  
(Com. 20.800)
- 
- 73.- CONFEDERAZIONE NAZIONALE DEI COLTIVATORI DIRETTI.  
Rome: Mondo rurale e agricoltura nell'ordinamento regionale e nei piani di sviluppo zonali. Convegno Nazionale di Studio, Roma, 20-22 gennaio 1969.  
(Roma), Confederazione Nazionale dei Coltivatori Diretti, 1969  
pp. 81-154).  
(Coltivatori Diretti, n<sup>o</sup> 2, gennaio 1969).
- 
- 74.- EUROPE (L') agricole va-t-elle changer de cap?  
(Revue du Marché Commun, n<sup>o</sup> 121, mars 1969, p. 112-118).
- 
- 75.- FLAVIEN, Jean: Agriculture européenne et plan Mansholt.  
(Cahiers du Communisme, n<sup>o</sup> 3, mars 1969, p. 33-40).
- 
- 76.- GIORGI, Enzo: "Piano Mansholt" e agricoltura toscana.  
(Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Firenze. Arti e Mercature, n<sup>o</sup> 1, gennaio 1969, p. 3-10).
-

- 77.- HOUILIER, François: Un Point de vue critique sur le Plan Mansholt: les principales objections des agriculteurs.  
(Etudes, mars 1969).  
(Problèmes Economiques, n° 1.111, 17 avril 1969, p. 11-18).  
-----
- 78.- LANDINOIS, P. J. : Vers une nouvelle politique agricole commune.  
(Panorama Démocrate Chrétien, n° 12, avril 1969, p. 14-20).  
-----
- 79.- LEPAGE, Henri: Elevage: La France peut être l'Argentine de l'Europe.  
(Entreprise, n° 713, 10 mai 1969, p. 85-95).  
-----
- 80.- LEPAGE, Henri: Il est grand temps que l'agriculture devienne une industrie comme les autres.  
(Entreprise, n° 701, 15 février 1969, p. 4-11).  
-----
- 81.- LIVELLARE il costo delle bietole nei paesi del M. E. C.  
(Coltivatori Diretti, n° 7, aprile 1969, p. 535-548).  
-----
- 82.- MANSHOLT, Sicco: Ce que doit être l'agriculture moderne.  
Interview ...  
(Entreprise, n° 701, 15 février 1969, p. 11-17).  
-----
- 83.- NIEHAUS, H. : Die Krise der landwirtschaftlichen Preis- und Einkommenspolitik in der E. W. G.  
(Agrarwirtschaft, n° 5, Mai 1969, p. 141-149).  
-----
- 84.- PERCEVAL, Louis: Les Paysans.  
(La Nouvelle Critique, n° 22, mars 1969, p. 14-21).  
-----
- 85.- PICCHI Antonio: Occupazione agricola e ristrutturazione aziendale nel mezzogiorno.  
(Quaderni di Azione Sociale, n° 3-4, marzo-aprile 1969, p. 374-387).  
-----
- 86.- PIZZUTI, Domenico: Mercato comune e strutture agricole.  
(Aggiornamenti Sociali, n° 5, maggio 1969, p. 353-370).  
-----
- 87.- SOMOGYI, Giovanni: La Bilancia alimentare dell'Italia. Pref. di Giuseppe Medici.  
Bologna , Il Mulino, 1966. VIII, 239 p., tabl. 8°  
(Osservatorio di economia agraria per l'Europa, 1).  
(21.202) (bibliographie)  
-----

88. - SONDAG, Jean: L'Agriculture en Wallonie. Position économique, structurelle et sociale. 1-  
(Revue du Conseil Economique Wallon, n° 89, octobre-décembre 1968, p. 22-37).
- 
89. - TEUCCI, Franco: Lineamenti del regime istituzionale della politica agricola comune nella C. E. E.  
(Rivista di Diritto Europeo, n° 3, luglio-settembre 1968, p. 221-234).
- 
90. - TOSCANO, Tullio: La Politica agricola comune verso gli anni settanta.  
(Rivista di Politica Economica, n° 2, febbraio 1969, p. 247-266).
- 
91. - VERLOREN VAN THEMAAT, P., VERMEULEN, W.H.: Mansholts nieuwste marathon-dossier: het programma "landbouw 1980".  
(Sociaal-Economische Wetgeving, n° 1, januari 1969, p. 2-8).
-

8. Verkehr - Transports - Trasporti - Vervoer - Transport

- 
- 92.- BERNHARDT, Helmut: Europäische Verkehrsflughäfen im Jahr 1975.  
(Internationales Verkehrswesen, n<sup>o</sup> 1, Januar-Februar 1969),  
p. 13-16).
- 
- 93.- BERNHEIM, Jean, MAISTRE, Claude: Le Trafic sur les voies d'eau  
françaises en 1968.  
(Revue de la Navigation Fluviale Européenne, n<sup>o</sup> 6, 25 mars 1969,  
p. 201-204).
- 
- 94.- CHARMANT, Jean: Eléments de réflexion sur la politique des  
transports.  
(Transports, n<sup>o</sup> 140, mars 1969, p. 73-79).
- 
- 95.- EWG - Musteruntersuchung zur Wegekostenberechnung. 1-2.  
Düsseldorf, Siller, 1969. 37 p.  
(Verkehrs-Brief, n<sup>o</sup> 21-23, 24-25, 1969).
- 
- 96.- FISCHER, André: L'Organisation des transports dans le cadre de  
l'Europe des Six.  
Leyde, Sijthoff, 1968. 323 p., tabl., fig. 8<sup>o</sup>  
(Série atlantique, 6).  
(21.430) (bibliographie)
- 
- 97.- FOERSTER, Karl: Der Ausbau der Binnenwasserstrassen in  
Europa.  
(Internationales Verkehrswesen, n<sup>o</sup> 1, Januar-Februar 1969,  
p. 1-4).
- 
- 98.- GEMEINSAMER Markt und Verkehr. - Marché commun et transport.  
Unter d. Leitung v. Robert Wijffels, Wolfgang Stabenow, Léon van  
Huffel.  
Antwerpen, European Transport Law, 1969. pp. 188-705. 8<sup>o</sup>  
(European Transport Law. - Droit Européen des Transports. -  
Europäisches Transportrecht. - ..., n<sup>o</sup> 2-3, 1969).
- 
- 99.- KAPTEYN, Paul J.: Europa sucht eine gemeinsame Verkehrspolitik.  
Geleitet v. Jean Monnet.  
Brugge, de Tempel, 1968. XV, 446 p. 8<sup>o</sup>  
(Collège d'Europe. Bruges: Cahiers de Bruges. N.S., 21).  
(21.184) (notes bibliogr.)
-

- 100.- KNITTEL, Th. : La Programmation des transports sur la Moselle.  
(Revue de la Navigation Fluviale Européenne, n° 6, 25 mars 1969,  
p. 205-207).  
-----
- 101.- KUEMMELL, Karl Friedrich: Ausbau des europäischen Eisenbahn-  
netzes bis 1975.  
(Internationales Verkehrswesen, n° 1, Januar-Februar 1969,  
p. 9-12).  
-----
- 102.- MACKENROTH, Werner: Europastrasse - Vorstufe europäischer  
Strassenbaupolitik?  
(Internationales Verkehrswesen, n° 1, Januar-Februar 1969,  
p. 5-8).  
-----
- 103.- ROSA Gustavo de: La Política comunitaria dei trasporti.  
(Trasporti Pubblici, n° 12, dicembre 1968, p. 1343-1352).  
-----



9. Energie - Energie - Energia - Energie - Energy

---

- 104.- BOULINIER, Paul, LEO, Bertrand, PEUGEOT, Jean-Claude:  
Relations entre l'industrie, les producteurs d'électricité et les  
commissions atomiques dans les principaux pays.  
(Revue Française de l'Energie, n° 207, janvier 1969, p. 160-202).  
-----
- 105.- COUTURE, Jean: Réflexions françaises sur les relations énergé-  
tiques internationales.  
(Revue Française de l'Energie, n° 207, janvier 1969, p. 203-207).  
-----
- 106.- DESPRAIRIES, P.: L'Europe et son pétrole quotidien: hier,  
aujourd'hui et demain.  
(Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, n° 233, novembre-  
décembre 1968, p. 809-825).  
-----
- 107.- EBEL, Claus W.: Entwicklungstendenzen der Elektrizitätswirt-  
schaft in Bund und Ländern bis zum Jahre 1975.  
(Vierteljahrshäfte zur Wirtschaftsforschung, n° 1, 1969,  
p. 83-100).  
-----
- 108.- FINKE, W.: Kernkraftwerke in der Bundesrepublik - Stand, Aus-  
sichten und Rahmerprobleme.  
(Atomwirtschaft-Atomtechnik, n° 4, April 1969, p. 166-170).  
-----
- 109.- FRANCE. Conseil Economique et Social. Paris: Politique fran-  
çaise de l'énergie dans le cadre de la Communauté Economique Eu-  
ropéenne. Rapp.prés.p. René Fillon. Séances des 21 et 22 janvier  
1969.  
(Journal Officiel. Avis et rapports du Conseil Economique et  
Social, 5 mars 1969, p. 267-306).  
-----
- 110.- IPPOLITO, Marc: Contribution à l'étude du problème énergétique  
communautaire. av.-pr. de Paul Reuter. Préf. de J. Desrousseaux.  
Paris, Libr. Générale de Droit et de Jurisprudence, 1969.  
X, 602 p., tabl., fig., dpl. 8°  
(Bibliothèque de droit international, 52).  
(13.024) (bibliographie)  
-----

- 111.- NATIONS UNIES. Commission Economique pour l'Europe. New York:  
Les Mouvements d'énergie en Europe et leurs perspectives.  
New York, H. U. , 1969. (diff.pag.), tabl., dpl.,ct. 4<sup>o</sup>  
(21.455) (bibliographie)  
-----
- 112.- SPAAK, Fernand: Une politique de l'énergie pour l'Europe?  
(Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, n<sup>o</sup> 233, novembre-  
décembre 1968, p. 827-841).  
-----
- 113.- TOURET, Denis: Le Régime français d'importation du pétrole et  
la Communauté Economique Européenne. Préf. de Pierre-Henri  
Teitgen.  
Paris, Libr. Générale de Droit et de Jurisprudence, 1968.  
IV p., pp. 14-262, tabl.  
(Bibliothèque de droit international, 42).  
(20.882) (bibliographie)  
-----
- 114.- WORONOFF, André: L'Europe et l'énergie: un problème non encore  
résolu.  
(Revue Française de l'Energie, n<sup>o</sup> 209, mars 1969, p. 266-289).  
-----

10. Forschung und Kultur - Recherche et culture - Ricerca e cultura  
Onderzoek en cultuur - Research and cultural matters

115. - BOERNER, Bodo: Die Harmonisierung der Regeln der Technik in der E. W. G.  
(Université. Cologne. Institut für Energierecht: Regeln der Technik und Schadenersatz. Düsseldorf, 1969, p. 47-64).  
(21.414)
- 
116. - COMITATO NAZIONALE ENERGIA NUCLEARE. Rome: Ricerca scientifica e sviluppo economico. 1-  
(Roma, C.N.E.N., 1963- ). 8<sup>o</sup>  
2. L'organizzazione, la spesa e il finanziamento della ricerca.  
(1964). 481 p., tabl., fig., 2 dpl.  
3. La ricerca scientifica e tecnologica in Italia. (1968).  
804 p., tabl., dpl.  
4. I settori della ricerca. Parte 1. (1963). 315 p.  
5. I settori della ricerca. Parte 2. (1963). pp. 335-641.  
(Serie Documentazioni)  
(16.035) (notes bibliogr.)
- 
117. - COMMUNAUTE (La) peut rattraper son retard technologique si elle le veut.  
(Communautés Européennes. Bulletin, n<sup>o</sup> 1, janvier 1969),  
p. 19-23).
- 
118. - EUROPE (L') de l'espace. Faits et perspectives. (Par) Jean-Marie Andrieu (e.a.)  
Bruxelles, Ministère d. Affaires Etrangères et du Commerce  
Extérieur, 1969. 70 p., ill., fig. 8<sup>o</sup>  
(Textes et Documents, n<sup>o</sup> 247, mai 1969).
- 
119. - GAZIER, Philippe: Où va l'industrie aéronautique française?  
(Entreprise, n<sup>o</sup> 715, 24 mai 1969, p. 129-137).
- 
120. - LOEFF, J. H. A. M. : De Toekomst van Euratom.  
(Politiek, n<sup>o</sup> 3, maart 1969, p. 99-106).
- 
121. - ORDINATEURS: Europe ou I. B. M.  
(Agenor, n<sup>o</sup> 10, avril-juin 1969, p. 55-64).
- 
122. - OULES, Firmin: Planification et technologie dans l'Europe unie.  
Lausanne, Centre de Recherches Européennes, 1968. 245 p., 1  
ill. 8<sup>o</sup>  
(21.222) (notes bibliogr.)
-

123. - REFORMPROGRAMM für Euratom  
(Die Aussenwirtschaft, n<sup>o</sup> 19, 8. Mai 1969, p. 456-457).  
-----
124. - REMBSER, J., STEINIGER, H. : "Man-Power" in der deutschen  
Kernforschung und -technik.  
(Atomwirtschaft - Atomtechnik, n<sup>o</sup> 5, Mai 1969, p. 238-242).  
-----
125. - RICERCA (La) scientifica del C.N.E.N. e dell'I.N.F.N.  
Roma, La Documentazione Italiana, 1969. 28 p., tabl. 8<sup>o</sup>  
(La Documentazione Italiana, n<sup>o</sup> 31, 8 aprile 1969).  
-----
126. - VELLAS, Pierre: L'Europe face à la révolution technologique  
américaine.  
Paris, Dunod, 1969. 192 p. 8<sup>o</sup>  
(21.392)  
-----

11. Assoziierte Länder und Gebiete - Pays et territoires associés  
Paesi e territori associati - Geassocieerde landen en gebieden  
Associated countries and territories

127. - BENTIN, Lutz A. : Senegal als Wirtschaftspartner.  
Köln, Bundesstelle f. Aussenhandelsinformation, 1968. 118 p.,  
tabl., ill., 1 ct. 8<sup>o</sup>  
(Wissenschaftlicher Aufbau in Afrika).  
(21.090)
- 
128. - BILAN du Fonds Européen de Développement depuis sa création.  
(Communautés Européennes. Bulletin, n<sup>o</sup> 3, mars 1969, p. 25-35).
- 
129. - EUROPE (L') et l'Afrique. Un avis de la F.B.I. sur le renou-  
vellement de la convention entre la C.E.E. et les Etats africains  
associés.  
(Bulletin de la Fédération des Industries Belges, n<sup>o</sup> 10,  
1er avril 1969, p. IX-XVIII).
- 
130. - FRANCE. Conseil Economique et Social. Paris: Examen des avantages  
et des obligations résultant de l'application de la Convention d'asso-  
ciation de Yaoundé, pour la France, ses partenaires européens  
de la C.E.E. et les Etats africains et malgache associés. Rapp. prés.  
p. Pierre Le Brun. Séances des 26 et 27 novembre 1968.  
(Journal Officiel. Avis et rapports du Conseil Economique et  
Social, 14 février 1969, p. 239-265).
- 
131. - GAUDARD, Gaston: Le marché commun européen et les Etats  
africains et malgache associés.  
(Labor, n<sup>o</sup> 2, 1969, p. 100-109).
- 
132. - GERARD, Alain: L'Association des pays africains et malgache à la  
Communauté.  
(L'Europe en Formation, n<sup>o</sup> 107, février 1969, p. 3-10).
- 
133. - ISTITUTO AFFARI INTERNAZIONALI. Rome: L'Integrazione  
economica in Africa occidentale. Documenti e discussioni.  
(Roma, I. A. I., 1968). 100 p., tabl. 4<sup>o</sup>  
(Documentazioni, 12).  
(20.890) (bibliographie)
- 
134. - MANUE, Georges R. : Le Renouvellement de la convention de  
Yaoundé.  
(Revue de Défense Nationale, mars 1969, p. 453-465).
-

135. - MEIJJES, Posthumus H.C. : De vernieuwing van de conventie van Yaounde.  
(Socialisme en Democratie, n<sup>o</sup> 3, maart 1969, p. 172-190).  
-----
136. - WIRSING, Erich: Der Gemeinsame Markt und die Entwicklungsländer.  
Zum Beginn der Verhandlungen um eine neue Periode der Asso-  
ziation der afrikanischen Länder und Madagaskars.  
(Europa-Archiv, n<sup>o</sup> 3, 10. Februar 1969, p. 89-100).  
-----

12. Aussenbeziehungen - Relations extérieures - Relazioni con l'esterno  
Buitenlandse betrekkingen - External relations

---

137. - BURBAN, J. L. : Le Problème de la dénonciation politique des accords d'association entre la Communauté Economique Européenne et les pays tiers.  
(Revue du Marché Commun, n<sup>o</sup> 122, avril 1969, p. 188-192).
- 
138. - HARDY, Michael: The Diplomatic activities of international organizations: the United Nations and the European Communities contrasted.  
(Revue Belge de Droit International, n<sup>o</sup> 1, 1969, p. 44-61).
- 
139. - ISTITUTO ITALO-LATINOAMERICANO. Rome: America Latina, Italia y la Comunidad Economica Europea. (Par) Istituto Italo-Latinoamericano en colab. con el Banco Interamericano de Desarrollo. Roma, 24-26 de junio de 1968.  
Milano, Giuffrè, (1968). XX, 713 p., tabl. 8<sup>o</sup>  
(21.103) (notes bibliogr.)
- 
140. - KINNAS, John N. : The Commonwealth and European unification.  
(Jahrbuch des öffentlichen Rechts der Gegenwart. N.F.T. 17. Tübingen, 1968. p. 561-571).  
(6556)
- 
141. - LAHR, Rolf: Für und wider das handelspolitische Arrangement E. W. G. - Grossbritannien.  
(Europa-Archiv, n<sup>o</sup> 3, 10. Februar 1969, p. 81-88).
- 
142. - LIGUE EUROPEENNE DE COOPERATION ECONOMIQUE.  
Bruxelles: Problèmes institutionnels posés par l'élargissement des Communautés Européennes.  
(Bruxelles, 1967). 12 p. 8<sup>o</sup>  
(Publ., 42).  
(20.750)
- 
143. - MOEHLER, Rolf: Die Entwicklung einer Gemeinsamen Handelspolitik im Rahmen der Europäischen Gemeinschaften.  
(Europa-Archiv, n<sup>o</sup> 7, 10. April 1969, p. 240-250).
- 
144. - NORDEK (The) ghost.  
(Agenor, n<sup>o</sup> 10, avril-juin 1969, p. 33-40).
-

145. - ORGANISATION (L') de l'expansion du commerce extérieur de l'Italie, 1960-1968.  
Paris, La Documentation Française, 1969. 74 p., tabl. 4<sup>o</sup>  
(Notes et Etudes Documentaires, n<sup>o</sup> 3.580, 11 avril 1969).  
-----
146. - RICCARDI, Ferdinando: Il "Contenzioso commerciale" CEE-USA  
(Mondo Economico, n<sup>o</sup> 17, 3 maggio 1969, p. 21-25).  
-----
147. - SOYE, Jean-Louis de: Evolution des échanges entre les pays du  
marché commun et les pays tiers depuis l'entrée en vigueur du  
traité de Rome.  
(Revue du Marché Commun, n<sup>o</sup> 121, mars 1969, p. 139-144).  
-----
148. - UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES. Institut d'Etudes Européennes:  
Les Communautés dans l'Europe. 1-  
(Bruxelles), Ed. de l'Institut de Sociologie, 1968- 8<sup>o</sup>  
1. L'Adhésion de la Grande-Bretagne aux Communautés. 1968.  
134 p. (Enseignement complémentaire. N.S., 3)  
(10.134)  
-----



13. Rechtsfragen - Questions juridiques - Problemi giuridici  
Juridische vraagstukken - Legal matters

---

149. - ARNOLD, Hans: Das E. W. G. -Gerichtsstands- und Vollstreckungs-  
übereinkommen vom 27. 9. 1968.  
(Aussenwirtschaftsdienst des Betriebs-Beraters, n<sup>o</sup> 3, März 1969),  
p. 89-93).  
-----
150. - AXLINE, W. Andrew: Legal integration through judicial fiat.  
(Journal of Common Market Studies, n<sup>o</sup> 3, March 1969, p. 127-242).  
-----
151. - BURG, L. J. van der: De Niet-contractuele aansprakelijkheid der  
Europese Gemeenschappen en de jurisprudentie van het Hof van  
Justitie.  
(Sociaal Economische Wetgeving, n<sup>o</sup> 4, april 1969, p. 198-237).  
-----
152. - CONSTANTINESCO, Léontin: Effets et rangs des traités et du droit  
communautaire en droit français.  
(Rivista di Diritto Europeo, n<sup>o</sup> 4, ottobre-dicembre 1968, p. 259-301).  
-----
153. - CONSTANDINIDES MEGRET, Colette: La Loi du 6 août 1967 et  
l'exécution forcée de certains arrêts communautaires.  
(Revue Belge de Droit International, n<sup>o</sup> 1, 1969, p. 69-79).  
-----
154. - FERRIERE, Georges: Le Contrôle de la légalité des actes étatiques  
par la Cour de Justice des Communautés Européennes.  
Paris, Pédone, 1968. 143 p. 8<sup>o</sup>  
(21.398) (bibliographie)  
-----
155. - LESGUILLONS, Henry: L'Application d'un traité-fondation: le Traité  
instituant la C. E. E. Préf. de Claude-Albert Colliard.  
Paris, Libr. Générale de Droit et de Jurisprudence, 1968.  
IV, 319 p. 8<sup>o</sup>  
(Bibliothèque de droit international, 48).  
(20.871) (bibliographie)  
-----
156. - MERTENS DE WILMARS, J. : De Directe werking van het Europese  
recht.  
(Sociaal Economische Wetgeving, n<sup>o</sup> 2, februari 1969, p. 62-83).  
-----

157. - MORAND, Charles-Albert: La Législation dans les Communautés Européennes. Préf. de Michel Virally.  
Paris, Libr. Générale de Droit et de Jurisprudence, 1968.  
310 p. 8<sup>o</sup>  
(Bibliothèque de droit international, 49).  
(21.408) (bibliographie)
- 
158. - MOTZO, Giovanni: Misure repressive e sanzioni amministrative nell'ordinamento della Comunità Europea. - Mesures répressives et sanctions administratives dans l'organisation de la Communauté Européenne.  
(Bollettino dell'Istituto di Studi Europei "Alcide de Gasperi",  
n° 3, luglio-settembre 1968, p. 3-19).
- 
159. - NOEL, Jean, LEMONTEY, Jacques: Aperçus sur le projet de convention européenne relative à la faillite, aux concordats et aux procédures analogues.  
(Revue Trimestrielle de Droit Européen, n° 4, octobre-décembre 1968, p. 703-719).
- 
160. - RELANCE du brevet européen?  
(Bulletin de la Fédération des Industries Belges, n° 7, 1er mars 1969, p. VIII-XV).
- 
161. - SEIDEL, Adolf: Die Verfassung der Fünften Französischen Republik im Verhältnis zum Recht der Europäischen Gemeinschaften. Inaugural-Dissertation...  
München, Schön, 1966. XIV, 209 p. 8<sup>o</sup>  
(Thèse, Univ. München. 1966).  
(21.227) (bibliographie)
- 
162. - STENDARDI, Gian Galeazzo: Elementi di diritto costituzionale comunitario. Lezioni tenute... in Milano, 27 febbraio, 4, 5, 11 e 12 marzo 1968.  
(Varese, "La Tipografia Varese", 1968). 56 p. 8<sup>o</sup>  
(Centro Internazionale di studi e Documentazione sulle Comunità Europee: VII Corso di diritto e di economia delle Comunità Europee. Anno accademico 1967-1968).  
(21.082).
- 
163. - VENCESLAI, Stelio W.: La Piattaforma litorale europea nella C. E. E. e la sua posizione nell'ordinamento giuridico comunitario. 1-2.  
(Rivista di Diritto Europeo, n° 3, luglio-settembre 1968, p. 187-220, n° 4, ottobre-dicembre 1968, p. 303-340).
-